

Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12355 - 4.F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 16 OCTOBRE 1984

Moscou et le missile de croisière

On ne sait si l'annonce, faite par Moscou samedi 13 octobre, que l'armée soviétique a commencé d'installer des « missiles de croisière à longue portée » à bord de bombardiers et de sous-marins répond à un désir de « prouver » les États-Unis pour avoir déployé des engins de même type en Europe occidentale, à une volonté de rattraper une avance déjà ancienne des Américains dans cette technologie, ou tout simplement à la dynamique propre de l'activité des arsenaux de l'URSS.

Il y a probablement de tout cela à la fois, mais l'on peut constater une retombée paradoxale et positive de la présente tension Est-Ouest : depuis quelque temps, les Soviétiques annoncent leurs programmes d'armement, et même leurs essais, ce qui tranche heureusement sur le secret total qui, durant des décennies, a le plus souvent présidé à leur politique en ce domaine. Saluons ce modeste progrès.

Cette fois, pourtant, il y a moins de place pour la surprise. Le missile de croisière n'est pas une arme nouvelle : les Deux Grands se sont intéressés tout à tour, depuis un bon quart de siècle, à cette sorte d'avion sans pilote capable de donner une plus grande souplesse aux représentations stratégiques, et l'on a pu même y voir un temps une arme moins déstabilisante que le missile balistique, puisque, volant beaucoup moins vite, elle se prêtait difficilement à une attaque, à une première frappe. Plus récemment, cependant, sa capacité d'échapper dans une grande mesure à la détection et à la destruction de l'ordre de 30 mètres, son caractère « insaisissable » dans les comptages et les négociations, l'extrême difficulté d'en contrôler la production et le stockage, ont passablement brouillé les pistes. Le « progrès » dans cette direction est incontestablement le fait des États-Unis, qui se sont lancés avec M. Carter dans un vaste programme de missiles de croisière lancés d'avion.

Cela dit, ce nouveau déploiement soviétique ajoute encore à la réponse déjà redondante que Moscou annonce mois après mois à l'installation des missiles américains et aux programmes de M. Reagan. On avait déjà assisté à la « levée du moratoire » sur le programme SS-20, autrement dit à la construction de nouveaux sites de lancement de ces engins ; à l'installation d'une centaine de fusées SS-22 en RDA et en Tchécoslovaquie, c'est-à-dire au fait que l'Europe, déjà amplement « couverte » par toutes sortes de missiles, est prise sous le feu d'une nouvelle arme presque aussi « intermédiaire » que les autres (le SS-22 porte à près de 1 000 kilomètres) ; enfin à l'envoi en patrouille de nouveaux sous-marins à proximité des côtes américaines. C'est peut-être ce volet-là des « contre-mesures » que viennent renforcer les nouveaux « missiles de croisière à longue portée », encore que ces engins n'aient pas la vitesse de vol des Pershing et peuvent donc difficilement correspondre à l'instrument de « première frappe » que l'URSS dénonce dans la nouvelle fusée américaine.

L'affaire témoigne en tout cas de la nécessité d'une « remise à plat » de toutes les données stratégiques au cours d'une négociation qui n'a que trop tardé. Moscou réclame à cor et à cri une négociation sur les armes spatiales — qui l'ingénierait le plus — mais on ne pourra faire l'impasse bien longtemps sur les armements offensifs, qui sont après tout une composante au moins aussi importante du paysage militaire. Il faudrait bien décidément que les diplomates reprennent le chemin de Genève.

(Lire nos informations page 3.)

Les négociations s'engagent au Salvador

Le président Duarte rencontre les dirigeants de la guérilla

De notre envoyé spécial

San-Salvador. — Tout est prêt à La Palma pour le face-à-face prévu ce lundi 15 octobre entre le président Duarte et les dirigeants, militaires et civils, de la guérilla.

Les troupes du lieutenant-colonel Ochao ont évacué samedi soir cette petite bourgade entourée de collines, située dans le département de Chalatenango, à moins de 100 kilomètres au nord de la capitale. Des guérilleros, puissamment armés, bivouaquent dans les environs, dans les forêts de pins, près de la méchante piste en terre qui mène à La Palma.

Une trêve de fait s'est instaurée dans ce village du bout du monde, brutalement jeté sous les projecteurs de l'actualité. Maisons basses et blanches le long de ruelles pentues et aux parcs disjointes. La Palma, proche de la frontière du Honduras, a changé plusieurs fois de mains depuis deux ans. En mars dernier,

pour le premier tour de l'élection présidentielle, la guérilla campait dans la localité. En mai, pour le second tour, l'armée avait repoussé les insurgés et assuré la sécurité des bureaux de vote.

A La Palma, comme dans toutes les bourgades isolées situées dans les zones de combats et soumise aux hasards et aux horreurs de la guerre, les maisons sont en permanence hérissées de drapeaux blancs.

MARCEL NIEDERGAUS.

(Lire la suite page 4.)

Les prix Nobel de médecine

Le prix Nobel de médecine et physiologie 1984 a été attribué, ce lundi 15 octobre, à trois immunologistes, MM. Niels K. Jerne (Danemark), George J.F. Köhler (République fédérale d'Allemagne) et Cesar Milstein (Grande-Bretagne), pour leurs travaux sur les anticorps.

Le budget de l'Etat est entré dans une crise grave et durable nous déclare M. Barre

La discussion budgétaire s'engage, mardi 16 octobre, à l'Assemblée nationale. Dans l'article que nous publions ci-dessous, M. Raymond Barre, ancien premier ministre, s'agitte de l'état des finances publiques de la France.

Au moment où l'on s'accorde à penser que la tâche première des gouvernements des pays industrialisés est de recouvrer la maîtrise de leur budget pour assurer le retour à une expansion durable, je voudrais attirer l'attention sur l'état préoccupant des finances publiques de la France, sur la signification réelle du projet de budget pour 1985 et sur la nécessité d'une nouvelle politique budgétaire dans le contexte d'une

politique économique de stabilité et de progrès.

Les Français sont-ils pleinement conscients de la gravité de la situation financière de l'Etat ? Je n'en suis pas sûr. Le gouvernement multiplie depuis trois ans les débudgetisations et modifie les règles de comptabilisation des dépenses publiques dans l'espoir de masquer la dérive des dépenses et l'accroissement des déficits. On peut cependant dire sans risque de se tromper que le budget de l'Etat est entré dans une crise grave et durable.

Le premier aspect de cette crise est l'ampleur du déficit budgétaire, qui s'accroît régulièrement depuis 1981.

En 1984, il serait supérieur à 160 milliards de francs (3,7% du PIB), soit au moins 35 milliards de francs de plus que prévu, du fait de la progression très rapide de la dette publique intérieure et de la médiocrité des rentrées fiscales. Le ministre de l'Economie, des finances et du budget affirme vouloir tenir le dé-

cit à 3,3% du PIB, sans préciser toutefois les moyens qu'il compte employer pour y parvenir.

Le deuxième aspect de la crise budgétaire est la rigidité des dépenses publiques. Le poids croissant du service de la dette intérieure, l'augmentation des dépenses d'intervention sociale et des dépenses d'intervention économique, privent le gouvernement de toute marge de manœuvre. Il a donc été contraint de sacrifier, depuis 1983, les dépenses civiles d'équipement.

Comment en est-on arrivé là alors qu'en 1980, la France était le seul grand pays de l'OCDE à bénéficier de finances publiques globalement équilibrées ? Aujourd'hui, le déficit des administrations publiques est supérieur, en pourcentage du PIB, à celui de la Grande-Bretagne, de la RFA, du Japon et même des États-Unis. La raison en est la politique de relance, qui a provoqué un quadruplement du déficit en trois ans.

RAYMOND BARRE.

(Lire la suite page 9.)

Afghanistan : les résistants de l'an V

I. — La guerre au quotidien

par OLIVIER ROY (*)

Kandahar, fin août. — Comme tous les matins depuis près d'un an, les deux Mig effectuent leur bombardement de routine sur la banlieue de Kandahar. Fusées et mitrailleurs, ils larguent leurs deux énormes bombes sur un « comité » différent chaque jour (le « comité » est un lieu de regroupement des résistants) ; mais, confrontés aux tirs anarchoïques d'une bonne douzaine de mitrailleurs lourds, ils rentrent régulièrement leur cible et repartent aussitôt en l'air, une gerbe de leurs mitrailleurs pour détourner d'improbables missiles antiaériens. De vastes cratères cornent désormais les bords des champs. Tout autour, les villages ne sont plus que ruines, et la population civile a fui les zones de combat.

Les résistants sont retranchés dans les oasis qui entourent la ville de Kandahar et qui se couvrent plus dans la guerre de 1914-1918 que dans une guérilla. Les oasis sont en fait un entrelacs de vergers, de vignes et de chemins creux : les résistants qui font la fortune de la région

combattants n'envisagent pas un instant d'évacuer l'oasis avant l'encerclement inévitable ; au contraire, ils espèrent que les Soviétiques tenteront de nettoyer la place, occasion d'un combat rapproché où les résistants se sentent plus à l'aise.

Le matin, le bombardement de routine est suivi de nombreuses autres sorties aériennes. Mais les hélicoptères restent haut dans le ciel : pour une fois, la densité de tir des mitrailleurs afghans a atteint un seuil dissuasif, même pour les hélicoptères blindés. Les troupes soviétiques venues de l'aéroport prennent l'oasis en pince à partir de l'est. Les blindés s'arrêtent le long du premier canal d'irrigation ; les hommes descendent, prennent position, et le pilonnage débute qui va durer une longue semaine : canons des tanks, artillerie lourde, mortiers, mais surtout lance-roquettes multiples BM21, capables de lancer quelques projectiles en quelques secondes.

Pourtant, ce jour-là, ce n'est plus la routine. La veille, une « circulaire » manuscrite a fait le tour de la vingtaine de comités qui tiennent l'oasis de Kandahar, à l'ouest de Kandahar : une offensive soviétique doit être déclenchée à l'aube, et elle est prévue pour durer dix jours. A notre grande surprise (et, il faut le dire, à notre légère inquiétude), les

(*) Chercheur au CNRS.

(Lire la suite page 7.)

« Le Monde de l'économie » Pages 19 à 23

« L'avenir de la construction automobile en France » Lire les articles de DIDIER PÈNE et BRUNO DETHOMAS

« Le débat sur le budget 1985 » Lire l'article d'ALAIN VERNHOLLES

Les métamorphoses du socialisme

Lire page 42 la fin de notre enquête : « Conviction et responsabilité » par PIERRE DROUIN

AU JOUR LE JOUR

La bataille de Paris fut homérique. Les trente mille fantassins du deuxième régiment de Jagers ont paru contrôler, quelques heures durant, tous les points stratégiques de la capitale, sur laquelle flotait un air de liberté.

Bataille

hargneux du klaxon, s'époumoner, tenter en vain quelques percées. Le pavé fut l'enjeu d'une âpre lutte, incertaine jusqu'au moment où les coureurs, par milliers, trahirent. Passant à l'ennemi, ils rentrèrent chez eux à bord de leurs autos pour un consensus retrouvé.

BRUNO FRAPPAT.

JOURNÉES FRANÇAISES A BRÊME

Le langage de la musique

Il était une fois un jeune soldat qui demanda à être affecté à Donaueschingen pour pouvoir assister aux fameuses Journées de musique contemporaine, qui s'y déroulent à l'automne. Passionné par tous les arts, apprenant l'allemand sur le tas, il se retrouva metteur en scène à Munich pendant quelque temps, puis, tanté par l'aventure, il fut engagé par le ministère de la coopération pour animer le Centre culturel de Kinshasa, à une époque où les intellectuels ne se bousculaient pas pour évangéliser l'ex-Congo belge.

Bertrand Espouy se rendit compte que la musique était sans aucun doute le meilleur moyen d'établir un contact avec les élites noires et de trouver un langage commun. Les expériences qu'il tenta avec des musiciens autochtones associés aux Percussions de Strasbourg et à des formations de jazz notamment, mais aussi avec des instruments classés comme le clavecin, se révélèrent encourageantes.

En 1982, il prit la direction de l'Institut français de Brême et voulut ajouter aux activités traditionnelles (huit cents personnes y apprennent

notre langue et fréquentant la bibliothèque) des manifestations plus dynamiques. Et tout naturellement la musique lui parut la plus apte à favoriser les rapports entre deux cultures voisines, mais qui restent séparées en grande partie par le mur du langage, d'où par contrecoup une méconnaissance réciproque des mouvements artistiques contemporains.

Par chance, il reçut immédiatement le concours enthousiaste de la radio de Brême (Hans Otta, Solf Scheffer et Klaus Bernbachner) pour organiser en mars 1983 des Journées de musique française contemporaine, qui obtinrent un vif succès ; et il récidive cette année, avec l'appui de la direction de la musique du ministère de la culture, de l'Association française artistique et du Sénat de Brême, présentant jusqu'au 28 octobre un programme de tout premier ordre, avec de nombreuses premières auditions en Allemagne.

Quelque sept cents personnes ont assisté, pour l'ouverture, à la création (1) d'une œuvre de Xavier Darasse, A propos d'Orphée II, qui a

fait grande impression dans l'immense cathédrale aux deux étages roman et gothique.

Retraçant le mythe d'Orphée et d'Eurydice à partir du poème des Géorgiques de Virgile, confié à un chœur morte (l'ensemble Huguette Caimel), donnant quelques repères textuels, et aux Percussions de Strasbourg, elle s'accroît admirablement avec cette fantastique caisse de résonance multipliant les échos des sonorités prodigieuses qui s'élevaient des multiples claviers, tambours, timbales, cloches, éclaboussant l'obscurité de leurs tonnerres, éclairant et scintillements associés aux voix déchirantes ; et ce beau parcours initiatique s'achevait par une lente remontée vers la lumière se chargeant peu à peu de mille couleurs terribles et merveilleuses, jusqu'à ce dénouement très humble et sobre, le soupir d'Eurydice happée une seconde fois par la mort.

JACQUES LONCHAMPT.

(Lire la suite page 15.)

(1) Retransmis en direct par Radio Brême et Franco-Musique

MILLE DICTATEURS
DEPUIS LE DÉBUT DU SIÈCLE !
QUI SONT-ILS ?

ARTHUR CONTE
LES
DICTATEURS
DU XX^e SIÈCLE

Non seulement les "grands", mais leurs émules : africains, cubains, sud-américains, orientaux. Dictateurs d'Allah ou proconsuls de Moscou, caudillos nationalistes ou instruments des grandes puissances, ils règnent par la terreur sur 140 des 160 États que compte aujourd'hui la planète. Un monument de l'Histoire contemporaine.

ROBERT LAFFONT

idées

Les vieux

Parce que nous moquons ou blâmons le gouvernement des vieillards.

(*) Directeur du Centre pluridisciplinaire de gériatrie de l'université des sciences sociales de Grenoble.

la République, la Politique et l'Éthique à Nicomaque.

(*) Président du club des retraités
MGEN de Paris.

sens à la période de retraite et rendant un statut aux retraités. Elles

**Les autorités françaises
que les Libyens**

GUNT. de 1944. 11. 11. 1944.

Le témoignage de les ai vu ren

Emmanuel Todd



Avec Todd, la généalogie de notre humanité se veut collective, indépendante des anciens pouvoirs étatiques, et

Emmanuel Le Roy Ladurie
L'Express

Un débat d'un type nouveau sur le développement est ouvert, autour d'un dossier où il y avait longtemps qu'une idée vraiment originale n'avait pas été versée. Jean-François Revel / *Le Point*

original n'avait pas été versée. Jean-François Revel / Le Point
Collection Empreintes 89F


S E U I L

LETTRES AU Monde

Amnesty International et l'extradition

AMNESTY INTERNATIONAL
(section française).

nombreux exilés qui ont pu vous lire. Mais je tiens à vous manifester ma réserve à propos des considérations que vous y faites quant à l'attitude de « l'ensemble du corps médical uruguayen » qui se signalerait par « sa passivité ou par sa complaisance ».


 S. r. des Indes
 PARIS-IX
 1983
 Reproduction interdite de tous articles
 sans accord avec l'administration
 Commission paritaire des journaux
 et publications, n° 57 437
 ISSN : 0395-2037

provisoire (deux semaines ou plus); les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

3, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

**PRIX DE VENTE
À L'ÉTRANGER**

Algérie, 3 DA; Maroc, 4,20 dir.; Tunisie, 380 m.; Allemagne, 1,70 DM; Autriche, 17 sch.; Belgique, 28 fr.; Canada, 1,20 \$.

ABONNEMENTS

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
-	-	-	-
FRANCE			
341 F	685 F	859 F	1080 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE**
661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER
(par messageries)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
DANS CAS

PAYS-BAS
381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur de-

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres en
capitales d'imprimerie.

Journal of Management Studies, 19(1), 67-80.

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26

•

... d'abord de la ...
... de la ...
... de la ...
... de la ...
... de la ...
... de la ...

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Tchad

FACE AU SCEPTICISME DE N'DJAMENA

Les autorités françaises sont convaincues que les Libyens ont amorcé leur retrait

Alors que les autorités tchadiennes continuent de mettre en doute le retrait effectif des troupes libyennes du nord du Tchad, du côté français on se déclare persuadé de la réalité de ce désengagement. Le général Jean-Marie Lacaze, chef d'état-major des armées, a déclaré, dimanche 14 octobre, à N'Djamena, que « rien ne permet de suspecter » les troupes libyennes de ne pas respecter l'accord franco-libyen de désengagement. Le général Lacaze, qui s'adressait à la presse avant son départ pour Bangui, après un séjour de trois jours au Tchad, a précisé que le déploiement de la commission franco-libyenne sera mis au point par les deux pays à Kano (nord du Nigeria). Cette commission, a-t-il ajouté, sera « relativement restreinte » et ne dépassera pas douze cadres libyens, qui seront installés à N'Djamena, et douze cadres français, qui se rendront à Bardai (nord-ouest du Tchad). A partir de ces deux points, « des moyens seront mis à la disposition d'équipes mixtes mobiles », qui se chargeront du contrôle sur le terrain. D'autre part, si, au cours du désengagement, des avions libyens interve-

nient au Tchad entre le 16^e parallèle et la bande d'Aozou, a indiqué le général Lacaze, « nous considérons que l'accord n'a pas été respecté ». Si cela se passait après le désengagement, a-t-il ajouté, « nous serions dans un autre contexte ». En ce qui concerne le respect des délais impartis pour le retrait « concomitant et total » des troupes françaises et libyennes, le général Lacaze a indiqué que « toute la planification est faite pour que le retrait français se fasse dans les délais prévus ».

A Kinshasa, le ministre zairois de l'information, M. Sakombi Isongo, a annoncé, samedi 13 octobre, que le retrait des troupes zairoises du Tchad débutera dans huit à dix jours. « Les militaires zairois encore présents au Tchad sont au nombre de mille quatre cent douze », a-t-il indiqué (ils étaient deux mille cinq cents lors de leur arrivée, le 3 juillet 1983), en ajoutant que « leur retrait total prendra fin avant celui des troupes françaises et libyennes ». — (AFP, AP.)

Le témoignage d'un transfuge du GUNT : je les ai vu renforcer leurs positions...

Béni. — Issa Kous s'est réfugié. Il est là, dans cette maison de Béni ouverte de tous côtés au vent chaud du désert, la tête enroulée de pansements, à raconter le pourquoi et le comment de sa décision. Drôle de bonhomme, étrange histoire... lorsqu'il est entré, ce jeudi soir 14 octobre, le commandant en chef des Forces armées nationales tchadiennes (FANT), l'ancien Dab, entouré de quelques officiers, était en train de dîner. Le « com-chef » a achevé son repas et il s'est levé les mains, grasses du mouton rôti. Alors, alors seulement, il s'est dirigé vers Issa Kous et lui a serré la main. Les officiers tchadiens ont ensuite prodigué d'ostentatoires marques de sympathie à celui qui, depuis deux ans, a été, à la tête des troupes du GUNT, de tous les combats contre les FANT. Grand seigneur, le « com-chef » a tiré — pendant plus d'une heure — Issa Kous à la curiosité des deux journalistes présents. Si l'homme a le visage lacrimé, c'est qu'il a traversé le pays-bien de sa Toyota. Accident banal sur ces pistes du désert où les Toyota et les Land-Rover de combat font à 100 kilomètres à l'heure, soulevés derrière elles des nuages de sable. Pour le chirurgien du groupement Manta de Béni, pour les officiers français, ce n'est, officiellement, qu'un type qui s'est cassé la queue en voiture. Drôle de type, à qui on a recousu — sans anesthésie — le visage et qui, pendant les « deux heures qu'a duré l'opération n'a ni murmuré ni gémi ».

Issa Kous n'est pas un blessé ordinaire. C'est (selon ses propres dires), « un grand chef militaire ». Avant 1981, il était l'un des chefs des Forces armées du Nord (FAN) du « commandement Hissène Habré ». Lorsque, le 7 juin 1982, N'Djamena tombe sous le contrôle des FAN, il s'enfuit avec le GUNT — en raison de « divergences » avec ses camarades de combat du moment — et gagne la Libye. Il séjournera dans cinq bases militaires libyennes, notamment Koutra et Sebha, avant d'être nommé, il y a deux mois, premier adjoint du commandant des troupes libyennes stationnées à Fada, la grande palmeraie du Nord, le colonel libyen Youssouf Ismaïl. A ce titre, il commandait les unités du GUNT déployées dans la zone est de la partie nord du Tchad occupée par Tripoli. « A leur comportement, explique-t-il, j'ai compris que les Libyens sont venus au Tchad pour leur propre cause et non pour la nôtre. J'ai compris que je faisais leur jeu et j'ai décidé de me rallier. Je suis décidé à combattre l'occupant libyen les armes à la main ».

Issa Kous a quitté Fada le 8 octobre, à 18 heures, emmenant à bord de sa Toyota sept autres « réfugiés ». Après avoir roulé une partie de la nuit, il a bivouaqué dans le désert, non loin de Kabat, la grande base des FANT située près du 16^e parallèle, à 220 kilomètres de Fada. Le lendemain matin, il s'est présenté aux forces tchadiennes, qui l'ont emmené à Béni.

De notre envoyé spécial

Issa Kous, trente-cinq ans, une femme à l'air (l'autre base des FANT à l'est de Kabat), une autre à Ad, doit devant nous son thé brûlant et « vide son sac » avec une bonne conscience tranquille. Ce qu'il dit contredit toutes les informations distillées, tant à Paris qu'à N'Djamena, par les autorités françaises à propos du retrait des troupes libyennes. Depuis l'accord du 17 septembre entre Paris et Tripoli, les Libyens n'ont opéré, selon ses dires, aucune manœuvre de retrait vers le nord.

Les Noirs remplacent les Blancs

Au contraire, ils renforcent leur potentiel militaire. Depuis cette date, affirme-t-il, une vingtaine de blindés (AML, Cascavel et chars chenillés) sont arrivés à Fada, portant à soixante le nombre des blindés stationnés dans cette localité. En outre, deux lance-missiles soviétiques BM-21 à longue portée ont également été débarqués sur les trois aéroports que les Libyens ont aménagés dans cette zone. Chaque jour, « au moins » deux gros porteurs C-130 « amènent des soldats noirs et évacuent des soldats libyens blancs ».

Bref, les troupes du colonel Kadafi, à l'en croire, ne se préparent nullement à se replier en Libye, bien au contraire. Selon Issa Kous, les Libyens se livrent en quelque sorte à une transfusion, les soldats noirs étant plus aisés à confondre avec ceux du GUNT. Il y a un mois, selon ce témoin direct, l'état-major libyen a réuni tous les officiers du GUNT pour les informer des « tractations » entre Paris et Tripoli. Le discours qui a été tenu devant Issa Kous aurait été le suivant : « Il s'agit, dans un premier temps, de faire partir les français, ensuite on vous donnera tous les moyens militaires pour rentrer à N'Djamena ». Les Libyens, qui avaient une véritable « hantise » des soldats de Manta, auraient offert de payer 2 millions de francs CFA pour tout soldat français tué ou fait prisonnier et 5 millions pour un officier. Il y a une douzaine de jours, une nouvelle réunion a eu lieu, avec un message identique : « Nous ne quitterons jamais le Tchad ». Enfin, mardi 9 octobre, le chef officiel du GUNT, M. Goukouni Oueddei, était attendu à Fada, pour procéder à une « réorganisation offensive » du GUNT. Celui-ci, selon Issa Kous, en a d'ailleurs bien besoin. Depuis qu'Achikh Ibn Omar a été déchu de ses fonctions de « ministre de la défense », au profit de Radis Mennani, de nombreux chefs de tendance ont été limogés du Conseil révolutionnaire de la révolution (COR). Les Libyens, affirme ce « grand responsable militaire », alimentent la discorde au sein du GUNT, et M. Goukouni Oueddei n'aurait actuellement aucune autorité sur les officiers du GUNT basés dans la zone de Fada, qui exigent la réhabilitation d'Achikh Ibn Omar.

Dans la grande palmeraie, seules les troupes libyennes sont installées dans l'enceinte de la ville. Leurs effectifs sont d'environ deux mille hommes, essentiellement composés de compagnies motorisées. Une vingtaine d'hélicoptères y sont également stationnés, ainsi que des avions Marchetti d'attaque au sol. Les troupes du GUNT, elles, sont reléguées à l'extérieur de la ville. La défense de Fada est organisée selon un dispositif circulaire : cinq cercles entourent la localité, le dernier étant situé à 15 kilomètres de Fada. Il s'agit à la fois d'une ligne de guet et d'une sorte de « cordon sanitaire » composé uniquement d'éléments libyens. Les forces du GUNT (quatre groupes représentant au total près de neuf cents hommes), sont donc étroitement surveillées et encadrées. Nul ne peut entrer ou sortir de Fada sans une autorisation écrite de l'administration libyenne, et cette interdiction concerne au premier chef les Tchadiens.

Les troupes du GUNT « abattues »

Seuls les officiers les plus importants, comme Issa Kous, étaient exemptés de laissez-passer (ce qui expliquerait sa fuite). L'état-major libyen, explique-t-il, méprise les responsables tchadiens, car ils n'ont besoin que d'« auxiliaires ». Les troupes du GUNT sont « moralement très abattues », elles « n'ont rien à manger », et les Libyens ne leur distribuent de l'essence que par parcimonie. Quant à la « légion islamique », Issa Kous affirme qu'elle n'est pas présente à Fada, mais « en instance de mouvement » dans les bases du Tibesti, à Bardai, Zouar et Kirdini.

Issa Kous aura-t-il scrupule, dans l'avenir, à tuer les hommes avec qui il a combattu les FANT ? Pas du tout ! « Je suis venu pour combattre les Libyens et tous ceux qui les aident ». De toute façon, précise-t-il, de nombreux combattants du GUNT s'apprêtent à suivre son exemple. Issa Kous va retrouver très vite un commandement dans les rangs des FANT. Un peu surpris malgré tout par l'accueil « chaleureux » qu'il a reçu, il avait bien préparé son affaire : il ne s'est décidé à se rallier qu'après avoir reçu des garanties — écrites — pour sa vie de la part du gouvernement tchadien. Vendredi matin 12 octobre, dans l'avion qui le ramenait de Béni à N'Djamena, Issa Kous, tranquille sur son sort, avait retrouvé toute sa superbe. A la ceinture, il portait son pistolet et, à la main, il tenait une serviette bourrée de documents. Les Tchadiens ont bien l'intention d'exploiter au maximum son ralliement. Son témoignage sera diffusé à la radio.

« Rallés » ? Traître à ses anciens camarades ? Patriote respecté ? Fabulateur ou intoxiqué ? En tout état de cause, Issa Kous est un curieux personnage.

LAURENT ZECCHINI

DIPLOMATIE

Des missiles de croisière à longue portée ont commencé à être installés à bord de bombardiers et de sous-marins soviétiques, annonce Moscou

Le département d'Etat américain a réagi à l'annonce, faite samedi 13 octobre à Moscou, de l'installation de missiles de croisière à longue portée sur des bombardiers et sous-marins soviétiques, en réaffirmant le désir de Washington de négocier sur ces armements comme sur d'autres avec l'URSS. « Les Etats-Unis », déclare un communiqué, « ont proposé de discuter la limitation des missiles de croisière lancés depuis un appareil en vol et ont indiqué qu'ils étaient disposés à discuter d'échanges réciproques dans les domaines d'avantages stratégiques américains ou soviétiques. Si les Soviétiques recherchent sérieusement une limitation des missiles de croisière, ils devraient

être disposés à reprendre les négociations sur la réduction des armes nucléaires offensives ».

Un porte-parole du département d'Etat a ajouté : « Les Etats-Unis ont proposé une interdiction globale de tous les missiles de croisière lancés depuis la terre ferme, du genre de ceux actuellement déployés dans le cadre des décisions prises par l'OTAN en 1979, ou, si cela n'est pas possible, d'en limiter le nombre au minimum ». Pour sa part, M. Mondale, candidat démocrate à la présidence, a vu dans l'annonce soviétique un indice du « triste état » dans lequel se trouvent les relations soviéto-américaines. « Il n'y a pas de doute que nous sommes maintenant engagés dans une course aux armements très grave », a-t-il dit.

Moscou. — Le ministre de la défense a indiqué, samedi 13 octobre, dans un bref communiqué, que « les forces armées de l'URSS ont commencé à déployer des missiles de croisière à longue portée à bord de bombardiers stratégiques et de sous-marins ». « L'emploi de ces mesures correspond à la menace croissante émanant des Etats-Unis sur la sécurité de l'URSS et des autres pays de la communauté socialiste », précise le communiqué.

Les Soviétiques avaient déjà fait savoir au cours de ces derniers jours qu'ils avaient « commencé à effectuer des essais de missiles de croisière à longue portée » (le Monde des 2, 10, 16 et 28 août). Le délai est donc relativement court entre l'annonce de la mise au point de ces engins et celle de leur installation à bord de sous-marins et de bombardiers. Le passage de l'un à l'autre ne pose pas de grands problèmes techniques, selon

De notre correspondant

les experts militaires occidentaux, le pas en avant opéré par l'URSS concerne surtout la conception même des missiles de croisière, c'est-à-dire un système de navigation qui leur permette de compenser sa trajectoire avec des cartes informatiques stockées dans sa « mémoire », où figurent avec d'extraordinaires précisions les moindres accidents du terrain qu'ils survolent. Le missile de croisière peut voler à quelques dizaines de mètres du sol et est donc très difficilement repérable par les radars.

Les Américains, « inventeurs » de ce type d'engin, avaient une incontestable avance technologique. Les Soviétiques s'efforcent actuellement — tel est le sens du communiqué du ministre de la défense — de prouver qu'ils disposent désormais d'une « réplique ad hoc ». Il y a un élément de gesticulation dans leur attitude. Ils veulent manifestement être pris

Un engin « inclassable »

Outre ses caractéristiques techniques, qui le rendent difficilement détectable, encore plus difficile à intercepter et pourtant hautement précis, le missile de croisière présente la particularité de compliquer à tous égards le problème de la défense ainsi que la tâche des diplomates qui tentent de l'intégrer dans le processus de maîtrise des armements (arms control).

D'une part, en effet, sa trajectoire ne peut être calculée à l'avance par le défenseur, à supposer qu'il soit détecté : à la différence de l'engin balistique, qui suit un itinéraire déterminé par la loi de la physique, l'engin de croisière peut corriger sa trajectoire, très coûteuse en carburant, le missile de croisière peut venir de bord selon un programme mémorisé à l'avance connu du seul attaquant, et sa portée peut varier en fonction de la charge utile : il est donc impossible de connaître la cible qui lui est assignée, pas même la région géographique où elle se trouve. En second lieu, on ne peut savoir à l'avance si sa charge est nucléaire ou classique — ce qui a d'ailleurs, plus de cent ans, été le cas des sous-marins — et si elle n'est pas non nucléaire, sa précision est grande. Dans les deux cas d'ailleurs, la puissance explosive peut varier selon la dimension et le « durcissement » de la cible retenue. L'engin est donc encore plus difficilement « classifiable » que les autres.

Elle n'est pourtant pas nouvelle. L'ancêtre du missile de croisière est le V1, avec lequel les Allemands ont bombardé Londres pendant la deuxième guerre mondiale : il s'agit alors comme aujourd'hui d'un avion sans pilote, il est vrai, mais entièrement imprécis et détectable par les moyens modernes, puisqu'il volait à une altitude « normale ». Toujours est-il que le V2, ancêtre des fusées balistiques modernes, est apparu plus tard, et que la prolifération de ce type d'engins après la guerre n'a jamais complètement mis fin à l'intérêt pour la croisière. Ainsi, dans les années 60, les Soviétiques ont déployé pendant quelques années des missiles de croisière à bord de leurs premiers sous-marins stratégiques, tandis que, du côté américain, un des premiers sous-marins installés en Europe a été le Mako, qui portait déjà, comme le Tomahawk actuel, à 2 500 kilomètres.

Mais c'est surtout à la fin des années 70 que les Etats-Unis, dans le but de prolonger la durée et l'efficacité de leur arsenal stratégique aérien, se sont lancés dans la production du missile de croisière lancé d'avion (ALCM, pour Air-Launched Cruise Missile). Bien que sa portée ait été limitée à 2 500 kilomètres, il s'agit bien d'un missile « stratégique » — ou « à longue portée », comme disent aujourd'hui les Soviétiques — puisqu'il suffit à l'avion porteur (ou au sous-marin, comme c'est le cas aujourd'hui) de s'approcher suffisamment du territoire ennemi pour lancer son engin, qui franchira alors par ses propres moyens les défenses adverses.

C'est en 1982 que le missile de croisière a été déployé pour la première fois à bord du B-52. On en comptait environ 200 l'année suivante, selon l'institut stratégique de Londres, et un peu plus de 1 000 l'été dernier, portés par 94 bombardiers. Mais, dès 1979, ces déploiements avaient été pris en compte par les négociateurs de l'accord SALT 2, puisque le traité accordait aux Etats-Unis le droit d'équiper de cet engin 120 de leurs bombardiers, chacun d'entre eux étant compté comme un engin à tête multiple, ou MIRV. Les Soviétiques, qui ne disposaient pas

au sérieux et montrer qu'à chaque accroissement du potentiel de l'OTAN ils répondront, comme ils l'ont annoncé, par une contre-mesure équivalente », explique un diplomate occidental.

Dans un commentaire de son « observateur militaire » publié dimanche, l'agence soviétique de presse Tass décrit le missile de croisière comme une « arme miraculeuse », que « les radars ne peuvent pas détecter ». L'agence soviétique pas plus que le ministère de la défense n'indiquent où se trouvent les sous-marins et bombardiers qui en sont désormais dotés. L'« observateur militaire » de Tass est cependant un peu plus précis, puisqu'il affirme que « les nouvelles armes vivent en premier lieu les Etats-Unis ».

Dans un souci de parité avec les missiles de croisière de l'OTAN déjà installés en Italie et en Grande-Bretagne, l'URSS va donc vraisemblablement faire naviguer au large des côtes américaines des sous-marins porteurs d'engins comparables, tandis que des bombardiers stratégiques se tiendront prêts en Russie d'Europe et en Extrême-Orient soviétique à s'envoler pour lâcher au plus près du territoire des Etats-Unis d'autres missiles de croisière. Les responsables soviétiques estiment, en effet, que la géographie les oblige à répliquer de cette façon aux missiles de croisière installés au sol en Europe de l'Ouest, à proximité de l'URSS, alors que celle-ci ne disposait pas de bases de lancement terrestres comparables.

Les Soviétiques continuent cependant de manier la carotte et le bâton. Le principal responsable de l'industrie stratégique, membre à la fois du bureau politique et du secrétariat, M. Gueorgi Romanov, tout en répétant que l'URSS était « contrainte de prendre des contre-mesures pour sa sécurité et celle de ses alliés », a réaffirmé qu'elle était également toujours prête à un « dialogue honnête et sérieux » avec les Etats-Unis. M. Romanov a fait cette déclaration dimanche à Helsinki, où il se trouvait pour la cérémonie du quarantième anniversaire de l'armistice entre l'URSS et la Finlande.

MICHEL TATU.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Le septennat des vaches maigres.



JEAN DUTOURD
de l'Académie Française

le septennat des vaches maigres

Flammarion

Les vaches françaises sontpires que les vaches de la Bible; elles ne se contentent pas de tout dévaster: elles nous expliquent que c'est pour notre bien... Le peuple leur crie de s'en aller, elles ne font qu'en rire, car les vaches rient, notamment quand elles sont installées dans un fromage.

AMÉRIQUES

États-Unis

M. Reagan affirme ne pas vouloir revenir à une position dure envers l'URSS

Washington (AFP). - Dans des déclarations faites à l'hebdomadaire *US News and World Report* et rendues publiques le dimanche 14 octobre, le président Reagan a affirmé qu'il ne reviendrait pas à une position intransigeante vis-à-vis de l'URSS sur la question du désarmement s'il était réélu en novembre. A une semaine du débat qui doit opposer les deux candidats à la présidence sur la politique étrangère, l'hebdomadaire de Washington publie, dans le même numéro, une interview de M. Mondale, dans laquelle celui-ci prend, de son côté, position sur les principales questions internationales intéressant les États-Unis.

Interrogé sur la question de savoir si sa réélection se traduirait par un retour à une position dure à l'égard de Moscou, M. Reagan a répondu : « Non, il n'en est pas question. S'il y avait un tant soit peu de bon sens dans le monde, nous devrions nous concentrer sur la réduction des armements nucléaires, mais les éliminer totalement. »

Comme on lui demandait s'il était prêt à faire des concessions significatives en matière de désarmement, et en particulier à accepter un moratoire sur les essais d'armes antissatellites, le président américain a souligné qu'il avait indiqué clairement au ministre soviétique des affaires étrangères, M. Gromyko, que les États-Unis étaient prêts à discuter de ces questions « et n'avaient pas posé de conditions préalables ».

De son côté, M. Mondale a estimé que le contrôle des armements était « la question la plus importante de notre époque ». Il a rappelé que, au cas où il serait élu, il chercherait aussitôt à organiser une réunion au sommet avec son homologue sovié-

que. Le candidat démocrate s'est également déclaré prêt à « suspendre temporairement - pour une période de six mois - les essais d'armes antissatellites et d'armes dans l'espace, si les Soviétiques font de même », pour parvenir à un traité interdisant ces armes.

Dans des déclarations radiodiffusées le même jour, M. Mondale, adoptant un ton plus sarcastique qu'à son habitude, avait résumé de la manière suivante la philosophie du président en matière de défense : « S'il s'agit d'un accord de désarmement, on s'y oppose. S'il y a une arme dangereuse, on l'achète. Si le Pentagone veut un chèque en blanc, on le lui signe, et, s'il y a un fait crucial à connaître, on évite de l'apprendre. »

Au sujet du Proche-Orient, M. Reagan a indiqué qu'il n'avait pas insisté, au cours de ses récentes conversations avec le premier ministre israélien, M. Pèrès, pour que le gouvernement israélien mette fin aux colonies de peuplement en Cisjordanie. « Nous avons eu des discussions extrêmement franches et je suis optimiste quant à son désir de faire avancer la paix », a-t-il dit.

Il a également souligné que M. Pèrès voulait « sincèrement » retirer les troupes israéliennes du Liban, mais qu'il ne pouvait le faire, tant que la frontière nord d'Israël ne serait pas protégée.

Quant à M. Mondale, il a répondu par la négative à la question de savoir s'il ferait pression sur le gouvernement israélien pour l'empêcher de poursuivre l'implantation de colonies de peuplement en Cisjordanie. « Je ne pense pas que cela ait quoi que ce soit à voir avec les négociations de paix », a-t-il dit, ajoutant :

« J'ai toujours pensé que les colonies de peuplement en Cisjordanie étaient un sujet de préoccupation exagéré ».

Pas d'intervention en Amérique centrale

A propos de l'Amérique centrale, le président Reagan a déclaré que les États-Unis voulaient seulement que le Nicaragua « tienne les promesses qu'il a faites en 1979 à l'Organisation des États américains : la démocratie, les droits de l'homme, les élections, des syndicats et une presse libre ». « Les sandinistes, a-t-il ajouté, ont formé un gouvernement totalitaire qui sert de tremplin pour la révolution en Amérique centrale et peut-être ailleurs. » Évoquant l'acceptation, par Managua, du plan de paix mis au point par le groupe de Contadora, M. Reagan a estimé qu'il s'agissait d'« un bon premier pas », mais il a estimé que ce plan était « incomplet ».

Le président a écarté l'éventualité d'une intervention militaire des États-Unis en Amérique centrale. « Ce serait la pire chose que nous puissions faire », a-t-il dit.

M. Mondale, pour sa part, a déclaré qu'il mettrait davantage l'accent que le gouvernement actuel sur la négociation et qu'il mettrait fin au soutien américain aux insurgés antisandinistes, les « contras ». Il a également affirmé qu'il soutiendrait le président salvadorien, M. Napoleón Duarte, d'avance que ne le font actuellement les autorités américaines. « Je pense que Duarte est notre meilleure chance [au Salvador] et nous devrions l'aider », a-t-il dit.

Les négociations s'engagent au Salvador

(Suite de la première page.)

Les habitants, blasés mais terriblement fatigués et usés, espèrent, comme l'immense majorité des quelque cinq millions de Salvadoriens, que le rendez-vous spectaculaire de La Palma sera vraiment le commencement de la fin de la violence. « C'est leur espoir », dit Ruffino Bagüé, le vieux chef italien de la paroisse. Mais peut-être espèrent-ils trop.

Dimanche, des camions bariolés de haut-parleurs ont parcouru les rues pour inciter les lycéens à fabriquer des drapeaux blancs et à participer au bon déroulement de cette étonnante rencontre. Toutes proportions gardées, images de Gaulle, en pleine guerre d'Algérie, invitant les chefs du FLN à le retrouver quelque part dans les Aurès.

L'offre de dialogue, lancée depuis la tribune des Nations unies par M. Duarte, a suscité, il est vrai, une immense et folle espérance dans cette petite nation saignée à blanc par cinq ans de guerre. Au moins cinquante mille morts ! La majorité des victimes sont des civils, pris entre deux feux, tués sous les bombes, massacrés dans des opérations de représailles, exécutés comme « collaborateurs » de l'un ou l'autre camp, assassinés par les sinistres Escadrons de la mort.

Ceux-ci refont parler d'eux. Ils sont révolus, ces temps de rendez-vous de La Palma. Une voiture piégée a explosé le 12 octobre dans la capitale. L'armée secrète anticommuniste a publié un communiqué qualifiant la rencontre de Duarte avec la guérilla de « trahison ». Voix isolées, minoritaires, mais tenaces.

J'ai pris ma décision juste avant de monter dans l'avion de New-York pour aller aux Nations unies », affirme M. Napoleón Duarte. Coup de poker ? Il a en tout cas pris de court les dirigeants de la guérilla, qui affirmaient encore récemment que le président salvadorien ne faisait pas grand-chose de puis sa prise de fonctions pour tenir ses promesses électorales... Les pourparlers de couloirs, favorisés et organisés par l'Église catholique, traînaient en longueur.

En 1983, une prise de contact entre une commission de la paix nommée par le président salvadorien M. Magana et une forte délégation des insurgés du Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) avait eu lieu à Bogota (grâce aux bons offices du président colombien Belisario Betancur) ; mais cette rencontre, la plus sérieuse tentative à ce niveau depuis 1980, avait tourné court en octobre. Le président Magana avait alors affirmé qu'il ordonnerait l'arrestation de Guillermo Ungo et de Ruben Zamora - président et vice-président du Front démocratique révolutionnaire (F.D.R.), le bras politique et diplomatique de l'insurrection - s'ils débarquaient au Salvador parce qu'ils « avaient commis des crimes contre la nation ». Or, dimanche matin, MM. Zamora et Ungo sont arrivés par avion à San-Salvador,

pour prendre la route - qui sera ce lundi bien encombrée ! - de La Palma. Ils y ont passé la nuit de dimanche à lundi sous la « protection » personnelle de l'ambassadeur de France, M. Chauvet.

En relançant le dialogue, au plus haut niveau de manière spectaculaire, et sans attendre l'élection américaine de novembre, M. Duarte marque un point important. Pendant sa campagne pour l'élection présidentielle, il affirmait qu'il ne pourrait envisager de discuter avec la guérilla avant d'avoir rétabli les « conditions de la sécurité pour tous ». Or c'est loin d'être le cas ! Les services juridiques de l'archevêché de San-Salvador continuent de dénoncer des crimes politiques, des enlèvements, les « bavures » des forces armées et les assassinats des Escadrons de la mort. Le geste de M. Napoleón Duarte répond au vœu de la grande majorité de la population, et l'idée d'un « dialogue » avec l'opposition armée n'est plus tabou, même dans les milieux militaires. « Nous respectons la décision du président », a déclaré dimanche un porte-parole du haut commandement.

Il n'empêche : dans un pays où la violence est le pain quotidien, il faut du courage, politique et physique, pour tendre la main aux chefs de la rébellion. Le dirigeant démocrate-chrétien, énergique, bon politicien, habile manœuvrier, est aussi un homme courageux, un dur, un *macho* - toutes qualités indispensables pour réussir au Salvador.

Dialogue sans conditions

Le Chalatenango est l'un des fiefs de la guérilla. Et La Palma est au cœur d'une zone d'insécurité. Mais ce n'est pas le principal : les guérilleros ont réussi à organiser des coups spectaculaires, en particulier l'assaut et la destruction, en décembre 1983, de la caserne d'El Paraíso, à une trentaine de kilomètres de La Palma. Au moins deux cents soldats tués ; l'un des coups les plus durs portés au moral d'une armée salvadorienne qui a, depuis, repris un certain avantage psychologique.

Elle est, désormais, mieux équipée, mieux encadrée. Et, surtout, elle dispose maintenant d'une assistance militaire nord-américaine beaucoup plus efficace (en particulier dans le domaine essentiel de l'observation aérienne). C'est l'est du Salvador - le Morazan, l'Usulután, le département de San Miguel - qui demeure la zone la plus perturbée par les actions de la guérilla. C'est le domaine de Joaquín Villalobos, patron de l'armée révolutionnaire du peuple (ERP) - le groupe de combat le plus aguerri et le plus efficace parmi les cinq organisations qui composent le Front Farabundo Martí.

Villalobos est jeune - il n'a que trente-trois ans - ambitieux, impitoyable, compétent. Il passe aujourd'hui pour le principal chef militaire de l'insurrection. Il n'est pas, personnellement, hostile aux négociations. Ce n'est pas le cas de cer-

tains groupes dissidents des Forces populaires de libération (FPL), fondées par Cayetano Carpio, mort à Managua en 1983 dans des circonstances suspectes, et remplacé depuis par Leonel González et Dinesa Rodríguez, qui sont pour le dialogue avec le gouvernement. Quant aux groupuscules révolutionnaires retranchés dans les bidonvilles de la capitale, ils dénoncent systématiquement la direction « petite-bourgeoise » de la guérilla et sa collusion avec l'armée.

Un directeur révolutionnaire unifié, le DRU, qui siège à Mexico et comprend quinze membres, coiffe théoriquement les cinq organisations militaires du Front Farabundo Martí et les différents courants politiques représentés dans le Front démocratique révolutionnaire. Cet organisme de coordination n'a pas fait la preuve de son efficacité. En mai et en juin, pendant la campagne présidentielle, le décalage et les contradictions ont été importants et graves entre dirigeants de l'intérieur et ceux de l'extérieur. Mais, en tout cas, tous les responsables de haut niveau ont rapidement tiré les leçons de la victoire de Napoleón Duarte à l'élection présidentielle. Ils ont non moins rapidement rabaisé leurs prétentions sur le « partage du pouvoir » et l'« élimination d'un certain nombre d'officiers de l'armée régulière ».

Ils ont offert un « dialogue sans conditions » en mai, puis en juin. Ils peuvent estimer aujourd'hui qu'ils obtiennent enfin satisfaction et que le chef de l'État reconnaît de facto leur représentativité politique et militaire. « Duarte nous accepte comme un pouvoir parallèle », a dit M. Ruben Zamora, avant de prendre l'avion de San-Salvador.

Les insurgés ont posé des conditions au rendez-vous de La Palma, comme la présence, refusée par M. Duarte, du président colombien Betancur. Mais ils savent, en fait, que le temps ne travaille plus nécessairement pour eux. L'impasse militaire reste totale. Mais leur intérêt est de saisir vite et tout de suite cette offre, même si d'importantes arrière-pensées subsistent - dans les deux camps au demeurant.

M. Napoleón Duarte veut obtenir la pacification et l'intégration des insurgés dans la vie politique (dans la perspective des élections législatives du printemps 1985). La guérilla, entend, elle, obtenir encore des avantages politiques en échange de la « paix des braves ».

L'espoir existe. Mais tout reste incertain. Autour de La Palma, militaires et guérilleros restent l'arme au pied, vigilants. Au cas où... Au Salvador, les couteaux ne sont pas encore au vestiaire.

MARCEL NIEDERGANG.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

Vente de fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal « Les Annonces »

spécialisé (depuis 40 ans)

En Vente Partout 3,50 F et 25 F. Mollat, 75011 PARIS. TEL. (1) 405.30.30

EUROPE

Grande-Bretagne

L'attentat de Brighton pourrait marquer le début d'une nouvelle campagne terroriste

Londres. - L'attentat de Brighton pourrait marquer le début d'une nouvelle campagne terroriste de l'IRA en Grande-Bretagne. Telle est la mise en garde faite, le 14 octobre, par le chef de la brigade antiterroriste de Scotland Yard. Le gouvernement, pour sa part, va créer une commission pour mettre rapidement à l'étude une amélioration des mesures de sécurité. Celles-ci ont déjà été considérablement renforcées autour du premier ministre, qui passait le week-end dans sa résidence de Chequers, dans le Buckinghamshire, non loin de Londres. Les membres de la famille royale et un certain nombre de personnalités en Angleterre comme en Irlande du Nord vont bénéficier d'une protection accrue, et une surveillance plus vigilante va être assurée en divers endroits tels que le Parlement de Westminster, dont ce sera bientôt la rentrée.

Le chef de la police du Sussex a révélé que, vingt-quatre heures avant l'attentat de Brighton, tous les services de police de Grande-Bretagne avaient été prévenus que l'IRA pourrait être sur le point de passer à l'action. Mais il a affirmé que cet avertissement était très vague et ne comportait aucune indication concernant les objectifs probables. Il a souligné qu'il était difficile de prévoir des dispositions plus strictes que celles qui ont été prises par ses services à Brighton. Il a ajouté que, malgré les multiples critiques qui se sont exprimées en cours de semaine, il ne craignait pas les conclusions de l'enquête qu'il a lui-même ordonnée pour juger de l'efficacité des contrôles effectués dans le Grand Hôtel avant et pendant le congrès conservateur.

D'après les premiers résultats des investigations menées dans les deux semaines de l'établissement, la bombe, qui vraisemblablement était munie d'un système de mise à feu à retardement de longue durée, aurait été dissimulée dans une salle de bain, derrière une fausse cloison. Celle-ci était, semble-t-il, assez épaisse pour que des chiens spécialement entraînés pour repérer des explosifs n'aient pu la détecter au début de la semaine dernière. La bombe a pu être approchée dans l'hôtel des cours, voisine de la résidence de l'IRA, pendant quelques semaines, avant l'attentat. Les policiers sont en train de vérifier la liste des clients depuis un ou deux mois. De même, on cherche à recenser les ouvriers qui ont participé aux importants travaux de rénovation entrepris dans le bâtiment durant l'été, ces travaux n'ayant été achevés que huit jours avant l'arrivée de M. Thatcher et des autres membres du gouvernement.

La deuxième tentative ?

Selon un journal de Dublin, qui se réfère à des sources très proches de l'IRA, la tentative d'assassinat du premier ministre britannique aurait dû avoir lieu voici un an à Blackpool, lors du précédent congrès du Parti conservateur. Mais l'équipe chargée de cette mission aurait rencontré des difficultés de dernière minute et aurait annulé son projet. La décision de l'attentat aurait été prise dès 1981, aussitôt après la mort de dix prisonniers républicains grévistes de la faim. A Dublin, des dirigeants de la police irlandaise ont estimé que cette hypothèse était tout à fait vraisemblable, et à Londres, le chef de la brigade antiterroriste de Scotland Yard en a convenu lui aussi.

L'hebdomadaire britannique *The Observer* a publié dimanche une interview de M. Danny Morrison, l'un des principaux dirigeants du Sinn Féin, branche politique de l'IRA provisoire, qui déclare : « Si la bombe avait fait disparaître le cabinet britannique (...) il y aurait eu certainement dans les milieux politiques de Londres un réexamen de

De notre correspondant

la situation, et cela aurait probablement conduit à un retrait britannique à plus ou moins brève échéance... » M. Morrison, interrogé sur la possibilité d'une nouvelle tentative d'attentat contre M. Thatcher ou des membres du gouvernement britannique, a répondu : « Je ne pense pas que l'IRA retrouvera une pareille occasion. Je suis sûr que l'ensemble du cabinet ne se retrouvera plus jamais sous le même toit. »

M. Thatcher a laissé entendre qu'il n'était pas question, après les

derniers événements, de remettre le prochain sommet anglo-irlandais qui doit avoir lieu en novembre. Alors que certains conservateurs proches des milieux unionistes d'Irlande du Nord estiment que l'attentat manqué pouvait être une raison de reporter pendant un certain temps tout contact avec Dublin, le chef du gouvernement de Londres semble déterminé à poursuivre les discussions avec le premier ministre irlandais, M. FitzGerald, voire à les développer, notamment pour qu'une meilleure collaboration entre les services de sécurité britannique et irlandais puisse être instaurée.

FRANCIS CORNU.

RFA

LA VISITE DE M. CEAUSESCU

Le gouvernement fédéral n'attend de progrès que sur les questions bilatérales

Correspondance

Bonn. - Le président roumain, M. Nicolae Ceausescu, devait arriver ce lundi 15 octobre en visite officielle en République fédérale. Prévu de longue date, ce voyage n'efface pourtant pas la déconvenue qu'a représentée pour le gouvernement ouest-allemand le report du séjour que devait également effectuer en RFA M. Erich Honecker, et le chef de l'Etat bulgare, M. Todor Jivkov.

Accusé par Moscou, depuis des mois maintenant, des pires visées « revanchistes », la RFA se garde bien d'accorder une signification particulière à la venue du président roumain. Un porte-parole de la chancellerie s'est appliqué à rappeler l'originalité de la position roumaine par rapport à Moscou.

Le séjour du président roumain ne durera que trois jours au lieu des cinq prévus à l'origine. Des difficultés ont en effet surgi au moment des préparatifs. Après le report de la visite de M. Honecker, M. Ceausescu a apparemment cherché à faire monter les enchères. Il aurait exigé d'être accueilli à l'aéroport par le chancelier lui-même, ce qui n'est pas dans les usages allemands. Il aurait également tenté de faire figurer dans le communiqué commun des concessions allemandes à propos des euro-missiles, ce que Bonn n'était pas prêt à accepter. A la suite d'une suite, ces exigences ont été révisées par le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, qui, dans son commentaire, suggère d'envoyer M. Ceausescu sur les roses, comme l'avait fait quelques

semaines plus tôt M. Alfred Dregger, le président du groupe parlementaire chrétien-démocrate, pour M. Honecker.

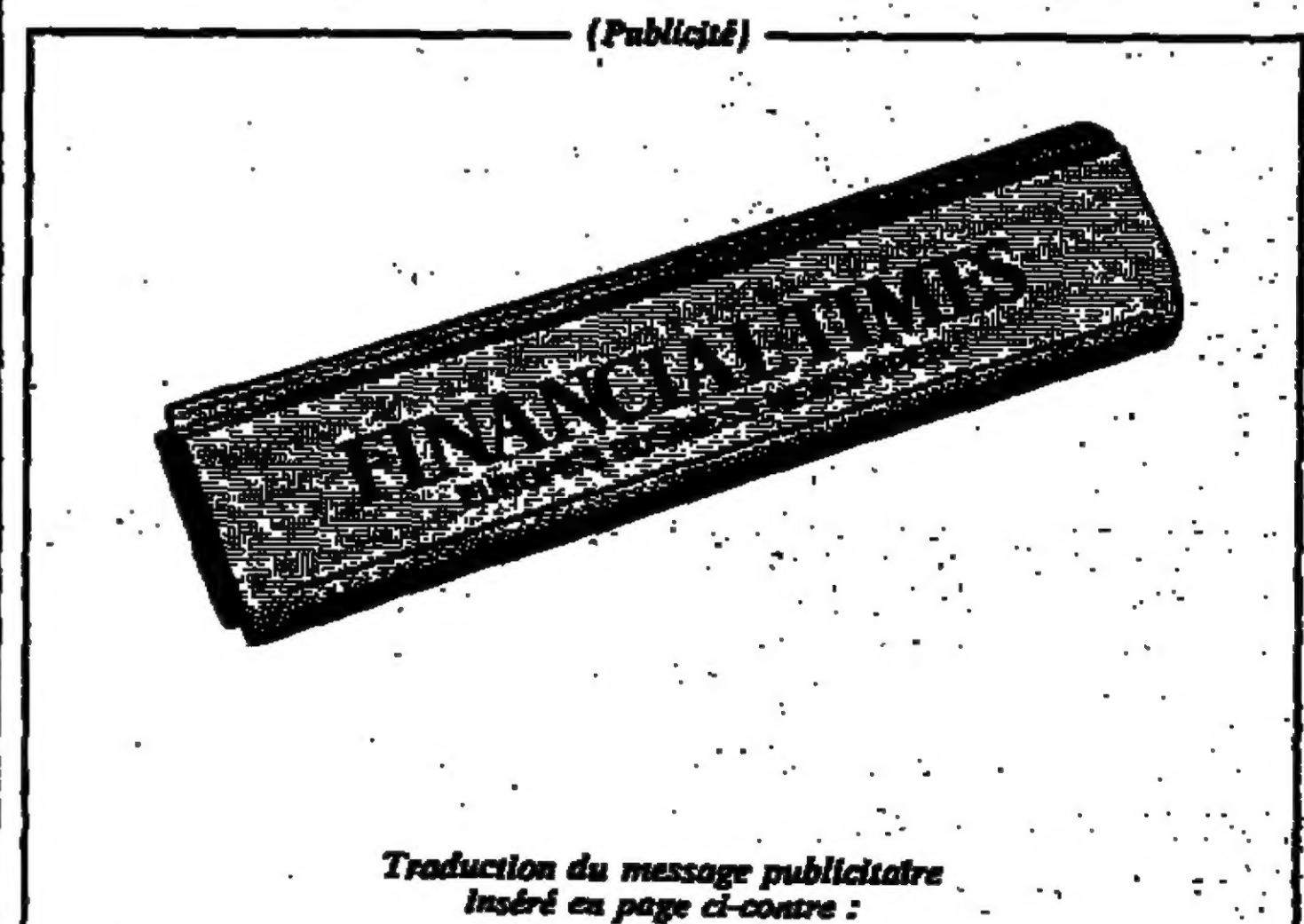
Il faut croire que M. Ceausescu, qui était déjà venu en 1973 à Bonn, a jugé finalement que son image de chef d'Etat indépendant de Moscou souffrirait d'un report de sa visite. Le chancelier Kohl et le président roumain, qui se rencontreront deux fois, discuteront surtout des relations bilatérales. La Roumanie, qui se débat dans une situation économique difficile, est intéressée par une reprise des investissements allemands et des échanges commerciaux entre les deux pays, qui ont considérablement baissé ces dernières années.

Quant au chancelier, il insistera une nouvelle fois sur le sort des trois cent mille membres de la communauté allemande de Roumanie, pour tenter notamment d'obtenir davantage d'autorisations d'immigration (1).

Les questions de sécurité et de désarmement figureront, bien sûr, en bonne place dans les conversations, sans qu'on puisse s'attendre à quoi que ce soit de nouveau.

HENRI DE BRESSON.

(1) La Société internationale des droits de l'homme (IGFM) a annoncé le dimanche 14 octobre que l'ambassade de Roumanie à Bonn avait accepté d'accueillir l'attribution de visas pour soixante-deux ressortissants roumains d'origine allemande.



Traduction du message publicitaire inséré en page ci-contre :

Pourquoi un directeur de marketing hollandais d'une société allemande achète-t-il un quotidien anglais dans un kiosque à journaux de Copenhague ?

Habituellement, le *Financial Times* arrive tous les matins sur son bureau. Aujourd'hui, absent de sa société pour une réunion importante, ce directeur a néanmoins besoin de savoir ce qui se passe dans le monde, pourquoi cela se passe et ce qui va se passer. Heureusement, il peut toujours trouver le *Financial Times* dans les kiosques de tous les centres d'affaires.

Les articles quotidiens du *Financial Times* sur le monde des affaires en Europe, aux États-Unis, au Japon, au Proche-Orient et en Extrême-Orient paraissent avant ceux des autres quotidiens et ont l'avantage d'être rédigés par des Européens pour des Européens.

Nouvelles du monde - Nouvelles des sociétés européennes - Principaux cours internationaux - Études de pays ou de marchés... le *Financial Times* vous offre une image complète de l'ensemble du marché.

Chaque jour, le *Financial Times* interprète le monde des affaires pour les hommes d'affaires européens. C'est avec lui qu'ils attaquent la journée.

Le *Financial Times*, un langage universel.

Si vous désirez recevoir régulièrement le *Financial Times*, appelez-nous.



Why would the Dutch marketing director of a German company buy an English-speaking newspaper from a news stand in Copenhagen?

Normally, the Financial Times arrives on his desk every morning.

But today, away from the office for an important meeting, he still needs to know what is happening in the world, why it is happening and what is going to happen next.

Fortunately, the Financial Times is available from news stands in every business centre.

The FT's daily coverage of business news in Europe, the Middle East, the United States, Japan

and the Far East is not only earlier than other news papers, it is reported for Europeans by Europeans.

World news. News of European companies. Leading international closing prices. Surveys of countries or markets. All these, together, build a picture of the market as a whole.

The Financial Times interprets the world of business to the European business world every day. It is where the day's business begins.

Everyone speaks the Financial Times.



For more information about how to receive a regular copy of the FT, ring or write to, Ben Hughes, Financial Times (Europe) Ltd, Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01, Tel. 297 0621, Tx. 220044.

PROCHE-ORIENT

Le président Assad souhaite obtenir de Moscou des éclaircissements sur sa politique au Proche-Orient

De notre correspondant

Moscou. - La Pravda de ce lundi 15 octobre annonce en première page l'arrivée à Moscou du président Hafez el Assad, « en visite amicale de travail ». Le quotidien du parti salue celui-ci comme un « leader réputé du mouvement de libération nationale arabe » et prévoit que son séjour servira « la cause de la lutte pour une paix juste et durable au Proche-Orient ». On précise, de source officielle soviétique, que le dirigeant syrien a beaucoup insisté pour se rendre au plus tôt en URSS.

Le président Assad sera certainement accueilli à Moscou comme il convient au principal allié de l'URSS dans le monde arabe, et sera très certainement reçu par M. Tchernomerkov, mais il apparaît dans les circonstances actuelles en position de demandeur. Le dirigeant syrien souhaite apparemment obtenir des éclaircissements de la direction soviétique. L'URSS a opéré en effet, ces derniers mois, un « recentrage » de sa politique au Proche-Orient, qui pourrait la rendre moins dépendante de la seule « amitié » syrienne, les relations diplomatiques ont été rétablies en juillet avec l'Egypte, les rapports entre Moscou et Le Caire s'étant lentement améliorés après l'arrivée au pouvoir de M. Mubarak. Les deux pays ont tourné la page de l'expulsion, en septembre 1981, de l'ambassadeur soviétique en Egypte.

L'URSS a signé, en août, un accord de livraison d'armes au Koweït et s'efforce visiblement d'obtenir des contrats comparables avec d'autres pays arabes. « En fait, la visite du président du Yémen du Nord a montré tout récemment la capacité du Kremlin à ne pas se laisser paralyser par ses liens privilégiés avec les alliés arabes. Bien que le Yémen du Sud reste, avec la Syrie,

un des principaux points d'appui de Moscou dans le monde arabe, lui procurant notamment des facilités portuaires à Aden, la signature, le 9 octobre, d'un traité d'amitié avec l'« autre Yémen », plus proche politiquement de l'Arabie saoudite, manifeste la « flexibilité » soviétique. L'épisode yéménite a peut-être mis la puce à l'oreille du président Assad, même si les Soviétiques ont pris soin de rassurer le Yémen du Sud en faisant procéder à quelques jours d'intervalle la visite à Moscou du chef de l'Etat nord-yéménite par celle de son rival du Sud.

L'URSS entend exploiter au maximum la nouvelle situation créée par l'échec de la médiation américaine au Liban, d'où une offensive de charme en direction des pays arabes « modérés » qui pourraient appuyer sa demande de convocation d'une conférence internationale sur le Proche-Orient. La stratégie soviétique dans la région est en effet immuable, même si la tactique varie. Il s'agit toujours d'être présent lors d'un règlement global et de revenir sur la scène d'où l'URSS a été quasiment éliminée par le « processus de camp David ». Moscou entend montrer à chaque occasion qu'il n'y aura pas de paix au Proche-Orient sans son accord actif.

La normalisation avec Le Caire, les rapports noués avec le Yémen du Nord, prétendant peut-être de discréditer ceux d'Autorité et d'Irak, tandis que leur homologues britannique et allemand très prochainement. D'autre part, bien qu'aucune date n'ait encore été fixée, le roi Hussein pourrait se rendre bientôt à Moscou, où le général Zaid Ben Chaker a effectué une visite en août dernier.

Outre un système de contre-mesures électroniques pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

LE VOYAGE DE M. HERNU A AMMAN

La Jordanie n'a pas encore établi la liste des armements dont elle a besoin

Correspondance

Amman. - Le ministre français de la défense, M. Charles Hérnu, arrivé samedi soir 13 octobre à Amman pour une visite de vingt-quatre heures, a été reçu dimanche par le roi Hussein. Auparavant, il avait rencontré le commandant en chef de l'armée jordanienne, le général Zaid Ben Chaker. Cette visite était en fait le prolongement de celle qu'il avait effectuée à la mi-septembre et qu'il avait dû interrompre pour se rendre précipitamment au Tchad (le Monde du 19 septembre).

M. Hérnu avait alors annoncé que la France était prête à faire le « maximum » pour aider la Jordanie à acquiescer les armes dont elle a besoin. « Nous avons progressé dans la définition de ce que nous offrons », nous a-t-il déclaré après son entrevue avec le roi Hussein. Il s'agit notamment d'établir une adéquation entre les priorités jordanaises et les facilités de financement que la France peut accorder à Amman.

En ce qui concerne les premières, les dirigeants jordanais ne semblent pas encore avoir totalement et définitivement arrêté leur choix. De fait, les ministres de la défense des pays occidentaux continuent à défiler à Amman. Ainsi, ces derniers jours, a-t-on vu dans la capitale jordanienne ceux d'Autriche et d'Irak, tandis que leur homologues britannique et allemand très prochainement. D'autre part, bien qu'aucune date n'ait encore été fixée, le roi Hussein pourrait se rendre bientôt à Moscou, où le général Zaid Ben Chaker a effectué une visite en août dernier.

Outre un système de contre-mesures électroniques pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ration électronique pour les Mirage F1, la Jordanie souhaite acheter des Mirage-2000. Ce qui présente un intérêt supplémentaire après la restauration des relations diplomatiques entre Amman et Le Caire, l'Egypte ayant déjà passé commande d'une quarantaine de Mirage-2000. Tout en se félicitant de la normalisation des relations jordanaises, M. Hérnu a cependant écarté l'idée qu'elle puisse ouvrir la voie à une coopé-

ASIE

DANS SES DÉCLARATIONS DIFFUSÉES PAR RADIO KABOUL

Jacques Abouchar se défend fermement de toute activité d'espionnage

L'agence de presse officielle afghane Baktar fait chorus avec l'agence soviétique Tass en affirmant que la découverte de l'entrée illégale de Jacques Abouchar en Afghanistan a « provoqué l'embarras des pays occidentaux, en particulier de la France, qui tentent de masquer la véritable nature de la mission du journaliste français » (le Monde daté 14 et 15 octobre).

A l'image de Tass, qui reproche à M. Laurent Fabius de s'associer à la campagne déclenchée en France par l'opposition de droite en faveur de Jacques Abouchar, Baktar accuse le chef du gouvernement ainsi que le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, d'avoir recours « aux justifications les plus ridicules et les plus irresponsables pour défendre les crimes d'un agent qui a reconnu se livrer à des activités d'espionnage ».

Ce dernier point est en parfaite contradiction avec les déclarations de notre confrère, retransmises par la radio de Kaboul elle-même. La radio afghane captée à Islamabad avait diffusé samedi soir, 13 octobre, de longs extraits des déclarations faites, jeudi à Kaboul par le journaliste français, qui a affirmé notamment avoir été traité correctement au cours de sa détention et de son interrogatoire depuis sa capture, le 17 septembre. Il était interrogé par des journalistes afghans, soviétiques, hongrois et tchèques, dans une salle du ministère afghan des affaires étrangères. Ses réponses en français ont été diffusées par Radio-Kaboul, accompagnées de traductions en persan.

Après avoir déclaré : « Je le dis à Kaboul et je le répéterai si un jour je rentre à Paris, j'ai été traité correctement, convenablement, c'est-à-dire avec humanité », Jacques Abouchar dit être « coupé du monde depuis le 17 septembre ». Il a indiqué qu'il n'avait pas été blessé au cours de l'embuscade dans laquelle ont tombé l'équipe d'Antenne 2 et regretté « qu'il y ait eu trois blessés au cours de cet échange de tirs ». Pendant l'interrogatoire, on m'a précisé que trois soldats afghans avaient été blessés. Je n'ai pas pu m'en rendre compte moi-même, étant donné que tout ça se passe dans le noir, la nuit ; mais, bien entendu, je me sens moralement responsable ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Traduit en justice

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Afghanistan

Le journaliste français Jacques Abouchar, arrêté par les forces soviétiques et afghanes, se défend fermement de toute activité d'espionnage. L'agence de presse officielle afghane Baktar fait chorus avec l'agence soviétique Tass en affirmant que la découverte de l'entrée illégale de Jacques Abouchar en Afghanistan a « provoqué l'embarras des pays occidentaux, en particulier de la France, qui tentent de masquer la véritable nature de la mission du journaliste français » (le Monde daté 14 et 15 octobre).

A l'image de Tass, qui reproche à M. Laurent Fabius de s'associer à la campagne déclenchée en France par l'opposition de droite en faveur de Jacques Abouchar, Baktar accuse le chef du gouvernement ainsi que le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, d'avoir recours « aux justifications les plus ridicules et les plus irresponsables pour défendre les crimes d'un agent qui a reconnu se livrer à des activités d'espionnage ».

Ce dernier point est en parfaite contradiction avec les déclarations de notre confrère, retransmises par la radio de Kaboul elle-même. La radio afghane captée à Islamabad avait diffusé samedi soir, 13 octobre, de longs extraits des déclarations faites, jeudi à Kaboul par le journaliste français, qui a affirmé notamment avoir été traité correctement au cours de sa détention et de son interrogatoire depuis sa capture, le 17 septembre. Il était interrogé par des journalistes afghans, soviétiques, hongrois et tchèques, dans une salle du ministère afghan des affaires étrangères. Ses réponses en français ont été diffusées par Radio-Kaboul, accompagnées de traductions en persan.

Après avoir déclaré : « Je le dis à Kaboul et je le répéterai si un jour je rentre à Paris, j'ai été traité correctement, convenablement, c'est-à-dire avec humanité », Jacques Abouchar dit être « coupé du monde depuis le 17 septembre ». Il a indiqué qu'il n'avait pas été blessé au cours de l'embuscade dans laquelle ont tombé l'équipe d'Antenne 2 et regretté « qu'il y ait eu trois blessés au cours de cet échange de tirs ». Pendant l'interrogatoire, on m'a précisé que trois soldats afghans avaient été blessés. Je n'ai pas pu m'en rendre compte moi-même, étant donné que tout ça se passe dans le noir, la nuit ; mais, bien entendu, je me sens moralement responsable ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Traduit en justice

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

Le journaliste, parlant d'une voix calme et assurée et prenant le temps de réfléchir avant chaque réponse, a expliqué que le but de son reportage était « d'essayer de faire un dossier complet sur l'opposition armée au gouvernement afghan ».

ASIE

Afghanistan : les résistants de l'an V

(Suite de la première page.)

Chez les Afghans, l'attente commence. On nous a installés dans l'abri qui jouxte une mitrailleuse au milieu des vignes. Le serviteur joue les hôtes émus : il nous offre la petite chambre qu'il s'est creusée à côté de son arme : un tapis, des fleurs artificielles et même un ingénieux système de refroidissement par arrosage de broussailles placées sur les conduits d'aération. La fonction de mitrailleur est proche de celle de garde-barrière : le vrai travail n'occupe que quelques minutes par jour, le temps de tirer une ou deux rafales sur un Mig : le reste de la journée se passe en jardinage (chaque groupe entretient amoureusement un carré de légumes et d'arbres d'indes), cueillette du raisin et bricolage de Tabri. Cependant, l'intensité du pillage soviétique lors de notre séjour n'autorisait que quelques sorties par jour, le temps de passer l'arrosage sur les broussailles ou de cueillir le raisin frais qu'on offre aux invités.

Le troisième jour, au matin, nous voyons avec surprise notre hôte se mettre à démonter consciencieusement sa mitrailleuse. Que se passe-t-il ? « Eh bien des Russes arrivent et de toute façon je n'ai plus de munitions. » Que faire ? - Pas de problème, on va au prochain comité. » Après quelques zigzags entre les bombes, nous nous retrouvons au comité suivant, dans un abri à peine moins coquet que le premier. Mais le lendemain, après le passage des Mig, notre nouveau protecteur commence à démonter sa mitrailleuse : cette fois, c'est à cause d'une pièce défectueuse. Et nous repartons pour un autre comité, situé à la limite de l'oasis, en face du désert où les Soviétiques sont installés. « De toute façon, comme le remarque placidement le chef du nouveau comité, il suffit de tenir jusqu'au neuvième jour. Les Soviétiques sont des gens très ponctuels. »

Escalade de la guerre

Tout s'est passé comme prévu. En tout les Soviétiques ont essayé deux fois de pénétrer dans l'oasis, selon le même schéma : une première ligne de gouvernementaux s'avance, avec un appui d'artillerie minime ; dans un second temps, les soldats du désert arrivent et les résistants n'ouvrent le feu. La deuxième ligne est soviétique ; on sait qu'elle arrive car l'appui-feu est nettement plus développé, et les hélicoptères font la noria pour décharger leurs roquettes. Dès que les soldats parviennent aux vignes, la belle ordonnance se défait ; puis à l'aube, les premiers Soviétiques se font tirer comme des lapins, et les autres se retirent rapidement. Les résistants montrent avec fierté les nouveaux

faux d'assaut AK-74 pris à cette occasion, preuve indiscutable qu'ils ont tué des Soviétiques, car les gouvernements ne sont pas équipés de cette arme.

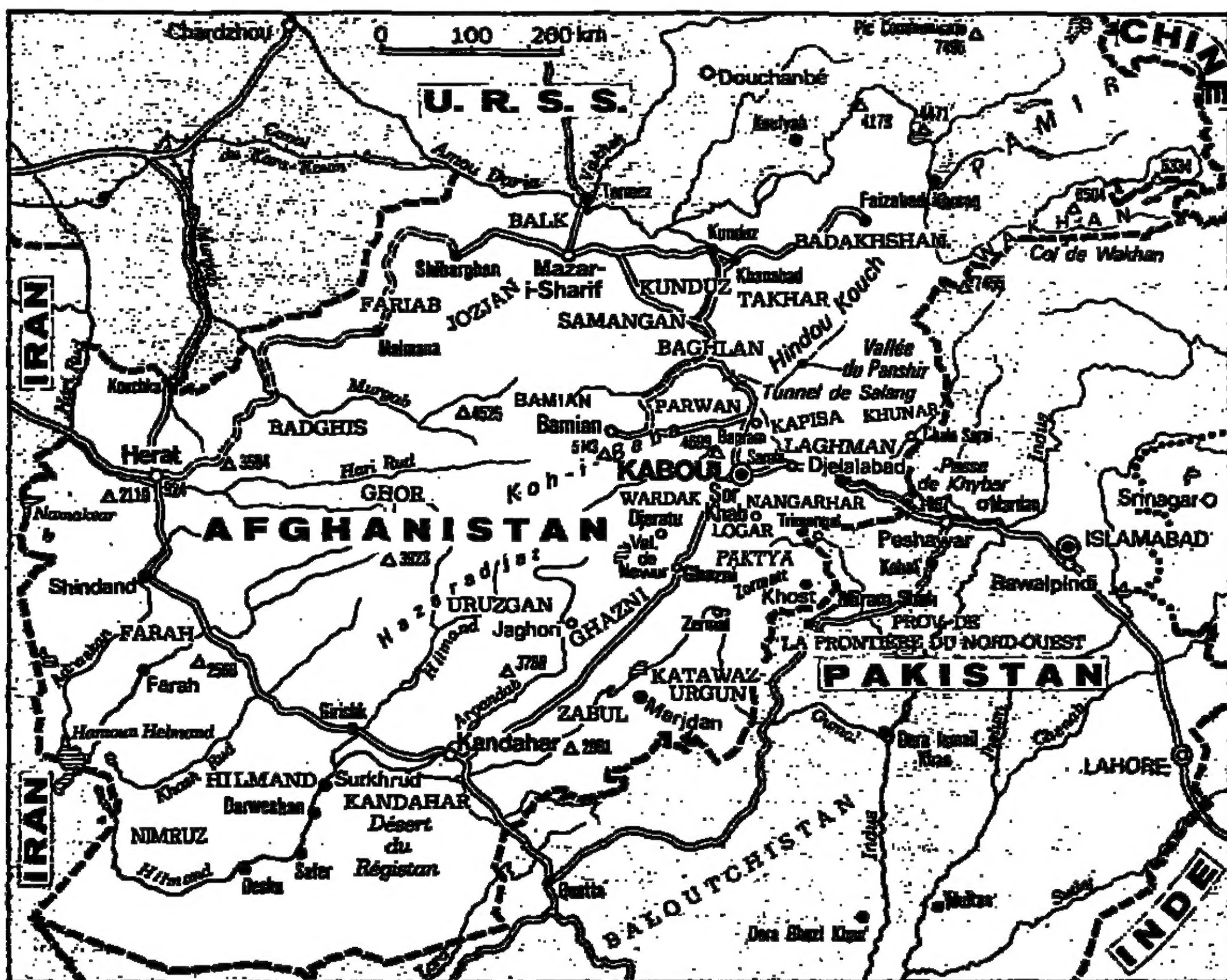
Le neuvième jour au soir, après un bouquet final impressionnant, l'artillerie se tait. Le lendemain, pendant que les Soviétiques se retirent méthodiquement, les Afghans tuent le monton et font la sieste. Le surcendemain, les Mig sont de nouveau au rendez-vous, et la routine recommence.

Il y a une nette escalade de la guerre dans les deux camps. Les Soviétiques ont indiscutablement renforcé leur corps expéditionnaire,

embusqués de routine que le journaliste Jacques Abouchar a été capturé). Les offensives contre le Panshir sont de plus en plus perfectionnées et font intervenir des troupes spéciales. Dans le reste du pays, c'est l'armée soviétique classique, avec ses lourdeurs et sa lenteur, mais désormais autorisée à user sans restriction de sa puissance de feu considérable. Devant le progrès de la résistance, les Soviétiques ont répondu dans le style Tchernenko : inertie politique et recours à la force.

Face à cette escalade, le tableau que présente la résistance est plus complexe. Dans les zones de guerre,

hormis quelques brigades de choc déployées au Paktia, est absolument incapable de se substituer aux Soviétiques. La force du régime repose sur les milices locales, formées de communistes, de mercenaires ou de quelques bénéficiaires de la réforme agraire. Mais ces milices sont très statiques, même si elles sont parfois combattives, et elles sont très mal appuyées par les soldats réguliers, à plus forte raison par les Soviétiques. Au mois d'août, dans la région de Sarobi, à l'est de Kaboul, le grand chef milicien et notable tribal Hassan Khan Karokheyl, chargé de la protection de la ligne électrique qui alimente la capi-



qui doit approcher les deux cent mille hommes, en comptant les forces sinites sur la frontière en territoire soviétique. Ils concentrent troupes et opérations sur trois zones : la région de Kaboul (jusqu'au Logar, au sud, et le Panshir, au nord), Hérat et Kandahar. Ils peuvent désormais mener des offensives simultanées dans ces régions, à un rythme de une fois tous les deux ou trois mois. Bombardements et sorties aériennes sont quotidiens. Les Soviétiques montent aussi des embuscades de nuit sur la frontière pakistanaise (c'est lors d'une de ces

on assiste à de nets progrès techniques des moudjahidins : mieux armés et plus aguerris, ils s'adaptent sans trop de difficultés à l'intensification de la guerre. Les civils, en revanche, fuient vers le Pakistan, la ville, ou la montagne. Les tensions entre résistants restent vives, mais surtout dans les régions où l'absence de pression soviétique ne fait pas jouer le réflexe de l'union sacrée. La guérilla urbaine est en net progrès et des attentats de type nouveau témoignent d'une évolution vers une plus grande organisation et une plus grande technicité. Si les livraisons d'armes restent limitées et en deçà du seuil qualitatif qui mettrait les Soviétiques en danger, ce n'est plus la pénurie des années précédentes : seules les munitions des armes « lourdes » (mitrailleuses, mortiers et canons sans recul) restent insuffisantes.

Des rapports plus complexes avec les civils

Cependant, cette « professionnalisation » des moudjahidins rend les rapports avec la population civile plus complexes : bien des villages se contentent d'un *modus vivendi* avec les Soviétiques qui assurerait au moins la simple survie. Il est évident que l'URSS mène une guerre d'usure à long terme dont le but est moins la destruction des forces vives de la résistance que l'érosion lente et méthodique de la base populaire de cette même résistance. Au-delà de l'intensification de la guerre, c'est bien la question politique qui se pose.

Le maillage des zones résistances a en pour effet de figer les maquisards sur la défensive (sauf à Kaboul) et de bloquer le processus d'unification derrière les principaux commandants - comme Massoud au Panshir - car ceux-ci passent désormais leur temps à esquiver les coups de bottin de l'armée soviétique. Durant cette année 1984, les Soviétiques n'ont cependant obtenu aucun succès vraiment significatif. La résistance n'est pas saignée, même si les pertes au combat sont plus élevées ; les principaux chefs n'ont été ni tués ni capturés. Les troupes d'occupation n'ont réussi à pacifier aucune des vingt-huit provinces, et leurs gains territoriaux se ramènent à quelques chefs-lieux de district encerclés par la résistance. Surtout l'armée gouvernementale,

taie, a émigré au Pakistan avec tout son clan (trois cents familles en tout), à la suite d'un ultimatum lancé par le jeune commandant de la région de Kaboul, Abdul Haq, du parti de Yunous Khalas. Soviétiques et gouvernementaux se sont révélés incapables de protéger leurs sympathisants et, depuis, la ligne électrique est coupée.

Paradoxalement, l'intensification de la guerre est souvent souhaitée par les commandants les plus dynamiques, car elle les débarrasse des éléments opportunistes et permet de resserrer les rangs. De nombreuses régions s'étaient assoupies dans une paix irrégulière, et les dissensions locales comme les particularismes et les égoïsmes reprenaient d'autant plus le dessus que la société afghane restait extrêmement segmentée. Plus grave, dans les zones frontalières ou le long des axes, un banditisme commence à se développer (souvent en liaison avec les agents gouvernementaux). Certes ce phénomène est inhérent à l'histoire afghane, et les tribus pillardes sont les mêmes depuis des siècles (Mohmand et Shinwari sur la fameuse Khyber Pass), mais le risque était grand de voir la population confondre moudjahidins et bandits. Les zones de combats intenses sont celles où la résistance est la plus unie, ce qui se voit par l'intermédiaire d'un parti (comme le Jamiat à Hérat), ou par une solidarité horizontale entre comités locaux affiliés à la totalité de l'éventail des partis de la résistance (comme à Kandahar). Les zones de conflit (Helmand, Hazarajat) sont celles où les Soviétiques se gardent bien d'intervenir.

On ne saurait donc attendre dans un proche avenir un changement radical dans la situation intérieure de la résistance afghane. La clé d'un changement est dans le contexte international et d'abord chez les deux voisins de l'Afghanistan, l'Iran et le Pakistan. A court terme, c'est le Pakistan qui est le plus important, mais à long terme l'évolution de l'Iran est une des clés du conflit. Or, lentement mais sûrement, l'Iran est de plus en plus impliqué.

OLIVIER ROY.

Prochain article :

L'INFLUENCE DE L'IRAN

Andrew Cockburn

La menace la machine de guerre soviétique

«Un livre clair, à la portée de tous, et qui apporte une fameuse information sur la désinformation en matière de surpuissance soviétique.»

GEORGES BUIS «LE NOUVEL OBSERVATEUR»

«Le mérite essentiel de son livre est de nous plonger en même temps à l'intérieur de la machine de guerre américaine et d'analyser les réponses de celle-ci à des vagues qu'il qualifie d'erronées sur la réalité de la menace soviétique.»

PIERRE DAIX «LE QUOTIDIEN DE PARIS»

«Un livre qui étonnera car il s'agit bien d'un voyage à l'intérieur de l'armée soviétique, grâce au recoupement de multiples informations et témoignages jusque-là épars.»

NOEL DABROZ «LA CROIX»

Plon

**VOS BUDGETS 85 :
42 LOGICIELS
POUR VISER JUSTE.
TEMPS MICRO**

LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.
Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

...ET SI C'ÉTAIT DÉSORMAIS AU TOUR DES MÉDICAMENTS DE "CHANGER LA VIE" ?

Le Point



Philippe Meyer

La révolution des médicaments
Mythes et réalités



Fayard le temps des sciences

382 pages 89 F

Un ouvrage essentiel pour comprendre les acquis et les enjeux de l'un des plus fabuleux témoignages de la créativité humaine : l'invention et la révolution des médicaments.

le temps des sciences

Collection dirigée par Odile Jacob

FAYARD

Le Monde

politique

La machine Giscard est relancée

APRÈS LE VOYAGE
DE M. MITTERRAND EN AQUITAINE

Le test de la solidarité

Les appels au rassemblement que M. François Mitterrand ne cesse de lancer avaient, il y a peu, un petit air cocasse. Ils ont, aujourd'hui, quelque chose de pathétique.

Ils étaient cocasses parce qu'ils appartenaient au grand répertoire classique des présidents de la V^e République, et que M. Mitterrand s'est constamment opposé à ce discours - aux fortunes diverses - commun au général de Gaulle, à Georges Pompidou et à M. Valéry Giscard d'Estaing. Depuis 1981, le chef de l'Etat paraissait souffrir, de traitement, d'un rituel sans conséquence.

Il est aujourd'hui un rien pathétique parce que, de son point de vue, il ne peut plus être sans conséquence. Le président de la République est dans une situation telle qu'il est contraint d'être entendu par un peuple qui - si l'on en croit les sondages - l'écoute de moins en moins. Il y a longtemps, déjà, que M. Mitterrand redoute de n'avoir plus le temps de convaincre d'ici à 1986. Il sait, depuis le mois de juillet au moins, que son allié d'hier, le Parti communiste, placé hors jeu, est disqualifié pour une majorité future. Il lui faut donc faire en sorte que l'hypothèse d'un «nouveau scénario», organisé autour du même acteur vedette, le Parti socialiste, prenne corps.

Au fond, le rassemblement est devenu nécessaire à mesure que la crise est ressentie plus douloureusement. La «solidarité» réclame la participation de tous, comme l'exige la modernisation des structures économiques du pays. Encore fallait-il, pour donner quelque crédit à cet appel, évincer les vieilles querelles. C'est fait pour l'école, et d'une façon générale, pour le «dogmatisme» attribué à la gauche. Admirable façon de récupérer ses erreurs et celles de son gouvernement ! Il a «apaisé les passions», c'est vrai - la fin de la

querelle scolaire en témoigne - mais après avoir permis, par obstination, qu'elles s'exacerbent. Il s'efforce de mobiliser, c'est vrai, en décrivant l'angoisse de la pauvreté, mais avec un train de pensée sur une opposition qui a commencé d'exploiter un phénomène qu'elle dit nouveau, et qui ne l'est pas tant que cela.

Il y a plus de six mois que le Parti socialiste avait sonné l'alarme - trop discrètement sans doute - sur ce problème né des accumulations de dix années de crise, et commun à la plupart des pays industrialisés. Le pouvoir a jugé qu'il convenait de ne pas accorder à ce phénomène une publicité inopportune, dans la mesure où l'opposition aurait pu en tirer argument. La droite, au contraire, a su profiter du silence.

Il reste que M. Mitterrand tient là une bonne occasion de tester ses capacités de rassemblement. Si la modernisation de l'appareil industriel est le fond de sa politique, la correction des injustices en est une constante.

«Soyez solidaires», dit-il à ceux qui ont tiré la meilleure part d'une période de croissance économique aujourd'hui lointaine, et à ceux qui, aujourd'hui, sont encore relativement épargnés par la crise. Le gouvernement, a-t-il annoncé, présentera «à bref délai», une série de mesures en ce sens. Elles coûteront cher. Au Parti socialiste, l'idée a été émise d'une sorte d'impôt de solidarité - il s'agit de dégager 6 milliards de francs - qui remettrait en cause l'objectif annoncé par M. Mitterrand de réduire de un point le taux des prélèvements obligatoires en 1985. On attend la réponse, tant pour l'opposition comme pour la majorité, de l'exigence de solidarité. Test aussi, même s'il est modeste, du taux d'écoute des appels au rassemblement.

JEAN-YVES L'HOMMEAU.

A MONT-DE-MARSAN

Rassembler contre la crise

M. François Mitterrand a terminé samedi 13 octobre à Mont-de-Marsan (Landes) sa visite de trois jours en Aquitaine. Devant plusieurs milliers de personnes rassemblées autour de l'hôtel de ville - dans cette municipalité socialiste où les sections du PS avaient puissamment mobilisé - il a affirmé que «ce que demandent le gouvernement et son chef est perçu de mieux en mieux par ceux qui sont sur le terrain». Il a ajouté : «Nous cherchons à établir plus de justice : nous ne disons pas aux Français : lutez les uns contre les autres ; une large fraction de la France souffre encore d'avoir été exploitée par l'autre. Nous disons à ceux qui ont connu le meilleur que le moment est venu d'aider davantage.»

Le chef de l'Etat a remarqué que, dans ces circonstances difficiles, se manifeste «une certaine incompréhension». «Qui s'en étonnerait ? Pas moi, en tout cas : cela m'aidera davantage encore dans la résolution, telle que l'a exprimée récemment le jeune premier ministre que

j'ai donné à la France. Il faut rassembler tous ceux qui le veulent pour faire reculer la crise. La France gagnera si l'on sait répondre aux problèmes sociaux auxquels nous sommes confrontés.»

Après avoir parlé de la pauvreté, qui «n'est pas née d'aujourd'hui», il a noté que «la réponse sociale ne suffira pas». Le gouvernement, a-t-il indiqué, devra «à bref délai» proposer des solutions, qui permettront de parer aux effets de cette pauvreté. Mais l'essentiel est, à ses yeux, «le réveil de l'économie». «Pourquoi ne chanterait-on pas les louanges de ceux qui ont entrepris ? Ils ont pris des risques», a-t-il ajouté. M. Mitterrand a conclu : «J'ai l'amour de la France, de la patrie. Nous sommes et devons être frères. Des frères, ça se querelle ! Vous appartenez à la même famille. Rassemblez-vous pour que la France réussisse, pour qu'elle gagne. Poursuivons notre route. Ne changeons pas tout le temps de cap. Tenons bon partout où il faut.»

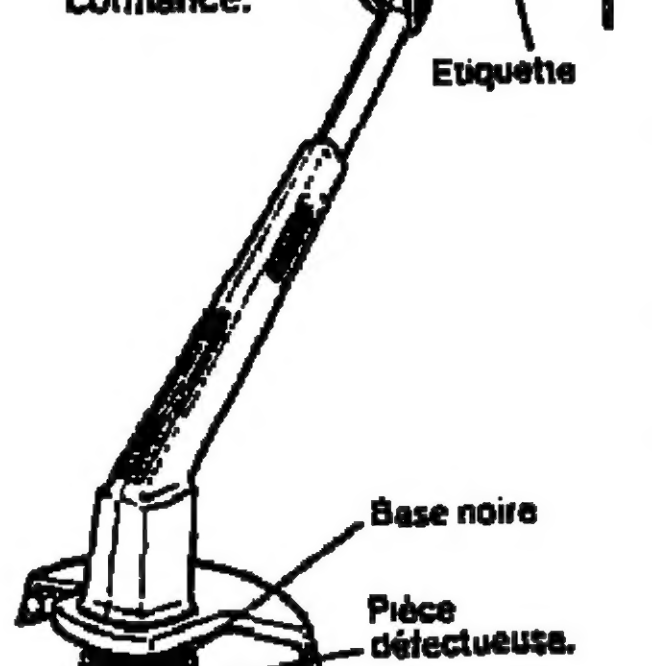
AVIS AUX UTILISATEURS BLACK & DECKER

Ce communiqué s'adresse exclusivement aux possesseurs des taille-bordures à fil Black & Decker ref. 8255. Seul ce produit est concerné.

Black & Decker se doit de mettre en garde les utilisateurs de cet appareil, en raison d'un risque lié à son fonctionnement. Ce risque est d'ordre mécanique et non pas électrique. Un défaut de fabrication a en effet été constaté sur le chapeau de la base noire, défaut susceptible de provoquer, dans certains cas, l'éclatement de cette pièce. Une série limitée d'appareils est concernée. Il s'agit de ceux achetés après le 1^{er} mars 1984 et portant la date 1983 sur l'étiquette adhésive collée sur la partie supérieure du manche (voir schéma ci-joint). Dans un souci de sécurité absolue, Black & Decker demande aux possesseurs des appareils ainsi identifiés de ne plus les utiliser avant d'avoir procédé au remplacement de la pièce.

Nous vous proposons de vous adresser gratuitement, un simple tournage suffit pour effectuer le changement.

Pour vous expédier cette pièce, merci de nous faire parvenir vos coordonnées précises (nom et adresse) à l'adresse suivante : Black & Decker/Service LM Le Pailly, 69570 Dardilly. Conscient de la gêne provoquée, mais avant tout soucieux de la qualité de ses produits et de la sécurité des utilisateurs, Black & Decker tient à présenter ses excuses à ses clients et les remercie de leur confiance.



Après quelques «ratés», la machine «Giscard» semble avoir été remise en marche, et le retour de l'ancien président de la République à l'Assemblée nationale doit s'accompagner rapidement de mises au point au sein de la famille UDF.

Ce fut, il y a une semaine, la reprise en main, par M. Valéry Giscard d'Estaing, des clubs Perspectives et Réalités qu'il a fondés et qu'il préside de nouveau. Ce sera, dans quelques jours, lors du conseil national du PR, le rappel très ferme par M. François Léotard - assuré de sa réélection au secrétariat national - du «lien de filiation historique» qui existe, «qu'on le veuille ou non», entre le Parti républicain et l'ancien chef de l'Etat.

A la tête d'un parti qu'il veut «indépendant» mais «fidèle», M. Léotard, intellectuellement et affectivement très proche de M. Giscard d'Estaing, ne saurait donc accepter d'officialiser l'existence d'un courant barriste, dont il paraît mettre en doute la réalité au-delà des quelques parlementaires qui l'incarnent. Il ne saurait pas davantage accepter de débattre du choix d'un «présidentiable». M. Giscard d'Estaing et M. Barre ne pouvant, selon cette même logique, «être mis sur le même pied».

Fort de l'image qu'il a su imposer depuis deux ans et de la notoriété dont il jouit, sa récente entrée au baromètre de la SOFRES (publié par le Figaro Magazine) avec une cote de popularité de 24 % vient, à cet égard, à point nommé. Bref, M. Léotard ne craint rien ni personne. Reste à savoir comment le PR, et principalement ses parlementaires, s'accommoderont des conceptions d'un homme qui, lors de son élection à la tête du PR en 1982, se voulait «l'homme de la synthèse».

En octobre 1983, au terme d'une année de mandat, le secrétaire général du PR considérait que sa plus

grande réussite était d'avoir «maintenu dans son unité» le Parti républicain, parti où il «fallait faire cohabiter les anciens ministres et les nouveaux militants, les hyperlibéraux et les «réformistes», les hyper-giscardiens et les «barristes». Et «ce n'est pas toujours facile», ajoutait-il (Le Monde du 22 octobre 1983). Sans doute est-ce encore moins facile, à mesure qu'approchent des échéances décisives qui impliquent des choix stratégiques, sur lesquels, comble de malchance, MM. Giscard d'Estaing et Barre ne sont pas d'accord.

M. Léotard et les

«susceptibilités» barristes

Cette difficulté nouvelle, loin d'inciter M. Léotard à la prudence, semble, au contraire, le pousser à user plus que jamais de son franc-parler. C'est ainsi qu'au moment où la «cohabitation», au sein du PR, connaît quelque tension, au moment où il est demandé au secrétaire général de s'attacher au respect du «pluralisme», celui-ci n'hésite pas à tenir des propos peu aimables à l'endroit de M. Barre et de «ses amis, les barrillons». Par le passé, il préférait dire qu'il avait «beaucoup d'admiration pour M. Barre, homme de qualité et de courage» (Le Monde du 22 mars 1983). Aujourd'hui, il se demande si un homme politique doit être un «expert-comptable» (Le Monde du 13 octobre). «Tout le monde a le droit d'évoluer», ironise-t-il à ce propos, en se défendant d'être responsable d'une «éventuelle division» au sein du PR. Celle-ci ne peut qu'être le fait de «ceux qui veulent précipiter le choix d'un présidentiable», tranche-t-il.

S'il semble faire si peu de cas «des susceptibilités» qu'il heurte,

c'est que M. Léotard juge que la majorité de son parti est tout aussi attachée à M. Giscard d'Estaing qu'il l'est lui-même, ou, à défaut, qu'elle est suffisamment attachée à son secrétaire général pour le suivre. Sans doute garde-t-il en mémoire l'enthousiasme qu'il avait fait naître en manifestant l'intention, il y a quelques mois, de présenter sa propre liste aux élections européennes. Cet enthousiasme n'avait d'ailleurs pas échappé à M. Giscard d'Estaing, qui, après s'être rallié à la liste unique de l'opposition, s'était empressé d'attribuer publiquement à M. Léotard les qualités d'un homme d'Etat. Qualités qui aideront ce dernier à conduire son parti à la bataille des législatives.

Quant à 1988, pas de précipitation inutile ! «Si Giscard se présente, je le suivrai», a déjà précisé le secrétaire général du PR, qui, cependant, précaution de pure forme, «n'est pas sûr du tout» que l'ancien président de la République soit candidat.

Le consensus libéral

Pour l'heure, M. Léotard pense qu'il tient bien en main son parti et s'accommoder, avec un flegme apparent, des États d'âme des parlementaires. Il est vrai que, depuis la création des républicains indépendants, cette distorsion entre le groupe et le parti a toujours existé (lors du référendum de 1969, par exemple, les parlementaires avaient voté le «oui» tandis que le parti votait le «non»).

Cette querelle ne saurait être seulement réduite aux péripéties d'un affrontement entre giscardiens et barristes. Elle porte aussi sur la conception de l'indépendance d'un parti, sur la définition du pouvoir et sur les choix stratégiques. Les différents responsables du PR veulent, toutefois, croire qu'un «ciment»

existe toujours entre eux : celui des idées libérales qui, disent-ils, ont aujourd'hui «le vent en poupe», mais dont, par «notre tradition», nous sommes les inévitables détracteurs. «Notre rôle est d'affirmer ce que nous entendons par système libéral, de définir la pensée libérale et ce que devrait être un gouvernement libéral, de favoriser l'identification des libéraux au PR».

Sur ce point, ils sont tous d'accord, de M. Michel d'Ornano à M. Charles Millon, en passant par M. François Léotard. D'accord aussi pour reconnaître qu'ils ont encore du chemin à faire. Le secrétaire général du PR, quand il sollicitera, les 20 et 21 octobre prochains, du conseil national de son parti, le renouvellement de son mandat, proposera un projet : «Pour une démocratie libérale». «Il est temps que nous réaffirmions en tant que formation - les leaders l'ont déjà fait - notre hiérarchie des valeurs et notre projet de société», reconnaît M. Millon.

Seulement, M. Millon pense aussi que le PR doit aborder parallèlement les questions stratégiques, faute de quoi il ne résoudrait à «être à l'avvenir qu'une «force d'appoint». Il reste aussi au PR à combler d'autres faiblesses, sur le terrain où son implantation reste inégale et présente des «lacunes» dans la perspective des élections législatives de 1986.

«Ce n'est pas la guerre des tranchées que nous préparons, mais la bataille de l'intelligence», a récemment annoncé M. Léotard. De toute cette intelligence, le PR aura sans doute besoin face à la majorité, mais aussi pour maintenir cet équilibre souhaité par son secrétaire général, équilibre entre l'indépendance et la fidélité.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

LES EMBARRAS MUNICIPAUX DU RPR

A Brest

Les deux adjoints contestataires quittent le RPR

De notre correspondant

Brest. — MM. Bertrand Cousin et René Gil, les deux adjoints contestataires de la municipalité de Brest, ont présenté leur démission au RPR, dimanche 14 octobre.

En remettant nos délégations à la disposition du maire, M. Jacques Berthelot, ont-ils commenté, «nous avons voulu provoquer un sursaut salutaire afin que soit reconstruite pour Brest l'union de la majorité municipale». De son côté, M. Leclercq, conseiller général du RPR et adjoint au maire, a lancé un appel pour reconstituer une équipe unie et sans exclusive. Enfin, M. Bernard Pons, secrétaire général du RPR, au cours d'une réunion à Paris, a souhaité une réconciliation des élus du mouvement débouchant sur une consultation de la majorité municipale.

«Loin d'entendre ces appels à la raison, ajoutent les deux adjoints, M. Berthelot s'enferme dans le sectarisme en demandant aux instances du RPR de prononcer notre

exclusion pour avoir osé poser les vrais problèmes de la gestion municipale. Nous ne souhaitons pas que le RPR, qui est un des partis politiques porteurs de l'espérance des Français, ait à souffrir des remous qui peuvent résulter, tant au niveau local que national, d'un conflit né de la personnalité d'un seul homme. C'est pourquoi nous avons décidé, dans l'intérêt supérieur du mouvement, de rendre nos cartes de membres du RPR au président départemental».

M. Berthelot avait demandé l'exclusion du RPR de MM. Cousin et Gil. L'Assemblée départementale du RPR, dans un vote, 11 voix contre 10, a refusé. Il semblait tout aussi difficile pour elle de rejeter les volontés du maire RPR de la principale ville du département que d'exclure les deux contestataires, de toute façon, ont pris les devants.

G. S.

A MARSEILLE : TROIS EXCLUSIONS

Trois conseillers municipaux du RPR, MM. Jacques Sanis, José Yborra et Eric Turcon ont été exclus du Rassemblement. Cette sanction fait suite au différend qui les oppose à M. Hyacinthe Santoni, président du groupe RPR au conseil municipal, député, secrétaire départemental du RPR.

Ces conseillers municipaux contestaient les méthodes utilisées par M. Santoni pour l'organisation des élections au sein des instances départementales du RPR. Afin de lever ces soupçons, M. Santoni a organisé, dimanche 14 octobre, une opération «portes ouvertes» au siège de la fédération des bouches-du-Rhône, à l'occasion de l'élection de M. Marc Michel Laroux à la présidence de cette fédération.

Le MRG en désaccord sur l'immigration. — M. Jean-François Dauriac, président de la section des droits de l'homme du MRG, a indiqué, le vendredi 12 octobre, qu'il «regrette les mesures prises par le gouvernement à l'encontre des immigrés». Selon M. Dauriac, ces mesures sont «contraires au préambule de la Constitution, qui affirme le droit de vivre en famille des Français aussi bien que des étrangers qui sont sur le sol français». Il estime que le gouvernement «devrait être plus fidèle aux idéaux de la gauche quant à la dignité de l'homme».



DES OUTILS POUR ORGANISER VOS IDÉES. TEMPS MICRO

LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.

Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

Une élection municipale

ALPES-MARITIMES : Valbonne (premier tour).

Inscr., 2 566 ; vot., 1 820 ; suff. exp., 1 761. — Un. opp. (M. Giraud, m.s., PR), 751 (42,64 %) ; div. opp. (M. Barbine), 526 (29,86 %) ; PS-div. g. (M. Rolant), 484 (27,48 %). Il y a ballottage.

Cette élection partielle est consécutive à la dissolution du conseil municipal, survenue le 21 août dernier, à la demande du maire, M. Giraud (PR), en conflit avec une dizaine de ses collègues. Représentés derrière l'ancien premier adjoint, M. Aimé Barbine (div. droite), ces derniers lui reprochaient ses méthodes autoritaires et l'endettement excessif de la commune. Ils à la réalisation du parc intercommunal d'activités de Valbonne-Sophia-Antipolis. Aux élections municipales de mars 1983, M. Giraud avait emporté le premier tour de scrutin avec 58,31 % des suffrages exprimés.

Il sollicitait à nouveau les suffrages des électeurs à la tête d'une liste d'union de l'opposition, comprenant également trois représentants du Front national, et soutenu personnellement par M. Jacques Médéa, député (RPR) et maire de Nice, président du conseil général des Alpes-Maritimes. La liste des élus dissidents, conduite par

M. Barbine, a été nettement distancée. La seule liste de gauche (PS et divers gauchistes) était conduite par M. Michel Rolant, président de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie et ancien secrétaire national de la CFDT. Le PC a «regretté» officiellement le refus des socialistes de constituer cette fois une liste d'union sur le modèle de celle dirigée par M. Tabet en mars 1983. Avec 27,48 % des suffrages exprimés, M. Rolant améliore d'un peu plus de 2 points le score réalisé par M. Tabet, devenu son second de liste. Mais il est loin de retrouver le total des suffrages recueillis en 1983 par les trois listes de gauche qui s'élevaient à celle de M. Giraud (41,66 %).

Le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 2 465 ; vot., 2 048 ; suff. exp., 1 996. — Un. opp. (M. Giraud, m.s.), 1 164 (58,31 %) ; 22 ELUS ; Un. g. (M. Tabet, PS), 508 (25,35 %) ; 3 ELUS ; div. g. (M. Vialle, MRG), 374 (18,72 %) ; 2 ELUS ; div. g. (M. Manquès), 52 (2,60 %).

Election cantonale

UNE VICTOIRE DU PC

GARD : canton de Barjac (deuxième tour).

Inscr., 2 476 ; vot., 1 823 ; suff. exp., 1 717. MM. Chaulet, PC, 950, Elu ; Tailland (div. droite), 767.

Il s'agissait de pourvoir au remplacement de Jean-Robert Tassy, conseiller général (mod.), décédé au mois de juillet. Il avait été élu au premier tour des élections cantonales de mars 1979, avec 1 058 voix, contre 483 à M. Allou (PC), et 256 à M. Vigne (PS), pour 1 797 suff. expr., 1 850 vot. et 2 303 élec. insc.

Le candidat communiste, M. Chaulet, a été élu le 14 octobre avec une confortable avance sur son adversaire de l'opposition. Il a recueilli 55,32 % des suffrages exprimés. M. Chaulet a semble-t-il bénéficié d'un bon report des voix socialistes et divers gauchistes du premier tour, et d'une plus grande participation des électeurs (73,62 % au lieu de 69,16 % le 7 octobre).

A l'inverse, le candidat de l'opposition n'a pas fait le plein des voix de droite. Il n'a obtenu que 44,67 % des suffrages, alors qu'au premier tour les trois candidats de l'opposition en avaient totalisé 54,13 %.

Le 7 octobre, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 2 481 ; vot., 1 716 ; exp., 1 655. MM. Chaulet (PC), 891 ; Tailland (div. dr.), 329 ; Bore (div. dr.), 287 ; Four (div. dr.), maire de Barjac, 280 ; Beau (div. ga.), 111 ; Garcia (PS), 105 ; Raymond (Mouv. occ.), 52.

**PARLER
AVEC ASSURANCE**

Confiance en soi - Communication
Méthode audiovisuelle
Formation continue
I.F.T.O. (1) 333-97-25

STERN

GRAVEUR
depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres
de prestige
pour Sociétés

Ateliers et Bureaux
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 236.94.48 - 598.36.45

**Week-end à Vienne
en Concorde**

Départ le 26 octobre
Retour sur ligne régulière
le jour de votre choix

Vol A.R. + Hôtel★★★★
à partir de 2 990 F

AIRCOM
93, rue de Monceau
75008 Paris, tél. : 322.86.46

Us. 178001

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION

ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e ☎ 347.21.32

propos et débats

M. Barre : gare à

M. Chirac : il reste

M. Chevènement : pas de col

مكتبة الأصيل

Propos et débats

M. Barre : gare à la mixité !

Invité du Mouvement des jeunes gaullistes, l'Union des jeunes pour le progrès (UJP), qui organisait, samedi 13 octobre à Paris, une « journée de l'opposition », M. Raymond Barre a insisté sur l'importance des élections législatives de 1986, « première consultation qui pourra avoir une incidence directe sur le pouvoir », et souhaité que l'opposition se prépare dans « la cohésion et la clarté ». « Comment ne pourrions-nous pas le souhaiter, moi qui ai vécu 1981 à Matignon ? », a-t-il souligné. Après avoir exprimé la crainte que ne « s'annonce une évolution qui porterait préjudice aux institutions de la V^e République telles que nous les avons pratiquées [...], il a réaffirmé qu'il souhaitait ardemment que « la lecture de la Constitution demeure celle qui a été faite jusqu'ici par tous les présidents de la République ». Il a ajouté : « Veillons à ce que notre pays ne se retrouve pas par un beau matin dans cette curieuse situation où il jouirait à la fois de la société d'économie mixte, du scrutin mixte et de la politique mixte d'un gouvernement mixte. » A cette journée de l'UJP ont pris la parole MM. Couve de Murville, ancien premier ministre, député (RPR) de Paris, et Jean Chabonnel, ancien ministre, maire (RPR) de Brive, MM. Chirac, Debré et Chaban-Delmas, invités eux aussi, avaient envoyé des messages de sympathie.

M. Chirac : il reste seize mois

M. Jacques Chirac a déclaré, dimanche 14 octobre à Useld (Corrèze) : « Il reste seize mois aux grands partis d'opposition, déjà d'accord en chaque domaine sur l'essentiel, pour développer le goût et l'habitude de travailler ensemble puisque c'est ensemble qu'ils seront tôt ou tard en charge des affaires publiques. Il s'agit de ne pas glisser notre état de grâce et de justifier la confiance que les électeurs nous auront manifestée. »

« Il est clair que le redressement sera national ou ne sera pas. Et j'ajoute qu'il ne sera pas socialiste, car, dans les remous, les volte-face et les remaniements dont la politique gouvernementale est si prodigieuse, je ne vois aucun soleil se lever sur l'économie française. » M. Chirac a ajouté que « les socialistes, même s'ils disposent toujours de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, sont désormais, du fait du retrait des communistes, encore plus minoritaires dans le pays réel que par le passé, ce qui leur pose un véritable problème de crédibilité. »

M. Chevènement : pas de cohabitation durable

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'éducation nationale, a déclaré, dimanche 14 octobre, au « Forum » de Radio-Montecarlo : « Je ne pense pas qu'il puisse y avoir une cohabitation durable entre un président de la République élu par la gauche et une Assemblée de droite. Mais rien n'autorise, aujourd'hui, à dire que cette cohabitation ne serait pas possible pendant un certain temps. » (...) « Il peut y avoir une dissolution (...), le président peut organiser un référendum (...), il peut démissionner s'il le faut (...), il peut aussi aller au terme de son mandat. De toute façon, c'est le suffrage universel qui tranchera. »

Selon le fondateur du CERES, « le Parti communiste sous-estime la solidarité qui s'est créée en vingt ans d'union de la gauche. Il est dans le même train que le Parti socialiste : souhaite que le PC, dans la bataille qui se livrera d'ici un an, soit du bon côté. »

Concernant le mode de scrutin applicable aux prochaines législatives, M. Chevènement estime : « Personnellement, ma préférence va pour l'addition, à un mode de scrutin majoritaire d'un scrutin proportionnel portant sur cent ou cent cinquante députés. »

M. Debarge (PS) : nous n'avons pas le pouvoir

M. Marcel Debarge, secrétaire national du PS, a déclaré, le 14 octobre à Goussier (Allier) : « Que la gauche se mette à réfléchir, car, si nous sommes au pouvoir, nous n'avons pas pour autant le pouvoir. » Après avoir reproché aux communistes de s'opposer « d'être au pouvoir que dans la mesure où ils y sont seuls », et de ne « préparer ainsi qu'une alternative : le retour de la droite », M. Debarge a affirmé que, lors des élections, le PS observera « le principe du candidat de gauche le mieux placé au second tour. »

Au baromètre de l'IFOP

FORTE BAISSSE DES COTES DE POPULARITE DES TROIS CHEFS DE FILE DE L'OPPOSITION

Le baromètre mensuel de l'IFOP, publié par le Journal du dimanche du 14 octobre, fait apparaître une légère baisse des cotes du président

de la République et du premier ministre. D'après cette enquête, réalisée du 1^{er} au 9 octobre auprès d'un échantillon représentatif de mille neuf cent trente-huit personnes, 31 % des Français (33 % en septembre) se déclarent satisfaits de M. François Mitterrand, contre 32 % (54 % le mois dernier) qui se déclarent mécontents. M. Laurent Fabius satisfait lui aussi 31 % des Français, soit un peu moins que lors de l'enquête précédente (32 %), mais il en mécontente davantage : 22 % (au lieu de 16 %).

Cette tendance à la baisse n'épargne pas l'opposition, et ses trois principaux chefs de file enregistrent une chute sensible de leur cote de popularité. Avec 43 % d'opinions favorables (au lieu de 50 % précédemment), M. Raymond Barre perd sept points. Il est devancé par M. Simone Veil, qui voit sa cote de popularité chuter de cinq points (44 % d'avis positifs au lieu de 49 %). M. Giscard d'Estaing, qui passe de 43 % d'opinions favorables à 38 %, et M. Chirac, de 40 % à 32 %, perdent respectivement cinq et huit points. Le président du RPR réalise ainsi son plus mauvais score au baromètre IFOP-Le Journal du dimanche.



CAPEL habille l'homme fort de pied en cape

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

WALL STREET SUR ÉCRAN. TEMPS MICRO
LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.
Sortie du n° 2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

Le budget de l'Etat est entré dans une crise grave et durable

(Suite de la première page.)

Tandis que certains s'inquiétaient en 1981 des conséquences de cette politique, M. Delors, alors grand maître de l'économie et des finances, affirmait, avec une clarté voyante, qu'il n'y avait rien de pire que de rendre moins consentant : « Un tel déficit est supportable pendant une année ou deux sans danger. Puis il faudra redescendre » (1).

Le déficit, hélas ! ne redescend plus. Bien au contraire, il augmente d'année en année, et cela pour deux raisons. La première est que le budget de l'Etat a été profondément déstabilisé. On ne l'écrit pas facilement des fonctionnaires après les avoir recrutés en masse ; on n'intrompt pas d'un seul coup des travaux qui doivent être réalisés sur plusieurs années (par exemple, les « grands projets du président » à Paris) ; surtout on n'échappe pas à l'effet de boule de neige de la dette publique.

La seconde raison tient à la politique économique globale du gouvernement. La politique de relance avait provoqué le déficit par l'augmentation incoordonnée des dépenses. La politique de « rigueur », conçue comme une politique de contrôle des prix et des revenus et de ponction fiscale systématique, accroît le déficit, car elle paralysait l'activité économique et la ralentissait de sa substance.

C'est dans ce contexte de dégradation structurelle des finances publiques que, à la stupéfaction générale, M. Mitterrand ordonna de préparer celui de 1985 avec une diminution des impôts et dans le respect du principe d'équilibre de limitation du déficit budgétaire à 3 % du PIB. Comment le gouvernement a-t-il pu atteindre ces deux objectifs difficilement conciliables ?

La réponse est simple : par l'artifice. Des débudgétisations, complétées par des sous-évaluations manifestes de dépenses, permettent de présenter un déficit de 139,8 milliards de francs. En réalité, il dépassera largement ce montant. Calculé selon les définitions et les structures budgétaires en vigueur en 1980, il serait six fois plus élevé que celui de 1980. Quant à la baisse de 1 % des prélèvements obligatoires, un examen attentif et objectif du projet conduit à la conclusion que les décisions gouvernementales proprement dites n'en expliquent que 0,1 %.

Mais, au-delà des apparences, la réalité du projet de budget pour 1985 ne peut manquer de susciter

des inquiétudes justifiées pour l'avenir.

Des efforts importants ont certes été accomplis pour réduire la progression des dépenses publiques et pour réparer les dégâts de la politique budgétaire du début du septennat. Le gouvernement a notamment entrepris de réduire les effectifs de fonctionnaires. Il s'est trouvé dans l'obligation de renoncer à deux engagements solennels pris il y a moins de deux ans : la loi-programme sur la recherche et la loi de programmation militaire ne seront pas respectées. Malgré cela, la maîtrise des dépenses publiques n'est pas recouvrée.

La critique majeure que mérite le projet de budget est qu'il implique en 1985 un fort accroissement des besoins de financement - de l'ordre de 40 milliards de francs - pour l'Etat et la Sécurité sociale, sans compter l'augmentation des besoins d'emprunt des organismes sur lesquels le gouvernement a transféré certaines de ses charges. En 1985, la dette publique dépassera 1 000 milliards de francs, contre 418 milliards de francs à la fin de 1980. Désormais, le problème financier le plus difficile auquel le pays devra faire face est, avec la dette extérieure, la dette intérieure de l'Etat.

Par ailleurs, alors que le gouvernement proclame que l'effort national de redressement doit porter en priorité sur les entreprises, on constate que le projet de budget pour 1985 a pour effet global d'alléger la fiscalité pesant sur les ménages et d'alourdir celle pesant sur les entreprises.

En réduisant les investissements de l'Etat, en stimulant la demande des ménages et en accroissant les charges des entreprises, le risque de continuer à retarder le redressement des échanges extérieurs et de provoquer une nouvelle poussée de l'endettement du pays à l'égard de l'étranger.

La dernière observation qu'appelle le projet de budget pour 1985 a trait à la politique fiscale qu'il retient. A l'encontre de toutes les positions qu'avaient prises les dirigeants de la gauche avant 1981, le gouvernement socialiste n'a pas cessé, depuis 1982, de majorer les impôts indirects. Il a fortement accentué la progressivité de l'impôt sur le revenu jusqu'en 1983, mais devant les risques graves de démobilité des cadres et des membres des professions indépendantes, il a

fait une pause dès 1983 en instituant la contribution sociale au taux proportionnel de 1 %. Il recule en 1985, en procédant à une réduction proportionnelle de 5 % de l'impôt sur le revenu. Tant de volte-face inquiètent pour l'avenir.

En fait, le projet de budget pour 1985 a été conçu sous le signe de l'opportunisme, sinon de l'électoralisme. Il contredit le « nouveau discours » gouvernemental sur la nécessité de la vérité. Ce n'est pas un budget qui peut contribuer à la modernisation de l'économie française.

C'est une toute autre politique budgétaire qu'il conviendrait de mettre en œuvre aussi rapidement que possible.

Piùtôt que de courir après les idées à la mode, il faut concevoir la politique budgétaire en fonction des exigences qu'impose la situation économique de la France. L'objectif prioritaire de la politique économique - le gouvernement l'a compris en 1983 - doit être le redressement de la balance des paiements et la réduction progressive de l'endettement extérieur. C'est à cette tâche que doit être utilisée la politique budgétaire qui est, avec la politique monétaire, l'instrument le plus efficace à la disposition du gouvernement. Il est donc nécessaire de commencer à réduire le déficit budgétaire et, à tout le moins, de le stabiliser en francs courants.

Cependant, le redressement des échanges extérieurs et la réduction du déficit budgétaire ne pourront être obtenus durablement sans une revitalisation de l'économie. Dans une économie frappée de léthargie, le budget de l'Etat est pris en tenailles entre les dépenses d'intervention économique et sociale, qui s'accroissent, et les recettes, qui s'étiolent. Dans une économie qui retrouve son dynamisme, le phénomène inverse se produit. Afin de stimuler l'esprit d'entreprise, la productivité et la compétitivité de l'économie, il est nécessaire que soient supprimées les réglementations et les contrôles mis en place depuis trois ans et qui handicapent les entreprises dans le domaine des prix, des changes et de l'emploi. Il est aussi nécessaire que soient réduites ou supprimées de façon méthodique les aides, bonifications et subventions, qui ont proliféré durant ces dernières années. Cela suppose enfin que soit engagée de manière progressive la dénationalisation des entreprises privées passées sous contrôle de l'Etat depuis 1981, et en premier lieu des banques. Ainsi serait-il possible de réduire les dépenses et de dégager des recettes sans prélèvements fiscaux nouveaux et d'obtenir ainsi une marge de manœuvre budgétaire.

Si l'ampleur du déficit ne me paraît pas autoriser une diminution générale des impôts sur le revenu de type réaganien, je considère cependant comme indispensable de supprimer aussi rapidement que possible la superfiscalité mise en place depuis 1981 sur les revenus des cadres, des professions libérales et des dirigeants d'entreprise (en particulier la tranche à 65 %), ainsi que de créer une incitation fiscale dura-

ble à l'investissement des entreprises. De telles mesures favorables à l'épargne et à l'investissement ne manqueraient pas d'avoir un effet positif sur l'emploi.

S'il n'entend point se référer à ce qui a été fait en matière budgétaire avant 1981, le gouvernement peut méditer les exemples fournis par le gouvernement britannique et le gouvernement de la République fédérale d'Allemagne. Jouant sans réserve la carte de la liberté pour les acteurs de l'économie, ils ont défini, à côté d'une politique monétaire stricte, une stratégie financière à moyen terme qui comporte une première phase de contrôle du rythme des dépenses et de réduction du besoin de financement du secteur public, puis une seconde phase durant laquelle les marges de manœuvre ainsi dégagées seront affectées à la diminution des impôts payés par les entreprises et les particuliers. En Grande-Bretagne, cette deuxième phase commença en 1985, en RFA en 1986. La baisse des impôts qu'on annonce chez nous pour 1985 sera en revanche payée par un déficit plus important, donc par plus d'inflation. Même si les indices de prix apparaissent modérés, le gouvernement n'a pas vaincu l'inflation ; il la déguise pour un temps grâce au contrôle des prix et des salaires.

En dépit des jugements empreints portés depuis l'été sur le nouveau cours de la politique gouvernementale, sur l'heureuse alliance de la jeunesse et de la modernité, les trois défauts majeurs de la gestion socialiste depuis 1981 sont toujours présents : décalage entre le discours et la réalité ; recours systématique aux artifices ; équivoque dans l'action. Le projet de budget pour 1985 n'y échappe pas. Je le regrette pour la France.

RAYMOND BARRE.

(1) Interview donnée à J. Boissonnat, l'Expansion, septembre 1981.

plus les hommes sont grands plus CAPEL les aime

CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

ÉVOLUTION DU SOLDE FINANCIER DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES EN % DU PNB

	1980	1983 a	1984 b
FRANCE	+ 0,2	- 3,2	- 3,5
ÉTATS-UNIS	- 1,2	- 3,9	- 3,4
RFA	- 3,1	- 2,7	- 1,4
ROYAUME-UNI	- 3,5	- 9,7	- 2,8
JAPON	- 4,5	- 3,1	- 2,3

Source : OCDE.
a : estimation.
b : prévision de l'OCDE de juillet 1984.
Signe + : excédent.
Signe - : déficit.

LE SALON DE VOLVO
DU 15 AU 21 OCTOBRE

VOLVO

75 - PARIS 5^e - Garage Soufflot, 179, rue Saint-Jacques - Tél. : 329.51.41 ■ 75 - PARIS 8^e - Volvo Paris, 138, av. des Champs-Élysées - Tél. : 225.60.70 ■ 75 - PARIS 13^e - Els Le Calvez, 6, rue Vulpian - Tél. : 535.98.69 ■ 75 - PARIS 15^e - Garage Saint-Charles, 45, rue Saint-Charles - Tél. : 577.32.21 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 72-76, rue de Longchamp - Tél. : 727.47.37 ■ 75 - PARIS 16^e - Volvo Paris, 54-56, av. de Versailles - Tél. : 524.43.61 ■ 75 - PARIS 17^e - Volvo Paris, 112-114, rue Cardinet - Tél. : 766.50.35 ■ 75 - PARIS 19^e - Garage des Ardennes, 3-5, rue des Ardennes - Tél. : 203.30.75 ■ 75 - PARIS 20^e - Garage des Grands Champs, 58, rue des Grands Champs - Tél. : 373.73.62 ■ 77 - LAGNY-SUR-MARNE - Els Mousset, 79, rue du Gal Leclerc, Pomponne - Tél. : 007.24.20 ■ 77 - VAUX-LE-PENIL/MELUN - Automobiles Paris-Sud, 112, route de Nanterre - Tél. : 437.80.43 ■ 78 - ELANCOURT - Elancourt Automobiles, Centre Arbanal des Quatre Arbres, rue du Fonds des Roches - Tél. : 062.00.76 ■ 78 - MANTES-LE-VILLE - M. Bars Automobiles, 51, route de Houdan - Tél. : 477.12.12 ■ 78 - PORT MARLY - Royal Auto, 8, route de Saint-Germain - Tél. : 958.61.13 ■ 78 - MANTROUVILLE - Garage de l'Avenue, 140, rue Maurice Berteaux - Tél. : 913.49.92 ■ 91 - CORBEIL-ESSONNE - Garage Européen, 112, bd J. Kennedy - Tél. : 088.92.05 ■ 91 - MASSY - Garage Gambetta, 24, rue Gambetta - Tél. : 920.25.80 ■ 92 - ASNIÈRES - Inter Garage Safr, 43-45, av. d'Argenteuil - Tél. : 793.56.68 ■ 92 - BOIS-COLOMBES - Garage Fend, 45-49, rue Jean-Jaures - Tél. : 242.40.75 ■ 92 - CHATILLON-SOUS-BAGNEUX - Garage Ouest-Auto, 73, av. Marcel Cachin - Tél. : 655.37.37 ■ 92 - NANTERRE - Clemenceau Automobiles, 95-97, av. Georges Clemenceau - Tél. : 724.37.34 ■ 92 - NEUILLY-SUR-SEINE - Volvo Paris, 16, rue d'Orléans - Tél. : 747.50.05 ■ 93 - DRANCY - D.R.A.E., 45, rue Marcelin-Berthelot - Tél. : 831.40.32 ■ 93 - GAGNY - Garage du Lac, 15 à 19, av. du Château - Tél. : 330.48.78, Expo, 102, av. Paul-Vaillant-Couturier, Neuilly-sur-Marne - Tél. : 388.05.09 ■ 93 - LIVRY GARGAN - SAPAL, 23 à 29, av. J.J. Rousseau - Tél. : 383.57.74 ■ 93 - SAINT-DENIS - LAPN, 45, bd Anatole-France - Tél. : 820.71.87 ■ 94 - CACHAN - Garage Rousseau, 51, av. Armand-Brand - Tél. : 665.74.51 ■ 94 - CHOISY-LE-ROI - Garage de Choisy, 73, av. d'Arfortville - Tél. : 890.80.97 ■ 94 - NOGENT-SUR-MARNE - Garage Martineau, 156, bd de Strasbourg - Tél. : 876.62.66 ■ 94 - SAINT-MAUR-VALENTIN - Garage de l'Alma, 28, rue de l'Alma - Tél. : 885.89.89 ■ 94 - VILLEJUIF - B. Linder Automobiles, 10, rue Jean-Jaures - Tél. : 722.12.93 ■ 95 - MONTIGNY-LES-CORMEILLES - Garage du Centre, 19-25, bd Bordier - Tél. : 997.11.96 ■ 95 - PONTOISE - Sté Sogel, 10, rue Sarradepom - Tél. : 032.55.55.

**COURRIER
ÉLECTRONIQUE:
TÉLÉPHONEZ
VOS LETTRES.
TEMPS MICRO**

LE MAGAZINE QUI PROGRAMME VOTRE RÉUSSITE.
Sortie du n°2 le 12 octobre chez votre marchand de journaux.

EXPORTEZ EN ARABIE

SAMIC, 10 bis, rue des Poissonniers, 92200 Neuilly - 747-96-28

POUVOIRS

1984

30

l'école

sur l'inégalité
école/famille/politique
le débat américain
RFA: un métier par l'école
le consensus des pédagogues
l'idée d'une réforme
peut-on supprimer le bac?
SNI: la force d'un syndicat
un CES banal
la querelle scolaire
michel bouchareissas/jacques ellul

Publié avec le concours du C.N.R.S.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

POLITIQUE

Première des réformes entreprises après l'arrivée au pouvoir de la gauche, la décentralisation continue d'être un sujet de polémique. Au sein de l'opposition, où la quasi-totalité des responsables y étaient hostiles, les appréciations portées sur sa mise en place sont devenues nuancées.

Alors que M. Michel Barnier (RPR), président du conseil général et député de

la Savoie, a relevé des points positifs (dans le Monde des 17 et 18 août), un autre de ses collègues RPR, M. Philippe Séguin, député des Vosges et maire d'Épinal, estime qu'elle n'est « une bonne affaire ni pour la France ni pour les Français », tandis que l'ancien secrétaire d'Etat apparenté UDF, M. Maurice Ligot, souhaite que l'expérience ne soit pas gâchée et propose

des remèdes pour qu'elle ne devienne pas une « idée fixe ».

Quant aux habitudees récriminations des élus, notamment sur les coûts des transferts de compétences, le président de la République a apporté des précisions, lors de son voyage en Savoie, devant le conseil général. Le chef de l'Etat s'est même déclaré disposé à « aller plus loin » dans la voie de la décentralisation.

VERTUS ET LIMITES

M. Mitterrand : aller plus loin

Nous publions ci-dessous les principaux extraits relatifs à la décentralisation de l'allocation prononcée par M. François Mitterrand, le jeudi 6 septembre dernier, devant le conseil général de la Savoie. Dès le début de son discours, le président de la République a rappelé qu'il avait été trembleux ans conseiller général, douze dix-sept ans président, « cela dans le cadre d'une représentation parlementaire qui a duré trente-cinq ans », et maire de Châteaufort-Chinon pendant vingt-deux ans.

Pour la première fois dans le système colbertiste, jacobin, napoléonien, l'Etat a accepté de perdre une large partie de ses pouvoirs et compétences et donc de ses finances. Aujourd'hui nous sommes tous pour ! Et j'observe avec intérêt et un certain plaisir que ceux qui étaient le moins pour sont ceux qui voudraient que cela aille plus loin. Eh bien, je suis disposé à aller plus loin, avec eux, à la condition de savoir de quoi on parle !

Au cantine près

Les financements des compétences décentralisées ont été si scrupuleusement établis qu'ils ont été effectués sous le contrôle d'une commission. Cette commission s'appelle « commission d'évaluation des charges », est présidée par un magistrat de la Cour des comptes. Les élus locaux y sont majoritaires, et les élus de l'opposition sont les plus nombreux.

Depuis 1983, la commission a toujours constaté à l'unanimité que les mesures de compensations financières permettaient de couvrir « exactement » - c'est leur terme, - au centime près, les charges des compétences transférées.

Ces compensations sont exactes, donc, au centime près, c'est-à-dire que toute compétence transférée qui appartenait précédemment à l'Etat, est transférée à une région ou à un département, a été accompagnée de la construction aux finances de l'Etat, au centime près, et apportée à la collectivité locale bénéficiaire de la compétence : 50 % sous forme d'une dotation de l'Etat, c'est ce que l'on appelle la dotation générale de décentralisation, et 50 % par des impôts transférés. Cela correspond au souhait du Parlement de faire moitié/moitié en laissant donc une marge fiscale, fort précieuse, aux élus locaux. Or là je sais bien que l'on

dits locaux. Car ce sont bien ceux-ci qui ont permis de faire passer les *poorris* — ou, mais enfin, ceux-ci — à la carte grise et la vignette automobile, les droits de mutations, ont été choisis en fonction de quelques critères.

D'abord ils sont forcément localisables. Et comme il s'agit de pouvoirs locaux, c'est indispensable. (...) Si vous trouvez un meilleur système, je suis preneur mais je tiens ici à dire que les financements ont suivi exactement les transferts. Je suis bien comment cela se passe : au travers de la décentralisation, vous voudriez obtenir de l'Etat ce que vous n'obteniez pas, ce que nous n'obtenions pas lorsque la décentrali-

Vous avez souhaité que les services de l'Etat et le préfet ne soient plus à la charge du département. C'est logique. Donc, l'Etat financera ces dépenses qui lui incombent. Pour cela il prélèvera les sommes nécessaires soit sur cette fameuse dotation globale de fonctionnement, soit sur la dotation générale de décentralisation. Les services seront très bien répartis entre l'Etat, les départements et les régions de manière à ce que, désormais, chacun, Etat ou collectivité, dispose des moyens qui lui soient propres.

Ce n'est pas très facile à faire, parce qu'il y a le statut des fonctionnaires, et ces fonctionnaires n'aiment pas être comme cela considérés comme des colts que l'on transporte; ils ont un statut, ils ont passé des examens en vue de telle ou telle carrière, et voilà que tout d'un coup il y a une déviation subite dans leur destination. Il faut en tenir compte. On en discute, mais il est vrai que la fin de ce transfert doit être bâtie pour que chacun sache où il se trouve, que vous ayez vos fonctionnaires, que l'Etat ait les siens.

Les services inutiles

Les services inutiles, il y en a, des administrations centrales seront supprimées ou transférées, cela sera le résultat de la mission Debucq, que vous connaissez certainement. Enfin, M. le Ministre de l'Intérieur [m'a dit] que des directives étaient données aux préfets en matière de déconcentration, car il s'agit aussi de savoir qui commande. Et les administrations centrales ne devront avoir de liens avec les collectivités locales que par le canal du préfet, de façon que vous trouviez un interlocuteur unique, même si certains

nuances peuvent être établies, je pense en particulier à l'éducation.

Voilà quelques précisions apportées. Quant aux compétences transférées, vous m'avez dit : ce n'est pas assez ! Mais vous demandez que l'on étale dans le temps et vous avez raison.

Par exemple, l'aide sociale : vous savez bien que jusqu'à présent les deux tiers de l'aide sociale étaient distribués par les élus locaux en fonction des besoins et des capacités des collectivités supportant à peine le quart des dépenses, tout cela avec parfois une certaine absence de contrôle, peut-être même quelque démagogie. Vous êtes donc responsables de la justice sociale, mais selon votre capacité. Quel que soit mon désir de répondre le mieux possible à votre attente, je crois qu'il sera très difficile de vous transférer la défense nationale, les affaires étrangères, la justice, les affaires sociales ! Bref, je suis tout prêt à me livrer avec vous à l'examen de ce que vous avez et de ce qui reste à l'Etat, et vous me direz, de façon concrète, quels sont les domaines qui pourraient être transférés aux collectivités locales. Je suis tout prêt à cet examen.

(Public)

UN SEMESTRE aux USA

Pour tous niveaux: bac, Dalg, Maîtrise, Doctorat:
immersion linguistique ou préparation d'un B.A., d'un Master ou d'un Ph.D.
dans une grande université de Floride ou de Californie. Formule incluant
cours, hébergement, repas. Départ JANVIER. Doc contre 5 timbres.

UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
115A French Office 57 rue Charles-Lafitte 02010 Neuilly 722 04 04

From: U.S.A.-French Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly. 722.94.94

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLE

sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38 AV. DAUMESNIL PARIS 12^e ☎ 347 21 31

CHAQUE WEEK-END

QUESTIONS Commer des modes D'AUJOURD'HUI

Comment, sous l'écume des modes et des idées en vogue, repérer les questions vraies? Comment deviner

les contours de l'univers nouveau qui, discrètement, secrètement parfois, se
façonne aujourd'hui?
Chaque samedi, Le Monde Aujourd'hui est le supplément qui pose ces questions
et permet d'entrevoir comment l'avenir, dans tous les domaines, se préfigure.
Sciences et Techniques, Médecine, Environnement, Cinéma, Art, Philosophie,
Littérature, Communication, Théâtre...
Tout ce qui concerne notre présent et notre devenir est la matière du Monde
Aujourd'hui.

LE MONDE AUJOURD'HUI
UN TEMPS FORT
POUR LE
WEEK-END

Ce supplément illustré est vendu encarté dans l'édition quotidienne du "Monde" du samedi (daté dimanche/lundi).

Le Monde
Aujourd'hui

مَكْرًا مِنَ الْاُصْل

POLITIQUE

DE LA DÉCENTRALISATION

POINTS DE VUE

Le pouvoir éclaté

par MAURICE LIGOT (*)

La décentralisation continuera à faire couler beaucoup d'encre, parce qu'elle constitue un nouvel état de la France, pas seulement administratif et politique, mais aussi psychologique et même économique. Les difficultés de sa mise en œuvre résultent de cette double réalité : que l'État existe, mais qu'il n'est plus tuteur.

La décentralisation n'entraîne pas la mort de l'État. L'État lui-même comme les collectivités territoriales devront le reconnaître.

L'État continue de fonctionner, comme il continue d'avoir des devoirs vis-à-vis de la nation et des citoyens. Il conduit des politiques qui doivent être appliquées sur toutes les parties du territoire, quelles que soient les politiques conduites d'autre part par les collectivités locales. Il doit de même assurer la défense des intérêts nationaux. Pour ce faire, il dispose dans les départements des commissaires de la République, dont les pouvoirs ne doivent pas être considérés systématiquement par les présidents de conseils généraux et les maires comme des atteintes à leurs propres pouvoirs : il faut que cessent les « guéguers » absurdes, inutiles et coûteuses entre président de conseil général et préfet, par ignorance de la décentralisation. De même, l'État dispose des sous-préfets, dont le nombre peut-être discuté mais non l'usage.

Si la présence de l'État ne peut être mise en cause, en revanche, la conception de la préfecture et des

services de l'État dans les départements avant la décentralisation doit être complètement repensée pour devenir de plus en plus celle d'une équipe de direction et d'animation autour du commissaire de la République.

L'éclatement parallèle des préfectures de départements et des préfectures de régions pose un problème de taille. Il y a là un « maquis » qui doit être éclairci, pour que les collectivités locales n'aient en fait qu'un seul interlocuteur.

Pour l'exécution de sa politique, l'État a la possibilité d'user de divers moyens et l'un de ceux qui paraissent le plus conformes — et non le moins conformes — c'est la collaboration dans ce but avec les collectivités locales, si elles le souhaitent, donc le contrat entre l'État et les collectivités locales : région, département et ville ou groupement de communes. Cette formule juridique paraît à la fois nécessaire et libérale, en même temps qu'incitative. Elle permet des actions renforcées et bien acceptées, en même temps que l'existence de financements associés et croisés. Elle n'est pas contraire à l'esprit de la décentralisation.

L'État n'est plus tuteur des collectivités locales, que ce soit directement par l'autorité préfectorale, ou indirectement et de façon larvée par des procédures techniques et financières. Toute tentative pour restaurer

ces dernières devra être considérée comme une atteinte grave et même la négation de la décentralisation, qui implique, de façon explicite, un transfert de pouvoirs, de responsabilités, de décisions, du Parlement, du gouvernement, des administrations de l'État, vers les collectivités locales et leurs élus, qui doit être accompagné inévitablement d'un transfert de ressources : la part des prélèvements des collectivités locales dans le PIB doit donc augmenter et celle de l'État diminuer. C'est mathématique. Est-ce bien le chemin que l'on prend, est-ce bien le tableau que l'on voit se dessiner devant nous ? Les déclarations du président de la République vont dans ce sens, mais les moyens n'apparaissent guère.

L'un des moyens pour y parvenir concrètement serait la mise en œuvre réelle et sur une grande échelle de la mobilité entre les deux fonctions publiques, celle de l'État, et celle des collectivités locales.

D'autre part, en décidant du taux de la taxe professionnelle, les élus locaux prennent une décision indépendante du pouvoir central et assument librement le financement de leur budget. Que restera-t-il de cette indépendance, si l'on réforme ou supprime cet impôt, pour le remplacer totalement ou partiellement par une attribution financière de l'État ?

(*) Ancien secrétaire d'État, député (spp. UDF) de Maine-et-Loire, maire de Cholet.

Toute réforme serait envisageable, à la condition que le montant de l'impôt nouveau soit décidé librement par les collectivités territoriales.

Si les collectivités territoriales ne disposent que de ressources provenant, pour la plus grande part, du budget de l'État, les budgets locaux ne seront plus que la pâle reflet de celui-là et les élus des « potiches », totalement responsables aux yeux de leurs mandants mais sans réel pouvoir. On ne pourrait accepter cette déviation de la décentralisation, pas plus que la tendance qui se dessine d'un État disant : « Je fais une autoroute, un pont, à condition que les collectivités y participent fortement. » Ce serait une façon de forcer la main et de mettre à la charge des contribuables locaux ce qui doit s'imputer au budget de l'État, autre forme de tutelle réinventée par le pouvoir central.

L'un des grands défauts de la loi de décentralisation est d'avoir laissé planer trop de doutes et d'incertitudes.

Un autre grand défaut réside dans la multiplication des niveaux de décentralisation. Le pouvoir est éclaté, la bureaucratie se multiplie, on s'y perd. En outre, le contribuable croule sous les charges multiples.

Idée juste, la décentralisation peut aussi devenir une calamité pour la nation et pour les citoyens. Prenons garde de ne pas en faire une idée folle, une réalité ruineuse.

Des tutelles plus contraignantes

par PHILIPPE SEGUIN (*)

EN 1981, l'opposition — à tout le moins le RPR — avait mené une vigoureuse campagne, fortement argumentée, contre la première loi de décentralisation, celle qui jetait les bases et fixait l'architecture de toutes les initiatives ultérieures.

Trois années plus tard, la réaigissement des uns, le silence des autres, voire l'adhésion d'un petit nombre, pourraient donner à croire que la réforme est admise dans ses principes et ne mériterait guère d'être contestée que dans ses modalités, notamment financières.

En réalité, l'expérience récente de la loi de décentralisation confirme, pratiquement en tous points, les réticences exprimées lors du grand débat initial, et il est peu de craintes alors formulées qui n'aient été malheureusement vérifiées.

La « décentralisation » est une formule qui a atteint les dimensions d'un mythe. La potion n'a pourtant pas les vertus magiques qu'on lui prête. Et quand certains évoquent le « pas décisif » qu'elle aurait fait accomplir à la démocratie, on est aux limites de l'escroquerie.

Pour s'en convaincre, il faut revenir à l'essentiel : en vérité, il n'est

que deux collectivités de base. Lorsque, en France ou ailleurs, on demande à un homme « d'où il est », il répond quasi invariablement par le nom de la ville où il réside, et par celui de son pays d'origine. Cela s'est pas par hasard.

Car c'est un fait que l'État et la commune existent — presque — partout dans le monde. Et que l'État et la commune plongent leurs racines au plus profond de notre histoire.

Certes il existe aussi d'autres niveaux d'administration des hommes et des choses dans des collectivités qu'on baptisera volontiers « collectivités intermédiaires », puisque s'intercalent entre l'État et les communes. Mais le nombre et la nature de ces collectivités intermédiaires varient, en France, selon les époques, et varient, dans le monde, selon les pays.

Il n'est pas d'autre réalité vivante que l'identification à la nation à laquelle on appartient — et que traduit l'État — et que l'attachement à ce qui est le cadre de vie immédiat, c'est-à-dire la commune.

Toute réforme, fût-elle affublée du masque de la décentralisation,

qui se fait contre l'État ou la commune (ou, a fortiori, contre les deux) est donc mauvaise, car elle néglige l'essentiel.

Or c'est très précisément la caractéristique de la décentralisation socialiste, dont, hélas ! certains, hors la majorité actuelle, ne refusent pas de goûter les délices.

L'État abandonne une part de son pouvoir d'arbitrage et renonce à sa vocation essentielle, qui est de guider, d'encadrer, de coordonner. Vingt et quelques plans régionaux ne font pourtant pas un plan national. Vingt et quelques politiques régionales ne font pas une politique pour la France. Le maître mot politique est la cohérence. Sans avoir à évoquer longuement la déperdition d'énergie, les gaspillages financiers et les conflits qu'entraîne la création de nouvelles administrations régionales ou départementales, on peut se poser la question : où est la cohérence pour autant que jamais nécessaire pour adapter le pays aux exigences de son temps ? Quant à la commune, serait-il exagéré d'écrire qu'elle est la dinde de la farce décentralisatrice ? Où est le changement pour ce qui la concerne, hors le transfert de charges, unanimement reconnu, et ce qui apparaît plus comme un transfert d'impopularité que comme un transfert de compétence ?

Il est devenu plus facile de modifier un POS. Soit. Mais encore ? Le fait pour le maire d'être désormais le dernier à apposer sa signature sur un permis de construire, au terme d'une procédure d'avis (consultation) ou d'un « dialogue singulier » entre les services de l'équipement et lui, constitue-t-il une « avancée démocratique » si décisive ? Que le tampon qu'on appose sur des milliers et des milliers de délibérations porte simplement un « reçu » au lieu du « vu » ou du « vu et approuvé » de naguère constitue-t-il bien cette « véritable libération » dont nous parlait M. Defferre ?

Et en dehors de ces gains illusaires, que de dangers nouveaux ! Qui ne voit qu'à la tutelle « douce » de l'État pourrait se substituer une tutelle autrement plus présente et plus contraignante des régions, désormais élevées au rang des collectivités territoriales et des départements. C'est la crête logique de la réforme : les collectivités intermédiaires s'engouffrent dans le vide ainsi créé ; l'État se réfugiant par ailleurs dans l'alibi de la dotation globale d'équipement, elles sont les seules à offrir des perspectives de subventions aux communes et, partant, peuvent peser sur leurs choix ; enfin, les services de l'État mis à la disposition des présidents de conseils régionaux et généraux font « passer » une part non négligeable des options de collectivités sous l'autorité desquelles ils se retrouvent, de fait.

Or une tutelle ne gagne rien à se rapprocher par trop de son terrain.

(*) Vice président de l'Assemblée nationale, député (RPR) des Vosges, maire d'Épinal.

LE MONDE diplomatique

OCTOBRE 1984

La foire aux libertés (II)
DEUX PAS VERS LE GOULAG
(Claude Julien)

L'ÉLAN DE LA RÉSISTANCE
DANS LE SUD DU LIBAN
(Samir Kassir)

COMMENT LES CONSEILLERS
DE LA MAISON BLANCHE
UTILISENT LA PRESSE
POUR SERVIR L'IMAGE DE M. REAGAN
(Mark Herstgaard)

LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

- Superphénix atteint par le doute (Louis Puiseux).
- L'avance technologique : atout décisif ou coûtux inconvenients ? (Dominique Finon).
- Le passage du civil au militaire : surgénérations commerciale ou option d'une force nucléaire européenne (Michel de Perrot).

FUITE EN AVANT AU ZIMBABWE

Le triomphe de M. Mugabe, mais pour quel socialisme ? (Abdou Berrada) — L'économie au bord de l'étranglement (Peter Hawkins). — Quand la disette relance le problème de la terre (Colette Braeckman). — Le défi culturel et les impasses du libéralisme (Antoine Bouillon).

- Les nouvelles émeutes en Afrique du Sud (A.B.).
- Au Conseil oecuménique des Églises : « Ne pas rendre nos chaînes confortables, les enlever » (Dora-C. Valayer).
- Le rôle d'Iraclé en Amérique centrale (Jacques Lemaire).
- Mourir chaussées aux pieds (Juan Goytisolo).

CULTURE NOIRE, CONSCIENCE NOIRE AUX ÉTATS-UNIS

Survivre dans la souffrance (Pierre Dommergues). — L'évangile selon les Afro-Américains (Cornel West). — Le christianisme, un atout dans la lutte politique (C.W.). — L'occasion manquée de l'unité syndicale (C.W.). — Littérature de combat : volcaniques années 60 (Marie-Françoise Allain). — Les dix romans qui ont marqué (Michel Fabre).

- A propos d'un index du Monde diplomatique : quand une technique défaille trahit l'esprit d'un journal (Claude Julien).
- Droit de savoir et droit d'auteur (Charlotte-Marie Pitrat).
- Caméra politique : « America/Reporters de classes » (Ignacio Ramonet).
- Les livres du mois.
- Le Portugal entre l'Europe et l'Afrique (supplément).

Un roman de Yachar Kemal « SALMAN LE SOLITAIRE »

EN VENTE : 11 F. CHEZ LES MARCHANDS DE JOURNAUX ET AU « MONDE »
5, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

PLANS/CONTRECALQUES

COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT - AGRANDISSEMENT - RÉDUCTION
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12^e - ☎ 347.21.32

D.E.A. D'ÉTUDES POLITIQUES COMPARATIVES

Offert par le département de Science politique de la Sorbonne (Université de Paris-I) et organisé par le Centre d'analyse comparative des systèmes politiques (laboratoire associé au C.N.R.S., dirigé par Maurice Duverger).

- Élections, partis, gouvernements en Occident (M. Duverger et C. Emery)
- Critique de l'ethnographie du socialisme (M. Duverger)
- Sociologie comparée des partis communistes (D. Coles)
- Elites et communication dans les pays socialistes (M. Lesage)
- La démocratisation du tiers-monde (A. Libel)
- Théorie générale des systèmes démocratiques (M. Duverger)
- La socialisme démocratique (R. Henson)
- L'État en Amérique latine (A. Libel)

Les dossiers de candidature doivent être déposés avant le 25 octobre 1984 à la Sorbonne, département de Science politique, 14, rue Copernic. Tél. 329-12-13, poste 38-80.

COLLECTION SUP AUX ÉDITIONS STH
depuis 1953

DANS LES LIBRAIRIES UNIVERSITAIRES

L'OUVRAGE TANT ATTENDU

de Jean-Paul PICHARDIE, agrégé de l'Université

L'ÉPREUVE D'ANGLAIS À SCIENCES PO.

Série de tests officiels avec corrigés.

ÉDITIONS STH, 6 av. Léon-Henney
75016 Paris. Tél. 527.10.15
48 F

PRÉPARATION INTENSIVE
PAR CORRESPONDANCE A

SCIENCES-PO

un entraînement rigoureux adapté aux contraintes universitaires et scolaires

3 FORMULES

- ENTRÉE EN A.P.
- SOUTIEN EN A.P.
- ENTRÉE EN 2^{ème} ANNÉE

Premier envoi : DÉCEMBRE

INSCRIPTIONS : B.D.A.E. 81 rue de Constantinople, 75005 Paris. Tél. (1) 293.67.43

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA



SAN FRANCISCO

M. B. A.

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

Spécialisé en Management International
Programme intensif en 14 mois

Rentrées universitaires : Janvier et Septembre

AMERICAN MANAGEMENT STUDIES

Marketing, Information Systems, Finance, International Business

Sessions de deux mois ouvertes

aux diplômés de l'enseignement supérieur

pour l'obtention du

Diploma of Graduate Studies in Management

E.U.A. Lone Mountain Campus, 2130 Fulton Street - San Francisco, CA, 94117
Renseignements et Inscriptions : Centre d'Information pour l'Europe
31, Galerie Montpensier, 75001 Paris, France. Tél. : (1) 296.45.11

L'ÉCOLE CATHOLIQUE ET SON AVENIR

Les petits matins d'une après-guerre

Tourcoing. — La guerre scolaire a-t-elle vraiment eu lieu au « Sacré-Cœur » ? L'hiver et le printemps derniers avaient pourtant été chauds dans cette institution dont les élèves — mille six cents au total, du cours préparatoire à la terminale — n'appartenaient pas seulement, comme jadis, aux grandes familles textiles de Tourcoing. Des mots rarement entendus derrière les murs de brique noircie (« mariv », « meetings », « trecks », « mobilisation ») avaient soudain retenti. Mais l'été, fertile en rebondissements sur le front scolaire, n'a laissé subsister que quelques traces fort discrètes de ces anciennes batailles. Et les effluves qui accueillent le visiteur entre le porche et les bureaux de l'administration ne sont pas vraiment belliqueuses : « L'école libre vivra... oui, mais comment ? »

Ce thème choisi par le Père Guibert pour sa conférence publique, le 11 octobre à Lille, donne bien le ton. L'école catholique a gagné mais, déjà, elle s'interroge des conditions de cette victoire. L'institution en fait depuis deux ans, et le retour à la loi Debré pour la procédure de nomination des professeurs par les recteurs tourmentait à présent de nouveaux thèmes de mécontentement. Le premier est d'ailleurs plus sensible dans le Nord que les demandes d'inscription dans les établissements catholiques y ont été particulièrement nombreuses (+ 3 % globalement par rapport à la rentrée 1983, en effectifs constatés selon des chiffres non définitifs, contre 1,8 % dans le public). Pour la première fois, M. Georges Denys, directeur du lycée du Sacré-Cœur, a dû refuser des élèves dans les grandes classes et se résigner à entasser quarante-trois élèves dans une classe de terminale A. La détérioration des conditions de travail mécontente les enseignants, malgré le climat plutôt calme de cette rentrée 1984.

Le travail de l'année scolaire passé n'avait jamais été vraiment perturbé, mais la communauté scolaire que tente de préserver l'école catholique avait subi au Sacré-Cœur plusieurs fractures. Les professeurs, divisés entre un syndicat CFCT majoritaire, très virulent contre le projet Savary, et une section CFDT, in-

De notre envoyé spécial

fluente et engagée dans la lutte pour la titularisation des maîtres, affirmant pourtant avoir réussi à préserver leur cohésion pédagogique. Sous le choc des événements, les projets de rénovation, les expériences avaient cependant dû être mis en sourdine.

Dans les classes du lycée, les élèves n'entendaient pas rester neutres. Ceux qui avaient atteint l'âge de la majorité étaient officiellement invités à se mobiliser. Les petites provocations contre les professeurs pro-savaryistes s'élevaient multipliées : cahiers et vêtements ostensiblement recouverts d'autocollants pour « l'école libre », inscriptions en pleine classe sur le thème « Que faites-vous là, vous qui défendez l'école publique ? ». La responsable des parents d'élèves du lycée, M^{me} Nicole Derville, regrette aujourd'hui encore la « manque de discrétion des jeunes ». Simultanément, le climat s'était tendu entre les enseignants, surtout après que le chef d'établissement les eut réunis pour démontrer la nocivité du projet Savary. Chacun alors avait dû se résoudre à une « profession de foi publique », comme le rappelle M. Jean-François Berghé, délégué académique du SNEC-CFCT.

Un nouveau souffle

La bataille de mots et d'affiches n'avait pourtant pas dégénéré en procès politique « grâce à notre implication suffisante », précise le représentant de la FEP-CFDT, M. Philippe Lallemand. « Il n'y a pas eu de sang, les rapports sont restés corrects », ironise M. Pierre Baillet, cadre éducatif et adhérent SYNEP-CGC. En fait, les coups de bec avaient laissé la place à des démarches plus discrètes. Les professeurs, avouent-ils aujourd'hui, tentaient de gommer les conflits qui les divisaient et préféraient garder le silence pour pouvoir continuer à travailler ensemble. « On risquait de perdre de vue les élèves », avoue le directeur. Après le paroxysme de la manifestation du 24 juin à Paris, l'année scolaire s'était achevée par de bons résultats au baccalauréat, mais les inquiétudes demeuraient.

Le nouveau contexte de la rentrée a modifié l'ambiance de l'établisse-

ment. Dans la salle des professeurs, les débats sur les expériences pédagogiques mises ou remises en chantier ont remplacé les silences gênés sur la fonctionnarisation des maîtres. Des groupes de niveau en mathématiques ont été organisés en seconde. La teneur est expérimentée dans deux classes de sixième, et l'équipe d'animation pédagogique moribonde connaît un nouveau souffle. « On retombe dans les préoccupations quotidiennes », explique une enseignante, l'échec scolaire et le nombre d'élèves par classe, comme dans le public. Chez les militants syndicaux, l'armistice et la déception des uns est la mesure de l'ingénuité des autres. Les premiers, à la CFDT, essaient d'avoir été « floués » et tentent de se remobiliser sur le terrain de la rénovation pédagogique et des droits syndicaux dans l'entreprise. Au SNEC, on se refuse surtout à écouter les sirènes rassurantes du nouveau ministre : « Ils n'ont pas abandonné leur projet », assure M. Berghé. M. Chevènement voudrait nous endormir. Au-delà des discours cependant, le retour sur le terrain pédagogique, celui des vrais problèmes de l'école, est général. Les parents de l'APEL aux-mêmes voudraient, cette année, consacrer à construire de nouvelles relations avec les professeurs, à participer à la vie de l'établissement, autant d'énergie qu'ils ont utilisée l'an dernier « à se défendre ». « La liberté, d'accord, mais pour quoi faire ? interroge M^{me} Nicole Derville. C'était facile d'aller faire la fête à Paris. Maintenant, il faut affirmer la raison d'être de l'enseignement catholique qui est l'accueil de tous, des parents et élèves en difficulté particulièrement. »

L'institution du Sacré-Cœur n'a pas fini de mesurer les conséquences de son effervescence de quelques mois. Les liens entre parents se sont affermis, quelques lycéens se sont rapprochés des mouvements politiques d'opposition, mais surtout l'établissement recherche de nouvelles manières d'affirmer sa spécificité sur le plan pédagogique notamment, afin que, selon le mot de son directeur, « il vaille la peine d'être libre ».

PHILIPPE BERNARD.

POINT DE VUE

Rien n'est réglé

par ODon VALLET (*)

LES projets de loi concernant l'enseignement privé régissent la question scolaire pour le court terme. Avec logique et méthode, ils reprennent, à l'exception notable du maintien du contrat simple, les dispositions du projet socialiste « Libérer l'école » (dans sa version de 1978) pour sa première phase d'intégration, phase dont la durée est indéfinie.

Reste à s'interroger sur le moyen et sur le long terme. Ainsi la nécessité d'accords amiables entre communes pour le financement des écoles primaires conduit à des remises en cause à chaque échéance électorale. Avec la décentralisation, l'école catholique, et donc la religion, redevient un enjeu politique constant.

En matière financière, l'enseignement catholique avait refusé la loi Savary, qui lui apportait de 1 à 2 milliards de crédits nouveaux. Curieusement, il semble accepter la loi Chevènement, qui limite les anciens crédits évaluatifs. Mais, jusqu'à présent, la gauche a très bien traité l'école catholique : en francs constants, de 1961 à 1985, la hausse de crédits a été de 9,5 %.

Les projections à moyen terme du budget de l'éducation montrent cependant l'inductibilité de la rigueur, en raison des dépenses de personnel mal maîtrisées (par exemple, à cause du vieillissement du corps enseignant, payé à des indices plus élevés). Dans quelques années, l'an-

seignement catholique regrettera peut-être les propositions Savary, si avantageuses.

La dimension pédagogique n'est pas moins importante. Avec le départ d'Alain Savary s'est éloigné, pour les uns, le spectre, pour les autres, l'espérance de réformes fondamentales, telle l'application du rapport Legrand dans ses mesures essentielles.

Or, face à la menace de gauche, l'enseignement catholique avait retrouvé son unité, naguère fragile. S'étaient regroupés pour le même combat des établissements hétérogènes et même opposés quant aux méthodes de lecture, à l'information sexuelle, à l'apprentissage de l'histoire, aux mathématiques modernes, etc.

L'école catholique comprend certains enseignants à la pointe de l'innovation et d'autres au traditionnelisme éprouvé. Ils adhèrent à des syndicats parfaitement antagonistes comme la CFCT et la CFDT. Comment croire que, demain, l'harmonie règnera ?

D'autant que de délicats problèmes de statut continuent à se poser, surtout dans le second degré. Compte tenu du faible nombre de diplômés (quinze fois moins d'agréés et dix fois moins de capésiens que dans l'enseignement public), les écarts de salaire et de conditions de travail sont considérables. Et les modalités des mutations, naturellement souples dans le privé, forçant rigides dans le public, risquent d'être, à terme, remises en cause.

Les structures de l'enseignement catholique pourront-elles résister à ces forces d'éclatement ? Le clivage entre « modérés » et « durs », accentué par les récents événements, ne prépare-t-il pas des ruptures, tant dans les instances nationales que dans les comités diocésains ? Ces derniers avaient d'ailleurs connu une

(*) Professeur à l'École nationale d'administration et à l'Institut d'études politiques de Paris.

sérieuse crise en 1978. La tentation sera grande pour certains établissements, à l'imitation de ceux des jésuites et de quelques ordres religieux, de quitter des structures mal adaptées.

Or la défense de l'enseignement catholique vient de réviser un affaiblissement de l'autorité des évêques par rapport à celle des laïques (parents, enseignants, gestionnaires) ou des partis politiques : les évêques ont dû suivre, jamais ils n'ont précédé.

La rupture est déjà consommée entre une droite catholique moins concernée par les orientations des pasteurs que par les stratégies des partis de l'opposition et une gauche chrétienne qui se retrouve comme assommée par le double soutien des évêques à l'institution scolaire catholique et à la force de dissension nucléaire, prises de position interprétées comme un double virage à droite.

Au total, le plan Chevènement a l'avantage d'indiquer nettement aux partisans de l'école laïque et à ceux de l'école catholique les limites de l'intervention de l'État. Mais, faute d'un impossible compromis historique, les contradictions de la querelle scolaire, internes à chaque camp, laissent prévoir de nouveaux développements.

(Publicité)

Avec ou sans Bac préparez le B.P. INFORMATIQUE

nouveau diplôme d'Etat

Un cours par correspondance pour préparer tranquillement chez soi ce nouveau diplôme d'Etat. Il vous permettra d'obtenir rapidement un poste de cadre dans ce secteur créateur d'emplois. Langues étudiées : BASIC et CIBOL. Avec ou sans BAC, ce diplôme se prépare en 15 mois environ et ne demande pas de connaissances informatiques au départ. Nos élèves bénéficient de notre garantie Etudes et peuvent, en option, suivre un stage pratique sur ordinateur. Inscription toute l'année. Brochure gratuite n° N3753 à l'IPIG, Organisme Privé, 92270 Bois-Colombes.

SCIENCES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement sup. privé 46, bd St-Michel, Paris 6

Tél : 533.61.23/529.63.71/554.45.67

CAMARO FACOM: L'OUTIL DE LA VICTOIRE.



J.-P. JARIER

1^{er} A MONTHERY AU CHAMPIONNAT DE FRANCE DES VOITURES DE PRODUCTION.

N°1 européen de l'outilage à main, FACOM s'appuie sur une technologie hautement sophistiquée pour la fabrication de matériels depuis l'électronique, la petite et grosse mécanique jusqu'à l'outilage spécial pour l'industrie automobile (appareils de contrôle, de réglage, de réparation et d'entretien).

Dans sa recherche du dynamisme, FACOM démontre aussi sa passion pour les sports mécaniques par son engagement en compétition automobile. Paris-Dakar avec le FACOM 4 x 4 des frères Morreau, participation active aux formules de promotion de la Régie Renault dans le monde et Championnat de France des Voitures de Production.

Dans cette discipline, Jean-Pierre Jarier, l'un des meilleurs pilotes mondiaux, a été choisi pour défendre les couleurs de FACOM.

Sa victoire sur le circuit de MONTHERY symbolise aujourd'hui le professionnalisme qui permet à FACOM de s'imposer avec succès sur tous les marchés internationaux.

FACOM
l'esprit de perfection

M. Pierre Joxe interdit la manifestation annoncée par un syndicat de policiers

Nouvelles réactions

Maths le matin, sport l'après-midi

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - RÉDUCTION / AGRANDISSEMENT
75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

PHOTOCOPIE COULEUR
SUR PAPIER ORDINAIRE / PAPIER PHOTO - REDUCTION / AGRANDISSEMENT
01.69.55.43.75, RUE BAYEN 75017 PARIS - TEL. 572.41.46+

Le Monde

culture

ROCK

John McLaughlin
branche sa guitare sur ordinateur

John McLaughlin réforme le Mahavishnu Orchestra et réapparaît sur scène et sur microcassette. En mars dernier, il avait fait sa première tournée en Inde. Il vient de repartir sur la route après avoir publié chez Warner Bros un nouvel album où, guitariste virtuose du rock et du jazz, il développe sa magie à l'aide d'une nouvelle guitare branchée avec l'ordinateur. Et en toute sérénité.

Né dans le Yorkshire il y a quarante-deux ans, John McLaughlin a étudié le piano et le violon dès l'âge de sept ans avant de jouer avec une guitare acoustique à partir de quinze ans : « Elle a été mon premier amour. Je l'ai achetée dans un supermarché mais je m'en frottais, et toutes les nuits, je dormais avec elle. »

Dans les années 60, John McLaughlin utilise la guitare électrique. Avec un certain ennui : « J'en joue encore pour certaines choses mais c'est vraiment trop limité comme moyen d'expression. Maintenant, j'ai une guitare reliée à un ordinateur et je peux créer ainsi des sons très personnels. J'avais commencé à expérimenter ce système il y a dix ans, mais ce n'était pas encore au point et c'est pour cela que j'ai joué si souvent de la guitare acoustique. Mais je me contraindrais à ne pas avoir de dialogue avec un ordinateur. Cela m'aurait tué tout de suite. »

« J'aime la guitare acoustique. Cela m'a amené à faire la connaissance de Paco de Lucia : on s'est trouvé pour la première fois ensemble en 1978, on a dîné, on a pris nos instruments et on a commencé à jouer. Avec un sentiment fraternel très fort. »

Depuis plus de vingt ans, l'aventure de John McLaughlin est une suite de rencontres, de Ginger Baker et Jack Bruce à Buddy Miles, Jerry Goodman, Billy Cobham, Jean-Luc Ponty et Miles Davis, qui a composé pour lui deux titres : *Go ahead John* et *John McLaughlin*.

« Les formes changent, dit McLaughlin mais ce qu'il y a dans la musique continue à surpri-

mer la vie et il n'y a que l'amour qui fasse bouger les gens. Il y a quatre ans, j'ai vu au journal télévisé un reportage sur le violoniste soviétique Gidon Kremer. J'ai eu le coup de foudre. Le soir, je suis allé l'entendre. C'était fantastique. Après le concert, je n'ai pas osé le déranger. Un an plus tard, j'ai lu dans une revue que Kremer me citait parmi ses musiciens préférés. J'ai appris que lui aussi était venu un soir m'écouter dans un théâtre et qu'il était reparti discrètement. »

« Les gens aujourd'hui sont de moins en moins coincés. Ils sont de plus en plus intéressés par toutes les musiques. J'ai commencé à quinze ans par écouter le blues. Celui du Mississippi. Muddy Waters m'a épaté. Ensuite il y a eu Robert Johnson et beaucoup d'autres. Pour moi qui habitais alors une petite ville anglaise, c'était une découverte extraordinaire. Je savais chaque semaine une émission d'Alan Lomax et je voulais tout apprendre. » Big Bill Broonzy appelait le blues « un type est en train de vivre », et le romancier noir Ralph Ellison le définissait comme la « chronique autobiographique de catastrophes personnelles exprimées sous une forme lyrique. »

« J'ai découvert des musiques plus complexes, dit John McLaughlin, mais toujours quelque part, dans le flamenco comme dans la musique indienne, je retrouve un blues fou. »

Aujourd'hui, il n'y a pas beaucoup de place pour la guitare acoustique. Mais John McLaughlin renoue avec elle quand l'occasion se présente. Ainsi l'orchestre philharmonique de Los Angeles lui a demandé de préparer pour 1985 un concert pour guitare acoustique et orchestre : « J'ai accepté à la seule condition de pouvoir me brancher sur un haut-parleur. Je veux jouer avec des cuivres et des percussions. »

CLAUDE FLÉOUTER.

CINÉMA

« LE JUMENT », d'Yves Robert

Deux plus un égalent quatre

Une dizaine d'années ont passé depuis les deux films d'Yves Robert où Pierre Richard était le « grand blond », personnage farfelu, toujours à côté de la plaque. Le réalisateur et l'acteur viennent de se retrouver pour une comédie, tirée d'un roman américain de Donald Westlake, publié en France sous le titre *Un jumeau singulier* (1).

C'est l'histoire d'un type dragueur et fauché. Il rencontre deux sœurs jumelles très riches, Liz et Betty : il en séduit une puis, une idée bizarre lui passant par la tête, il prétend avoir un frère jumeau... qui va plaire à l'autre. Tout l'humour du film repose sur le fait que Pierre Richard doit être alternativement Matthias et Mathieu, et passer de Liz à Betty ou inversement, sans se faire pincer en délit d'imposture. Or les jumelles, qui se disputent l'héritage de leur père, ont besoin, chacune, d'un mari...

Yves Robert aime divertir le public, mêler au comique de la psychologie, de la tendresse, un petit peu d'émotion, mais surtout pas de drame. Sous son aspect burlesque, *Un jumeau singulier* est un roman noir avec des machinations sordides. La transposition française les a écartées. Carey et Camilla More sont très jolies et délicieusement chipies. Et si Jean-Pierre Kalfon connaît un triste sort, il a une telle figure

de faux jeton qu'on ne peut pas le plaindre. Pourtant, ce film d'Yves Robert tourne moins rond que les précédents. A l'exception d'Évie, la fidèle secrétaire de Matthias, jouée par Andréa Ferréol avec du sentiment, les personnages agissent comme des marionnettes. Il y a quelque part dans le scénario - souvenir du roman, sans doute - une ambiguïté que la mise en scène s'efforce de refouler. D'où quelques passages à vide.

On est exigeant avec Yves Robert parce qu'on l'aime bien. Dans le vaudeville, il est très fort. Ainsi cette séquence (techniquement impeccable, comiquement délicate) où Pierre Richard passe, dans le même appartement, de la chambre à coucher et de la salle de bains d'une jumelle à celles de l'autre, avec accélération de ses transformations à vue. Et puis la fin a la joyeuse « immoralité » d'une comédie de Lubitsch. Pour le reste, on a l'impression d'un recueil de morceaux choisis piqués au hasard de la fourchette. Que manque-t-il au *Jumeau* ? L'unité stylistique de ce brillant et charmant cinéma de boulevard dont Yves Robert est le spécialiste.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films suivants.

(1) Editions Fayard/Noir, 1981.

MUSIQUE

Les journées
françaises
à Brême

(Suite de la première page.)

Cette œuvre profonde et intérieure, remarquablement dirigée par Jean-Louis Petit, faisait paraître quelque peu banale la *Huitième symphonie* dédiée aux Percussions de Strasbourg du Tchèque Miloslav Kabelac, scandant inlassablement les mots de feu inscrits sur le mur du festin de Balthazar (Mene, Tegel, Uppersin, et aussi Hosanna, Amen, Alleluia), malgré l'excellente interprétation des chœurs de la cathédrale de Brême, de la soprano Toni Sellers et de l'organiste Georges Guillard.

Du concert-fleuve préparé par Harry Halbreich, avec des œuvres fort intéressantes de Monnet, Telra, Bancourt, Ibarondo, Méfano et Dussap, on retiendra en particulier trois partitions : le Trio de Claude Malherbe, navigation déconcertante à travers un espace « non euclidien » de taches colorées qui se pénètrent et se déforment sans cesse avec une logique qu'on appréhende difficilement (interprété par l'extraordinaire Trio à cordes de Paris que rien ne rebute) ; puis une pièce frénétique pour piano de Claude Vivier, *Chirac*, entrecroisé de pierreries, à travers laquelle passe de beaux courants de poésie frémissante. Mais surtout le *Triptyque de l'eau*, d'Ahmed Essyad, où le flûte basse l'admirable Pierre-Yves Artaud et le piano (Michael Levinas) jouent tour à tour, seuls, les deux premiers volets, avant de s'unir dans le troisième ; on est captivé de bout en bout par cette musique fondamentale, intime, violente et mystérieuse, qui ne ressemble à aucune autre, un authentique chef-d'œuvre.

Le même Levinas donnait, avec sa virtuosité bouillonnante, un magnifique récital où le *Regard sur l'esprit* de Jolif, de Messiaen, et la *Prémère sonate de Boulez* précédaient deux œuvres fortes : la *Sonate* de René Koenig, grand combat entre une écriture sans doute sérieuse, violente, sèche, brutale, et un fond lyrique d'esprit très romantique, avec beaucoup de rêve ; et puis les étonnantes *Territoires de l'oubli* de Tristan Murail, vaste paysage maritime, d'ailleurs (peut-être parce que le pédale resta enfoncée de bout en bout), riche en événements qui se forment et se dénouent selon une technique assez répétitive, à travers laquelle passent un souffle inextinguible soutenu par une imagination superbe.

Ce ne sont là que de trop brefs exemples de ce festival hors du commun, qui se poursuit ces jours-ci avec des artistes tels que Michel Portal, le Quatuor Arditi, Frédéric Lodoué, Elisabeth Chojnacka ou Sylvio Gualda (qui fait également un cours d'interprétation de percussion), et des œuvres de Dutilleul, Xenakis, Ferrari, Jolivet, Chaynes, Mächo, etc. On souhaite que l'exemple de Bertrand Espouy suscite des initiatives analogues dans d'autres pays.

Cette manifestation devrait en tout cas laisser une empreinte durable à Brême, d'autant qu'à l'Institut français va commencer prochainement une annexe (la deuxième, après Tokyo) du Centre de documentation pour la musique contemporaine de Paris, qui couvrira l'Allemagne fédérale et l'Europe du Nord.

JACQUES LONCHAMPT.

« LA RUE SAINT-DONIQUE » :
Hôtels et Amateurs
du 12 octobre au 20 décembre
MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne, 75007 - M° Varenne
ouv. t.j. (sauf mardi)
10h/11h30, 14h/16h45
visites-conférences le lundi à 15 h

OPÉRAS D'UNE HEURE AU CHATELET

Menotti serait-il plus moderne que Berio ?

Fidèle au principe des opéras d'une heure en fin d'après-midi, le Théâtre musical de Paris-Châtelet a choisi pour cette saison deux compositeurs italiens fort différents a priori : Luciano Berio et Gian-Carlo Menotti, dont les esthétiques opposées pourraient bien se confondre un jour, cependant dans l'esprit du public.

Le *Medium* de Menotti, qu'on pourra voir en mars, constituait lors de sa création, en 1946, une tentative assez audacieuse de renouveler l'opéra mais suffisamment respectueuse des conventions du théâtre lyrique pour que ses aspects réellement forts et originaux soient bien masqués par d'autres, plus conformistes. Aussi y a-t-il longtemps qu'on ne considère plus Menotti (né en 1911) comme un compositeur « moderne ».

Passaggio, de Berio, que le Festival d'automne, le TMP, l'ensemble Musique vivante et Musique en théâtre viennent en commun de présenter au Châtelet, était sans doute plus déroutant pour le public milanais, en 1967, que ne l'avait été le *Medium* : les interventions violentes d'un chœur disséminé parmi les spectateurs et réclamant le silence, invoquant l'acrité, les derniers mots de celle-ci au public (« *Allez-vous-en ! Déhors !* ») créent une situation assez inconfortable, même si l'on comprend vite qu'il ne s'agit là que d'un vieux truc

de théâtre. Seulement, depuis vingt ans, on a vu cela si souvent qu'on serait tenté de trouver dans le *Medium* une fraîcheur qu'on ne veut plus accorder à *Passaggio*.

Quelque opinion que l'on ait à ce sujet, il faut reconnaître que la mise en scène de Claude Régy, suivant avec fidélité les indications de la partition, recrée parfaitement ce chemin de croix en six stations évocatrices d'une femme : arrestation, torture, prison, chambre d'hôtel (?).

L'héroïne, incarnée par June Card, possède une présence vocale et dramatique impressionnante ; dans la fosse, les London Voices et l'ensemble Musique vivante, placés sous la direction de Diego Masson, ont rendu la partition dans ses moindres détails.

GÉRARD CONDÉ.

THÉÂTRE

« LA LOI DE LUISMAN »

Les cancrs de la mer du Nord

Cela commence par une chanson en néerlandais, une langue qui ressemble à du breton moyennageux. Ils sont huit garçons pour interpréter ce qui pourrait être une complainte sur un rythme de musique contemporaine. Poésie des mots qu'on devine, violence des sons qu'on subit. Le « *Chien mexicain* » est une troupe de théâtre exceptionnelle. Une bande de copains, musiciens et acteurs, en goguettes.

Leur spectacle, *La Loi de Luisman*, est constitué de morceaux musicaux et de courtes scènes dont le lien est une école stylisée par un escalier. Sur chaque marche, il y a un pupitre où s'accrochent les élèves de maître Luisman. De grands drapeaux, un peu nageurs, biocyclistes goguetards qui ricanent à la manière des cancrs et posent des questions aussi pertinentes qu'impertinentes. Affreux jojos, odieux scribouillards qui rendent des compositions minables et se ligent contre le « nouveau » qui arrive dans leur classe.

Cours privés pour imbéciles ou cours particuliers pour génies ? Luisman, le professeur, imperturbable, parle du rire, de l'humour, de l'insignifiance d'un homme, du cri d'un animal étrange qui vit agnostique. Sujets qui suscitent de nombreuses réflexions de la part des élèves. Dialogues irrésistibles faits de phrases courtes, prononcées avec un accent qui atténue les voix. Ces huit garçons qui donnent l'impression d'avoir toutes les audaces s'expriment en français doucement, timidement, comme des enfants pris en faute. Des enfants qui se font des farces et qui, subitement, parlent des choses sérieuses sans être graves.

Un tour de force qui réclame l'attention d'un charliste pour découvrir tous les détails de la mise

en scène, apparemment simple et naïve, mais où se glissent l'imaginaire, le surréalisme, l'extraordinaire. Rêves en dessin animés au-dessus de la tête du dormeur. Personnages de carton. Lanterne magique invisible qui éclaire deux visages, l'un qui rit, l'autre qui pleure. Chaque geste quotidien - la manière de tenir son chapeau, une démarche, une attitude, - prend alors une nouvelle dimension, inquiétante parfois, dans un univers où tous les individus sont bâtis sur le même modèle et portent un uniforme, veste et pantalons, couleur mer-du-Nord-un-soir-de-tempête. *La Loi de Luisman* est un spectacle drôle, surprenant, interprété par des comédiens qui ne sont pas des clowns, mais des philosophes du rire.

CAROLINE DE BARONCELLI.

* Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis. 20 h 30.

PETITES
NOUVELLES

■ PRIX THEATRAL. - Le prix du Brigadier 1983-1984 fondé en 1960 par l'Association de Régie théâtrale, a été attribué à Jean-Laurent Cochet et à sa compagnie, qui assurent un programme classique permanent au Théâtre Hébertot. Les derniers lauréats ont été Raymond Jérôme pour sa carrière, et Michel David-Weill, son président, en collaboration avec la direction du palais Garnier. Elle compte favoriser de nouvelles tournées, s'associer à des productions exceptionnelles, contribuer à l'enrichissement de ses collections, décerner en fin de saison un Prix du public pour la meilleure représentation lyrique et la meilleure représentation chorégraphique et, enfin, offrir une bourse à un ou à une élève de l'Ecole de danse et à un ou à une élève de l'Ecole d'art lyrique.

■ CONCOURS. - A Osaka, le 7 octobre, au concours mondial de ballet Masako Ohta, deux danseurs français de l'Opéra de Paris, Elisabeth Maurin et Manuel Legris, ont remporté le premier prix, ex aequo avec un couple soviétique.

■ PHOTOGRAPHIE DE PLATEAU. - Dans le cadre du mois de la photo à Paris, Raymond Volnuck vient de se voir décerner le grand prix européen de la photographie de plateau.

■ FESTIVAL. - Le second Festival de la Vallée de Montmorency et du Val d'Oise commence ce vendredi 12 octobre à Saint-Germain et se terminera le 18 novembre, à l'abbaye de Royaumont, par une « carte blanche » au Théâtre d'Opéra de Micheline et Lucien Artoun. Entre-temps, vingt villes reçoivent quarante troupes (amateurs et professionnels), dont la compagnie de Jérôme Deschamps avec les *Blouses* et celle de Catherine Dasté avec une création, *Les Amours de Dom Perlinpila*.

* Renseignements et réservation : (3) 412-85-19, et à Paris dans les trois FNAC.

■ CENTRE D'ARCHÉOLOGIE URBAINE. - Un centre national d'archéologie urbaine est créé à Toulon. C'est un arrêté du ministre de la culture, publié au *Journal Officiel* du 11 octobre. Le projet avait été annoncé le 22 novembre 1980 par M. Jean-Philippe Leca, alors ministre de la culture et de la communication. Le centre - qui devait être terminé fin 1982 - a pour mission d'étudier les aspects scientifiques de la recherche archéologique en milieu urbain, ainsi que les conditions permettant une meilleure prise en compte de l'archéologues dans l'aménagement et le développement urbain.

La rançon du succès

Après son succès au Festival de Cannes avec *The Element of crime*, le jeune cinéaste danois Lars von Trier s'est retrouvé chez lui presque mis à l'index et un temps sans travail. Cet exil intérieur semble devoir prendre fin avec l'attribution, samedi 13 octobre, à Mankheim, du Prix Josef von Sternberg et sa visite imminente au Festival de Londres, où il en profitera, pendant un mois, pour parler cinéma à la Royal Academy of Art.

Des contrats l'attendent ensuite, à Copenhague, où il s'apprête à rendre hommage à son compatriote Carl Dreyer, puis en Allemagne fédérale (il rêve de mélodrame dans le grand style).

Lars von Trier sera à Paris en février prochain pour la sortie de son film.

Jack Garfein
à la Cinémathèque

La Cinémathèque française, au Palais de Chaillot, présente le 17 octobre, à 19 heures et à 21 heures, *The Strange one* et *Something wild*, de Jack Garfein, en présence du réalisateur.

Jack Garfein est né en 1930, en Tchécoslovaquie. Ses parents émigrèrent à Auschwitz. Lui, rescapé, fut recueilli par les Américains. Aux États-Unis, Garfein apprit la mise en scène de théâtre. Il avait beaucoup d'admiration pour Kazan et l'Actor's Studio. Ce qui l'a sans doute influencé pour les deux films qu'il a tournés.

The Strange one (Demain ce seront des hommes, 1957) tire d'une pièce elle-même adaptée d'un roman, se passe dans un collège militaire où Ben Caszara, surnommé Jocko de Paris, malmène, terrorise « les bleus ». Ce rôle odieux, équilibré (le film traite insidieusement de l'homosexualité) le rendit célèbre au cinéma.

Something wild (Au bout de la nuit, 1961), fut écrit et réalisé pour Carol Baker, la « *Baby Doll* » de Kazan, que Garfein avait épousée en 1955. Violée dans un parc, elle s'enfuit, elle, et son mari se suicide par un homme qui la recueille mais lui fait peur.

Il y a dans ces deux œuvres un climat pesant, un style de malaise social et psychologique dérangeant. Ce furent des échecs auprès du public et des critiques. Alors, Jack Garfein s'est consacré, depuis, à la mise en scène et à la production théâtrales. Cette soirée à la Cinémathèque sera peut-être l'occasion d'une redécouverte.

Syndicats et cinéma

La loi sur les syndicats a cent ans. L'Association française pour les célébrations nationales organise du 17 au 23 octobre une manifestation cinématographique. *Syndicats et cinéma : le centenaire*. Le lieu : les salles de l'Espace-Gaîté (35, rue de la Gaîté, 14). Les films : une soixantaine venus de divers pays, avec des classiques : *la Grève*, *La terre tremble*, *le Sel et la Terre* et des inédits. Séances de 14 heures à 24 heures. Inauguration par M. Jack Lang, ministre délégué à la culture, mardi 16, à 20 h 30. Dans le programme de cette soirée, le tout premier film d'Yves Allégret, jamais cité dans ses filmographies. Prix et profits (1932) interprétés par les frères Prévert.

Pour le rayonnement
de l'Opéra de Paris

L'Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris a entrepris de donner un nouvel essor à ses activités, sous l'impulsion de M. Michel David-Weill, son président, et en collaboration avec la direction du palais Garnier. Elle compte favoriser de nouvelles tournées, s'associer à des productions exceptionnelles, contribuer à l'enrichissement de ses collections, décerner en fin de saison un Prix du public pour la meilleure représentation lyrique et la meilleure représentation chorégraphique et, enfin, offrir une bourse à un ou à une élève de l'Ecole de danse et à un ou à une élève de l'Ecole d'art lyrique.

La première manifestation que propose l'Association est une soirée de gala qui aura lieu le 20 décembre pour l'avant-première du ballet *Le Lac des cygnes*, de Rudolf Nourev, directeur de la danse à l'Opéra de Paris.

* Association pour le rayonnement de l'Opéra de Paris : 8, rue Scribe, 75009 Paris.

Donavan est de retour

Il y a presque vingt ans, il était apparu avec *Catch the wind*. *Sunshine Superman* et une manière presque insolente d'inventer des mélodies plus riches, plus raffinées les uns que les autres. Et puis Donovan avait repris sa liberté. Il était parti vivre sa vie, d'abord au fond des bois sauvages de l'Ecosse, puis non loin de Palm-Springs, dans une région désertique appelée Joshua-Tree. Le vol de retour sur scène aujourd'hui, toujours aussi fasciné par les sons et la nature. Concerts à Montpellier (le 23 octobre), Toulon (le 26), Toulouse (le 25), Angoulême (le 26), Caen (le 27), Paris, à l'Olympia (le 28).

Mercredi, elle arrive enfin sur terre



Supergirl

LE CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL

**GRENIER
DE TOULOUSE**

PRESENTE AU
THEATRE DANIEL SORANO
TOULOUSE

**CYRANO
DE BERGERAC**

D'EDMOND ROSTAND

MISE EN SCENE : MAURICE SARRAZIN

AVEC
MAURICE SARRAZIN
VIRGINIE BILLETDOUX

DU 16 AU 31 OCTOBRE

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Calypso, 17 (380-03-11).

UNDER FIRE (A. v.a.) : UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

UN DEMANDE A LA CAMPAGNE (Fr.) : UGC Marbeuf, 8 (561-94-95).

UN HOMME PARMI LES LOUFS (A. v.a.) : Napéon, 17 (267-63-42).

LE VOL DU SPHINX (Fr.) : Forum Orient-Express, 17 (233-42-26) ; Quinette, 9 (633-79-38) ; Paramount Odéon, 6 (325-59-83) ; Marignan, 8 (359-52-52) ; Paramount Marbeuf, 8 (562-75-00) ; St-Lazare Paquet, 8 (387-35-43) ; Paramount Opéra, 9 (742-56-31) ; Maxéville, 9 (770-72-00) ; Faure, 13 (331-56-88) ; Mirail, 14 (539-52-43) ; Paramount Montparnasse, 14 (329-90-10) ; Convention St-Charles, 15 (579-33-00) ; UGC Convention, 15 (574-93-40) ; Pathé City, 18 (522-46-01).

Les grandes reprises

AFRICAN QUEEN (A. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

ALEXANDRE NEWSKY (Sov. v.a.) : Olympia Luxembourg (Rap.), 6 (633-97-77).

ALLEN (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 17 (506-94-14) ; Régulière cinéma, 17 (805-51-34) ; Espace Galt, 14 (327-95-44).

L'ANNÉE DE TOUTES LES DANCES (Aust. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

L'ARNAQUE (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

LES ARISTOCRATES (A. v.a.) : Napéon, 17 (267-63-42).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A. v.a.) : Ciné Beaubourg, 9 (271-52-36) ; George V, 8 (562-41-46) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69) ; Paramount, 14 (320-30-19).

BARBEROUSSE (Jap. v.a.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-69).

BARRY LYNDON (Angl. v.a.) : Grand Pavé, 15 (554-46-85) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

BLADE RUNNER (A. v.a.) : Studio Galand, 9 (354-72-71).

BLANCHE-NEIGE (A. v.a.) : Napéon, 17 (267-63-42).

LA CINQUIÈME COLONNE (A. v.a.) : Action Rivé Gaudin, 9 (329-44-40) ; Mac Mahon, 17 (380-24-81).

CITIZEN KANE (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-03-11).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A. v.a.) : Timples (Rap.), 3 (272-94-56).

LE CRI (It. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

CUL DESAC (A. v.a.) : Action Christiane (Rap.), 17 (329-11-30).

DELIVRANCE (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It. v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

LES DIABLES (Angl. v.a.) : L'Espresso, 6 (544-57-34).

LES DEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Sov. v.a.) : Châtelet, 6 (633-10-82) ; V.F. : Capri, 2 (508-11-69).

DON GIOVANNI (It. v.a.) : UGC Opéra, 9 (574-93-50) ; Ciné Palace, 5 (354-72-71) ; Gaumont Colisée, 8 (359-29-46).

ENMANUELLE (Fr.) : Paramount City, 8 (562-45-00).

L'EMPIRE CONTRE-ATTAQUE (A. v.a.) : Ecranial, 13 (707-28-04).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Rasthof, 16 (288-64-44).

MERCREDI

JANE BIRKIN
GÉRALDINE CHAPLIN
ANDRÉ DUSSOLLIER
JAN-PIERRE KALFON

L'AMOUR
PAR TERRE

MISE EN SCÈNE
JACQUES RIVETTE

TEL: 578.61.61...

Mercredi, elle arrive enfin sur terre

Supergirl

Amif

LES ENFANTS DU 67 (Ail. v.a.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

L'ÉNGINE DE KASPAR HAUSER (Ail. v.a.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

KREZENDRA (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-03-11).

KICALIBUR (A. v.a.) : Champ, 9 (354-51-60) ; V.F. : Opéra Night, 9 (286-62-56).

LA FEMME FLAMÉE (A. v.a.) : Umanita, 9 (354-59-19).

RYZCARALDO (Ail. v.a.) : Cinéma Princes, 19 (202-02-51).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

GEORGIA (A. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-64-66).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.a.) : Ecranial, 13 (707-28-04) ; V.F. : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16).

HAIR (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

LES HAUTS DE HURLEVENT (A. v.a.) : Châtelet Victoria (Rap.), 17 (506-94-14) ; Grand Pavé, 15 (554-46-85).

L'HÉRITIÈRE (A. v.a.) : Reflet Quartier latin, 9 (326-94-65).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Saint-Séverin, 9 (354-90-91).

HISTOIRE DE PIERRE (It. v.a.) : Lumière, 4 (278-47-86) (ex-Mirail).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A. v.a.) : Action Boole, 9 (325-72-77).

HONEY TONKMAN (A. v.a.) : Ciné 13-Pressoir (ann. dim.), 15 (259-42-75).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Grand Pavé, 15 (554-46-85) ; Boite à films (Rap.), 17 (622-44-21).

IVAN LE TERRIBLE (Sov.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavé, 15 (554-46-85).

LAWRENCE D'ARABIE (A. v.a.) : Rasthof, 16 (288-64-44).

LIQUID SKY (A. v.a.) : Cinéclash, 6 (633-10-82).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap. v.a.) : République Cinéma, 11 (805-51-33).

LILI MARLEEN (Ail. v.a.) : Rivoli, 4 (272-63-33).

LA MAIN AU COLLET (A. v.a.) : Saint-Michel, 5 (326-79-17) ; Action Lafayette, 9 (329-79-89).

LA MALLE DE SINGAPOUR (A. v.a.) : André Bazin, 13 (337-74-39).

LA MARQUEE IPO (Fr.-Ail.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

MEAN STREETS (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

MERLIN L'ENCHANTEUR (A. v.a.) : Napéon, 17 (267-63-42).

METROPOLIS (Ail.) : Saint-Germain Hachette, 9 (633-63-20) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Elysees Lincoln, 8 (359-36-14).

MEURTRE D'UN BOOMERANG CHINOIS (ex-It. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) : Ciné 13-Pressoir, 15 (259-42-75).

LA MORT EN CE JARDIN (Fr.) : Logos II, 5 (354-42-34).

MOULDER OBLIGE (A. v.a.) : Reflet Quartier latin, 9 (326-94-65).

LES NUITS DE CARRERA (It. v.a.) : Champ, 9 (354-51-60).

OEIL POUR OEIL (A. v.a.) : Paramount City, 8 (562-45-00).

L'OMBRÉ D'UN DOUTE (A. v.a.) : Action Christiane, 6 (329-11-30).

ORANGEMÉCANIQUE (A. v.a.) : Gaumont (Rap.), 9 (354-72-71) ; Balzac, 8 (561-10-60) ; V.F. : Lumière, 9 (246-49-07).

PARISVAL (Ail. v.a.) : Calypso, 17 (380-03-11).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.) : Châtelet Victoria (Rap.), 17 (506-94-14) ; Ciné de l'Étoile, 17 (380-42-05).

PINK FLOYD THE WALL (A. v.a.) : Club de l'Étoile, 17 (380-42-05).

PROVA D'ORCHESTRA (It. v.a.) : Lumière, 9 (246-49-07).

RASHOMON (Jap. v.a.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

RECONSTRUIRE DE LAUREL ET HARDY (A. v.a.) : Châtelet, 6 (633-10-82) ; Châtelet Victoria, 17 (506-94-14) ; Châtelet Victoria, 17 (506-94-14).

THE RETOUR DU JEDI (A. v.a.) : Ecranial, 13 (707-28-04).

RUE CASES-NEGRES (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand Pavé, 15 (554-46-85) ; Club, 9 (770-81-47).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.a.) : Cinéclash, 6 (633-10-82).

SCUSCIA (It. v.a.) : Logos I, 5 (354-42-34).

TAXI DRIVER (A. v.a.) : Saint-Germain Studio, 9 (633-63-20) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

THE BLUES BROTHERS (A. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

THE ROSE (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 17 (506-94-14).

TRISTANA (Fr.-It. v.a.) : Epée de Bois, 5 (337-57-47).

VIVRE ET LAISSER MOURIR (Angl. v.a.) : Marbeuf, 8 (561-94-95) ; V.F. : Gaumont Colisée, 8 (359-29-46).

WEST SIDE STORY (A. v.a.) : Balzac, 8 (561-10-60).

ZABRISKIE POINT (A. v.a.) : Studio Mithras, 9 (633-25-97).

ZELEA (A.) : Galand, 9 (354-72-71).

LE DIXIÈME VIDCOM

Inventer la « communication institutionnelle »

Canes. — M. Georges Fillard, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, a inauguré, le 13 octobre, le dixième Marché international de la vidéo-communication (VIDCOM) à Canes, en s'efforçant de rassurer les professionnels de la vidéo. Sans s'engager sur des mesures précises, le secrétaire d'Etat a indiqué que le gouvernement

étudierait avec soin les possibilités de réforme de la réglementation.

Défendant une fois de plus la nécessité d'un développement régulier des médias, M. Fillard a engagé les professionnels à investir les nouveaux créneaux de diffusion offerts dans le cadre de la Régie française des espaces.

De notre envoyé spécial

Régie française de publicité de la RFE. Le reste se stabilisera automatiquement. Si le message est trop publicitaire, il laissera le public. Nous proposons aux entreprises une sorte de pacte : nous leur vendons à bas prix des espaces libres, sans audience établie, à elles d'inventer une nouvelle communication.

La seule certitude est là : un objectif d'environ cinq cents heures pour l'année 1985 commercialisées à 3 000 F la minute. Il devrait mobiliser producteurs, agences de publicité, commanditaires et rapporter environ 90 millions de francs au service public de la télévision. Au-delà de cette équation de base les problèmes commencent.

L'affaire

d'Espace Provence

Ainsi, que s'est-il passé le 5 octobre à 12 h 20, quand FR 3 Provence-Côte-d'Azur a expédié vers l'émetteur de Télédiffusion de France l'émission Espace Provence, commanditée par le conseil régional et la Sécurité routière ? Pourquoi n'a-t-on vu sur les écrans que le magazine ANTOPE ? Pourquoi la présidence de TDF n'a-t-elle interdit la diffusion de l'émission au dernier moment ?

LE LANCEMENT DE CANAL PLUS

Jour J moins vingt : un instrument de rêve

Avant tout, il y a du câble : 32 kilomètres sous 1 500 mètres carrés de plancher pour relier les studios, les machines, les armatures de contrôle. Et, au milieu des gens qui câblent, qui soudent, qui testent, il y a ceux qui peignent, posent la moquette ou percent des trous. Ça parle anglais, italien, portugais, français. A vingt jours du début des émissions de Canal Plus, la tour Olivier-de-Serres ressemble plutôt au chantier de la Tour de Babel.

Dans un des studios, Patrick Poivre d'Arvor répète déjà : « Tous en scène » : trois journalistes, un peu plus loin, montent des images, reprennent par satellite l'atelier graphique enregistré sur la bibliothèque électronique de l'habillage de la chaîne. A la régie finale, on simule déjà depuis dix jours la diffusion du programme complet de Canal Plus de 19 heures à 3 heures du matin. On sera prêt, soutient M. Sylvain Anichini, le jeune directeur technique de Canal Plus, mais quelle course ! On a été obligés de tout faire en même temps : le gros œuvre, l'installation du matériel, la climatisation et les répétitions.

Pour lui, tout a commencé il y a un an lorsque, après avoir travaillé sur le décor de la quatrième chaîne, il commence à étudier la tête de réseau de la station. Un défi pour ce jeune ingénieur venu des télécommunications, qui a saisi la possibilité de créer de toutes pièces une chaîne de télévision et bénéficiant de l'avancée technologique des dix der-

nières années. En quinze jours, il visite vingt-sept studios en Europe et aux Etats-Unis, rassemble les catalogues des fournisseurs et rêve d'une station entièrement automatisée, informatisée, sur le modèle de Canal Four, en Grande-Bretagne.

Mais M. Anichini ne peut rien faire tant que se négocie avec Télédiffusion de France l'accord qui départagera les rôles de l'établissement public et de la chaîne privée dans l'ingénierie de la tête de réseau. L'arbitrage tombe fin février : à Canal Plus, les équipements de production et de production de TDF la régie de diffusion. On passe alors à l'épure à la réalité, du rêve aux contraintes.

Les consignes de la direction de Canal Plus sont formelles : sécurité d'abord. Les équipements doivent être cohérents, déjà expérimentés et ne poser aucun problème de maintenance. Le choix se porte sur du matériel anglais et japonais. Il faudra résister à ceux qui voulaient du « tout français », même si l'industrie nationale emporte finalement 34 % du contrat.

Fin août, les bâtiments ne sont pas encore livrés. Le matériel est livré en Angleterre, dans un hangar, on effectue une première simulation. Fin septembre, on démonte, on remplace, pour s'installer tour Olivier-de-Serres. Là, on découvre que l'architecture offre quelques nouvelles contraintes inattendues et que les conditions de sécurité d'exploitation de la tour obligent à de douloureuses révisions. « Ce furent des moments difficiles », avoue M. Anichini, avec des journées de seize heures, sans climatisation, et des températures qui nous amenaient au bord de la catastrophe.

Le résultat de cette course contre la montre est spectaculaire : un endroit de rêve pour les professionnels de la télévision. Studios, salle de maquillage, régie, stock d'images, tout est groupé sur deux étages. Un système d'interconnexion contrôlé par ordinateur permet à chaque poste de travail de gérer directement toutes les sources d'images, rentabilisant ainsi au maximum chaque équipement, qui sert à la fois à la diffusion et à la production. Seuls les journalistes, privilégiés, ont leur autonomie avec leur bureau, les images venues des quatre coins du monde et leur atelier de montage.

Quelle différence avec les studios de Cognac-Jay, où l'on court sans cesse entre les étages pour récupérer une bande, un magnétoscope ou une salle de montage. Bien sûr, les studios de Canal Plus sont bien moins importants que ceux d'une chaîne traditionnelle. On y fait peu de production, surtout de la diffusion quasi automatisée. L'extrême rationalisation des équipements colle de très près à la grille des programmes et aux exigences de l'équilibre économique de la chaîne payante.

Pourtant, remarque M. Anichini, avec un brin de nostalgie, c'est sans doute la dernière grande tête de réseau que l'on fait en France. Le câble et le satellite auront des équipements plus légers. Mais je vous garantis que les images qui sortiront ici seront d'une qualité inhabituelle sur les écrans français.

J.-F.L.

VU

Vin de palme

Attention au vin de palme ! Le héros et narrateur en buvait immodérément, et ce depuis la tendre enfance. Et Dumayet est entré dans le livre un peu comme Momo dans le monde de la littérature (dit-il) le monde de son enfance en la lisant : on entre dans le livre de Tutuola, et on sort secoué, légèrement différent.

L'ivrogne dans la brousse raconte l'histoire d'un homme riche qui aime tellement le vin de palme qu'il décide d'y consacrer sa vie de sa vie de sa vie de sa vie de sa vie. Quand son malheur l'homme qui lui préparait sa boisson tombe un jour d'un arbre et meurt, notre héros décide d'aller le chercher au pays des Morts. Voyage homérique, peuplé d'épreuves terribles, racontées par le narrateur avec un mélange de placidité (dont on ne sait si elle est une forme de courage ou d'inconscience), de malice, d'humour étrange.

Paru il y a trente ans chez Gallimard, le livre a été écrit en anglais par un écrivain nigérian, Amos Tutuola — planton à Lagos à l'époque, — et traduit par Raymond Queneau — livre jazzique donc. C'est un récit fabuleux, assez difficile à saisir, un livre plein d'un grand mystère avec des répétitions qui donnent le vertige, une monotonie « magique ».

Comme d'habitude, Pierre Dumayet feuilletonne nonchalamment les pages, dont ses invités ont été conviés à l'avance à souligner des passages, il lit... puis son silence interroge. Il attend. Ça vient toujours. Comme les morceaux d'un puzzle. Avec Mosco, le réalisateur, il a illustré des passages par des statuettes — petites statuettes africaines — qui se déplacent dans un paysage tropical aux tons de sable, de bruns ocres et sombres. — Dumayet ne peut être que fasciné par le livre. Par l'alcool d'abord — il goûte sous nos yeux le vin rouge, mais ça saoule ! — par sa double et secrète signification, révélée en fin d'émission comme après une course d'obstacles.

Fin magnétique et proprement africaine. C'est seulement d'une allégorie hallucinante. « Même la vie ? » Le vin ne serait-il pas une forme de la connaissance, et le malheur d'un maître, une sorte de gourou. Quelle intelligence de construction ! On exulta. Dumayet aussi (pour « entrer » dans les livres) est une sorte de maître.

CATHERINE HUMBLLOT.

Thomson Vidéo Institutionnelle coproduit avec la mission TV câble et TDF, la chaîne de télévision locale TV COM à l'occasion du VIDCOM, à Cannes, du 13 au 17 Octobre.

En s'appuyant sur une nouvelle génération de matériel audiovisuel, Thomson Vidéo Institutionnelle a su créer un environnement favorable afin de permettre à différents partenaires d'animer et de valoriser la « chaîne de l'image » Thomson.

Pour la conception, la coordination, et la réalisation d'un programme de télévision dans le cadre de votre entreprise ou de votre collectivité locale, Thomson Vidéo Institutionnelle est votre partenaire.

THOMSON VIDEO INSTITUTIONNELLE

SIMIV, 36 avenue Galliéni - Tour Galliéni 2. 93175 Bagnolet Cedex.

Halte au Vol

1 serrure à 5 points
+ autres marques
PICARD
Matériel GARANTI 5 ANS
+
1 blindage acier 15/10
+
4 goujons d'acier anti-dégondage
+
3 cornières anti-pince
à l'extérieur sur le pourtour de la porte
OFFRE EXCEPTIONNELLE
3.600 F TTC
Pose et démol. comp.
PARIS-BANLIEUE
Sté S.P.P.
11, rue Minard
92130 Issy-les-Moulineaux
554.58.08
554.41.95
FACILITES DE PAIEMENT

Le Monde

ECONOMIE

L'AVENIR DE LA CONSTRUCTION AUTOMOBILE EN FRANCE

Un système de gestion tripartite inefficace

par DIDIER PÈNE (*)

À la fin des années 70, l'industrie automobile française contrôlait 80 % du marché national et plus de 30 % du marché européen, où le groupe Peugeot occupait la première place.

Au cours du premier trimestre de 1984, la part des constructeurs français est descendue à 65 % en France et à 22 % en Europe.

Le groupe PSA perd de l'argent depuis 1980, Renault depuis 1981, et les déficits de 1984 seront lourds. Malgré l'optimisme de commande de certains, la situation est si grave que la survie de l'industrie automobile française est en cause.

Comment en est-on arrivé là ?

Il faut d'abord évoquer la responsabilité des constructeurs. Leurs erreurs stratégiques ont pesé lourd. Les deux firmes se sont adaptées trop lentement à l'évolution de la demande et de la technologie. Et puis, chacune porte sa croix. Pour PSA, c'est la malheureuse acquisition de Chrysler-Europe et ses lourdes conséquences. Pour Renault, c'est surtout le camion. Dix ans après l'achat de Berliet, la Régie n'est toujours pas parvenue à redresser RVL.

La gestion des deux groupes appelle également des critiques.

Chez Renault, les coûts de personnel sont élevés, et la machine est pesante. Pour que la Régie gagne de l'argent, il faut que les ventes croissent fortement, alors qu'il suffit qu'elles ne baissent pas chez la plupart des concurrents. Chez PSA, les difficultés sont surtout d'ordre social. Le groupe n'a pas fini de payer un recours excessif à la main-d'œuvre immigrée et une tradition paternaliste qui a retardé la prise de conscience des sureffectifs.

Mais les pouvoirs publics et les syndicats portent aussi leur part de responsabilité.

La politique conjoncturelle n'a pas ménagé l'industrie automobile. En 1982, la combinaison du blocage des prix et de l'importante augmentation des charges a pesé lourd sur des entreprises déjà fragiles. S'y sont ajoutés des troubles sociaux qui ont coûté environ 100 000 véhicules et dans lesquels les constructeurs n'ont pas eu le sentiment d'être aidés par les pouvoirs publics.

Ne pouvant profiter de la relance de 1982, Renault et PSA ont subi tous les effets de la rigueur en 1983 et 1984. Le meilleur contrôle des salaires et les dévaluations ont vu leurs effets annulés par la baisse de la demande, le contrôle des prix, une inflation plus rapide que chez la plupart des concurrents, sans oublier la hausse des tarifs d'assurance et de l'essence.

(Lire la suite page 22.)

(*) Professeur (HEC, ISA).

Un enjeu considérable pour d'autres secteurs de l'industrie

L'AN passé, la Régie Renault a acheté, pour 23 milliards de francs, toute une série de produits pour lesquels elle est souvenue l'un des principaux consommateurs français. Acier bien sûr (132 000 tonnes de produits longs, 770 000 tonnes de produits plats et 116 000 tonnes de fonte et d'alliages), mais aussi aluminium (45 300 tonnes), autres métaux non ferreux (4 350 tonnes), charbon (72 000 tonnes), fuel (74 500 tonnes), gaz (1 milliard de kWh), peintures, solvants et diluants (27 000 tonnes), textile (26 200 000 mètres carrés), matières plastiques (90 000 tonnes), glaces (510 000 mètres carrés), pneumatiques (711 000 unités), roulements et galets. Accumulation quasi surréaliste mais significative : l'automobile est vitale bien au-delà de ses frontières proches.

Des fournitures surtout françaises

Le poids de ce secteur dans l'industrie française, le Conseil économique et social, dans un rapport publié en août sur « Le devenir de l'industrie française de l'automobile », a tenté de le définir par l'importance de ses fournisseurs, de ses emplois, de ses ressources en devises et de ses recettes fiscales.

Les comptes de la nation pour 1982 permettent en effet de constater que les grandes industries fournisseuses de constructeurs qui constituent le principal débouché de deux autres branches industrielles, celle

des produits de fonderie et du travail des métaux (17,4 milliards de francs) et celle des minerais et métaux ferreux (12 milliards de francs). Mais c'est aussi un débouché important pour les caoutchoucs et les matières plastiques (9 milliards de francs) et aussi pour le textile, le verre, la peinture et divers autres (15,3 milliards de francs).

Il faut noter que ces achats sont réalisés pour l'essentiel en France. Tant chez Peugeot SA que chez Renault on sent une volonté de privilégier les fournisseurs français. Ces achats hors des frontières portent donc sur moins de 10 % de livraisons qui, en 1982, ont représenté 68,16 milliards de francs.

Important débouché de branches industrielles, l'automobile française l'est évidemment pour des sociétés dont elle représente la partie prépondérante de leurs activités. Globalement, les 36 milliards de francs de chiffre d'affaires des équipementiers en 1982 (hors pneumatiques, glaces et pare-brise) ont été réalisés pour 62,6 % auprès des constructeurs et pour 10,8 % auprès des réseaux de distribution pour l'entretien et la réparation du parc national.

Les exportations directes n'ont atteint que 26,6 %. Autant dire que toute baisse de l'activité des constructeurs est directement ressentie par les grands (Valéo, Matra) et par les petits équipementiers comme par les sous-traitants (Renault achète par exemple 51 % de ses pneus chez Michelin).

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 23.)

LA CONTESTATION DES CHIFFRES DU BUDGET PAR LES EXPERTS DE M. BARRE

Un bon débat

LES critiques faites au projet de budget 1985 par une équipe d'économistes proches de M. Barre ne sont ni une mauvaise querelle ni une vaine polémique, comme le déclare M. Bérégovoy. Elles ne sont pas non plus le fait d'experts incompétents, comme le dit M. Pierret, rapporteur général à l'Assemblée nationale. Elles posent au contraire correctement des questions importantes sur l'équilibre des finances de l'Etat et de la Sécurité sociale, les besoins de financement du secteur public, la baisse des prélèvements obligatoires, les destinataires des transferts opérés (ménages et entreprises).

Les réponses apportées de part et d'autre ne convaincront personne dans une première phase et surtout pas les parties en présence. Le ton montera cette semaine à l'Assemblée nationale quand le sujet sera abordé. Mais un bon débat est engagé. Il serait souhaitable qu'il progresse.

L'équipe Barre estime que l'Etat ne maîtrise pas — ou pas assez — ses dépenses. Les efforts faits pour économiser sont réels, reconnaît-on, mais insuffisants. Si les chiffres de la dépense publique qui sont avancés ne marquent qu'une faible progression par rapport à 1984 (5,9 %), c'est parce qu'ils minorant la réalité par le biais d'opérations de débudgetisation. Et de citer le transfert de sommes importantes (17,6 milliards de francs) du budget général sur des budgets annexes.

On pourra discuter du montant de ces opérations de débudgetisation qui en elles-mêmes ne sont pas critiquables lorsqu'elles consistent à sortir de la caisse commune des opérations qui par leur caractère industriel ou commercial ont vocation à équilibrer leurs dépenses par des recettes équivalentes. Mais satisfait-elles toutes à ce critère ? Il est clair que la volonté depuis deux ou trois ans de minimiser les charges de l'Etat a conduit à forcer la mesure. On a « satellisé » certains budgets, comme le fonds spécial des grands travaux et le budget annexe de la navigation aérienne, auquel il manquait un bon demi milliard pour être équilibré.

Il est vrai aussi que certaines dépenses budgétaires sont sous-estimées comme on le voit depuis quelques années avec les charges de la dette publique (une bonne dizaine de milliards de francs en 1984). Les taux du marché monétaire s'établiront-ils à 8,5 % en moyenne l'année prochaine comme il est prévu, ou ce taux, qui postule une forte baisse par rapport à cette année

est-il irréaliste ? La question vaut des milliards de francs puisqu'elle conditionne le coût pour l'Etat des bons du Trésor émis pour couvrir une partie importante du déficit budgétaire.

On en arrive tout naturellement à s'interroger sur la réalité d'un déficit budgétaire contenu depuis deux ans aux environs de 3,3 % du produit national brut et qui reviendrait — malgré les réductions d'impôts consenties par l'Etat — à 3 % en 1985. La même question se pose pour les comptes de la Sécurité sociale, dont l'important excédent de trésorerie attendu pour cette année (18 milliards de francs) devrait l'année prochaine fondre du fait de la suppression du 1 % et de l'évolution divergente des dépenses (7,2 %) et des recettes (5,5 %). L'expérience a montré qu'il est impossible de prévoir à un an de distance les comptes de la Sécurité sociale. Disons simplement que les conditions sont réunies pour une détérioration sans doute importante de la situation.

Le besoin de financement des administrations publiques (Etat et Sécurité sociale) va-t-il se stabiliser comme l'indiquent les comptes officiels ou va-t-il augmenter comme le prévoit le document Barre ? La encore la question doit être posée.

La baisse des prélèvements obligatoires, dès lors qu'elle fit l'objet d'une promesse du président de la République, devint un débat en partie artificiel. On l'a vu lorsque le gouvernement a dû — pour limiter le déficit budgétaire — augmenter très fortement certaines taxes et qu'il s'est arrangé pour ne pas en tenir compte dans le calcul de prélèvements (sous prétexte qu'il s'agissait de tarifs dans le cas des PTT) ou sans l'annoncer complètement à l'opinion publique comme cela a été le cas avec la taxe sur les produits pétroliers. M. Bérégovoy ne reconnaît que 7,2 milliards de francs alors que le prélèvement pétrolier sera de 15 milliards de francs l'année prochaine.

Ce qui reste vrai est que l'Etat a consenti pour la première fois depuis longtemps une baisse d'une dizaine de milliards de francs sur les impôts et les cotisations des ménages (entre 7,5 et 13 milliards de francs selon les calculs) alors que les entreprises se verront plutôt plus imposées. Une sorte de relance par la consommation qui commencera à faire sentir ses effets à l'automne 1985 lorsque arriveront les soldes — allégés — de l'impôt sur le revenu. A quelques mois des élections...

ALAIN VERNHOLES.

MALGRÉ L'AMÉLIORATION DE LEURS RÉSULTATS

Les entreprises auront du mal à financer leur modernisation

par F. JENNY et A. P. WEBER (*)

SE fondent plus ou moins implicitement sur le fait que les résultats financiers des entreprises se seraient améliorés en 1983 — ainsi le taux d'autofinancement serait passé de 48,2 % en 1982 à 62,5 % en 1983, — les autorités publiques anticipent, dans un terme relativement bref, la restauration de la compétitivité de l'économie française et, par voie de conséquence, une amélioration de la situation tant au niveau du marché de l'emploi qu'au plan du déséquilibre des échanges extérieurs. Ainsi présentés, les espoirs gouvernementaux conduisent à s'interroger sur l'état de la santé financière des entreprises, ses causes et ses perspectives d'évolution. En d'autres termes, ils conduisent à se demander si l'évolution récente de la rentabilité du capital laisse bien augurer de la réalisation de l'objectif de modernisation qui est devenu la principale préoccupation des responsables de notre politique économique et industrielle.

L'observation de l'évolution de la rentabilité des capitaux investis proposée dans cet article est fondée sur l'examen des comptes d'un échantillon de mille dix entreprises — appartenant aux secteurs de l'industrie (énergie comprise), du bâtiment-travaux publics et du commerce — qui, en raison de leur statut juridique ou de leur taille, sont tenues de publier annuellement leurs bilans et comptes d'exploitation au Bulletin des annonces légales obligatoires.

Des résultats concordants

Diverses sources suggèrent que l'année 1983 a été caractérisée par un redressement de la situation économique des entreprises. Tel est, par exemple, le cas du dernier rapport sur les comptes de la nation élaboré à partir des comptes trimestriels de la comptabilité nationale, dont les estimations sont encore provisoires, des enquêtes de conjoncture et des enquêtes de branches. Tel est également le cas de récents travaux conduits dans le cadre de la centrale des bilans de la Banque de France. F. Jenny et A. P. Weber se sont efforcés de préciser l'ampleur du phénomène et d'en examiner les causes en s'appuyant sur l'étude des comptes définitifs pour les années 1980 à 1983 d'un large échantillon qu'ils ont établi de sociétés regroupées par grands secteurs.

Pour éviter tout double compte, les entreprises présentant des résultats consolidés ont été éliminées et n'ont été retenues que les entreprises pour lesquelles on dispose d'une information homogène sur l'ensemble de la période 1980-1983. Pour donner un ordre de grandeur quant à la dimension de l'échantillon, relevons qu'en 1983 le chiffre d'affaires cumulé de ces mille dix entreprises s'élevait à 1 072,29 milliards de francs ; à la même date, le montant de leurs actifs nets était de 832,77 milliards de francs.

Il convient de rappeler que, dans leur ensemble, les entreprises françaises ont gravement souffert en 1981 et en 1982. Elles ont alors simultanément subi l'accroissement sensible du montant de leurs charges (diminution de la durée légale de travail, adoption de la cinquième semaine de congés payés, augmentation sensible du SMIC), le phénomène du ralentissement général des affaires, et elles ont enregistré de lourdes pertes. Comme en témoigne le tableau n° 1 (voir page 22), le montant global de leurs bénéfices comptables rapporté à leurs capitaux propres (actif net-endettement total) avait alors dangereusement décliné : il était passé de 4,86 % en 1980 à - 4,90 % en 1982. Pour le seul secteur industriel (activité énergétique comprise), ce même rapport bénéfice comptable/capitaux propres avait pour sa part chuté de 4,17 % en 1980 à - 7,10 % en 1982.

Pour mieux fixer les idées, tandis que, dans leur ensemble, ces entreprises avaient réalisé un profit global après impôt de 9,18 milliards de francs en 1980, le montant cumulé de leurs pertes nettes s'élevait à 10,65 milliards en 1982. Dans le même temps, l'évolution du ratio bénéfice d'exploitation/chiffre d'affaires reflétait le préoccupant déclin de la compétitivité des entreprises françaises. Parallèlement, les années 1981 et 1982 s'étaient encore caractérisées par l'accroissement sensible du niveau de l'endettement des entreprises et par le net gonflement de leurs frais financiers, ainsi que la lecture des tableaux n° 2 et 3 (voir page 22) permet de le constater. Plus précisément, sous le double

effet de la décroissance relative du montant de leurs fonds propres (la part des capitaux propres par rapport aux actifs nets est en effet passée de 31,01 % en 1980 à 28,21 % en 1982) et du gonflement des taux d'intérêt nominaux, les entreprises ont alors enregistré un accroissement du coût de leur endettement. Par rapport au chiffre d'affaires, le montant des frais financiers était ainsi globalement passé de 2,31 % en 1980 à 2,85 % en 1982.

Par opposition au déclin général constaté en 1981 puis en 1982, les résultats relatifs à l'année 1983 marquent incontestablement un tournant. Au total, le montant des pertes nettes comptables se contracte, le bénéfice d'exploitation sur chiffre d'affaires s'améliore, le niveau d'endettement se stabilise et une décroissance du coût des frais financiers paraît s'amorcer. Mais, pour l'essentiel, le secteur industriel est à l'origine de ces changements. A cet égard, si l'on comprend aisément la persistance du déclin des secteurs commerce et bâtiment-travaux publics, respectivement liés à la politique du « pincement » des marges commerciales, au jeu du reconcomptement des délais de paiement et au ralentissement du rythme de la demande, le redressement relatif du secteur industriel peut étonner. A priori on voit mal en effet la façon dont, tout en enregistrant un taux de croissance de son chiffre d'affaires inférieur au taux de l'inflation (de 5,48 % contre 9,3 %), l'industrie est parvenue, du moins sur la base de l'échantillon examiné, à diminuer sensiblement le montant de ses pertes comptables et à améliorer son bénéfice d'exploitation dans une notable proportion, du moins par rapport à 1982. Son taux de marge est ainsi passé de 0,87 % en 1982 à 1,40 % en 1983 et son gain net à ce titre s'est accru de 4,5 milliards de francs.

Deux séries de facteurs, qui conditionnent pour partie l'avenir, sont susceptibles d'expliquer ce résultat.

— En premier lieu, on peut penser que les entreprises françaises, ayant des 1982 sensiblement réduit le

volume de leurs effectifs — globalement l'emploi industriel (BTP exclu) a diminué de 6,22 % de mars 1981 à avril 1982 et de 1,36 % d'avril 1982 à mars 1983, — ont progressivement adopté des mesures de réorganisation leur permettant, le chômage déguisé étant éliminé, de restaurer quelque peu leur productivité. Il faut d'ailleurs noter que l'incidence des dévaluations d'effectifs a, en 1983, été d'autant plus nette que, dans le même temps, contrairement aux années antérieures, les entreprises du secteur industriel ont sensiblement limité le montant de gain de pouvoir d'achat distribué à leurs salariés. Ce montant, calculé sur la base du pourcentage d'accroissement annuel de rémunération diminué du taux d'inflation, s'est, en effet, élevé à 0,51 % en 1983 contre 2,90 % en 1982, 2,35 % en 1981 et 1,79 % en 1980.

(Lire la suite page 22.)

Conseillers Sociaux Associés

recherchent

UN FUTUR PATRON

qui deviendra propriétaire de son entreprise

Dans le cadre de leur politique de redéploiement, des groupes industriels décident de se séparer de certaines filiales ou de secteurs d'activités. Ces décisions créent naturellement des problèmes d'emplois régionaux. Notre rôle est d'assister techniquement les Directions pour la réalisation de Plans Sociaux. Sans écarter l'éventualité de licenciements collectifs, nous sommes persuadés qu'il existe des solutions plus adaptées au contexte économique et social.

Proposer à un cadre, ayant fait la preuve de ses capacités professionnelles avec l'esprit d'entreprise et un sens aigu des responsabilités, l'outil de production, c'est en moins, qui lui permettra de devenir un patron de P.M.I. propriétaire de son Entreprise.

Il vous appartient de créer une Société Anonyme mettant en œuvre vos capacités à mobiliser vos relations personnelles de l'industrie, non pour un apport financier mais pour assurer à votre projet une caution morale sérieuse.

Vous devez avoir un projet industriel et des contacts pour le faire aboutir.

Si vous êtes intéressés, nous vous offrons de « prendre en charge » une Entreprise à taille humaine dans le secteur du MATÉRIEL DE GRANDE CUISINE COLLECTIVES (Cuisson, préparations, machines à laver, pièces détachées, négoce...).

Vous devez avoir une formation Arts et Métiers, une bonne expérience de la gestion et une réussite dans le domaine commercial. Vous êtes avant tout un « gagnant ».

Prendre contact — par écrit — en adressant votre dossier de candidature (C.V., commentaires sur expérience professionnelle, références morales, raisons de votre choix) qui restera confidentiel à Philippe LIOTÉ - CONSEILLERS SOCIAUX Associés - « Futurs Patrons » - 3, rue Théodore-de-Banville - 75017 PARIS.

(*) Professeurs d'économie à l'ESSEC.

L'ÉVOLUTION DE L'EMPLOI

Une proportion grandissante de salariés dans les activités de services

A scruter continuellement les chiffres de chômage et à les discuter, mois après mois, on en vient à oublier des données, tout aussi importantes, qui composent l'autre versant d'une réalité sociale en pleine évolution. Le marché de l'emploi subit une adaptation profonde qui rompt avec des traditions que l'on pouvait croire établies. Le paysage économique se transforme, à grands coups de mutations ou de restructurations.

Alors que des secteurs d'activité perdent des effectifs ou s'effondrent littéralement, d'autres connaissent des développements hâtifs et augmentent leurs effectifs salariés. Des régions jusqu'à présent industrialisées sont en perte de vitesse, tandis que d'autres restent longtemps à l'écart de la croissance se déroulant créatrice d'emplois. Parallèlement, les grosses entreprises employant plus de 500 personnes voient leur influence et leur poids

revenir en cause par les petites sociétés (moins de 50 salariés), qui font désormais travailler près d'un salarié sur deux.

Pour juger de ces changements fondamentaux, les statistiques fournies par l'INEDIC depuis 1976 permettent de prendre le recul nécessaire. En effet, les entreprises assujetties à la cotisation pour l'assurance chômage de leurs personnels représentent, pour l'essentiel, le secteur privé, à l'exception, toutefois, des employés de maison et des effectifs em-

ployés par l'agriculture, dont les coopératives, qui ne sont pas soumis à ce régime (1). En sept années, de 1976 à 1983, des tendances nouvelles apparaissent clairement.

L'évolution des effectifs salariés recensés dans chaque branche, dans chaque région, montre bien comment la France, progressivement, se modifie en profondeur. Les tableaux et les cartes que nous publions illustrent ces changements.

En sept ans, de 1976 à 1983, la France a donc perdu 167 829 emplois salariés dans le secteur privé, soit 1,3 % de ses effectifs. En sept ans aussi, le paysage économique et social a été profondément bouleversé puisque, si 1 029 699 emplois disparaissent dans l'industrie et dans le bâtiment, le secteur tertiaire - commerces et services confondus - en crée 885 947.

Aux seuls, ces quelques chiffres résumant la révolution qui vient de se produire sous nos yeux. Mais il faut aller plus loin, voir les tendances qui se dégagent et tenter de comprendre les causes, nécessairement multiples. Si le bâtiment et les travaux publics sont manifestement des secteurs sinistrés (300 262 emplois en moins), quelle est la part de la restructuration, des gains de productivité ou de l'abandon dans la situation de l'industrie des biens d'équipement (- 213 575), des biens intermédiaires (- 288 642) et des biens de consommation courante (- 245 666) ? A l'inverse, la progression du tertiaire ne se confond pas toujours avec un redéploiement ou une modernisation. On y a-t-il de commun entre la forte poussée des commerces (+ 136 282), l'explosion enregistrée par des services marchands souvent très différents (+ 481 684), la montée des services non marchands (+ 182 311) ou la relative stagnation des banques et des assurances (+ 46 095) ?

D'un côté, on assiste à la quasi-disparition de pans entiers du tissu industriel ou, à tout le moins, à leur sévère amputation. Quand plus du

quart des effectifs disparaissent dans des branches, on peut se poser plusieurs questions sur les conséquences d'un recul aussi important, même si aucune réponse satisfaisante ne peut être fournie. Dans les fils artificiels, la machine-outil ou le cuir, le seul est peut-être franchi en ce qui concerne le maintien de l'activité deviendrait problématique. Dans certaines branches qui sont nées sans une importance stratégique, soit ne pèsent pas très lourd en effectifs, on pourrait se résoudre à accepter l'ineluctable, au-delà des problèmes humains. Dans d'autres activités, encore, la situation est peut-être plus grave, puisque quelques branches présentent l'inconvénient de cumuler de fortes pertes d'emplois, en chiffres absolus, et des baisses tout aussi impressionnantes en pourcentage. Ainsi en est-il de la sidérurgie qui frappe le textile et la sidérurgie, où ont été perdus respectivement 103 645 et 60 670 emplois, soit 28,3 % et 36,4 % des effectifs totaux. Un danger mortel existe à terme ou, du moins, un risque.

Là où se trouvent les gros bataillons des salariés comme l'automobile, l'habillement, le travail des métaux, etc., mais où les effectifs diminuent proportionnellement moins, les causes et les conséquences peuvent également être multiples. Cela va de la modernisation de l'appareil productif, impliquant son renouvellement, au changement des conditions de travail en passant par la condamnation d'équipements obsolètes ou par la pression d'une concurrence étrangère aux coûts de main-d'œuvre plus faibles.

Entre le voulu et le subi, entre ce qui relève d'une politique économique et ce qui est fait sous la contrainte, il y a place pour toutes les variantes.

L'avenir économique

Une seule chose est sûre cependant : le phénomène vient de loin et se date ni du deuxième choc pétrolier ni de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Trente-huit branches ont connu leur plus haut niveau d'effectifs en 1976 - toutes les entreprises privées sont ventilées en quatre-vingt-dix-neuf branches selon la classification officielle - trois en 1977, dix en 1978, quatre en 1979, deux en 1980 et en 1981, huit en 1982 et huit sont restées stables. Mais, en 1983, année où le chômage a franchi le seuil des deux millions à partir de novembre, vingt-quatre autres branches atteignent à leur tour leur sommet en effectifs. Toutes, ou presque, relevaient du secteur tertiaire, à la notable exception de l'industrie - privée - de l'armement. Il est clair que l'emploi n'obéit pas seulement à des mouvements conjoncturels. Des facteurs structurels influent sur sa composition.

Cette dernière indication nous amène à observer les branches qui ont connu une évolution positive de l'emploi au cours de ces sept dernières années et qui ont ainsi des chances de représenter l'avenir économique. Figurent dans cette catégorie quelques branches industrielles, comme les machines de bureau ou tout ce qui concerne l'agro-alimentaire (dont les boulan-

geries ou la viande). Mais, pour l'essentiel, on y trouve surtout les bureaux d'études, les services et, assez curieusement, tout un secteur consacré à la qualité de la vie tels les services de santé, les services d'action sociale ou les services récréatifs.

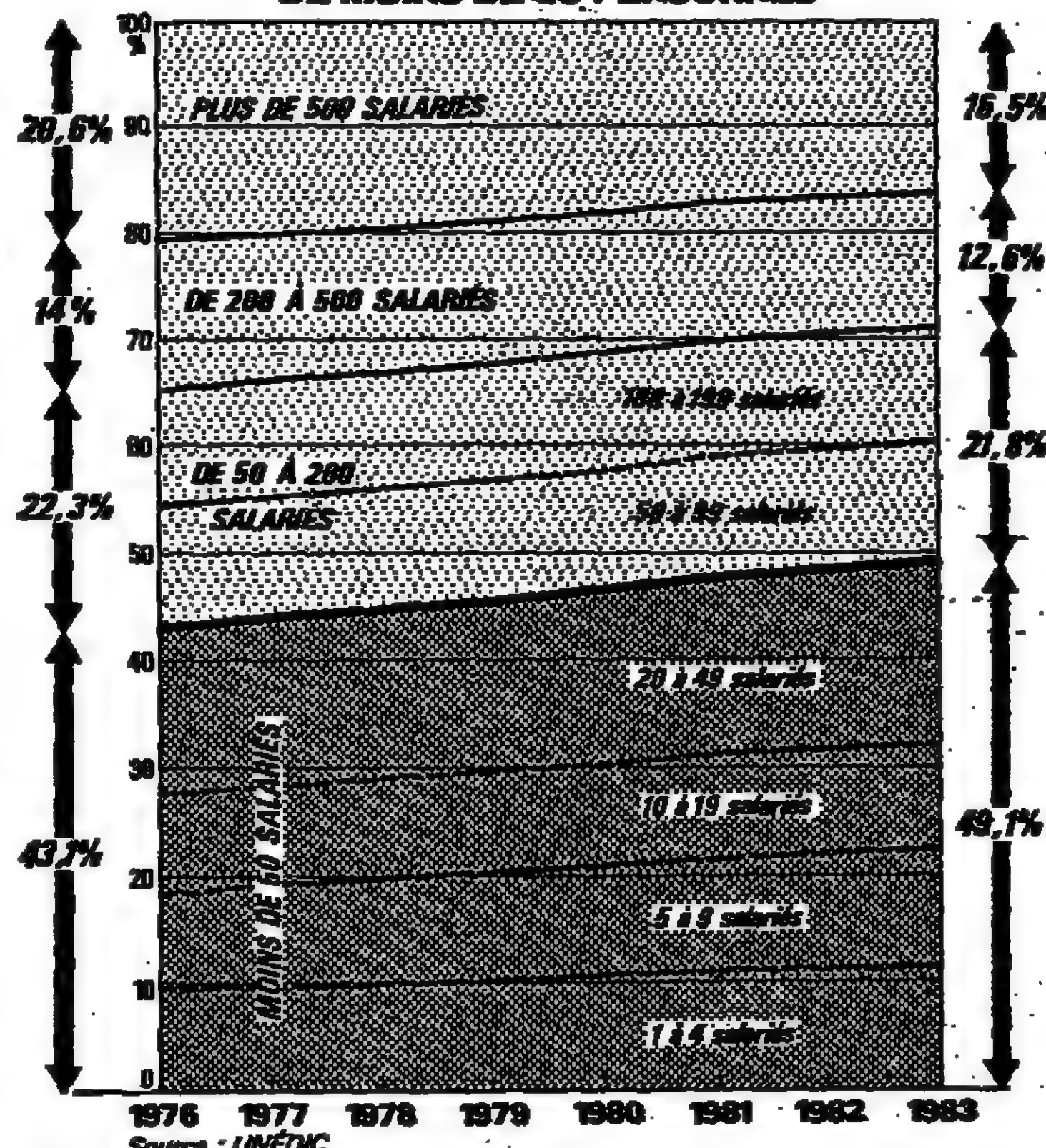
Dans ces activités en expansion, on trouve des branches qui se sont énormément modernisées, comme le commerce de grandes surfaces (+ 95 645), ou qui sont restées très traditionnelles, comme les hôtels, cafés et restaurants (+ 95 647).

Pour autant, on serait bien en peine de voir dans cette évolution la marque de l'introduction des nouvelles technologies. On serait plutôt tenté d'y distinguer un déplacement vers des emplois peu qualifiés, à temps partiel ou précaire qui pourraient annoncer une évolution ressemblant un peu à ce qui a pu se produire aux États-Unis.

La revanche des ruraux

De façon tout aussi significative, ces glissements opérés entre le secteur industriel et le secteur tertiaire se sont accompagnés d'un mouvement géographique qui modifie complètement la carte de France des emplois. Tandis que, grossièrement, les régions du Nord perdent des effectifs salariés, les régions du Sud enregistrent des augmentations, parfois importantes en chiffres absolus. La France de vieille tradition industrielle accuse le coup de la récession et, quand elle était vouée à une forme de mono-industrie - le

PRÈS D'UN SALARIÉ SUR DEUX TRAVAILLE DÉFORMAIS DANS UNE ENTREPRISE DE MOINS DE 50 PERSONNES



Nord, la Lorraine, - elle voit le nombre de ses emplois salariés diminuer progressivement. On retrouve le effet des mutations en cours dans la sidérurgie, le textile ou le travail des métaux.

A l'inverse, la Bretagne, grâce sans doute à l'agro-alimentaire et au tourisme, et bien des régions rurales occupent davantage de travailleurs. Midi-Pyrénées avec Toulouse et la Haute-Garonne avec Montauban, par exemple, ont vu leur nombre de salariés passer de 20,6 % à 16,5 %. Parallèlement, la part des salariés occupés dans les entreprises de moins de 50 personnes est passée de 43,1 % à 49,1 %, soit près de la moitié de la population salariée.

Ce mouvement, impressionnant, s'est essentiellement développé en raison de la place désormais occupée par le secteur tertiaire, qui emploie 8,7 % de ses effectifs, seulement, dans les entreprises de plus de 500 personnes et 61 % dans celles de moins de cinquante (30 % dans les entreprises de moins de 10 salariés, 31 % dans les entreprises employant entre 10 et 49 salariés).

Aujourd'hui, les salariés français travaillent donc de plus en plus dans les activités de services, sont géographiquement dispersés sur le territoire national et dispersés dans de petites unités. A terme, ces tendances devraient s'accroître. Par conséquent, elles auront pour résultat de changer l'image du monde salarial, tout souvent assimilé à la classe ouvrière, et d'introduire des révolutions dans les mentalités.

Par exemple, les organisations syndicales qui se sont toujours appuyées sur la masse des salariés des grosses entreprises devront faire évoluer leur comportement si elles veulent adapter leur influence aux réalités du marché de l'emploi. Mais, en même temps, on comprend mieux pourquoi, dans un réflexe naturel de défense, elles se soucient tant, actuellement, d'obtenir une protection sociale satisfaisante pour les salariés des anciens bastions industriels, profondément marqués par leur activité et leur situation géographique. Elles tentent d'organiser une retraite, quitte à accuser le reproche de protéger des privilégiés, alors que le monde du travail se développe ailleurs, sans les mêmes avantages.

ALAIN LEBEAUX

(1) La fonction publique, les établissements publics et les collectivités locales ne sont pas soumises à la cotisation UNEDIC.

Où se créent des emplois...

LES SECTEURS QUI ONT ENREGISTRÉ LES PLUS FORTES AUGMENTATIONS ENTRE 1976 ET 1983

	Progression	%
Activités études assistance	+ 125 817	+ 20,9
Commerce grandes surfaces	+ 95 647	+ 134,8
Hôtels, cafés, restaurants	+ 95 647	+ 24,9
Santé*	+ 85 574	+ 34,4
Action sociale**	+ 59 976	+ 87
Services divers**	+ 58 945	+ 22,2
Services divers**	+ 51 947	+ 46,4
Commerce non alimentaire	+ 47 728	+ 7
Action sociale**	+ 41 558	+ 111,9
Transport routiers	+ 34 138	+ 13,7
Boulangeries	+ 32 381	+ 28,9
Réparations automobile	+ 31 453	+ 9,9

* Services marchands

LES SECTEURS QUI ONT AUGMENTÉ LEURS EFFECTIFS DE PLUS DU QUART ENTRE 1976 ET 1983

	Progression	%
Services récréatifs	+ 22 852	+ 145,7
Commerce grandes surfaces	+ 95 647	+ 134,8
Action sociale**	+ 41 558	+ 111,9
Recherche*	+ 4 587	+ 110,1
Action sociale**	+ 59 976	+ 87
Enseignement*	+ 11 277	+ 62,8
Service domestique	+ 11 787	+ 59
Services divers**	+ 51 947	+ 46,4
Services divers**	+ 14 576	+ 35,3
Réparations diverses	+ 4 872	+ 29,5
Boulangeries	+ 32 381	+ 28,9
Industrie de l'armement	+ 1 375	+ 28,9
Industrie de la viande	+ 16 321	+ 27,5

** Non marchands

...et où ils disparaissent

LES SECTEURS QUI ONT ENREGISTRÉ LES PLUS FORTES PERTES ENTRE 1976 ET 1983

	Pertes	%
Bâtiment, glaci	- 308 262	- 18,3
Textile	- 103 645	- 28,3
Construction automobile	- 79 924	- 15
Habillement	- 63 158	- 21,8
Sidérurgie	- 60 670	- 36,4
Travail des métaux	- 45 886	- 11,1
Équipement industriel	- 41 626	- 15,2
Industries de construction et céramiques	- 38 959	- 20,2
Papier-carton	- 28 544	- 28
Calais de bois	- 28 434	- 18,7
Commerce non alimentaire	- 27 117	- 24,3
Fourrière	- 24 493	- 24
Machines-outils	- 21 462	- 27,5

LES SECTEURS QUI ONT PERDU PLUS DU QUART DE LEURS EFFECTIFS ENTRE 1976 ET 1983

	Pertes	%
Extraction de fer	- 5913	- 61,7
Fils artificiels	- 12 472	- 61,4
Extraction non-ferreuse	- 1 689	- 37
Sidérurgie	- 60 670	- 36,4
Navigation intérieure	- 1 127	- 34,4
Textile	- 103 645	- 28,3
Machines-outils	- 21 462	- 27,5
Construction navale	- 15 457	- 25,8
Industrie du cuir	- 11 393	- 25

L'Ecole Supérieure de Commerce de Paris... c'est aussi la formation permanente

Vous êtes cadre d'entreprise

Un nouveau programme de séminaires répond à vos besoins.

- GESTION DIRECTION • MARKETING • MARKETING PHARMACEUTIQUE
- INTERNATIONAL • COMPTABILITÉ-FINANCE • GESTION DE PERSONNEL
- GESTION DE PRODUCTION • BUREAUTIQUE • CONTRÔLE DE GESTION
- GESTION STRATÉGIQUE DE L'ENTREPRISE

Notre vocation : valoriser des expériences. Élargir des compétences. Former des managers polyvalents.

STAGE MANAGEMENT ESCP :

chaque séminaire : pendant 6 mois - 1 jour par semaine

diplôme : sanctionné par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris et visé par le Ministère du Commerce et de l'Artisanat

corps professoral : enseignants et consultants de haut niveau

groupe escp
CENTRE DE FORMATION PERMANENTE

Tél. : (1) 355.39.08 - Paris CROZET
79, avenue de la République
75011 PARIS

12 mois sur 12
COURS
HUBERT LE FÉAL :
DÉPASSER
LE TRAC,
S'AFFIRMER
DANS LA
PAROLE.
documentation
sans engagement
387 25 00

AUTANT
EN
EMPORTE
LE
TEMPS.
EXACOMPTA

LES
DÉCALAGES
HORAIRE,
ÇA FATIGUE
TOUT
LE MONDE.
EXACOMPTA

O. FADEL
EXPORT EN ALGÉRIE
pièces détachées, véhicules
et machines industrielles
- DÉCODEURS T.V.
- MOTOCYCLETTES
- TRACTEURS
- FROID
Études de marchés
pour licences d'import
162, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 528.95-44 - 588-24-53
Téléc 649251

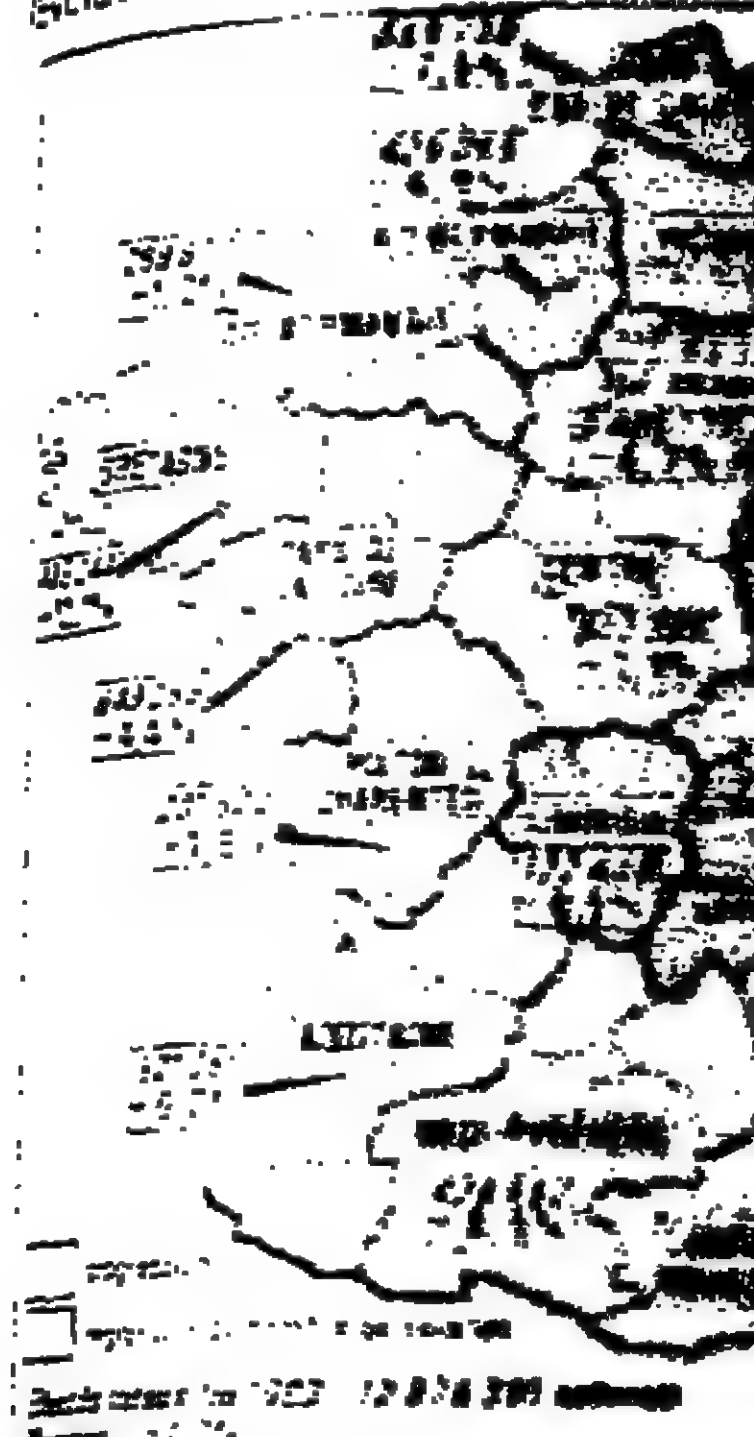
UN AVION
RATÉ,
DIX
CONTRATS
ENVOIÉS.
EXACOMPTA

A ses lecteurs
qui vivent
hors de France
Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE
Ils y trouveront une sélection
des informations,
commentaires et critiques
parus dans leur quotidien

EN FRANCE

LES RÉGIONS DU NORD
ONT PERDU DES
CELLES DU SUD EN

Source : UNEDIC - 1983



TAUX DE CHOMAGE EN D

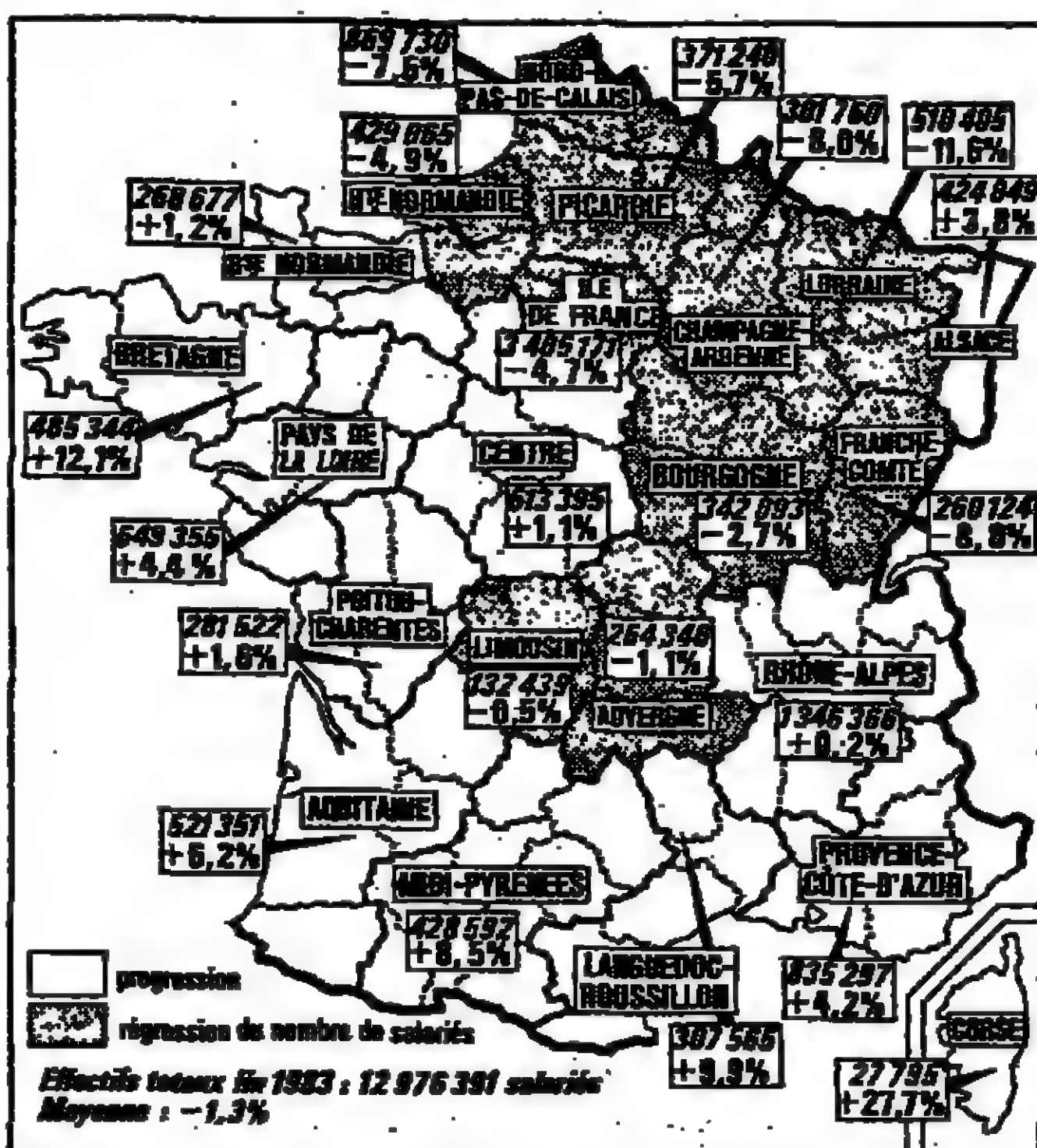


GARA
DE
L'EMP
DU
TEMP

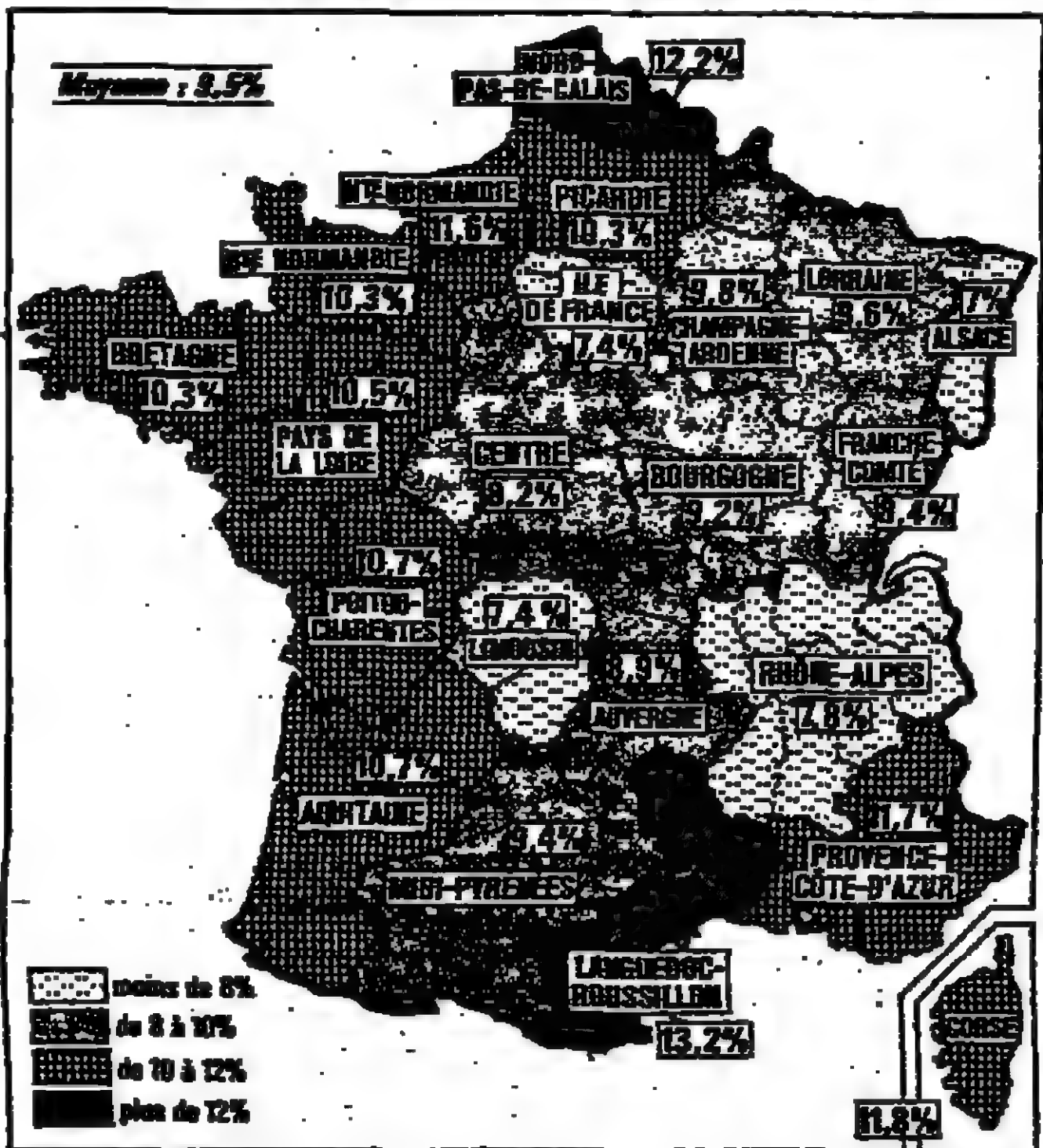
EN FRANCE

LES RÉGIONS DU NORD DE LA FRANCE ONT PERDU DES EMPLOIS CELLES DU SUD EN ONT GAGNÉ

(Evolution de décembre 1976 à décembre 1983)



TAUX DE CHOMAGE EN DÉCEMBRE 1983



La CGC fête ses quarante ans et cherche à jeter les bases d'un « nouveau syndicalisme »

La Confédération française de l'encadrement CGC entre dans l'âge mûr : elle fête, le 15 octobre, ses quarante ans. L'existence d'une confédération de cadres est une originalité du syndicalisme français. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, on trouve plutôt des associations professionnelles ; en Allemagne, en Italie et surtout en Suède, des groupes de cadres syndiqués. Certes, il existe bien une Confédération internationale des cadres, mais il n'y a pratiquement que la Belgique, les Pays-Bas et l'Espagne qui soient dotés, comme la France, de confédérations en bonne et due forme regroupant un personnel d'encadrement dont la définition varie d'un pays à l'autre.

La CGC a quarante ans, mais l'idée de regrouper les cadres dans des syndicats est plus ancienne. Après le temps des amicales d'anciens élèves de grandes écoles ou d'ingénieurs d'une même branche industrielle, est venu celui des associations professionnelles, avant la guerre de 1914-1918. En 1919, on trouve à la fois une Union syndicale des techniciens de l'industrie, du commerce et de l'agriculture (USTICA) et une Union des syndicats d'ingénieurs français (USIF) qui regroupent des syndicats de la chimie, de l'électricité, de la mécanique, de la métallurgie et de travaux publics. Il s'agit pour ces ingénieurs de bien se démarquer des confédérations ouvrières regroupant une main-d'œuvre qui a constitué la base d'un syndicalisme de l'encadrement.

L'ère du « malterisme »

En 1937, en pleine période du Front populaire, se créent à la fois une Fédération nationale des syndicats d'ingénieurs (FNSI) et une Confédération générale des cadres de l'économie (CGCE) rassemblant des syndicats de l'aéronautique, des assurances, des mines et du pétrole. Sous le régime de Vichy, la Charte du travail devait accorder la même importance aux regroupements de cadres qu'à ceux d'ouvriers ou d'employeurs. Mais le jour même de la libération de Paris, un Comité d'action syndicale des ingénieurs et cadres se créait pour établir une liaison entre tous les cadres, indépendamment de leur appartenance syndicale. C'est le retrait rapide de ce comité des adhérents de la CGI et de la CFCT qui aboutit à la fondation d'un mouvement autonome, la Confédération générale des cadres, le 15 octobre 1944, par la fusion de trente-deux fédérations et syndicats dont la FNSI et la CGCE. Les voyageurs-représentants-placiers (VRP) devaient y adhérer rapidement.

L'histoire de la CGC et de ses idées se confond, pour une bonne part, avec celle d'André Malterre qui devint président en 1956, après la mort du fondateur Jean Ducrocq.

et le resta jusqu'en 1975. Ce conservateur brillant, cet homme autoritaire et passionné a profondément contribué à renforcer l'audience de sa centrale et à pérenniser sa doctrine. A l'origine, la CGC, qui éprouve bien des difficultés pour se voir reconnaître sa représentativité, se bat autour de trois fronts : la hiérarchie salariale, la justice fiscale et la défense du régime de retraites complémentaires des cadres, dont elle est à l'origine. Le « malterisme » a ainsi dessiné de grandes orientations que l'on retrouve encore aujourd'hui avec M. Paul Marchelli, qu'il s'agit de la hiérarchisation des salaires, de la conception de la sécurité sociale ou de l'attachement à l'« économie concertée ».

Les combats d'André Malterre se sont parfois situés à la limite de la politique — surtout lorsque la CGC se prononça, en congrès, pour le maintien de la France en Algérie, — mais ils ont surtout eu pour but de créer à travers la Confédération une élite syndicale capable de « faire contrepoids » tant à la « technocratie publique » qu'à la « phénoménologie de massification ». André Malterre entendait clairement lutter contre « la terreur, l'aliénation, la prolétarianisation généralisée, en un mot la médiocratie ». Hostile tant aux nationalisations qu'aux idées, lancées dès 1965, de retraite par capitalisation — une « spoliation pure et simple », — la CGC a fait en sorte de valoriser la hiérarchie des salaires et des rôles dans l'entreprise, considérant que « l'égalité n'est pas la justice ». C'est, du reste, le soutien du syndicat de l'EDF aux contrats de progrès de M. Chaban-Delmas qui amplifia le premier conflit majeur à l'intérieur d'une organisation qui devait en connaître beaucoup d'autres (notamment entre 1973 et 1979) et fut une des causes de la scission de l'Union des cadres et techniciens en 1969.

Ayant souvent des difficultés à se situer dans le jeu social, qu'il s'agisse de ses relations avec le pouvoir politique ou avec les confédérations ouvrières, la CGC a, dès 1959, défendu l'idée de l'« économie concertée », présentée comme une voie médiane entre l'économie « libérale » et l'économie « étatique ».

Défense catégorielle et classes moyennes

Le malterisme n'est pas tout à fait mort avec son fondateur, puis que ses idées survivent dans la Charte pour l'avenir adoptée en 1982. Ce document préconise également la recherche d'une troisième voie entre le « libéralisme archaïque » et les « tenants du marxisme », celle d'un « syndicalisme réformiste et évolutif ». Les mots changent, mais la philosophie reste.

Au-delà de ces permanences, la CGC a évolué dans sa conception du syndicalisme de l'encadrement. Avec M. André Malterre, la démarche apparaissait élitiste et catégorielle, même s'il affirmait que son organisation n'entendait pas « combattre systématiquement les autres catégories sociales », mais « s'identifier avec la défense d'un idéal, ce qui n'est possible que si les intérêts fondamentaux des cadres sont sauvegardés ». Devenu président en 1975, en pleine tourmente interne, M. Yvan Charpentier tenta d'aller plus loin en rapprochant la CGC des « classes moyennes » avec sa participation, le 1^{er} mars 1977, au Congrès national initiative et responsabilité (GIR), dans lequel se trouvaient aussi bien les agriculteurs que les PME. Ce choix fut vivement contesté, notamment par la métallurgie et la banque, et contribua à l'échec de M. Charpentier, remplacé en 1979 par M. Jean Menu, qui s'efforça, tout en déclinant la « spécificité cadres », de se rapprocher des autres catégories de salariés.

Ces évolutions entre une démarche purement catégorielle et une autre « salariale » ont reflété, en fait, celles de la composition de la CGC. En 1963, elle comptait 30 % de

VRP, 50 % d'ingénieurs et cadres, 20 % d'agents de maîtrise. En 1973, sa physionomie avait changé : 18 % de VRP, 45 % d'ingénieurs et cadres et 37 % d'agents de maîtrise. Depuis 1979, les agents de maîtrise représentent à peu près la moitié des adhérents de la centrale. Quoi qu'il en soit, de M. Malterre à M. Menu ou de M. Charpentier à M. Marchelli, il y a toujours eu le sentiment très fort que les cadres sont porteurs de l'intérêt général, ou même du « bien commun », et que ce qui est positif pour eux aura des retombées également positives pour l'ensemble des salariés. Une avant-garde, en quelque sorte, qui bénéficiera pour l'avenir du repli de la classe ouvrière en tant que telle et de la montée des « cois blancs ». M. Marchelli s'adresse de plus en plus — et quelques consécutions électorales, comme celle du 19 octobre 1983 aux élections de la Sécurité sociale, l'ont confirmé dans cette voie — à l'ensemble des salariés, mais il sait que c'est chez les cadres, au demeurant moins syndiqués que les autres catégories, qu'il trouvera les bases de ce « nouveau syndicalisme » qu'il prétend ériger.

MICHEL NOBLECOURT.

La syndicalisation des cadres

DANS un rapport présenté au XXIII^e congrès de la CGC, sur l'engagement syndical du personnel d'encadrement, M. Marc Vilbenoit estimait, avec beaucoup de prudence, que le taux de syndicalisation variait de 12 % à 16 % pour l'ensemble du personnel d'encadrement.

La CGC revendiquait 100 000 adhérents en 1947, 120 000 en 1955, 280 000 en 1973, 302 000 en 1979 et 299 000 en 1983, mais à cette date elle ne comptait que 143 000 adhérents ayant cotisé quatre trimestres. Les confédérations ouvrières sont également dotées d'adhésions de cadres, sans regrouper chacune les mêmes catégories de personnel d'encadrement.

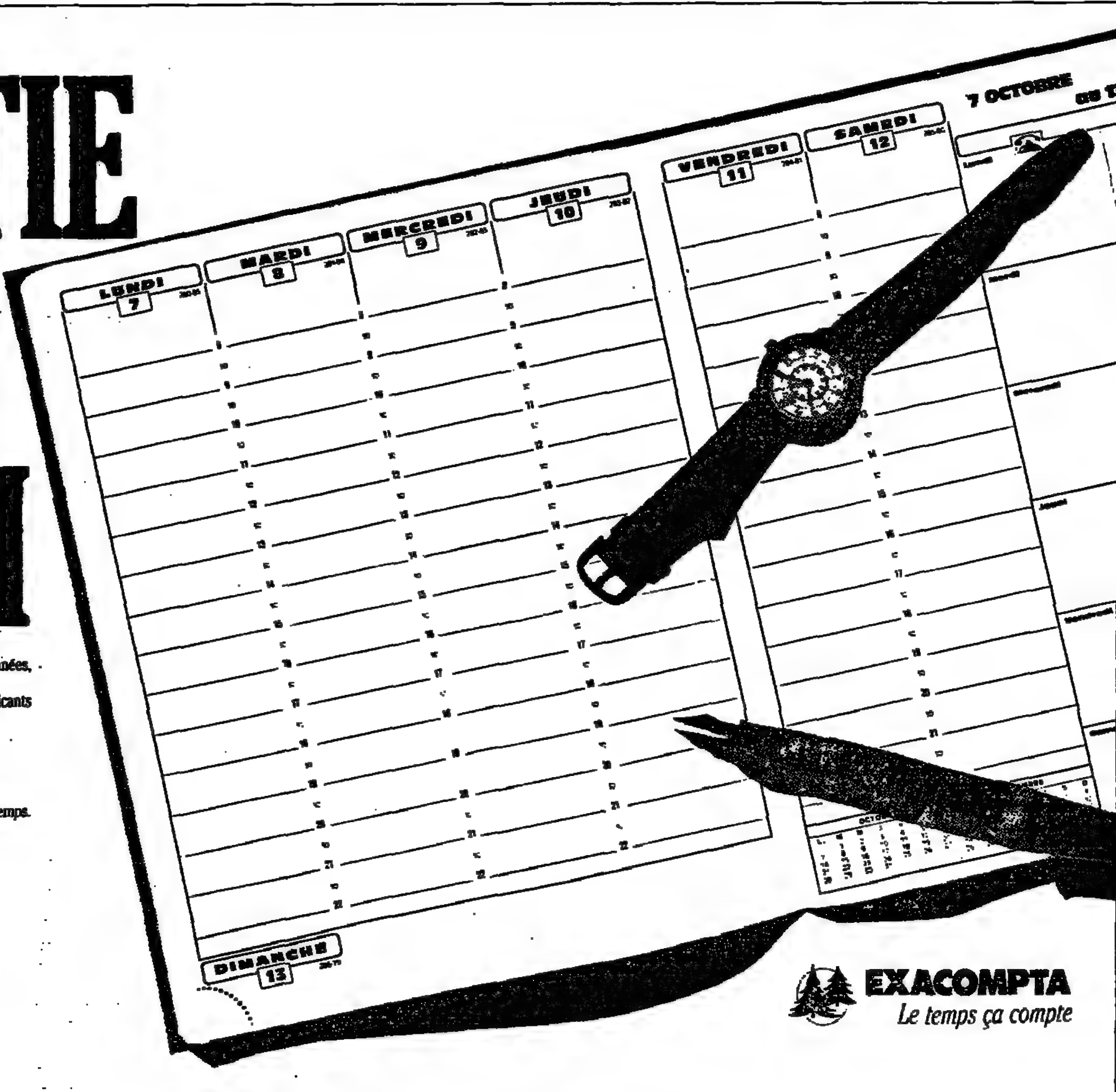
L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (UGICT-CGT) revendique 320 000 adhérents dans les secteurs privés et publics. L'Union confédérale des ingénieurs et cadres (UCC-CFDT) déclare 50 000 adhérents seulement cadres et ingénieurs. L'Union des cadres et ingénieurs (UCI-FO) affirme regrouper 80 000 adhérents. Quant à l'Union générale des

ingénieurs, cadres et assimilés (UGICA-CFTC), elle revendique 10 000 adhérents mais 30 000 adhérents directement à la confédération.

L'UCC-CFDT a présenté récemment, à l'occasion de son prochain congrès du 18 au 20 octobre à Strasbourg, une étude sur la représentativité des organisations syndicales dans la catégorie « cadres ». A partir d'une synthèse des élections prud'homales de 1982 et des élections dans la fonction publique (1980-1981-1982), l'UCC-CFDT obtient 17,7 % des voix sur 1 222 325 suffrages exprimés (pour 1 973 936 cadres inscrits), derrière la CGC (31 %) et devant la CGT (11,3 %) et la FEN (11,3 %), FO (10,9 %), les autres syndicats (10,7 %) et la CFTC (7,1 %). Aux élections aux comités d'entreprise (1982-1983), la CGC obtient 46,6 % dans le troisième collège « cadres » et la CFDT 12,2 %, en seconde position parmi les cinq centrales. Aux élections aux conseils d'administration de secteur nationalisé en 1984, l'UCC-CFDT a obtenu chez les 187 000 cadres inscrits 14,3 %, derrière la CGC, 54,2 %.

GARANTIE DE L'EMPLOI DU TEMPS

EXACOMPTA est synonyme, depuis des dizaines d'années, de qualité et de précision pour les entreprises. EXACOMPTA, c'est aussi l'un des tout premiers fabricants d'agendas en France. Des agendas aux lignes sobres, nettes et précises. Des agendas qui savent gérer votre temps. Du plus petit au plus luxueux, les agendas EXACOMPTA sont toujours avec vous pour vous aider dans les détails de votre emploi du temps.



EXACOMPTA
Le temps ça compte



**SUP DE CO
NANTES**

vous invite

**à un débat à propos de...
L'ART**

avec

Jean-Jacques BEINEIX
réalisateur de cinéma (auteur de "Diva"...)

Jean-Pierre MIQUEL
directeur du Conservatoire de Paris

Jean-Bernard POMMIER
pianiste

Jean-Marc ROBERTS
écrivain, Prix Renaudot 1979

et le concours de

Régis HANRION et Gérard RUDENT
professeurs en classes préparatoires H.E.C.

Judi 18 octobre 1984 à 19 h 45
PARIS - Hôtel Hilton-Suffren,
18 avenue de Suffren (15^e)

etpa

Lycée Technique Privé
de Photographie
et d'Audiovisuel
7, rue Eugène Labiche
91200 TOULOUSE
(01) 47.29.62

PHOTO

BTS Photo (classe sous contrat d'association avec l'Etat, 2 ans d'études)
PRATICIEN Photo (2 ans d'études)

AUDIOVISUEL

vidéo, cinéma, son, diaporama (2 ans d'études)

PUBLICITE

BTS Expression Visuelle (2 ans d'études)

Dans le cadre de sa collection

« ANALYSES DE SECTEURS »

le groupe DAFSA KOMPASS vient de publier une étude sur

LA LOCATION DE VÉHICULES INDUSTRIELS

Cette activité, en déclin depuis 1980, se distingue, au sein des transports routiers de marchandises, par son caractère fortement capitalistique.

- sur la base de la durée des contrats : la location longue durée est en nette diminution alors que la location courte durée (dite aussi successive) est tendanciellement en hausse ;
- selon qu'elle est « avec ou sans chauffeur » : la stabilité du rapport personnel routier/personnel sédentaire au sein de la profession semble indiquer que la structure de l'activité ne s'est pas modifiée au cours des cinq dernières années.

Le parc du secteur de la location représente près d'un quart du parc total du transport routier de marchandises ; il est, par rapport à ce dernier, plutôt orienté vers les véhicules de petit tonnage.

Le commerce apparaît comme le principal client de la location ; il faut remarquer également l'importance de la demande de la branche transport (environ 1/3 du marché) et celle des entreprises pétrolières.

Une part importante, et difficilement chiffrable, de l'activité est réalisée hors du secteur par des entreprises de transport et par des entreprises industrielles.

L'étude des caractéristiques économiques et financières n'a porté cependant que sur les entreprises ayant une activité de location de véhicules industriels à titre principal. Les principaux traits mis en évidence par l'analyse sectorielle ont été :

- la croissance du rapport cessions/immobilisations brutes d'exploitation ;
- le maintien d'un bon équilibre financier malgré l'importance structurelle des immobilisations ;
- une rentabilité économique d'un niveau légèrement inférieur à celle du secteur « transport routier de marchandises ».

Une trentaine d'entreprises importantes ont été analysées ; parmi elles se trouvent des entreprises appartenant à trois des quatre principaux groupes de ce secteur.

Le prix de cette étude est de 6.000 F H.T. - 6.420 F T.T.C.
Cette étude est disponible à DAFSA
7, rue Bergère - 75009 PARIS. Tél. : 233-21-23.

Un système de gestion tripartite inefficace

(Suite de la page 19.)

La politique sociale du gouvernement a également été un handicap. Pendant la lune de miel entre les socialistes et les communistes, une complaisance excessive à l'égard de violences syndicales a même fini par choquer le ministre du travail. Des déclarations ont accompagné la dégradation des rapports entre les partis au pouvoir depuis le printemps 1983. Et ce n'est que depuis le départ des communistes que se manifeste un « réalisme » malheureusement symbolisé par la première intervention de la police à la demande de la direction depuis 1981 !

Cette politique sociale a ensuite longtemps ignoré la logique économique. Le premier exemple est cette curieuse disposition du droit de licenciement qui rend les formalités pour les suppressions d'emplois dites « structurelles », par définition vaines pour la survie de l'entreprise, plus longues que pour les suppressions d'emplois conjoncturels. Le second est l'assistance avec laquelle on a, jusqu'à récemment, demandé à une entreprise comme Citroën, qui perd plus de 5 % de son chiffre d'affaires, de se comporter en « laboratoire social » en instaurant les trente-cinq heures, alors qu'on y avait renoncé pour les entreprises rentables !

Au-delà des politiques et même des textes, l'évolution des rapports de force a encore affaibli les pouvoirs des directions.

Ainsi, paradoxalement, le maintien de l'ouverture du marché français sur l'extérieur a renforcé l'influence des syndicats. Constatant que les troubles sociaux entraînaient une baisse des ventes de voitures françaises au profit des étrangères supérieures aux effets mécaniques des arrêts de production, les directions s'efforcent d'éviter les conflits et, comme on l'a encore vu récemment, les syndicats n'ont souvent qu'à élever la voix pour être entendus.

Quant à l'Etat, il s'est arrogé le pouvoir de décider seul ce qui est structurel et conjoncturel, tandis que les difficultés de communication entre les directions et les syndicats ont également renforcé son influence.

Des rôles stéréotypés

Ainsi s'est instauré un système de gestion tripartite original, mais inefficace.

C'est d'abord du « management-spectacle ». Les Français aiment leur industrie automobile, et rien de ce qui la concerne ne les laisse indifférents. Les médias en profitent pour attirer l'attention sur eux et que certains dirigeants peuvent être tentés de monter sur scène pour leur donner la réplique !

C'est ensuite du « management-tri-partite ». Les exigences du spectacle populaire conduisent à dramatiser les conflits en opposant des acteurs réduits à des rôles schématisés, l'entreprise, dans celui de l'accusé, le représentant de la CGT, de procureur, le juge étant incarné naturellement par les pouvoirs publics. Pour frapper le public, il faut également que ces rôles soient stéréotypés. L'entreprise doit choisir le meilleur moment pour obéir les pouvoirs publics à prendre leurs responsabilités face aux syndicats.

L'Etat s'efforce d'abord d'écarter les partenaires à négocier directement. En cas d'échec, il fait truffer les choses jusqu'à l'extrême limite. Il coupe alors la poire en deux parts rarement égales. L'entreprise n'obtient jamais tout ce qu'elle réclame, ce qui l'oblige à étaler ses demandes dans le temps, à solliciter chaque fois plus qu'elle n'espère obtenir et lui fait perdre un temps précieux. Les syndicats, pour leur

part, doivent inquiéter les pouvoirs publics quant aux risques de troubles et de désaffection de la base et engager le moins possible les décisions pénibles. Cela les a conduits depuis peu à proposer une stratégie alternative où tout paraît facile.

Un processus de type judiciaire implique aussi le recours à des experts, comme MM. Dupeyron, Prada et Dalle, dont on suit plus ou moins les conseils. Ils sont censés dénouer une situation bloquée, assumer des responsabilités délicates à la place du gouvernement, gagner du temps et contourner la langue de bois engendrée par ce management-spectacle. Ainsi le PDG de Renault ne peut parler des sureffectifs officiels par les fuites calculées de la commission Dalle.

Le principal inconvénient de ce système est qu'il ne fonctionne pas au rythme des exigences de grands groupes exposés à la concurrence internationale.

Les résultats sont là. Depuis que ce triumvirat fonctionne, les groupes français perdent beaucoup d'argent, quelle que soit la conjoncture et malgré la sortie maintenant fréquente de modèles de qualité, ce qui est le signe d'une industrie sérieusement malade.

Le plus grave est que cette situation a obligé les groupes français, et surtout PSA, à réduire leurs investissements à un moment où les profits procurés par la reprise mondiale permettraient aux fabricants étrangers d'augmenter les leurs. La concurrence sera ainsi en meilleure position pour affronter un possible ralentissement de la demande.

Que faire ? Certainement pas se substituer aux dirigeants pour définir une stratégie copiée sur des modèles étrangers correspondant à des situations et à des contextes différents.

Renforcer les fonds propres ? Sans doute. Mais le faire sans rétablir simultanément la rentabilité revient à gaspiller de l'argent. Depuis le début de 1974, Renault a

reçu environ 6 milliards de francs actuels de capitaux propres. Or sa part de marché a stagné en Europe, et elle fera en 1984 des pertes plus importantes que jamais !

Faire assumer par l'Etat les dettes à terme des firmes serait dangereux. La confusion des pouvoirs serait encore accrue. On allègerait cette aide pour retarder les véritables choix. On risquerait de créer une situation de type « sidérurgie » où l'on s'enfoncerait encore quelques années dans les pertes avant que les déficits abhorrés n'obligent à tailler dans le vif.

Le sauvetage de Renault et de PSA passe par le rétablissement des marges, qui, comme le montre l'exemple de Chrysler et de Fiat, peut être rapide et spectaculaire. La disparition des sureffectifs est un moyen plus immédiat et plus sûr de l'atteindre qu'un éventuel changement de stratégie. De plus, seul l'argent dégagé par ces marges permettrait d'autres choix que la défense de positions acquises aux frais de la collectivité ou le repli sur des objectifs plus modestes.

Si l'Etat refuse cette solution, la meilleure aide qu'il pourrait apporter aux entreprises serait la prise en charge financière des sureffectifs, quel que soit le nom qu'on leur donne, définis par rapport à la productivité des concurrents pendant la durée de leur réorption. Un lien serait enfin établi entre la décision et ses conséquences financières.

Le triumvirat laisserait la place à une coopération où chacun retrouverait un rôle spécifique. Si l'on ajoute une liberté des prix promise depuis longtemps, ces mesures rendraient possibles les augmentations de capital, dont PSA a si dramatiquement besoin. Elles permettraient à Renault de rétablir les fonds reçus et d'en demander moins à l'Etat. L'automobile française aurait des chances d'être sauvée.

DIDIER PÉNE

Les entreprises auront du mal à financer leur modernisation

(Suite de la page 19.)

En second lieu, la diminution du coût des crédits à court terme (coûts des découverts bancaires, de mobilisation des créances et des crédits financiers à court terme) amorcée en 1982 et constatée en 1983, jointe à la baisse des taux d'intérêt à long terme des obligations privées, n'a pas manqué d'alléger les coûts d'exploitation des entreprises. Ainsi, toujours pour le secteur industriel, le rapport frais financiers sur exploitation totale est passé de 5,74 % en 1982 à 5,40 % en 1983. Sur la base du montant de l'endettement constaté en 1983, la décroissance du taux moyen d'intérêt a permis une économie de frais financiers que l'on peut évaluer à plus de 1,5 milliard de francs. En effet, au taux moyen de 5,74 %, le montant total de la dette 1983 aurait entraîné un coût de 25,92 milliards de francs mais, au taux moyen constaté de 5,40 %, la dépense pour frais financiers s'est limitée à 24,39 milliards de francs.

Toutes choses égales par ailleurs, la comparaison des résultats 1982-1983 conduit ainsi à penser que, à hauteur de 30 %, l'amélioration observée sur le plan des bénéfices d'exploitation - qui se sont élevés, on le rappelle, à 4,5 milliards de francs environ - a résulté de la diminution des frais financiers et que, à hauteur de 70 %, cette amélioration a découlé des mesures de réorganisation qui ont été adoptées sur le plan du facteur travail.

S'agissant de l'avenir, si la diminution attendue de la taxe profes-

sionnelle paraît devoir s'inscrire dans le cadre des mesures destinées à renforcer l'amélioration récemment observée - du moins pour le secteur industriel - on se surrait cependant se méfier de la fragilité de la situation.

Il faut en effet remarquer que, compte tenu des efforts structurels déjà entrepris dans l'industrie pour réorganiser la production, les réserves de productivité liées à l'ajustement du chômage déguisé dans les entreprises sont minces, sauf à permettre un raccourcissement important du délai d'ajustement entre l'emploi réel et l'emploi désiré, ce qui impliquerait une modification profonde et sensible de la législation française du travail. Dès lors, les gains futurs de productivité passeront essentiellement par l'acquisition d'équipements ne rendant nécessaire par le vieillissement de

l'appareil productif dans les années récentes. Mais il en découle un double problème. En premier lieu, nous n'avons pas l'assurance que les perspectives devant s'offrir aux chefs d'entreprise seront suffisamment attractives pour qu'ils s'engagent dans de massifs programmes d'investissement. En second lieu, à supposer que les industriels anticipent l'attrait qu'il y a, fil-à-fil, à déboucher constant, à s'engager dans la voie de la modernisation, on doit se demander quelle en sera la conséquence sur l'évolution des taux d'intérêt.

La demande de financement du secteur des entreprises risque alors d'entrer en concurrence avec la demande du Trésor qui pourra souhaiter, par voie d'emprunts accrus, financer un déficit alourdi, selon toute vraisemblance, par l'augmentation de charges liées au remboursement des emprunts passés. Or le fait que

le taux d'autofinancement des entreprises se soit amélioré en 1983 ne doit pas faire oublier l'extrême sensibilité de leurs résultats à l'évolution du taux de l'argent.

Si, au total, la modernisation présuppose la poursuite de l'amélioration de la santé financière des entreprises et des investissements, ces quelques observations témoignent également de la complexité fondamentale, à savoir celle de financement, à laquelle l'entreprise française, considérée dans son ensemble, est susceptible de se heurter. En raison des déficits accumulés, plus encore qu'hier, la modernisation exige en définitive formation accrue d'épargne et diminution correspondante du niveau de la consommation des ménages.

F. JENNY
et A. P. WEBER

I - UNE RENTABILITÉ QUI, APRÈS AVOIR SÉRIEUSEMENT DÉCLINÉ EN 1981 ET 1982, EST GLOBALEMENT EN LÉGÈRE AMÉLIORATION

	BÉNÉFICE COMPTABLE chiffres en millions				BÉNÉFICE D'EXPLOITATION chiffres en millions			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Énergie et industries manufacturières	4,17	- 2,73	- 7,10	- 3,56	2,85	1,31	0,87	1,48
Bâtiments et travaux publics	8,43	6,97	6,18	4,93	2,28	2,05	1,81	1,99
Commerce et activités commerciales	8,53	8,77	6,99	6,36	2,16	2,39	1,84	1,44
Ensemble des entreprises	4,86	- 1,11	- 4,90	- 2,06	2,68	1,56	1,12	1,45

II - UN NIVEAU D'ENDETTEMENT EN VOIE DE STABILISATION

	ENDETTEMENT TOTAL actif net (%)				ENDETTEMENT TOTAL chiffres d'affaires (%)			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Énergie et industries manufacturières	66,96	68,13	69,94	69,53	54,37	54,98	57,83	57,48
Bâtiments et travaux publics	82,29	84,63	85,61	85,72	92,30	95,13	107,75	112,65
Commerce et activités commerciales	72,66	73,42	72,43	73,33	31,59	32,15	30,45	30,62
Ensemble des entreprises	68,99	70,22	71,84	71,79	52,38	52,88	55,83	55,71

III - UNE DIMINUTION DES FRAIS FINANCIERS LIÉE À LA DÉCROISSANCE DU COUT DES EMPRUNTS

	FRAIS FINANCIERS chiffres d'affaires				FRAIS FINANCIERS endettement total			
	1980	1981	1982	1983	1980	1981	1982	1983
Énergie et industries manufacturières	2,62	3,07	3,27	3,10	4,81	5,42	5,74	5,48
Bâtiments et travaux publics	2,12	2,49	3,02	3,15	2,30	2,62	2,88	2,79
Commerce et activités commerciales	1,16	1,21	1,19	1,06	3,67	3,76	3,92	3,47
Ensemble des entreprises	2,31	2,68	2,85	2,70	4,41	5,07	5,37	4,94

CESA « CONTROLEURS DE GESTION »

14 au 25 Janvier 1985 et
soit du 25 au 29 Mars 1985, ou soit du 15 au 19 Avril 1985

- BATIR UN PLAN D'ACTION « CONTROLE DE GESTION »
- FAIRE EVOLUER LE SYSTEME DE CONTROLE DE VOS ENTREPRISES
- avec l'aide des professeurs spécialisés de l'Ecole des H.E.C. et de l'I.S.A. et des contrôleurs de gestion de grandes Entreprises Françaises.

Programme :

- Mise en place de comptabilité analytique, Tableaux de Bord, Reporting, Consolidation.
- Planification opérationnelle, Audit Budgétaire, Contrôle de Gestion, Organisation et Comportement.
- Informatique et Contrôle de Gestion.
- Interventions Courantes du Contrôleur de Gestion.
- Méthodologie de Diagnostic et de Conception de systèmes de Contrôle de Gestion.

Ce séminaire s'adresse aux Contrôleurs et Futurs Contrôleurs de Gestion.

Je désire recevoir la brochure du programme
« CESA CONTROLEURS DE GESTION » organisé par le C.F.C. du C.E.S.A.

Nom : Fonction :
Société : Adresse de la Société :

Bulletin à retourner à Madame CLEBOT
« CESA - CONTROLEURS DE GESTION »
1, rue de la Libération
78350 JOUY-EN-JOSAS - Tél. (0) 941.80.90

CENTRE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DES AFFAIRES (HEC - ISA - CFC)

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

AUTOMOBILE EN FRANCE

Un enjeu considérable

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

3,3 % ou 10 % de la population active ?

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

La production de la Région Nord-Pas de Calais a été de 100 000 véhicules en 1983, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1982. Cette production a été réalisée dans un contexte de forte concurrence internationale, notamment avec l'Allemagne et l'Italie. Les entreprises de la région ont dû faire face à une baisse des prix et à une augmentation des coûts de production. Malgré ces difficultés, elles ont réussi à maintenir leur part de marché et à améliorer leur rentabilité.

AUTOMOBILE EN FRANCE

Un enjeu considérable pour d'autres secteurs de l'industrie

(Suite de la page 19.)

Lorsque la production de la Régie retale - ce qui est le cas depuis deux ans - Michelin en subit les conséquences. D'autant que la faible intégration des équipements français, par rapport à celle des équipementiers allemands et japonais, laisse subsister parmi un petit millier d'entreprises une forte concurrence franco-française dommageable. A titre d'exemple, l'allemand Bosch est cinq fois plus gros que Valeo; Nippon Denso, le numéro un japonais, plus de deux fois.

3,3% ou 10% de la population active ?

Les effectifs sont une autre approche de l'importance du secteur automobile. Selon la Chambre syndicale des constructeurs automobiles, les effectifs employés dans la production automobile étaient de 753 000 à la fin de 1983. Dans l'activité de construction proprement dite, Citroën employait 39 103 personnes, Peugeot-Talbot 77 590, Renault 83 210, Renault Véhicules Industriels 26 944 et IVECO-UNIC 3 468, soit 233 000 salariés. Si l'on rajoute les effectifs globaux de ces sociétés, on arrive à environ 270 000 personnes, un nombre qui sera sensiblement moindre à la fin de 1984.

A cela il faut ajouter les équipementiers (160 000 salariés, eux aussi en nombre décroissant) et toute une série d'activités en amont : la métallurgie (155 000), le caoutchouc (80 000), les textiles, verre et peintures (85 000), les carrosseries neuves de caravanes (30 000), la construction étrangère en France (pièces et organes, comme les transmissions automatiques fabriquées à Strasbourg par General Motors : 10 000), etc. Voilà qui, sur une population active en France de 23,5 millions (21,4 millions si l'on s'en tient aux actifs disposant d'un emploi), représente déjà une proportion non négligeable (de l'ordre de 3,3%). C'est sur ces salariés que les effets de l'évolution des techniques de production sont les plus forts. « En 1970, souligne le Conseil économique et social, la production automobile française, tous véhicules, s'était élevée à 2 503 000 unités avec des effectifs de 234 800 personnes ; en 1983, les chiffres correspondant s'établissent respectivement à 3 335 000 et 233 000. Le nombre de véhicules produits par salarié est ainsi passé, en douze ans, de 10,7 à 14,3, soit un gain proche de 34% ».

Mais, pour parvenir au pourcentage impressionnant de 10% de la population active, la Chambre syndicale de la construction automobile inclut aussi les personnes liées à l'usage et à l'entretien des véhicules (carburant, auto-écoles, assurances), soit 512 000 personnes, et les transports (des taxis aux travaux publics et à la presse spécialisée), soit 876 500 personnes, ce qui est excessif.

Près de 15% des recettes de l'Etat

Les recettes qui entrent dans les caisses de l'Etat grâce à l'automobile sont aussi un indice de l'importance du secteur. En 1983, les taxes spécifiques - « qui ne frappent que l'automobile et la circulation routière ou qui les frappent à des taux supérieurs à ceux du droit commun » - ont représenté 89,5 milliards de francs. Les carburants ont évidemment un rôle privilégié (68 milliards de francs) et qui sera en nette augmentation tant en 1984 qu'en 1985, mais la majoration du taux de TVA sur les véhicules particuliers (soumis au taux de 33,3%) a rapporté 11,9 milliards et la vignette 7,38 milliards pour ne prendre que les rubriques principales. Si l'on y ajoute le produit des impôts de droit commun sur la construction automobile (25,3 milliards), l'industrie du pétrole et des carburants (16,1 milliards), les garages et la réparation (13,3 milliards) les assurances automobiles (4,5 milliards), etc., « le total des recettes de l'Etat que la collectivité nationale aura reçues de l'automobile et des activités qui s'y rattachent », soit 14,6% du budget de l'Etat (y compris les lois de finances rectificatives) de cette même année.

Un solde positif de devises

L'industrie automobile française, grâce à ses exportations, rapporte à la France des devises particulièrement précieuses en ces périodes de déséquilibre des échanges extérieurs. Et paradoxalement si cette industrie apparaît en difficulté, ses résultats à l'exportation progressent de nouveau, notamment à l'égard des Etats-Unis (+4,5 milliards de francs de solde). Globalement en 1983 les constructeurs automobiles ont exporté pour 79,1 milliards de francs quand le pays n'importait que pour 56,4 milliards d'automobiles et

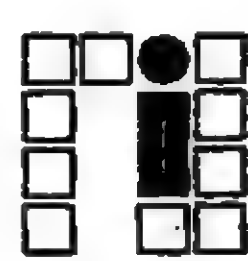
de véhicules industriels, soit un solde positif de 22,7 milliards de francs. Une réussite, car, depuis le record de 1979 (+28,2 milliards) en francs courants, les résultats se dégradent (+26 milliards en 1980, +23,3 en 1981, +18,6 en 1982). En outre, malgré la vigueur de la pénétration des marques étrangères sur le marché français (35,4% fin août), ce solde positif était déjà de 19 milliards de francs pour les sept premiers mois de l'année. Et Renault et Peugeot étaient - pratiquement sur la même ligne - les deux principaux exportateurs français. Signe selon M. Jacques Calvet, que l'automobile française, avec 8% de la production mondiale et 27% de celle de l'Europe, ne se portait pas trop mal.

On comprend dans ces conditions que les pouvoirs publics se penchent avec sollicitude sur ce secteur économique essentiel, et pas seulement pour traiter des effectifs en surcroît. Le rapport Dalle, réclamé par M. Mitterrand au président de L'Oréal, montre bien que la situation financière des groupes est au moins aussi périlleuse que le nombre de ses salariés. Et que l'adaptation des effectifs au niveau de production - par une prise en charge par l'Etat - ne suffira pas à rétablir une situation financière saine. Il préconise donc que l'Etat actionnaire de Renault verse 2,5 milliards de francs par an à la Régie pendant quatre ans (contre 1 milliard ces dernières années) et appuie le groupe public par un prêt participatif de 10 milliards afin de réduire l'endettement

et d'accroître sa capacité d'auto-financement. Pour Peugeot, un prêt participatif de 4,5 milliards de francs permettrait d'augmenter des fonds propres insuffisants. Compte tenu du retard pris par les deux constructeurs nationaux et de l'intrusion permanente du pouvoir

dans leurs activités (contrôle des prix, autorisation de licenciements, réduction du temps de travail sans diminution des salaires), il y va de la santé d'un pan entier de l'industrie nationale.

BRUNO DETHOMAS.



INSTITUT EUROPEEN POUR LA GESTION DE L'INFORMATION

Le prochain cycle de formation commence le 7 janvier 1985.

L'Institut offre une formation post-universitaire en gestion de l'information qui a pour but de former des concepteurs et des gestionnaires de systèmes d'information et de produits d'information.

Le programme d'enseignement comprend quatre grands thèmes :

- l'environnement mondial de l'information ;
- les systèmes d'information ;
- marketing et économie de l'information ;
- information pour une organisation.

Les études durent treize mois : neuf mois de formation de haut niveau et quatre mois de stage d'application. Il est possible de s'inscrire à un ou plusieurs thèmes ainsi qu'aux modules qui les constituent.

L'admission est réservée à des diplômés de l'enseignement supérieur. Le corps enseignant est européen. Les langues de travail sont le français et l'anglais.

Pour recevoir une documentation détaillée, complétez la demande de renseignements ci-dessous et renvoyez-la à :

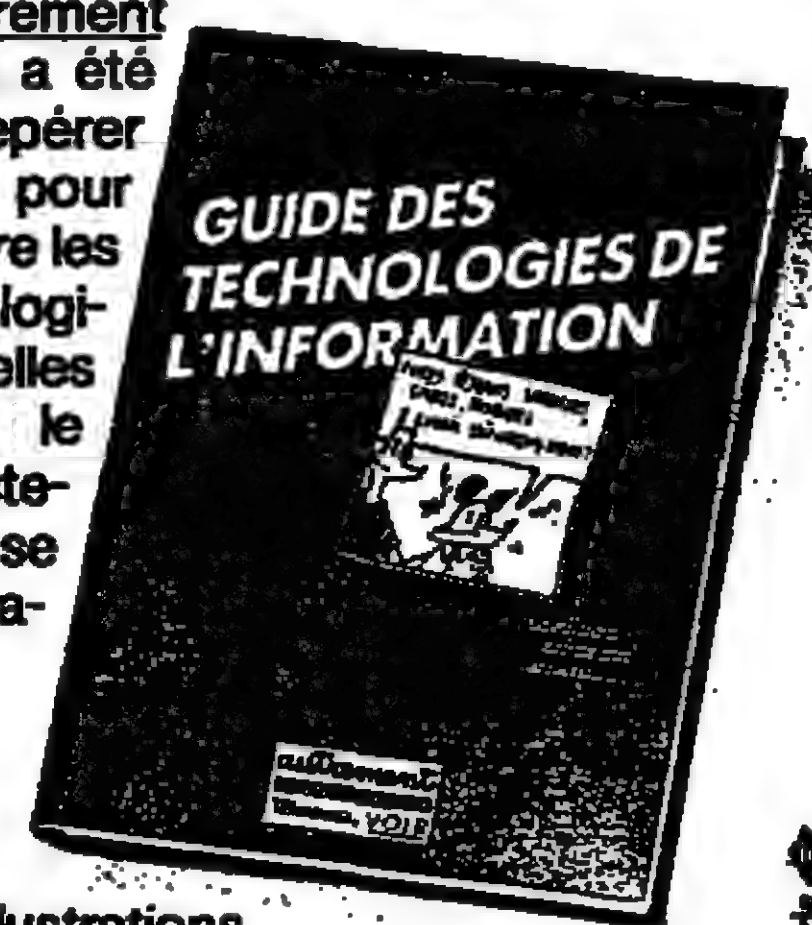
NOM : INSTITUT EUROPEEN POUR LA GESTION DE L'INFORMATION
ADRESSE : 13, rue de Bragança
L-1255 LUXEMBOURG
TELEPHONE : T4. (352) 445811.

L'INFORMATION A DES PUCES.

Ordinateurs, magnétoscopes, câbles, satellites et autres objets électroniques envahissent notre fin de siècle. Ils bouleversent nos façons de voir, de communiquer, de penser. Tout se mélange, tout se connecte. Les puces démangent l'information.

Le Guide des Technologies de l'Information, co-édité par Autrement

Voit et Télérama a été conçu pour se repérer dans ce dédale, pour mieux comprendre les mutations technologiques et culturelles dans lesquelles le lecteur est directement impliqué. Il se veut avant tout pratique.



464 pages, 200 illustrations, 150 planches et dessins, un dictionnaire des termes scientifiques, les adresses utiles, un index, pour 145F seulement chez votre libraire.

autrement Télérama VOIR

NOUS SOMMES PLUS QU'UNE BANQUE INTERNATIONALE. NOUS SOMMES UNE BANQUE LOCALE DANS 38 PAYS.

Vos affaires ne se limitent pas à un seul pays.

Vos besoins bancaires non plus.

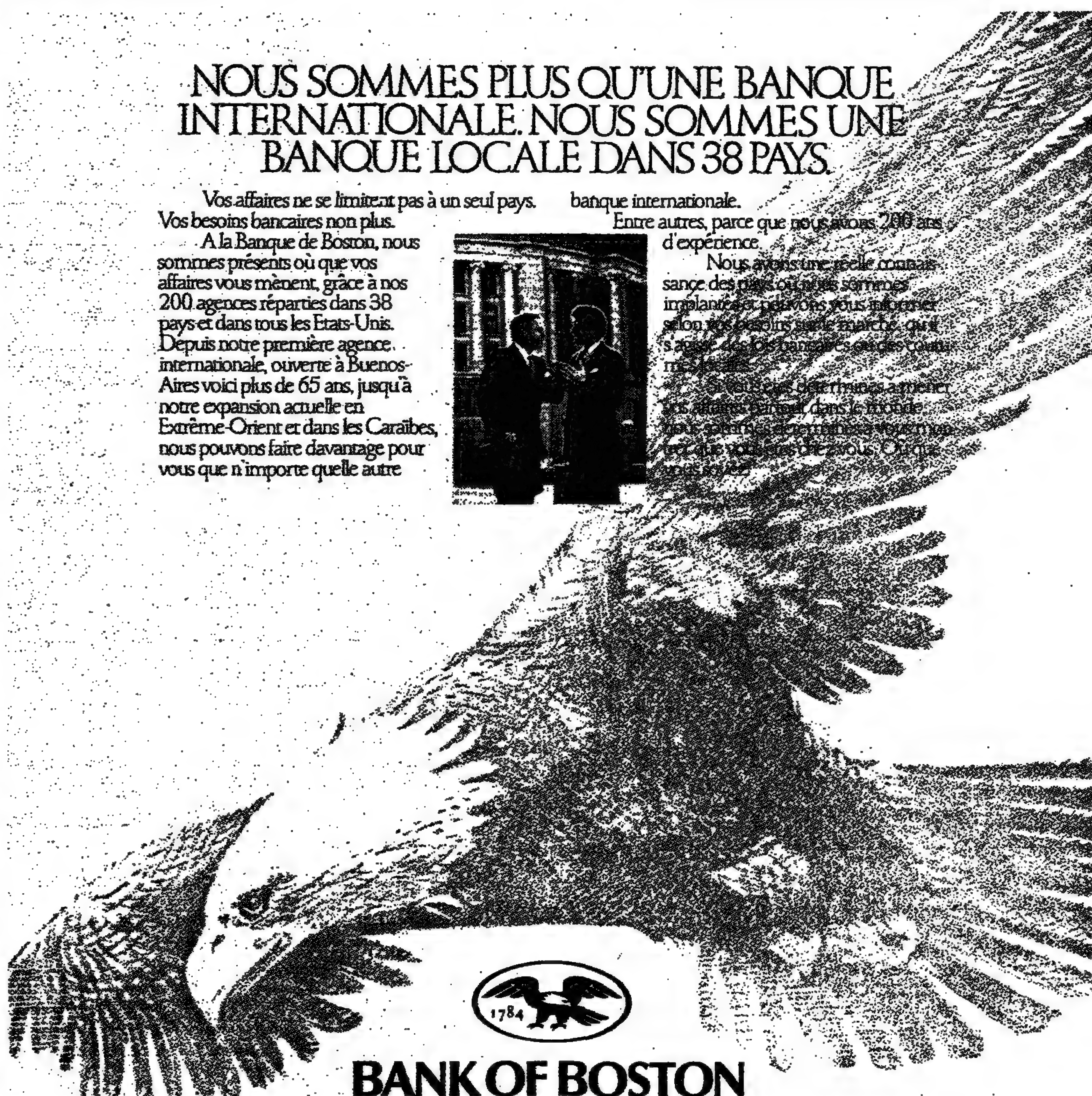
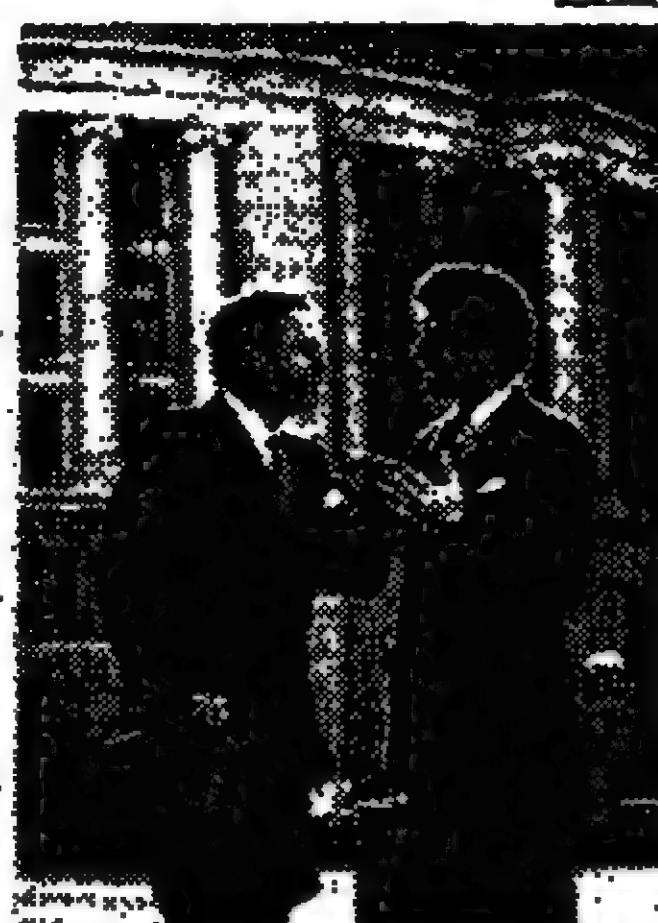
A la Banque de Boston, nous sommes présents où que vos affaires vous mènent, grâce à nos 200 agences réparties dans 38 pays et dans tous les Etats-Unis. Depuis notre première agence internationale, ouverte à Buenos Aires voici plus de 65 ans, jusqu'à notre expansion actuelle en Extrême-Orient et dans les Caraïbes, nous pouvons faire davantage pour vous que n'importe quelle autre

banque internationale.

Entre autres, parce que nous avons 200 ans d'expérience.

Nous avons une réelle connaissance des marchés locaux, sommes implantés partout où vous pouvez avoir besoin de services bancaires, et nous sommes prêts à vous offrir des services adaptés à vos besoins.

Nous sommes déterminés à servir vos affaires partout dans le monde. Nous sommes prêts à vous offrir tout ce que vous avez besoin. Nous sommes prêts à vous offrir tout ce que vous avez besoin.



BANK OF BOSTON

SIÈGE À PARIS: 104, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES - 75008 PARIS, FRANCE - TEL. 562-33-23

SIÈGE MONDIAL: BOSTON. AGENCES AUX ETATS-UNIS: A CHICAGO • DALLAS • HOUSTON • LOS ANGELES • MIAMI • NEW YORK. AGENCES INTERNATIONALES EN: ALLEMAGNE • ANTILES NEERLANDAISES • ARGENTINE • AUSTRALIE • BAHAMAS • BAHRÉIN • BOLIVIE • BRÉSIL • CAMBODGE • CANADA • CHILI • COLOMBIE • COSTA RICA • FRANCE • HAÏTI • HONDURAS • HONG KONG • ÎLES CAIMAN • ÎLES ANGLONORMANDES • ITALIE • JAPON • LUXEMBOURG • MEXIQUE • NIGÉRIA • PANAMA • PARAGUAY • PHILIPPINES • PORTO RICO • RÉPUBLIQUE DOMICAINE • ROYAUME-UNI • SINGAPOUR • SUISSE • TAÏWAN • THAÏLANDE • URUGUAY • VENEZUELA • ZIMBABWE

©1984 THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON

	Le fixe	Le fixe TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

ANNONCES CLASSEES

	Le fixe	Le fixe TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

* Dégressifs selon surface ou nombre de personnes.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Notre client, entreprise privée, siège à Paris, est un important producteur européen de matériaux de constructions second œuvre. Il atteint maintenant une taille importante et ses finances sont solides. Son excellente réputation et son dynamisme technique et surtout commercial lui permettent de maintenir une forte expansion en France et à l'exportation.

En vue de la retraite de son PDG actuel en 1985, il recherche son futur

PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

pour diriger et coordonner l'équipe de Direction, définir les choix fondamentaux de l'entreprise ainsi qu'organiser et contrôler leur application.

Ce poste convient à une personnalité de premier plan à l'esprit ouvert, dynamique et d'un bon contact humain, avec :

- Formation de base universitaire ou grande école avec de solides connaissances économiques, administratives et financières aussi bien qu'une bonne compréhension des problèmes techniques et commerciaux.
- Bonne connaissance de l'anglais et si possible d'une autre langue étrangère en raison des activités internationales.
- Agé de 40 à 45 ans environ.
- Expérience réussie au moins comme chef d'un centre de profit ou directeur de département dans une entreprise industrielle.
- Bonne réussite pour la gestion d'un personnel de plusieurs centaines de personnes.

Si cette position vous intéresse, veuillez m'adresser votre candidature avec un dossier. Je vous garantis la discrétion la plus absolue.

Dr. Hans-Rudolf Merz AG Unternehmensberatung

CH-9100 Herisau Bahnhofplatz 11 Tel. 19-41/71/52 42 11 Postfach 145

AREA MANAGER

350 000 F

Electronique

Une société étrangère spécialisée dans la commercialisation d'équipements et matériels destinés à la fabrication de semi-conducteurs, recherche UN AREA MANAGER pour l'Europe Francophone, l'Espagne, le Portugal. En liaison avec la direction du siège et dans le cadre des objectifs de la Société, il sera chargé de promouvoir la vente de ces équipements auprès d'une clientèle de l'industrie électronique extrêmement exigeante. Il mènera les négociations commerciales en s'appuyant sur une argumentation technique très poussée en vue de résoudre les problèmes posés par les clients. Il assurera le suivi des contrats qu'il aura négociés et conclus. Il participera à la mise en route de ces matériels et il prendra en charge la formation des personnels devant les utiliser. Il aura un rôle de conseil en maintenance et il pourra avoir à traduire des manuels d'utilisation. Il sera responsable des résultats de sa zone et il en assurera la gestion administrative et comptable. Le candidat retenu, âgé d'au moins 32 ans, de formation ingénieur grande école ISEP, ISEN, ESE, INSA..., parfaitement bilingue français/anglais, possèdera une expérience professionnelle de plusieurs années de la vente de biens d'équipements sophistiqués mettant en œuvre des technologies de pointe. Il sera appelé à voyager 30 à 50 % de son temps.

Ecrire sous référence 722/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS.

Discrétion assurée.

HEC - ESSEC - ESC

Filiale d'un groupe multinational, nous fabriquons et vendons des biens d'équipement dont le développement est lié en partie à l'informatique. Gérer, négocier au plus haut niveau et animer, sont les trois composantes de la mission que nous souhaitons confier à notre futur directeur des ventes. Rattaché directement au directeur général, vous serez pleinement responsable et autonome. Nos vendeurs étant diplômés d'enseignement supérieur, vous devez l'être également, et posséder 6 à 10 ans

Directeur des Ventes Paris

d'expérience de la vente (biens de consommation ou biens d'équipement). Les perspectives d'évolution et la rémunération sont très motivantes. Notre conseil Gérard PONT sera heureux de vous rencontrer. Merci de lui adresser lettre, CV et rémunération actuelle, 15 Rue du Louvre 75001 PARIS sous la Réf. 41138G.

gerard pont conseil

Dans une grande ville de la CEE Env. 300 000

Une société de dimension internationale (CA 110 MF, 250 personnes) spécialisée dans la conception, l'intégration, l'installation et la maintenance de réseaux modernes de télécommunications recherche sou

Directeur de la Division Engineering

pour participer à sa croissance et au développement d'une activité de pointe exercée dans une quinzaine de pays.

Assisté d'un expert en télécommunications et d'un responsable marketing, vous encadrez les 170 personnes assurant les activités de maintenance en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient, en assurant un rôle de formation et d'animation. Responsable de votre division, vous en définissez la stratégie, vous établissez des plans et des budgets et prévoyez les investissements nécessaires à son évolution.

De formation supérieure (Télécom si possible), vous avez une expérience de plus de 5 ans qui vous a permis d'acquies une grande ouverture d'esprit, un sens de l'initiative (bilingue français-anglais) et une aptitude certaine aux relations humaines à tous les niveaux.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. 2681 à ERNST & WHINNEY Conseil, 150 Bd Haussmann, 75008 Paris, qui étudiera votre candidature avec soin et discrétion avant de vous répondre.

Ernst & Whinney Conseil

Vous confier notre marketing...

250 000+

Telle est la décision que notre président a prise devant le développement de nos activités. Leaders en Europe du petit emballage plastique par injection, notre société dont le CA est de 60 MF, appartient à un groupe diversifié (CA 135MF). Nos clients sont parmi les plus prestigieux.

Agissant en parallèle et en synergie avec notre directeur des ventes, votre mission est de définir et quantifier nos marchés, de les segmenter et d'apprécier leur évolution. Elle est aussi d'apporter les informations qui autorisent les grandes orientations de notre entreprise, et bien sûr de définir et lancer les produits nouveaux.

La trentaine ou un peu plus, de formation supérieure (école de commerce ou ingénieur), vous avez une expérience d'au moins 5 ans dans le marketing plutôt industriel. Vous parlez anglais. Le poste est basé à Paris.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 2995M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

CLINIQUE CHIRURGICALE MODERNE (plus de 140 lits)

RÉGION PARISIENNE

UN DIRECTEUR (H. F.)

40 ans environ, (expérience similaire) dans la fonction de directeur d'une clinique d'importance équivalente. Dynamique, grande disponibilité, bien préparé à collaborer dans une équipe professionnelle.

NOUS OFFRONS :

- une rémunération très motivante en fonction des résultats obtenus ;
- contexte performant en expansion.

Seuls les candidats pouvant justifier d'une expérience solide seront retenus.

Adressez curriculum vitae sous n° 8492 Le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

Directeur de production

Cosmétiques - La filiale française d'un très important groupe international, spécialisée dans la fabrication et la distribution de produits maquillage et parfums, recherche son directeur de production. Il aura dans le cadre d'une large autonomie, la responsabilité technique et humaine d'une unité employant près de 100 personnes, et comprenant le laboratoire (développement et contrôle), la fabrication, le conditionnement, la maintenance. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 30 ans, d'un niveau de formation scientifique supérieur (chimie), et disposant d'une réelle expérience de la production idéalement de produits de maquillage et parfums. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. La pratique de l'anglais est souhaitable. Le poste est situé en très proche banlieue parisienne. Ecrire à J.A. DENNINGER en précisant la référence A/2572M.

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

ETABLISSEMENT FINANCIER SITUÉ A PARIS

Filiale de BANQUE, recherche

DIRECTEUR

Cet établissement financier, membre de l'ASF, est destiné à :

- assumer la gestion des Fonds Collectifs du groupe,
- effectuer tous arbitrages sur les marchés monétaire et financier,
- servir de base à la création des produits financiers nouveaux,
- être l'interlocuteur des investissements institutionnels clients ou non clients.

Le Directeur que nous recherchons sera placé sous l'autorité immédiate du Directeur Général de l'Etablissement. Agé de 30 à 40 ans, il sera un spécialiste des MARCHES OBLIGATAIRES FRANÇAIS. Il pourra justifier d'une expérience réussie de la gestion de SICAV OBLIGATAIRES et de FOND COMMUNS DE PLACEMENT. Il devra avoir une grande habitude des négociations sur les MARCHES PRIMAIRE et SECONDAIRE.

Il possèdera un réel tempérament de «BATTANT» et disposera d'un esprit certain d'ORGANISATION.

IL S'AGIT D'UNE OPPORTUNITÉ EXCEPTIONNELLE POUR UN CANDIDAT DE VALEUR.

La rémunération, motivante, sera fonction de l'expérience prouvée acquise.

Prérez d'adresser CV, photo et prétentions sous référence 1736M à

SOURCES

16 rue Jean-Jacques Rousseau, 75001 Paris (qui transmettra)

REPRODUCTION INTERDITE

emp

age

NOT

1. Agence

2. Les

3. Les

4. Les

5. Les

6. Les

7. Les

8. Les

9. Les

10. Les

11. Les

12. Les

13. Les

14. Les

15. Les

16. Les

17. Les

18. Les

19. Les

20. Les

21. Les

22. Les

23. Les

24. Les

25. Les

26. Les

27. Les

28. Les

29. Les

30. Les

31. Les

32. Les

33. Les

34. Les

35. Les

36. Les

37. Les

38. Les

39. Les

40. Les

41. Les

42. Les

43. Les

44. Les

45. Les

46. Les

47. Les

48. Les

49. Les

50. Les

51. Les

52. Les

53. Les

54. Les

55. Les

56. Les

57. Les

58. Les

59. Les

60. Les

61. Les

62. Les

63. Les

64. Les

65. Les

66. Les

67. Les

68. Les

69. Les

70. Les

71. Les

72. Les

73. Les

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux
(et départements d'Outre-Mer)



agence spatiale européenne

L'Agence offre plusieurs postes
POUR SON CENTRE DE RECHERCHE ET DE TECHNOLOGIE
installé aux PAYS-BAS

L'Agence spatiale européenne a pour mission d'assurer et de développer,
à des fins exclusivement pacifiques, la coopération entre Etats européens
dans les domaines de la recherche et de la technologie spatiales.

INGENIEUR THERMIQUE

Il devra assurer la réalisation et la supervision
d'études et d'enquêtes ainsi que la mise en place
d'équipements et d'installations d'essais dans
le domaine de la simulation spatiale et des
essais sous vide thermique du matériel à usage
spatial faisant appel aux technologies sui-

vantes: vide poussé, cryogénie, rayonnement
thermique sous vide. Les candidats devront être
titulaires d'un diplôme universitaire d'ingé-
nieur thermicien ou de physicien assorti d'une
expérience acquise dans l'industrie ou dans la
recherche.

INGENIEUR SPECIALISTE DES BATTERIES

Il devra apporter un soutien aux projets de
satellites et aux études de système, définir et
gérer le programme de développement
technologique en matière de batteries, évaluer
les piles et les soumettre à des essais d'endur-

Les candidats devront être titulaires d'un
diplôme de niveau universitaire d'ingénieur
électricien ou d'ingénieur chimiste et avoir une
expérience du développement des couples
électrolytiques de pointe ou des équipements
d'essais informatisés (électronique et logiciel).

INGENIEUR EN PROPULSION CHIMIQUE

Il sera chargé de faire des recherches appliquées
et d'apporter un soutien aux projets de satellites
dans le domaine des systèmes de propulsion à
mono- et bi-ergols liquides pour la commande
d'orientation et la correction d'orbite des
véhicules spatiaux. Les candidats devront être

titulaires d'un diplôme universitaire d'ingé-
nieur en mécanique avec une spécialisation
dans les domaines de la thermodynamique et
des systèmes de propulsion, et justifier d'une
expérience de la conception, du développement
et des essais des systèmes et des composants.

INGENIEUR EN PROPULSION ELECTRIQUE

Il sera chargé de faire des recherches appliquées
et d'apporter un soutien aux projets de véhicules
spatiaux dans le domaine des systèmes de propul-
sion électrothermique, électrostatique et
par magnétoplasma, pour la commande d'orien-
tation et la correction d'orbite des satellites. Les
candidats devront être titulaires d'un diplôme
universitaire d'ingénieur en mécanique ou en

électricité ou encore de physique. Ils devront
être spécialisés dans la physique ionique ou la
physique des plasmas, la technologie des
hautes tensions et la technologie du vide, et
posséder une expérience pratique de la technol-
ogie, des instruments, des techniques d'essais
et de l'électronique de base en matière de
physique ionique ou de physique des plasmas.

Une excellente connaissance de l'anglais ou du français et une bonne
connaissance pratique de l'autre de ces deux langues sont exigées.
Les candidats doivent être prêts à effectuer de fréquents déplacements.

CONDITIONS D'EMPLOI: les conditions offertes sont celles des organisations
internationales et comprennent prestations familiales, indemnités d'expatriation,
systèmes de sécurité sociale et de pension et indemnité d'installation.

Les candidatures, accompagnées d'un curriculum vitae détaillé, doivent être
adressées au Chef du Personnel, ESTEC, Postbus 299, 2200 AG Noordwijk ZH (Pays-Bas).

Importante société recherche pour

OUTRE-MER

INGENIEUR QUALITE-FIABILITE

pour systèmes informatiques et
électronique.

Agé de 30-35 ans, il est de formation Ingénieur Grande École.
Options électroniques et informatiques.
Connaissances particulières: Anglois nécessaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V.,
photo et prétentions) sous réf. 81199 M, à HAVAS-CONTACT -
1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

URGENT

recherches

ANIMATEURS

ÉLECTROTECHNIQUE - ÉLEC-
TROMÉCANIQUE - NIVEAU
INGENIEUR

parlant anglais

pour déplacements 4 mois à
ABU DHABI
(Arabie Saoudite)

EDUVISION

Téléphone: 227-77-10.

J. ménage en Belgique cherche
i.f. au pair. Lui a perdu la vue
mais s'entraîne au français.
Egmont, D-5563 Höl S. RFA.

INFORMATIS
INGENIERIE

PROJETS CAO-ROBOTIQUE
INGENIEURS SYSTEME

3 ans exp. opérant système
pour participer à d'importantes pro-
jets de CAO et ROBOTIQUE
Fréquents déplacements:
U.S.A. - ESPAGNE - ITALIE
GRÈCE - ALLEMAGNE
Véhicule fourni pour la région
parisienne, 26, r. Daubenton,
5, 337-99-22.

Nous prions ins-
talement nos annon-
ces d'avoir l'obli-
gence de répondre
à toutes les lettres
qu'ils reçoivent et de
restituer aux inté-
ressés les docu-
ments qui leur ont
été confiés.

GEOMEX SURVEYS

cherche pour postes en Asie

TECHNICIENS et INGÉNIEURS

DANS LES DOMAINES:

TOPOGRAPHIE, HYDROGRAPHIE, ÉLECTRONIQUE
Solide formation professionnelle et expérience de l'off-
shore, préférence de préférence.
Anglais indispensable. Poste nécessitant fréquents dépla-
cements sur nos chantiers.

Adresser C.V. + photo à GEOMEX SURVEYS S.A.
36, bd des Océans, 13275 Marseille cedex 9.

LYCÉE FRANÇAIS DE NEW-YORK

recherche

PROFESSEURS

HAUTEMENT QUALIFIÉS

- Lettres classiques
- Sciences naturelles
- Lettres modernes
- Sciences physiques
- Mathématiques
- Éducation physique
- Bibliothécaires, Informaticiens
- Instituteurs

Les fonctionnaires devront demander leur mise en
disponibilité.

Adresser C.V. très complet + photo, diplômes, références
et recommandations en double à
Monsieur le Directeur du personnel
LYCÉE FRANÇAIS DE NEW-YORK
3-5 East, 95 th Street, New-York, N.Y. 10128, U.S.A.

SOCIÉTÉ D'INGÉNIEURIE recherche

CHEF DE CENTRALE
HYDRO-ÉLECTRIQUE

Pour poste d'assistant technique à pourvoir
rapidement en Afrique de l'Ouest francophone

Ce poste nécessite une expérience d'au moins
cinq ans en tant que chef de centrale. Il
comporte une fonction d'organisation de
l'entretien et de l'exploitation des ouvrages,
une fonction de dépannage et une fonction de
formation du personnel local.

Ce poste est prévu pour une durée de deux
ans, éventuellement renouvelable.

Les candidatures sont à adresser sous réf.
14.742 à Contesse Publicité, 74, rue
Béchevelin, 69363 Lyon cedex 07 qui
transmettra.



emplois régionaux

**LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE
DE L'ÉQUIPEMENT DE L'AIDE**

recrute:

1 CHEF D'ATELIER

pour le parc à matériel départemental
(poste à pourvoir à CARCASSONNE).

Conditions exigées:
- Posséder le brevet de technicien supérieur (B.T.S.)
option: exploitation des véhicules à moteurs ou di-
plôme équivalent ou supérieur.
- Justifier d'une expérience professionnelle suffisante
dans des fonctions équivalentes.

Conditions d'âge:
- Être âgé de 18 ans au moins et 38 ans au plus: der-
nière limite d'âge pouvant être majorée d'un temps
égal à celui des services militaires et de guerre ac-
complis par les intéressés.

Rémunération:
Traitement brut de début de carrière 8 350 F
Traitement brut de fin de carrière 11 250 F

Les candidats intéressés devront adresser leur c.v. et copie
de leurs diplômes à la Direction Départementale de l'Équi-
pement, service du Personnel, 22, rue du Cherche-Midi,
B.P. 838, 11012 CARCASSONNE. Tél.: (68) 47-68-10,
avant le 27 OCTOBRE 1984.

LA RÉGION DE LORRAINE

recrute

POUR SA MISSION ÉCONOMIQUE

1 CHARGÉ DE MISSION chargé de la
promotion de l'action économique régionale auprès des
entreprises. Il collaborera également à la recherche
d'investisseurs extérieurs. Prise de fonctions immédiate.

1 CHARGÉ DE MISSION chargé des
entreprises en difficulté. Prise de fonctions: 1^{er} trimestre
1985.

DIPLOMES REQUIS: HEC, ESSEC, ÉCOLE
SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE PARIS

Les postes sont à pourvoir à Metz.

Rémunération annuelle brute: 206.000 F.

Les candidatures sont à adresser avant le 26 octobre 1984
accompagnées d'un curriculum vitae détaillé et d'une
photo d'identité à

Monsieur le Président de la région de Lorraine
direction du personnel et de l'administration générale,
1, place Saint-Clément, 57036 METZ CEDEX 1.

DIRECTIONS

MAIRIE DE VILLIERS-SUR-MARNE (Val-de-Marne)

22.000 habitants

recherche d'urgence:

Un ou une

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL (e) ADJOINT (e)

par voie de mutation ou sur titre, ayant vocation à deve-
nir secrétaire général de Mairie.

Expérience en gestion administrative et financière exigée
spécifique à la direction générale des services municipaux.

Adresser candidature + C.V. + photo à M. le Maire
94350 VILLIERS-SUR-MARNE

POITOU-CHARENTES

Une entreprise de taille moyenne (270 p.)

recherche son

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le titulaire du poste aura la responsabilité d'une petite
équipe administrative. Il devra superviser la Comptabilité.
Il assurera toutes les fonctions administratives et la ges-
tion du Personnel. Il étudiera et implantera un service
informatique adapté à la Société. De façon constante, il
secondera la Direction Générale dans les activités quoti-
diennes de l'entreprise. Une formation supérieure est
demandée: E.S.C., ESSEC, ESSEC. Maîtrise de gestion
ou équivalent. Une expérience de plusieurs années
devra être prouvée, ainsi que la maîtrise des techniques
informatiques. Le poste se situe dans une ville agréable de
la Charente-Maritime. Il suppose que le candidat soit
apte à s'intégrer dans un contexte de province, qu'il
fasse preuve d'initiative dans les rapports humains et de
sérieux dans sa tâche. Adresser lettre manuscrite
+ C.V. + photo + références + N° de tél. à:

infora
conseils
GRAPHOLOGIE-Recrutement
Référence 1 220 02 - BP 14
38640 CLAD.
Grenoble - Angoulême - Rennes

One of the leading companies for hydraulic components in the
MOBILE-MINING-MARINE field has an opening for

1. A Product Engineer

specialized in pumps.

The person we are looking for will
- report to our marketing manager within the product engineer
group (2 engineers)
- promote sales of gear and piston pumps in continental Europe
- back up field sales people in all technical aspects of sales
- follow up personally some big accounts
- be based in Ditzingen, Luxembourg.

The successful candidate should:
- be 25-35 years old
- have an engineer or equivalent degree
- have at least 2 years experience with an hydraulic company in
the technical or sales field
- be very much sales-oriented
- be fluent in English and/or German and/or French.

2. An Export Sales Engineer

The person we are looking for will
- report to our marketing manager as his direct assistant
- be closely involved in sales and results in Europe
- develop sales in new potential markets through a network to be
created.
- be based in Ditzingen, Luxembourg.

The successful candidate should:
- be 25-35 years old
- be a technical engineer or have a good technical background
- have at least 2 years experience in the sales department of an
hydraulic company
- be experienced in the follow-up of distributors
- be fluent in English, in French and in a third language.

Applicants are invited to send detailed C.V. and present salary to



Commercial Hydraulics SA
Personnel Manager
Rue d'Elstbruck
Ditzingen / Luxembourg

De renommée et d'activité internationales
notre société crée, fabrique et distribue des
produits de luxe.

Nous recherchons:

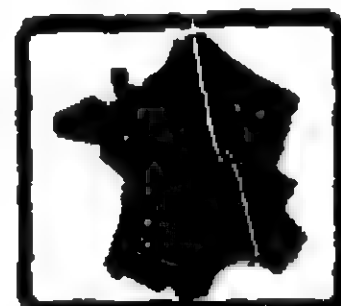
**UN(E) ATTACHE(E)
DE DIRECTION**

pour s'intégrer à l'équipe de notre Direction
Extrême-Orient / USA.
- suivi administratif de dossiers,
- analyse de contrats,
- études à caractère commercial et administratif
(statistiques, budget, analyses de marchés...).

Exigences:
- études supérieures: école de commerce ou
formation juridique,
- parfaite maîtrise de l'anglais (écrit / parlé),
- expérience de 3 ans dans fonction similaire.

Ecrire avec C.V., photo, salaire actuel,
sous référence 3550 à PIERRE LICHOU S.A.,
BP 220, 75063 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux
« ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir
bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe
le numéro de l'annonce les intéressant
et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit
du « Monde Publicité » ou d'une agence.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Futur Responsable du service juridique et de propriété industrielle

Jeune Ingénieur Mécanicien - diplômé C.E.I.P.I. Bilingue allemand - anglais courant

Groupe International, leader européen sur le marché de la ferrure pour le bâtiment, nombreux brevets, modèles et marques déposés en France et à l'étranger recherche un jeune ingénieur compétent en mécanique générale, bonnes bases juridiques, diplômé CEIPI et ayant, si possible, une expérience de 2 à 3 ans dans ce domaine. Après une période active de formation avec l'actuel titulaire du poste qui doit partir prochainement à la retraite, il devra pouvoir assumer seul la responsabilité du service. Lieu de travail : SARREBOURG. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous réf. 73733/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

SÉLÉ
CEGOS

SALOMON
ANNECY

Nous formons une équipe, passionnée par son travail et ses produits : et nous pensons que c'est un facteur important de notre réussite actuelle : position de leader mondial, forte progression du C.A.

Pour nous aider à plus de performance, nous vous proposons la fonction de

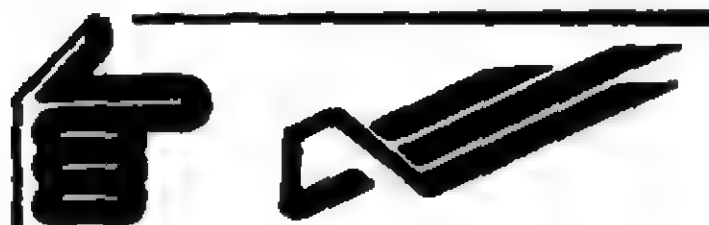
JEUNE CADRE GESTION

formation maîtrise, sup. de co...



En collaboration avec les dirigeants d'une Division, vous prendrez en charge la gestion prévisionnelle, les études de rentabilité, la conception et la tenue des tableaux de bord ; ce qui vous amènera progressivement à les conseiller dans l'analyse de leur activité, la recherche d'améliorations et les études de développement.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à notre Conseil Monsieur L. JUSTET - 18, rue des Grotes - 84000 AVIGNON, qui garantira la confidentialité de votre démarche.



aéroport international
marseille marignane

2^e aéroport français par le trafic passager et fret, Marseille Marignane est situé dans une zone géographique naturellement ouverte aux échanges avec l'étranger.

Une croissance régulière du trafic et une adaptation permanente de l'infrastructure et des services offerts sont la preuve de son dynamisme.

Pour favoriser cette expansion, la Direction recherche son :

Responsable marketing et commercial

Responsable du marketing (stratégie, plan, communication) et des négociations commerciales tant en France qu'à l'étranger, il sera aidé par une équipe d'une dizaine de personnes.

Espoir créatif, vous concevrez et développerez des services nouveaux pour stimuler le trafic aérien et améliorer les prestations aux Compagnies et aux passagers.

Vous avez une dizaine d'années d'expérience marketing et/ou commerciale de préférence dans le domaine des services.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre formation supérieure commerciale vous a sensibilisé aux techniques modernes du marketing.

Le salaire est de très bon niveau. Le poste offre une véritable possibilité d'épanouissement professionnel et des perspectives d'évolution.

Documentation sur poste aux candidats intéressés.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (récemment)

sous référence 410 M

2, rue de Beausart - 13001 MARSEILLE



CONSEILS EN MARKETING

Responsable comptabilité/gestion H/F

ETABLISSEMENT DE CREDIT
VILLE AGREABLE DU SUD-OUEST

Il sera chargé de l'établissement du budget prévisionnel et du suivi de sa réalisation, du contrôle de la comptabilité, de l'exploitation des résultats comptables et financiers de l'établissement et de la gestion de sa trésorerie.

Le poste exige une formation supérieure en comptabilité et en gestion et une expérience de Responsable Comptable (2/3 ans) dans un établissement analogue.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence 3771 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

CREDIT INDUSTRIEL DE NORMANDIE

Dans le cadre du développement de notre Inspection Générale, nous recherchons :

JEUNE AUDITEUR INTERNE

Diplômé Grandes Ecoles de Commerce, Maîtrise Sciences Economiques, D.E.S.S. ou équivalent.

Vous effectuerez au sein d'une petite équipe :

- un diagnostic - des systèmes d'information
- de l'application de la politique générale
- l'évaluation des risques.

Après une formation adaptée et quelques années d'activité, une évolution de carrière est à prévoir au sein de la banque.

Adresser lettre, C.V. et photo à M. Joseph LE MEUR - C.I.N.

15, place de la Pucelle 76000 ROUEN

CONTACTER TELEPHONIQUEMENT : UTILISEZ VOTRE MINUTE (0 26 10 45)

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE BORDEAUX RECHERCHE

Un chargé de mission responsable secteurs aéronautique et spatial, métallurgie et mécanique.

Missions :

- Développement d'actions de promotion industrielle ;
- Assistance aux entreprises.

Profil :

- Ingénieur technico-commercial (Centrale, ENSI, AM... ou REC, ESSEC, ESCAR) avec expérience technique ;
- 5 ans expérience milieu industriel (production ou service).

Les cand. c.v. photo et prêt. sont à faire parvenir à : Service de Personnel et des Relations Sociales, 12, place de la Bourse, 33076 BORDEAUX CEDEX.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux

AUDITEUR INTERNE

Un groupe d'ingénierie, performant et fortement exportateur, recherche un auditeur interne. Il rendra compte au Président du groupe.

Sa fonction sera celle d'un contrôleur de gestion dans son sens le plus large.

Il devra faire preuve d'un esprit critique, mais essentiellement constructif. Il devra être un organisateur expérimenté qui appliquera, avec rigueur, des techniques de gestion sophistiquées, à l'aide d'un conseil extérieur, dans un environnement très dynamique.

De formation supérieure, il devra avoir une expérience positive dans un poste similaire.

Lieu de travail : une agréable ville de Haute-Savoie.

Si vous estimez avoir le profil correspondant à ce poste, transmettez votre dossier de candidature (C.V. et photo, en indiquant votre rémunération actuelle), qui sera examiné avec toute la discrétion souhaitable, sous la réf. PPI-912

ROLAND DERKUM CONSEILS
48 rue de Margoties
69642 Lyon-Ceureux cedex

DUOLITE INTERNATIONAL S.A. recherche

UN TECHNICIEN-CHIMISTE

pour analyses physico-chimiques.

Titulaire d'un BTS ou DUT : de bonnes connaissances en chromatographie, spectre, ajoutées à une expérience de laboratoires d'analyses pharmaceutiques ou chimie sont nécessaires.

Le candidat devra avoir une bonne pratique de la langue anglaise.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo à Chef du Personnel - B.P. 48 02501 CHIRUNY CEDEX

Beckman. une valeur sûre.

Mariage de rigueur, de qualité, de haute technologie et de dynamisme, c'est ainsi que l'on peut définir BECKMAN.

Dans son domaine - l'Instrumentation Analytique de très haute précision - l'entreprise offre la gamme la plus étendue du marché.

Se spécialiser n'est pas à faire.

C'est une société jeune (moyenne d'âge 38 ans), filiale d'un grand groupe américain, qui souhaite s'attacher le concours d'hommes de qualité et d'expérience.

INGENIEURS COMMERCIAUX

• basés à NICE, ROUEN et POITIERS

Mission : commercialisation de nos matériels à une clientèle hospitalière et laboratoriale privée.

Profil : niveau Licence, Bac + 3 Biologie, Biochimie, diplôme de Pharmacie, connaissances en Biologie Humaine, expérience 2 à 3 ans de la vente.

• basés à TOURS et PARIS

Mission axée principalement sur le Conseil à une clientèle de chercheurs et d'industries de pointe.

Profil : niveau Maîtrise Biophysique, Biochimie, Chimie... rompa à un argumentaire technique élaboré.

INGENIEURS DE MAINTENANCE

• basés à PARIS et en BRETAGNE

expérience de 4 à 5 ans dans la maintenance d'appareils scientifiques de haute technologie indispensable.

Pour l'ensemble de ces postes nous proposons :

- un secteur géographique restreint (qualité de vie préservée),
- un intéressement direct au fonctionnement de l'entreprise,
- une autonomie dans le travail, mais un suivi constant de vos résultats.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite avec C.V. et photo s/ réf. 8181 en précisant le poste choisi à la Direction des Ressources Humaines BECKMAN INSTRUMENTS FRANCE - 52/54, Chemin des Bourdoux 93220 GAGNY.

BECKMAN

SmithKline Beckman INDUSTRIES

Banque Populaire

de la Côte d'Or (360 personnes - 18 agences)

pour renforcer ses équipes d'exploitation et poursuivre prioritairement le développement de sa clientèle PME-PMI recherche :

* Directeur d'agence et adjoints

(50 à 100 millions de dépôt)

* Chargés de Clientèle "Entreprises"

Nos atouts :

- Une solide implantation : près de 12% du marché en ressources, une entreprise sur quatre est déjà cliente.
- Avec le groupe des Banques Populaires, nous sommes engagés dans une importante évolution technologique, qui vous donne encore plus de moyens pour exercer efficacement votre métier.
- Notre taille et la souplesse de nos structures permettent des décisions rapides.
- Réelles possibilités d'évolution dans le réseau pour des professionnels de bon niveau, motivés et performants.

Adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, en mentionnant votre rémunération à : M. Daniel JOLAS - Direction des Relations Humaines - B.P.C.O. 14 Bd de la Trémouille - B.P. 310 - 21006 DIJON CEDEX.

H.P.F.

électronicien

Notre entreprise se situe parmi les leaders sur le marché des terminaux et des systèmes TELEPHONIQUES

Nous recherchons pour notre direction QUALITE, un

électronicien

Ce technicien, dans le cadre d'une large délégation assurera :

- le CONTRÔLE des entrées de COMPOSANTS,
- l'animation d'une équipe d'O.P.

La personne recherchée, H. ou F., sera titulaire d'un DUT ou BTS.

Notre société, compte tenu de ses exigences sur le plan QUALITE, offrira à un candidat EXPERIMENTE des conditions particulièrement motivantes :

entreprise ouverte aux technologies de pointe, conditions et cadre de travail attrayants, implantation dans une région de Haute-Savoie à proximité des lacs et de Genève.

Ecrire à : H.P.F. - Direction du Personnel BP 29 - 74130 BONNEVILLE (Haute-Savoie)

REPRODUCTION INTERDITE

emplois

SPOT IMAGE

UN INGENIEUR INFORMATIQUE

CHIEF DE SERVICE EQUIPE ELECTRIQUE INDUSTRIELLE NORMANDE

TECHNICIEN COMMERCIAL

PROFESSEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

RECHERCHEUR

REPRODUCTION INTERDITE



emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux emploi/ régionaux

SPOT IMAGE

Société chargée de commercialiser les produits des satellites SPOT d'observation de la terre, recherche pour son établissement de TOULOUSE

UN INGENIEUR INFORMATICIEN

Ingenieur système et applications sur un système informatique TEC, du type VAX sous VMS. Il participera au développement et à l'intégration d'applications nouvelles sur ce système ainsi qu'à la mise en place du service d'exploitation.

Ce poste requiert une formation d'ingénieur avec une spécialisation informatique et une expérience de quelques années acquises avec des matériels TEC, comportant des utilisations temps réel et réseaux. Une bonne connaissance de la langue anglaise sera appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à SPOT IMAGE, 18, avenue Edouard-Belin, 31055 TOULOUSE CEDEX.

Responsable relations humaines

250.000 F

Rhône-Alpes - Cette entreprise à taille humaine (650 personnes) exporte 45 % de son chiffre d'affaires et appartient à un important groupe industriel français. Elle recherche son responsable des relations humaines et sociales. Il élabore, propose, met en œuvre et anime, pour l'ensemble du personnel et de relations sociales. Son action porte notamment sur les qualifications, les rémunérations, la formation, les systèmes et procédures de gestion professionnelle, l'élaboration et le suivi de tableaux de bord, les relations avec les partenaires sociaux. Ce poste s'adresse à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur, possédant une expérience significative dans les principaux domaines de la gestion du potentiel humain ; d'une durée de cinq ans minimum, elle aura été impérativement acquise dans un établissement industriel de référence affilié à l'ULM. La réussite dans cette fonction doit permettre à son titulaire d'évoluer vers un poste de direction. La rémunération sera liée à l'acquis du candidat ; un ordre de grandeur de 250.000 francs est envisagé. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3840M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Contrôleur de gestion

240.000 F

Région lyonnaise - Cette importante société (2 milliards de francs de chiffre d'affaires), filiale d'un groupe français mondialement connu, est spécialisée dans la fabrication et le commercialisation de composants électroniques. Suite à une promotion du titulaire actuel dans un autre département du groupe, elle recherche son contrôleur de gestion. Rattaché au directeur de la plus grosse unité, il prendra en charge l'élaboration des budgets, leur suivi et l'explication des écarts. Il supervisera la consolidation des comptes et la comptabilité générale au niveau des unités françaises. Il assurera le reporting auprès de la maison-mère. Il sera assisté par une équipe d'une vingtaine de collaborateurs qu'il animera. Ce poste ne s'adresse qu'à un candidat diplômé ESSEC, ESC ou équivalent, titulaire du DECS, pouvant justifier d'au moins cinq années d'expérience dans un poste similaire acquise obligatoirement en milieu industriel. Il pratiquera couramment l'anglais. Des possibilités d'évolution existent à terme au sein du groupe pour un candidat de valeur. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel du candidat retenu, elle situera aux alentours de 240.000 francs. Ecrire à M. FOBY en précisant la référence A/3841M.

PA

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CHEF DE SERVICE EQUIPEMENT ELECTRIQUE INDUSTRIEL NORMANDIE

Notre Société est une des plus importantes Entreprises Normandes spécialisées dans l'étude et la réalisation d'installations électriques et d'automatismes industriels. Elle recherche un INGENIEUR GRANDE ECOLE (E.S.E. I.E.G. ENSEM, etc) pour diriger un service opérationnel de 130 personnes. Possédant une expérience technique suffisante, le candidat devra également s'imposer comme :
- gestionnaire de son service, organisé en centre de profits,
- animateur de son équipe de cadres et techniciens, afin d'en assurer le développement et l'évolution.

Adresser lettre de candidature manuscrite, CV, photo sous référence 2334 à COMTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

Administration des ventes

PATRICK S.A. (600 personnes), un des leaders européens de la chaussure de sport recherche, pour son siège en Vendée, le responsable de son service administration des ventes France et export. Ce cadre, rattaché à la direction commerciale, aura pour principale mission, en liaison avec la production et le département informatique, d'assurer la gestion des ventes sous leur aspect commercial et administratif. Intéressé par la force de vente et de la clientèle, il suivra les commandes et les détails de livraison et organisera le tableau de bord destiné à la direction commerciale pour le contrôle du respect des objectifs. Agé d'au moins 30 ans, de formation supérieure, il aura acquis ses connaissances par son expérience d'entreprise et développé ses dons de contact et de négociation, mais aussi ses qualités de rigueur et d'organisation. Enfin, il sera familier des procédures d'exportation et parlera impérativement l'anglais. La rémunération, fonction de l'apport du candidat, réserve d'intéressantes perspectives d'évolution. Ecrire à N. ELTCHANINOFF en précisant la référence A/1291M.

PA

1, rue Duguesclin - 44000 NANTES - Tél. (40) 48.48.82

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Jeune contrôleur de gestion

Cette société (300 personnes) est la filiale française d'un groupe international. Elle est spécialisée dans la fabrication de produits destinés à la métallurgie et occupe la première place sur son marché. Elle recherche un jeune contrôleur de gestion. Collaborateur immédiat du directeur administratif et financier, et dirigeant une petite équipe, sa mission sera de suivre les coûts d'exploitation et de fonctionnement de la société au travers de la comptabilité analytique, de procéder à l'établissement des différents budgets et d'en suivre leur utilisation. Ce poste s'adresse à un jeune candidat de formation supérieure (niveau ESC ou DECS), justifiant d'une première expérience de la comptabilité industrielle. La connaissance de la langue anglaise, de l'informatique ou du reporting anglo-saxon constituerait autant d'atouts, mais les qualités d'analyse et d'ouverture d'esprit seront déterminantes pour une réussite dans ce poste. La rémunération proposée sera essentiellement fonction de la valeur du candidat retenu, l'importance du groupe garantissant par ailleurs d'excellentes possibilités d'évolution en France et à l'étranger. Ecrire à Ch. SAN-CHEZ en précisant la référence A/4708M.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél. (20) 72.52.25

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Analyste Responsable de Projet

à fort potentiel Informatique de Gestion de Points sur IBM 38

L'OREAL Nous sommes rattachés à la Division "Parfums et Beauté" de L'OREAL. La croissance soutenue de la demande de nos produits, le remplacement du 4331 existant par un IBM 38, nous amènent à mettre en place rapidement un nouveau système de traitement des informations, au top niveau de fonctionnement, pour toute la logistique commerciale France.

Pour renforcer le développement sur l'IBM 38, nous souhaitons intégrer un Analyste Responsable de Projet à fort potentiel. Il jouera un rôle important et moteur au sein de l'équipe chargée de la refonte des applications. Il travaillera en liaison étroite avec tous les services utilisateurs. De niveau de formation ingénieur + formation complémentaire IAE ou ICG souhaitée, il a une expérience d'au moins trois ans de la conduite et de la réalisation d'applications de gestion moyen système. Ce poste, basé à Vichy, doit permettre à un candidat de valeur de réelles perspectives d'évolution à moyen terme au sein du Groupe.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci de téléphoner ou d'écrire sous référence 9302 M à François CORNEVIN qui garantit la confidentialité.



EQUIPES ET ENTREPRISES
11 bis rue Portalis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

ENERTEC

Recherche pour son DÉPARTEMENT INSTRUMENTATION GÉNÉRALE de Saint-Etienne qui conçoit, fabrique et commercialise des instruments et des systèmes de mesure électronique, des

Ingénieurs d'études Electroniciens Grandes Ecoles

Vos connaissances dans les domaines des techniques analogiques et numériques, des microprocesseurs, des télécommunications ou de l'informatique, permettront de vous intégrer dans une équipe d'études qui conçoit et développe des nouveaux produits.

Le GROUPE MESURE ET REGULATION vous offrira des opportunités d'évolution au sein de ses différentes Divisions en France ou à l'étranger à travers les études, la production, les ventes ou le marketing.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à C. RIOS, Service du Personnel, 5 rue Deguerre 42030 St-Etienne Cedex.

ENERTEC

Schlumberger

Adjoint directeur commercial export

L'un des cinq premiers laboratoires pharmaceutiques vétérinaires français, se consacrant à la recherche et au développement d'une gamme de produits très performants souhaite renforcer sa structure commerciale et recherche l'adjoint de son directeur commercial exportation. Il aura pour mission de participer au développement du courant d'affaires à l'exportation en menant des actions sur le terrain et d'assurer l'entretien en cas d'absence du directeur commercial exportation. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 26 ans, diplômé de l'enseignement supérieur commercial, bon gestionnaire et excellent animateur, disposant d'une première expérience de la fonction exportation, de préférence dans des produits de consommation (alimentation, entretien, hygiène, pharmacie). La pratique de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand ou de l'espagnol appréciée. Ce poste, situé en Franche-Comté, suppose 40 % de déplacements. Ecrire à B. AUBRY en précisant la référence A/2574M.

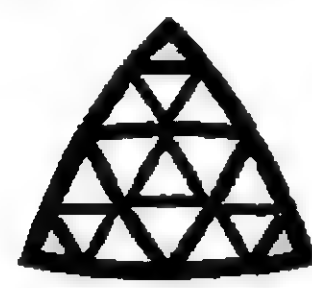
PA

3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

CONTROLEUR DE GESTION

SAVOIE



Groupe des Arcs

La Société d'Aménagement et d'Exploitation LES MONTAGNES DE L'ARC (CA 350 millions de Francs - Effectif 450/1200 personnes en saison), recherche UN CONTROLEUR DE GESTION. Il sera, dans un premier temps, chargé de mettre en place et d'assurer la conduite de gestion d'une division opérationnelle : la station d'ARC 2000 (hôtel, résidences, restaurants, animation...). Dans une deuxième phase, il intégrera l'équipe de Direction Gestion et Informatique, il préparera les budgets annuels du Groupe et il en suivra l'exécution avec analyse des écarts. Il établira et mettra à jour les plans pluri-annuels (investissements, exploitation) et divers tableaux de bord de gestion (hôtellerie, restauration, remontées mécaniques, immobilier). Une solide connaissance en informatique le conduira à participer aux études devant permettre une évolution et une amélioration des outils de gestion. Le candidat retenu, âgé d'environ 25 ans, de formation type HEC, ESSEC, ESCP... possédant si possible une première expérience de la fonction acquise de préférence dans une société du secteur Hôtellerie-Loisirs - Lieu de travail : LES ARCS. Ecrire sous référence 724/M à :

GRH conseils

3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

APCOREM

exploitant, en province

Pour soutenir l'expansion de son réseau (au sud de la Loire) un Groupe Bancaire recherche

exploitants CLV, VI

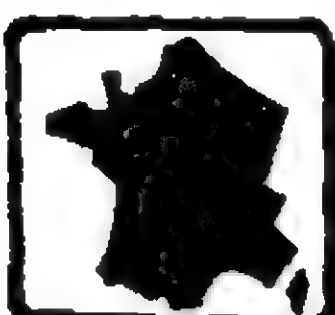
aptes à succéder les responsables de succursales (Métropoles Régionales). L'évolution de carrière intégrée, à moyen terme, des affectations à l'étranger.

Adresser C.V. détaillé + photo à : M. BRY - référence 4072/0 12, rue de Dantzig - 75015 PARIS (qui trans.)

GRANDE BANQUE NATIONALE recherche pour son implantation à LYON gestionnaire de patrimoine

susceptible de s'intégrer dans l'équipe de la clientèle de particuliers et de participer au développement du portefeuille qui lui sera confié. Expérience équivalente de quelques années indispensable.

Merci d'adresser votre CV complet en rappelant la référence 51235 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris. Discretion totale assurée.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ENTREPRISE INDUSTRIELLE ROUEN recherche

un jeune contrôleur de gestion

De dimension moyenne mais très connue au plan national, cette entreprise met en place un outil de contrôle sophistiqué. Dans ce cadre, elle recherche un jeune Contrôleur spécialiste des prix industriels. Le poste intéresse un cadre jeune (env. 30 ans) très orienté au plan personnel et ayant une expérience probante de la fabrication industrielle.

De bonne formation générale il aura fait des études comptables sanctionnées au moins par un D.E.C.S.

Adressez votre candidature s/réf. CT 545/96 à FRANCE CADRES 22, rue St Augustin 75002 Paris qui vous garantira le plus strict anonymat.

Yves Rocher La Gacilly (56)

JEUNE CHEF DE MARCHÉ ACHATS

Cette société (2000 personnes, C.A. 83-1,3 Milliards de France) réalise et commercialise des produits cosmétiques (première marque française). La croissance forte et soutenue est due notamment à une politique créatrice de nouveaux produits (150 par an). Le Directeur des Achats (plus de 500 MF de valeur achetée) renforce son équipe.

Sous l'autorité du Chef de Marché Emballage Produits (contenants et packaging représentant 50 % de la valeur achetée), il exerce ses responsabilités sur une gamme de produits : développement nouveaux produits, en relation étroite avec le marketing, les services techniques et les fournisseurs, consultations, négociations, analyse de la valeur, marketing achats.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste évolutif un jeune diplômé Sup de Co ou équivalent, justifiant d'une première expérience dans un service achats ou ayant reçu une formation spécialisée Achats (MBA Bordeaux, Signe et Omega Grenoble...).

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M7/1020 G, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

EGOR SA
8, rue de Berr 75008 Paris
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

REMY MARTIN

CONTROLEURS DE GESTION

Groupe international de production et de distribution des vins et spiritueux, REMY MARTIN produit des cognacs de grande qualité, depuis plus de deux siècles. Le Groupe, qui emploie plus de 3700 personnes dans le monde, réalise plus de 90 % de son C.A. à l'exportation. Agissant en tant que holding, REMY MARTIN INTERNATIONAL souhaite conforter ses structures en intégrant deux jeunes Contrôleurs de Gestion.

Il leur est demandé d'assurer le suivi et le développement d'outils de gestion fiables et performants pour les zones géographiques dont ils ont le contrôle. D'ores et déjà rattachés au Contrôleur de Gestion Groupe, ils sont basés à Cognac; ils sont ponctuellement amenés à se déplacer sur les pays concernés.

Pour ces postes rapidement évolutifs, nous souhaitons rencontrer de jeunes professionnels justifiant d'une formation de type I.E.C., ESSEC, ESCP, ou ECOM et d'au moins 3 ans dans un contexte international soit en tant qu'Auditeur interne ou externe, soit en tant que Contrôleur de Gestion Junior.

La pratique de l'anglais est impérative.

Les perspectives du poste et du Groupe sont de nature à motiver de jeunes professionnels ambitieux.

Pour recevoir informations complémentaires, merci d'écrire sous réf. M 3/1001 B, à :

EGOR SA
8, rue de Berr 75008 Paris

EGOR
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Levage et manutention développer et diriger un centre de profits

Cette société de dimension nationale, est présente sur différents secteurs d'activité et plus particulièrement sur celui du levage et de la manutention. Répartie entre plusieurs agences exploitant en centres de profits, elle recherche pour l'une d'entre elles son nouveau responsable. Ses résultats (C.A. marge) doivent être améliorés. La tâche est difficile et exigeante, mais ce nouveau patron aura tout l'appui de la direction pour y réussir.

Avant tout homme de terrain, de formation ingénieur mécanicien ou hydraulicien, vous avez exercé avec succès de véritables responsabilités de direction dans une unité de levage, bâtiment, chaudronnerie ou de montage. Excellent gestionnaire, mais aussi technicien de valeur, vous avez une bonne connaissance des engins de levage, manutention et du matériel lourd en général.

A la tête de ce centre de profits (100 personnes), vous mettrez en place des procédures et outils de gestion rigoureux et fiables, vous permettant de contrôler quotidiennement le bon déroulement et la rentabilité des marchés contractés.

Le sens de l'animation des hommes, avec ce que cela suppose de souplesse et de fermeté, une grande rigueur intellectuelle et de la ténacité, font partie des qualités indispensables pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre candidature (LH + CV + photo) sous réf. 10364 à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cédex 02.

MÉTALLURGIE FINE

INGÉNIEUR FABRICATION

Notre usine à taille humaine (200 personnes) réalisant des produits métallurgiques de haute technicité, rattachée à un important groupe français, recherche un ingénieur pour son service fabrication.

Adjoint au chef de service, il assurera la mise au point de nouveaux moyens de fabrication et proposera des évolutions de processus tendant à optimiser les équipements existants.

Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école E.C.P., Mines, A. & M., etc. débattant ou ayant 2 ou 3 ans d'expérience industrielle.

Le poste est basé dans une petite ville de l'Ouest sur le littoral atlantique.

Merci d'adresser lettre de candidature, photo, c.v. complet et prétentions.

Ecrire sous réf. 8.479 le Monde Publicité, SERVICE ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

CHEF DE ZONE EXPORT

Niort

ROUGIER OCEAN INDEX (2500 personnes)
1,5 Milliards de Chiffre d'Affaires, société du Groupe Saint-Gobain, est un des premiers producteurs français de contre-plaqué et de panneaux de particules. Elle recherche pour son service Export, réalisant 20 % du chiffre d'affaires, un Jeune Chef de Zone.

Rattaché au Directeur Export, et assisté de trois collaborateurs, il aura en charge, dans une grande autonomie, le développement commercial de son secteur géographique (Grande Bretagne, Scandinavie, et ultérieurement Bénélux) avec pour tâches principales : participer à la définition des objectifs, l'élaboration des budgets, les études de marché, l'animation promotionnelle, l'accroissement actif des ventes (en volume et en marge), le suivi de la distribution, etc. Il assurera pour ce faire des relations commerciales directes et suivies (plus du tiers de son activité) auprès des agents et clients.

Ce poste, basé à NIORT, doit motiver un commercial de terrain, âgé de 28 ans minimum, de préférence diplômé de l'enseignement supérieur (École de Commerce ou équivalent), possédant de bonnes notions de marketing, et pouvant justifier d'au moins trois années d'expérience professionnelle. La pratique courante de l'anglais est indispensable; celle de l'allemand souhaitée. Le titulaire dans la fonction implique une disponibilité certaine, un sens aigu des négociations à haut niveau ainsi que des qualités d'analyse et de synthèse prononcées.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M17/954 B, à :

EGOR OUEST-ATLANTIQUE
15, rue Charles Monselet - 44000 Nantes

EGOR
PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

Conseiller les entreprises, optimiser leurs performances

Val de Loire

Organismes Consulaires du Val de Loire, l'une de nos priorités consiste à aider les PMI dans leur développement en leur apportant des informations et des conseils, notamment dans le domaine technologique. Et c'est vous que nous allons déléguer si, Ingénieur Electromécanicien de préférence, vous vous sentez la carrure pour épauler les PMI dans ce domaine. Une connaissance de la propriété industrielle est un atout supplémentaire, non indispensable. Mais votre action ne saurait être bien menée si vous ne montrez pas des qualités de gestionnaire avisé ainsi qu'une connaissance de l'entreprise (fonctionnement et problèmes de la PME) ceci pour donner toute l'objectivité requise à vos propositions. Aussi 3 ans d'expérience au sein d'une PMI doivent tout à fait convenir pour tenir ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 84/37/174 PG à notre Conseil.

DOMINIQUE LELICQIS
1 rue Gracourt - BP 1522 - 37015 Tours Cx

INGÉNIEURS ELECTRONICIENS

débuts à 3 ans d'expérience. Vous concevrez et réaliserez des systèmes électroniques multi-processus. Vos connaissances en architecture de machines informatiques et réseaux seront appréciées.

Envoyer CV à S.A. DISTRIE 13970 LA BARQUE

ASSOCIATION NATIONALE DE PREVENTION DE L'ALCOOLISME

DÉLÉGUÉS RÉGIONAUX

(Lorraine et Rhône-Alpes) chargés d'une fonction de conseil (administration, finances) et de coordination auprès des établissements départementaux. 30 ans minimum, bac + 3 + 1^{er} exp. profess. de préférence dans secteur social. Rém. brute de départ 7.690 F. Ecrire lettre manuscrite avec c.v. à C.N.P.C.A., 20, rue Saint-Florent, 75002 PARIS.

elf aquitaine

JEUNE INGENIEUR (ENSI ou équivalent)

Ayant une première expérience d'automatismes électro-hydrauliques ou d'instrumentation industrielle, de préférence en milieu pétrolier, pour se joindre à l'équipe des spécialistes en télécommande de production sous-marine.

Dans ce domaine, il participera :

- d'une part au développement de matériels nouveaux;
- d'autre part, à l'ingénierie de systèmes opérationnels;

Gout de l'innovation et précision sont les qualités requises.

Une bonne pratique de l'anglais est indispensable.

Ce poste basé à PAU implique des déplacements en France et à l'étranger.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous référence 2324 à SNEAP - Service Recrutement - 26, avenue des Lilas - Bât. Mestresat 64018 PAU Cedex.

L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel de 3200 personnes dépendant du Ministère de la Défense, recherche :

UN INGENIEUR CHARGÉ DE MÉCANISMES HYDRAULIQUES

DOMAINES D'INTERETS :

- Transmission hydrostatique
- Régulation et distribution
- Sécurité hydrauliques
- Mécanismes divers (Engins Blindés), Boîte de vitesses, suspension, servitudes diverses.

MISSION :

Sous l'autorité du Chef de Service Bureau de Fabrication il aura un rôle de spécialiste et de conseil pour l'établissement en ce qui concerne :

- la définition d'une politique hydraulique
- les travaux d'industrialisation
- la mise en place des moyens de fabrication et de contrôle.

PROFIL :

- Ingénieur électro-mécanicien ou mécanicien
- Formation complémentaire (expérience) acquise dans entreprise ayant des références dans des domaines similaires (ou voisins) en mécanismes hydrauliques.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à :

ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE
B.P. 504 - 42328 ROANNE CEDEX.

IMPORTANTE SOCIALE NATIONALE

recherche

1 TECHNICIEN SUPÉRIEUR (BTS ou DUT) pour son unité de production d'anticorps monoclonaux. Ce poste exige une expérience confirmée dans les domaines de la culture cellulaire et de la purification des protéines. Section recherche (1)

1 TECHNICIEN BAC F7 pour un poste fabrication de produits pour l'analyse médicale. Section production (2)

1 PHARMACIEN OPTION INDUSTRIE ou INGÉNIEUR CHIMISTE pour un poste d'assistant du responsable de production de réactifs pour analyse médicale. Il sera chargé de la mise en place du GMP (système d'autorisations de mise sur le marché). Expérience souhaitée en production ou GMP ou contrôle de qualité de réactifs biologiques. Section production (2)

1 INGENIEUR NIVEAU DOCTORAT 3^e CYCLE et/ou diplômé d'ingénieur ayant une solide formation en biochimie et immunologie (expérience souhaitée dans le domaine de l'immunoanalyse). Poste proposé : responsable du développement d'une ligne de produits en immuno-diagnostic. Section développement (3)

Lieu de travail : MARCOULE (GARD)

Adressez les c.v. à CEN/VALRH - MORIS/LAFAM Section (1) ou (2) ou (3). B.P. 171. 36205 BAGNOL-SUR-CEZE.

Poste clé entre commercial et production

REGION OUEST

Mondialement connue dans son domaine, filiale d'un groupe étranger très performant, notre Société recherche, pour un poste en création, un

INGENIEUR OU ECOLE SUPERIEURE DE GESTION.

Il assurera au plus haut niveau la responsabilité du flux produits (EQUIPEMENTS INDUSTRIELS complexes - plusieurs milliers de références en pièces détachées) : administration des ventes, planification de la production, gestion de la distribution industrielle en France et à l'étranger. Il pilotera l'étude et l'implémentation des systèmes de gestion commerciale et, dans un second temps, il concevra et assurera un réseau de recueil des prévisions.

Les candidats à ce poste auront à justifier d'une expérience réussie de 3 ans minimum dans des activités similaires de gestion et d'organisation, et dans des situations de négociation et d'arbitrage. Ils devront parler anglais et allemand.

Nous vous remercions d'envoyer votre CV détaillé sous réf. 933-2 R à notre Conseil.

CENAS Tour Neptune - Cédex 20 92086 PARIS LA DEFENSE

Premier groupe français de Forges et de Fonderie recherche pour son usine près de Rouen le

RESPONSABLE des services comptables et financiers

Rattaché au Chef d'établissement, il aura en charge l'ensemble des problèmes de comptabilité et de finance, le contrôle de gestion et l'établissement du budget. Ce poste convient à un candidat de haut niveau de formation Ecole Supérieure de Commerce + DECS. Expérience confirmée dans un poste similaire. Anglais indispensable.

Adressez CV, prétentions et téléphone sous réf. CA 142-a à : PROFILS 43 rue Vireux 75016 Paris

مكتبة من الكتب

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE - Mardi 16 octobre 1984

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Vous avez 10 bonnes raisons de rejoindre IBM France

1
Une grande entreprise privée française. Plus de 20.000 Françaises et Français travaillent chez IBM France, 5ème exportateur français dans des unités à taille humaine, dont quatre usines et deux centres de recherche.

2
Un secteur d'avenir. L'informatique l'est par excellence. Ses applications à tous les domaines de l'industrie et de la vie ouvrent des perspectives illimitées.

3
L'avance technologique. A l'écoute du besoin des clients, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux. L'avance technologique explique leur succès.

4
Une entreprise en bonne santé. Nous nous portons bien, grâce à des efforts de rationalisation et de rigueur. Cette bonne santé, nous en sommes fiers, car elle est un gage de sécurité pour nos collaborateurs.

5
De bonnes conditions de travail. Vivre et travailler dans un climat social serein, bénéficier de nombreux avantages, avoir des rapports simples et directs avec la hiérarchie : ce sont les conditions de travail à IBM France.

6
De réelles responsabilités. Analyser le besoin

du client, l'étudier, soumettre une solution adaptée, aider au démarrage du système et en assurer le suivi : voilà les responsabilités de nos ingénieurs commerciaux.

7
Une évolution ouverte. Toutes les évolutions sont envisageables dans des postes fonctionnels ou hiérarchiques et des fonctions commerciales, techniques ou administratives, à Paris, en province ou même parfois à l'étranger. En un mot, rester dans la même entreprise, mais changer de métier.

8
Une formation répétée. Quand vous entrez, elle complète vos études par la théorie et la pratique. Cela nous permet de recruter aussi bien de jeunes ingénieurs que de jeunes diplômés d'Ecoles de Commerce. Ensuite, la formation IBM vous aidera à tous les stades de votre évolution.

9
Une grande liberté. Nous tenons à la liberté dans l'organisation du travail. Pour nous, il y a d'abord une mission à remplir, sans contrôles tatillon ni systématiques.

10
La dernière raison... Ce sont nos collaborateurs actuels qui vous la donnent. Ils sont bien chez nous ; ils le disent et ne cherchent pas à partir. C'est pour nous le meilleur témoignage. C'est pour vous la meilleure raison de rejoindre IBM.

JEUNES DIPLOME(E)S D'ECOLES D'INGENIEURS ET DE COMMERCE,

hommes et femmes, vous qui souhaitez devenir ingénieur commercial, adressez-nous votre candidature. Si vous avez une courte expérience professionnelle, écrivez-nous aussi.
IBM France, Département Recrutement - Orientation - Conseils, (Référence ICM15/10)
2, rue de Maréngo, 75001 PARIS.
Nous rembourserons vos éventuels frais de déplacement.

IBM France

Paris

220/250 000 F

AUDIT dans un organisme financier

Cet établissement financier (500 personnes, 50 agences) est filiale d'une des premières banques françaises. Il est spécialisé dans le financement de biens de consommation tels que matériel roulant, équipement professionnel ou industriel. Ses dirigeants conduisent une politique de développement qui nécessite auprès d'eux la présence d'une équipe d'audit de haut niveau.

Le titulaire du poste encadre deux personnes et dispose de la plus large autonomie pour intervenir dans tous les domaines de l'entreprise. Il intervient au siège comme dans les filiales ou les agences, et pratique un audit complet qui va au-delà du simple contrôle financier et comptable. Il se voit parallèlement confier des missions ponctuelles très variées : évaluation de la fiabilité des procédures, tests des systèmes d'information, mise en place des outils de gestion... La conception et la mise en œuvre des solutions préconisées lui permettent de jouer un rôle actif dans le devenir de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer un diplômé de l'enseignement supérieur (type ESCAE ou maîtrise de gestion + DECS) âgé de 30 ans maximum. Idéalement issu de l'inspection bancaire, il peut avoir à défaut une expérience de 3 à 4 ans dans une entreprise de services ou dans un grand cabinet d'audit de type anglo-saxon. La réussite dans ce poste nécessite une excellente pratique comptable et financière, la capacité de cerner l'essentiel et de hiérarchiser les problèmes et surtout une personnalité solide, allant rigueur et faculté de communication.
Cette société offre à la fois sécurité, dynamisme et devenir. La collaboration à une équipe d'élite vous permettra à un candidat de valeur de mesurer son talent de voir s'ouvrir de réelles possibilités de carrière.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, en précisant la référence M2/1084 A, à :

EGOR PROMOTION
63, rue de Ponthieu 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

ELECTROMECHANIQUE

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Cette Société (86 personnes, 28.000.000 de francs de C.A.) étudie, fabrique et commercialise une gamme complète et originale de systèmes de contrôle et de régulation.

Leader sur son créneau, ses performances et son développement la conduisent à créer un nouveau poste d'Ingénieur Technico-commercial.

Il développe la prospection, assure les réponses aux appels d'offre, négocie les commandes et en suit la réalisation. En relation avec les clients et le bureau d'études, il participe à la définition et à la conception des produits.

Nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Electromécanicien de formation supérieure. Son expérience de quelques années s'est déroulée dans le secteur de la mécanique (en bureau d'études ou en production par exemple).

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf M 10622 G, à :

EGOR SA
8 rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO MONTREAL

CGEE ALSTHOM
INNOVER ET ENTREPRENDRE

**Objectif :
export
et technologies
de pointe**

Voir en page 31

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

un Cadre d'Etudes

pour son service réglementation des changes

Il devra avoir une expérience d'au moins 10 ans dans un poste similaire ou avoir exercé une responsabilité hiérarchique dans un service étranger.

Adresser CV, photo et prétentions sous référence JH/5492 bis à :
CNCA - Gestion des Personnes - 75210 Paris Brune

INSTITUTION NATIONALE DE GRANDE NOTORIÉTÉ PARIS

HEC-ESSEC SUP.DE.CO-MIAGE

Débutez ou ajoutez une première expérience.

Dépendant du D.G., il aura rapidement la responsabilité de fonctions diversifiées, en particulier la conduite de gestion, la gestion financière et la trésorerie.

A CE POSTE, DES CONNAISSANCES EN INFORMATIQUE ET

BUREAUTIQUE ET LE GOUT DE CES TECHNIQUES SONT INDISPENSABLES.

Si vous souhaitez vous intégrer à notre équipe envoyez votre dossier sous référence 9385 à Média-System, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cédex 02, qui nous le transmettra.

Motivation des hommes : concevoir les outils du futur

Paris - 220 000 F +

**Responsable
de la
communication
et de
l'innovation
sociale**

La réussite de l'entreprise passe par la communication et par l'innovation sociale. Au sein de notre groupe, nous disposons déjà d'outils d'information et de communication et appliquons une politique sociale active. Mais nous souhaitons aller encore plus loin.

Nous recherchons l'homme qui saura concevoir et mettre en œuvre les outils du progrès social.

Homme d'analyse et de réflexion, passionné et innovateur, il sera aussi un homme de terrain, réaliste, qui saura « faire passer » ses idées.

Pour ce poste qui se conçoit au niveau du groupe, nous attendons un candidat de formation supérieure, ayant une bonne connaissance de l'anglais. Il aura une expérience professionnelle de six années minimum à un poste d'encadrement (direction d'un service commercial ou marketing, organisation, formation, gestion des hommes...). Mais, avant tout, c'est sa connaissance approfondie de l'entreprise et son sens de la communication qui détermineront sa réussite dans cette fonction.

Si vous êtes l'homme de ce challenge, téléphonez au 296.12.22 (précisez la réf. 10001) du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h, ou envoyez votre dossier de candidature en précisant sur l'enveloppe la référence 10001/LM à LIGNE DIRECTE - 9, boulevard des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

ligne directe
INFORMATION CARRIERES

296.12.22

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
ET D'ORGANISATION

Recrute pour

Ses ACTIVITÉS de CONSEIL auprès des entreprises de l'économie sociale (SCOP, MUTUELLES...)

CHARGÉS DE MISSION

de formation type HEC, ESC, et/ou DECS ayant une expérience de 2/3 ans soit dans un cabinet d'expertise ou de conseil, soit en entreprise dans les domaines comptables et financiers.

Envoyer C.V. s/r 8489 le Monde Pub
service ANNONCES CLASSEES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.



CONTESSÉ VOUS DONNE RENDEZ-VOUS AVEC PLUS DE 500 OFFRES D'EMPLOI PARUES OU A PARAÎTRE

La télématique au service du recrutement : des informations sur l'emploi, la presse, les grandes entreprises et toutes les annonces Contesse.

Composez le (1) 296.10.65
sur votre

MINITEL

CONTESSÉ
Télématique

LE GRAND PLUS DES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

LOTUS DEVELOPMENT, 700 personnes
plus d'un milliard de francs de CA dans le monde, solidement établie depuis 1982 aux USA,
a acquis une position de leader sur le marché des logiciels de gestion.
Le programme 1-2-3 de Lotus célèbre dans le monde entier
s'est déjà vendu à plus de 500.000 exemplaires.
Notre dernier né Symphony, logiciel polyvalent,
est le résultat de notre savoir-faire et de notre dynamisme.

Ingénieurs commerciaux

Rattaché au Directeur des ventes vous mettez en œuvre la politique de distribution et de promotion des logiciels LOTUS 1-2-3 et Symphony auprès d'un réseau de revendeurs et des utilisateurs en entreprise. Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure valorisée par une expérience de 3 à 5 ans de la vente dans le domaine informatique. Vous maîtrisez de préférence l'approche grands comptes et pratiquez nécessairement l'anglais.

Réf. M 5643 A

Ingénieurs support

Après une formation complémentaire à nos produits vous serez chargé en véritable expert technique de toutes les opérations d'assistance à la vente. Vous participerez à la mise en place des logiciels chez nos clients et définirez les politiques de maintenance et de formation à leur utilisation jusqu'à leur stabilisation. De formation supérieure, vous justifierez d'une expérience similaire réussie et vous connaîtrez l'anglais.

Réf. M 5643 B

responsable crédit

Confirmé

Vous assurez la totalité de la gestion des comptes clients, tant sur le plan comptable (soins de règlement, analyse des comptes) que sur celui de la facturation et du recouvrement.

Réf. M 5643 C

responsable comptabilité générale

Confirmé

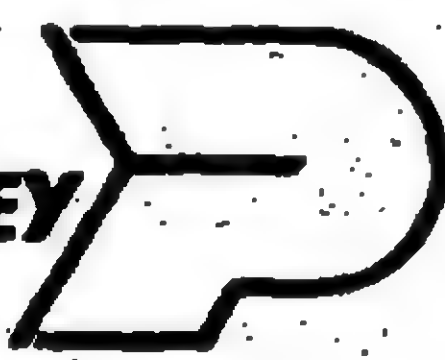
En collaboration avec le contrôleur de gestion vous serez le garant de la conformité des procédures comptables, administratives et fiscales pour notre filiale française.

Réf. M 5643 D

Pour ces deux postes, nous souhaitons rencontrer des candidats de formation comptable supérieure, connaissant la comptabilité anglo-saxonne et familiarisés à la micro-informatique.
Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence choisie sur l'enveloppe, à STAMINA, 22 rue Auguste Vacquerie 75116 Paris.



PECHINEY



Le Groupe PECHINEY recherche pour développer l'activité de son service de presse en province

un responsable de communication

Au sein d'une équipe travaillant à Paris, il sera particulièrement chargé d'apporter un concours aux Directeurs d'établissements pour mettre en œuvre leurs contacts avec la presse. La fonction impliquera de très nombreuses relations avec les médias et exigera de ce fait une grande mobilité.

Ce poste pourrait convenir à un journaliste ayant plusieurs années d'expérience ou à un professionnel ayant exercé ce type de fonction dans une entreprise ou tout autre organisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 1510

BAILLY CONSEIL

128, bd Haussmann
75008 PARIS

Informaticien demain, manager après-demain

Leader mondial dans notre domaine de biens d'équipement nous comptons 5000 personnes pour un CA de 2 Milliards de Francs ce qui fait de nous, en France, une entreprise à vocation internationale. Nous dépendons d'un des 10 premiers groupes industriels mondiaux à forte valeur technologique.

Jeunes ingénieurs grande école avides d'apprendre

Venez rejoindre nos équipes : vous participerez activement au développement de projets importants. Pour toute l'industrie (IBM 4341, etc...) est une solide rampe de lancement. Parmi nos dirigeants peuvent en témoigner. Votre imagination, votre esprit critique alliés à vos compétences sont les atouts de votre réussite. L'attention que nous lui portons vous ouvrira les portes d'autres secteurs clés de notre entreprise.

Si vous souhaitez de plus amples informations merci d'adresser votre dossier sous réf. 347 M à notre Conseil Nicole ANCESSI, SODESA 122, rue Saint-Augustin, 75002 PARIS. Membres du Syntec

Soderhu

Découvrez l'accueil chaleureux des gens du Nord

La Grande Distribution. Avec nos 25 milliards de CA, nos résultats et notre dynamisme nous comptons parmi les premiers. Notre centrale d'achats souhaite renforcer son équipe de globe-trotters, professionnels dans le secteur des achats et de la vente. Nous sommes jeunes, ardents et déterminés. Nous avons besoin d'esprits novateurs et leur offrons le choix :

l'import

Réf. PI 1086M

l'export

Réf. PE 1087M

Vous êtes l'interlocuteur privilégié de nos acheteurs, en découvrant pour eux de nouveaux fournisseurs et en les informant de l'état du marché international (textile, bazar). Vous négociez vos contrats d'achats en fonction du cahier des charges préalablement établi. Vous avez l'habitude de prospecter le marché, de vérifier l'importabilité des produits, et d'étudier les formalités d'importation. Vous aimez discuter les prix, les conditions d'achats et d'approvisionnement. Vous savez utiliser toutes les formules de couverture en devises.

Vous appartenez à une équipe qui vient de démarrer. Nos relais à l'étranger, notre logistique, notre savoir-faire nous permettent d'exporter des biens de consommation (certains de nos fournisseurs ne peuvent investir dans une structure adaptée). Vous établissez votre gamme de produits, vous négociez vos contrats de commercialisation, vous choisissez pour chaque marché les réseaux de distribution adaptés. Grand voyageur, vous êtes l'homme orchestre par excellence, adaptable à toute situation en opportuniste organisé.

Nous devons intéresser des jeunes gens de formation supérieure (HEC, ESSEC, ESC...), ayant une expérience réussie de 3 à 5 ans dans leur spécialité.

La hauteur du défi suppose des hommes ou des femmes d'action, habitués aux objectifs (réussis), capables de réelle autonomie, et forts négociateurs.

Bien sûr, vous parlez couramment l'anglais et maîtrisez probablement d'autres langues.

SEFOP, notre conseil, vous remercie de bien vouloir adresser votre dossier sous référence correspondante.



11 Rue des Pyramides - 75001 Paris

MEMBRE DE SYNTec

PMI à taille humaine, spécialisée dans une technologie de pointe produisant des ensembles industriels alliant étroitement la mécanique, l'électronique et l'informatique, filiale d'un groupe français, recherche à PARIS (banlieue NORD) :

Chef de B.E. électronique

pouvant encadrer et gérer 25 ingénieurs et techniciens avec l'autonomie correspondante à la fonction.
(référence 750 M)

Ingénieur électronicien chef de groupe

pouvant encadrer une équipe de 3 à 5 ingénieurs et techniciens.
(référence 800 M)

Ingénieur logiciel chef de groupe

pouvant encadrer une équipe de 3 à 5 ingénieurs et analyste-programmeurs.
(référence 900 M)

Nous accueillerons dans ces 3 fonctions un cadre de haut niveau apportant une expérience significative dans un des domaines suivants de conception de produits ou systèmes : logique, analogique, visualisation, opto-électronique ou ultrasons, logiciels de contrôle industriel en temps réel, systèmes d'exploitation, politique des tests.

Pour tous ces postes d'encadrement, nous serons attentifs autant aux qualités relationnelles qu'aux acquis techniques.

Ecrire en précisant la référence au CABINET GATIER, 91 rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Cabinet Gatier

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ELECTRONIQUE

appliquée à la communication, leader français dans son domaine d'activité. Dans le cadre du développement d'un important projet d'informatisation de la gestion commerciale, nous recherchons pour notre établissement situé en proche banlieue Nord-Ouest

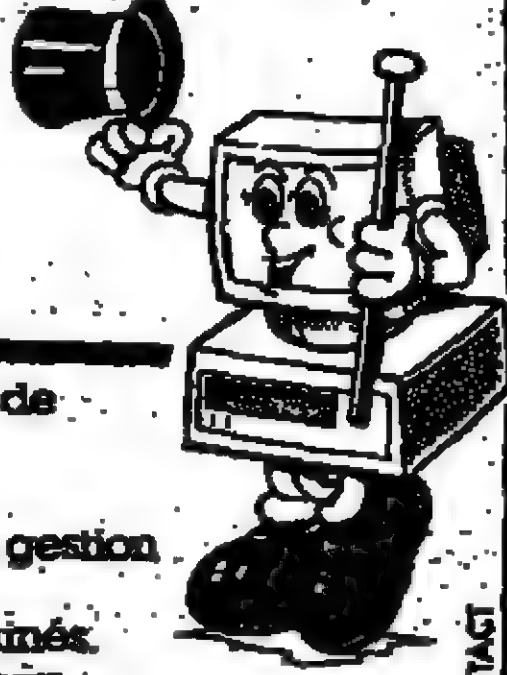
ANALYSTE PROGRAMMEUR

Après une prise de connaissance de l'ensemble de l'application, le candidat aura pour mission :

- Assister le responsable informatique.
- Réaliser les transactions et traitements liés à la gestion des stocks et des délais.
- Recueillir techniquement les programmes terminés.
- Mettre en place l'application chez les utilisateurs.

Cette mission d'une durée déterminée (1 an) s'adresse à un candidat titulaire d'un DUT et justifiant d'une expérience de 2 à 3 années dans un environnement : DPS 7 - GCOS 64 - TDS - IDS II.

Adresser curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. 36168M, HAVAS-CONTACT 1, place du Palais-Royal, 75001 PARIS.



l'ingénierie construit l'avenir

ECOPOI est une société dynamique filiale d'un important Groupe d'ingénierie française.

Nos Ingénieurs et nos Techniciens mettent en œuvre leurs compétences et les techniques les plus modernes au service d'activités industrielles diversifiées : économies d'énergie, fiabilité et sécurité de systèmes industriels, étude de phénomènes électrostatiques.

jeunes ingénieurs électricité automatismes

VOUS ETES INGENIEUR GRANDE ECOLE. Vous débutez ou avez une première expérience de 1 à 2 ans en électricité ou automatismes. Après une formation à nos méthodes, vous prendrez en charge l'étude de systèmes complexes et le suivi de leur exploitation. Vous déterminerez leurs conditions optimales de sûreté et de sécurité. Ces postes s'adressent à de jeunes diplômés ayant le goût d'une activité réunissant tous les aspects du métier d'ingénieur : travail en équipes polyvalentes, relations avec les clients, expérience sur sites.

Merci d'adresser votre candidature à Patrick LECLERC - ECOPOI, 28 rue du Château des Rentiers, 75013 Paris. (Réf. E402.M2)

ecopoi

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INTERNATIONALE

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

COLLABORATEUR

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE

ADJOINT DU RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION

• Vous serez chargé de l'analyse et du contrôle de la gestion financière et commerciale de l'entreprise.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.
• Vous serez chargé de la mise en œuvre des procédures de contrôle de gestion.

Envoyer votre dossier de candidature sous réf. 1510 à : BAILLY CONSEIL, 128, bd Haussmann, 75008 PARIS.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE INTERNATIONALE

recherche
ADJOINT DU RESPONSABLE
CONTROLE DE GESTION

- Niveau DECS et/ou Ecole de Commerce.
- Expérience bancaire ou de cabinet d'audit/conseil.
- Ouverture aux Informatiques.

Envoyer curriculum vitae et prétentions à
B.A.T.I.
12, place Vendôme,
75001 PARIS.

BANQUE INTERNATIONALE PRIVEE

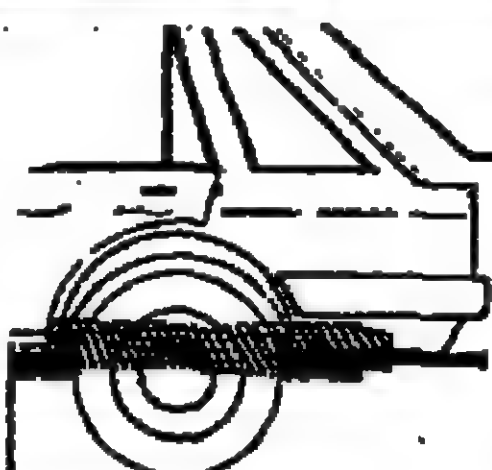
recherche pour
DEPARTEMENT DES CREDITS

COLLABORATEUR hf

diplômé grande école commerciale ou université : maîtrise gestion, maîtrise sciences économiques, ayant des connaissances approfondies en analyse financière.

Il est souhaité une expérience de 2 ou 3 ans dans les opérations de crédits.
Langue anglaise : lue, parlée, écrite.

Envoyer lettre manuscrite + C.V.
sous référence 8975 à
PIERRE LICHAU S.A. - BP 220,
75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.



DIVISION AUTOMOBILE

Dans le cadre du développement de son activité
FORGE DE PRECISION
la Division Automobile du
Groupe LUCHAIRE
recherche un

responsable
administration
des ventes

FRANCE / EXPORT

Le poste, basé à Paris, conviendrait à un candidat, de formation type BTS ou DUT, ayant une expérience de plusieurs années en milieu industriel dans l'un des domaines suivants :
— vente / export,
— ordonnancement,
— bureau d'études / bureau des méthodes,
et familiarisé avec les techniques de transformation des métaux.

La connaissance de l'anglais est indispensable. De bonnes notions d'allemand seront appréciées.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s / réf. R.A.V. à LUCHAIRE S.A., Direction des Relations Humaines 180, bd Haussmann - 75008 PARIS.



DIVISION ARMEMENT

Dans le but de développer les études et recherches de sa Division Armement, LUCHAIRE recrute pour son bureau d'Etudes de Bourges (Cher), un

chef de
groupe de
recherches

De formation ingénieur généraliste et plus particulièrement axé sur la mécanique, le candidat doit avoir plusieurs années d'expérience industrielle dans la conduite de projets et l'animation d'une équipe d'études et de recherches.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s / réf. C.G.R. à LUCHAIRE S.A., Direction des Relations Humaines 180, bd Haussmann - 75008 PARIS.

DIVISION
AERONAUTIQUE

RATIER-FIGEAC,
filiale Aeronautique du
Groupe LUCHAIRE recherche son

responsable
organisation

Diplômé d'une Grande Ecole (Ingénieur ou Ecole de Gestion), possédant une première expérience en milieu industriel et connaissant bien le fonctionnement d'une entreprise. Il aura pour mission d'harmoniser les liaisons entre l'informatique et les différents services.

Dans un premier temps, il prendra en charge la mise en place d'une chaîne de traitement achats et d'un système de calcul de prix de revient.

Poste situé à FIGEAC (Lot).

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à
RATIER-FIGEAC
Direction du Personnel
Route de Cahors
46100 FIGEAC

GROUPE LUCHAIRE

Nous sommes à Paris une banque privée de dimension moyenne mais avec une forte volonté de développement. Nous cherchons

l'adjoint du directeur du personnel

Vous êtes un homme de réflexion mais aussi d'action quotidienne, capable d'intervenir auprès de tout le personnel dans : le recrutement et la formation, la gestion des carrières, la restructuration éventuelle des services, les relations avec les partenaires sociaux, les études sociales.

A 32 ans minimum, votre formation supérieure et votre expérience de la fonction personnel dans la banque vous permettent d'être rapidement opérationnel. Votre réussite à ce poste est la clé de votre évolution future.

Notre consultante, Mme M.-C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4498 LM).



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTec

Gérer, développer et fidéliser

C'est votre projet professionnel en tant qu'

EXPLOITANT ENTREPRISES

Votre formation supérieure, votre connaissance du marché et vos qualités de contact font de vous un conseiller efficace et compétent adapté au service personnalisé d'un établissement bancaire privé.

Nous vous confions la direction de guichets sous le regard d'un responsable de l'agence-mère.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. DM à : BANQUE SUDAMERIS FRANCE, Service Central du Personnel - Recrutement Carrières - 19, rue Halévy - 75009 PARIS.

BANQUE SUDAMERIS FRANCE

Département Télémessure

Jeune Ingénieur d'Etudes Electroniques.

Vous êtes débutant ou presque et vous connaissez Sintra synonyme de succès en électronique. Nous vous proposons dès aujourd'hui de travailler en étroite collaboration avec le chef de service. Vous serez chargé de l'élaboration de cahiers des charges avec nos clients, du suivi des études au sein du laboratoire et de la rédaction des rapports.

Il est indispensable que vous soyez diplômé d'une grande école d'électronique et que vos connaissances en anglais soient solides.

Une pratique de l'électronique basse fréquence en analyse et programmation sera un atout.

Merci d'adresser CV détaillé sous référence 953 ID 01 à Martine Bialobos - Service Relations Sociales et de l'Emploi - 1, avenue Aristide Briand 94117 ARCEUIL.



INGENIEURS



confirmés
et débutants
X, Centrale, Supélec, INPG...

Programme :
le contrôle industriel.
Objectif : 168 pays.

Accès : la recherche et le développement.
Energie, Industrie, Tertiaire :
l'innovation est dans tous les domaines.

Ingénieurs du logiciel
« temps réel »

Pour l'étude et la réalisation d'automatismes industriels, les régulations d'ensemble pour les processus industriels, le génie logiciel (VAX/SOLAR) et la CAO.

Ingénieurs électroniciens
« courants forts »

Pour les études, les essais et les mises en service d'équipements, tant matériel que logiciel et les automatismes industriels.

Si vos objectifs concordent avec les nôtres, écrivez à Fabienne DUCRET - CGEE ALSTHOM - 13, rue Antonin-Raynaud - 92309 LEVALLOIS-PERRET Cedex.

CGEE ALSTHOM

INNOVER ET ENTREPRENDRE

Cabinet d'Audit de renom mondial renforce ses structures
Finances/Administration et recherche

Responsable
des services comptables

Superviser et contrôler la comptabilité générale, fournisseurs, clients de plusieurs sociétés, préparer le reporting mensuel ainsi que les bilans annuels et comptes d'exploitation dans les délais, faire face aux exigences d'un système comptable fortement informatisé (IBM 34), voilà la mission que nous vous proposons. Vous serez appuyé par une jeune équipe de 6 personnes que vous animerez.

Rigoureux, disponible et motivé par la comptabilité, vous avez une formation supérieure type DECS, une expérience similaire de 3 ans dans un service comptable et vous êtes à l'aise avec la production d'états mensuels.

Nous saurons vous récompenser de vos efforts.

Si vous êtes intéressé par cette offre, veuillez nous adresser lettre de candidature, CV détaillé et salaire actuel en précisant la réf. M 34110 à Rudolph von Raesfeldt TEG 18 place Henri Bergson - 75008 Paris.

division de SYSTEMA



(France)
Management

PARIS-8°

RECHERCHONS POUR DIRECTION COMPTABLE

UN CADRE DE FORMATION
SUPÉRIEUR

(E.S.C. option finances, Comptabilité ou D.E.C.S. + maîtrise de droit privé).

Débutant ou avec une courte expérience pour travaux comptables (analyses/synthèses). Intéressants et variés.

Envoyer curriculum vitae manuscrite + photo et prétentions sous réf. T 68.643 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue du Montparnasse, 75007 PARIS.

CONTESSE VOUS EN DIT PLUS
SUR LES ENTREPRISES QUI VOUS RECRUTENT

La télématique au service du recrutement : des informations sur l'emploi, la presse, les grandes entreprises et toutes les annonces Contesse.

Composez le (1) 296.10.65
sur votre
MINITEL

CONTESSE
Télématique

LE GRAND PLUS DES COMMUNICATIONS DU RECRUTEMENT

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

informatique + télécommunication : le nouveau monde des informaticiens de pointe!

Leader mondial dans la fourniture de systèmes de télécommunication numérique, nous employons 44 000 personnes dans 25 pays (CA 83 : 3,3 milliards de dollars). Notre famille de produits VIENNA, née début 84, remporte un succès considérable en Europe. Elle réussit l'intégration des standards industriels en télécommunication et gestion ainsi que la portabilité des applications. En France, la filiale NORTHERN TELECOM DATA SYSTEMS en pleine croissance, recherche de nouveaux collaborateurs.

Spécialiste "Réseaux"

De formation supérieure en informatique, vous avez des connaissances : SNA ou DSA et si possible ETHERNET. Votre expérience en systèmes de gestion et télécommunication vous permettra de mener à bien vos nouvelles fonctions : étudier et définir les besoins de nos grands comptes. Réf. 484M

Responsable "Applications"

Votre expérience en systèmes de gestion, précédée d'une formation supérieure, et vos réelles aptitudes de négociateur vous permettront, après identification des besoins de nos clients ou prospects, de négocier avec les SSI afin de créer un catalogue le plus complet possible sous MS-DOS et XENIX. Réf. 584M

Une rémunération motivante est prévue pour ces postes basés à Paris. Informaticiens de pointe qui souhaitent nous rejoindre, envoyez dès maintenant en spécifiant la référence choisie, votre dossier de candidature (lettre, CV, prétentions) à Monique COQUIN, 41-49 rue de la Garonne - 92310 Sèvres.



L'informatique au service de la communication

JEUNE INGENIEUR EXPORTATION

Notre Société, dynamique et performante, étudie des idées originales et superlatives destinées aux secteurs industriels de pointe : aérospatial, nucléaire, pétrochimie, etc.

Nous confierons à un jeune ingénieur, de formation MINES ou équivalent, le développement de nos affaires dans certains pays étrangers. Par la suite une évolution vers des responsabilités élargies pourra lui être offerte.

Nous souhaitons que le candidat parle l'anglais et une autre langue et qu'il puisse justifier de 3 à 5 ans d'expérience commerciale dans l'industrie (de préférence mécanique ou métallurgique).

Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser C.V. et candidature sous référence ICA-EX à Elisabeth PEYRONNEL 12, avenue Victor Hugo 92170 VANVES

Leader sur le marché des Systèmes de Gestion d'Hébergement Variables, notre Département est intégré au sein d'un grand groupe international. Nous recherchons notre

Chef des Services Techniques et de la Maintenance

qui prendra la responsabilité des services installations et mises en service, formation, maintenance et réparations aérospatiales. De formation DUT ou BTS, électronique ou équivalent, il aura une très bonne connaissance des matériels électroniques et informatiques ainsi que des logiciels. Une expérience de 5 à 10 ans est demandée dans un secteur similaire. Sens du contact et de la négociation, et capacité à animer une équipe dynamique sont des qualités indispensables pour réussir dans ce poste.

Lieu de travail : St-Ouen (93).

Merci d'envoyer lettre CV, photo et prétentions, sous réf. 3128 à Média-System, 104, rue Réaumur 75081 Paris Cedex 02, qui transmettra.

International Management

Patrick BRUNETEAU
Consultant en recrutement financier
8, rue Georges Ville, 75116 PARIS

Une société de négoce pétrolier et de prestations de services, C.A. consolidée de 4 milliards de frs, 2.100 personnes, 35 filiales en France et à l'étranger, recherche pour son siège administratif, un

RESPONSABLE COMPTABLE CONSOLIDATION

Fonction : Rattaché au Directeur Comptable, le candidat sera en mesure de gérer une cellule consolidation (60 filiales). Il harmonisera et informatisera les procédures, il secondera le Directeur Comptable pour des fonctions comptables classiques et il prendra la responsabilité de la tenue des comptes de la société mère.

Profil : 30-35 ans; H ou F. Formation supérieure type Sup de Co. Expertise Comptable ou D.E.C.S. + 1 ou 2 certificats supérieurs. Une expérience similaire de la consolidation est nécessaire, la pratique de l'anglais vivement souhaitée. Le poste requiert une grande autonomie, une rigueur intellectuelle mais aussi une certaine souplesse. De nombreux déplacements en France sont à prévoir. Poste à pourvoir rapidement à CHATELAINVILLE ou à PARIS.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous réf. CO09 à notre Contact.

APCOREM 88



CONSEILLER DE GESTION AYANT UN TEMPERAMENT COMMERCIAL

Vous aimez notre réseau de concessionnaires à mettre en place les systèmes comptables et de gestion préconisés par notre marque avec l'aide de l'informatique.

En liaison avec nos services commerciaux vous participerez également à des études financières et réaliserez ensuite un conseil approprié.

Votre formation est de type ESC avec option finance et votre personnalité vous permet d'être à l'aise dans les contacts commerciaux. Vous êtes disponible géographiquement et maîtrisez l'anglais.

Adresser votre dossier de candidature en précisant la référence 27M à FORD France, Vincent Béranger - 344, avenue Napoléon Bonaparte 93506 RUEIL-MALMAISON Cedex.

UNE DES PREMIERES SOCIETES D'INGENIERIE FRANCAISE, recherche

INGENIEUR THERMICIEN

pour prendre la responsabilité technique et commerciale du développement dans les secteurs résidentiels et tertiaires de la filière parisiennne spécialisée dans la maîtrise de l'énergie.

Diplômé grande école - 30-35 ans environ - ce candidat dynamique doit souhaiter faire carrière dans un grand Groupe d'ingénierie à vocation internationale.

La connaissance de l'anglais et de l'informatique sera appréciée.

Adresser dossier de candidature (lettre, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2354 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Eclatez-vous dans un espace consulting performant

Une équipe de consultants spécialistes du conseil en stratégie et marketing de biens et services industriels... tous jeunes, y compris les partenaires... Une passion commune pour l'industrie et maintenant le plaisir d'accueillir le 9ème consultant pour faire face aux nécessités du développement.

Ce nouveau devra à la fois s'intégrer dans notre petit groupe et lui apporter un éphère original, soit celui de sa formation ou de sa première expérience ou encore la connaissance particulière d'un secteur d'avenir tel que l'informatique ou l'électronique. C'est notre façon de dire qu'à votre diplôme initial d'ingénieur (X, Mines, Centrale) ou de gestionnaire (HEC, Essec, Sup de Co), vous avez ajouté une formation complémentaire au management. Et notez bien qu'il nous apparaît fondamental que vous ayez eu l'idée de vous offrir une première expérience commerciale sur le terrain, par exemple chez un grand constructeur informatique.

Ajoutons, et ce n'est pas rien, que vous devez avoir la dimension internationale pour mener vos interventions de part et d'autre de l'Atlantique ou du Pacifique. Et pour terminer, précisons que votre candidature ne sera retenue que si vous avez le potentiel de devenir un(e) directeur associé du cabinet en quelques années. Vous ne serez donc pas étonné que la sélection soit sévère et que SIRCA nous aide dans cette cooptation. A vous d'écrire en toute confiance sous la référence 225 427M.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

GRACO-FRANCE, nous sommes la filiale d'une multinationale américaine, leader mondial de l'application de peintures. Nous introduisons sur le marché européen un robot de finition de peinture, issu de la technologie européenne, et nous recherchons des

ingénieurs et techniciens motivés et passionnés par l'innovation

pour notre
DEPARTEMENT ROBOTIQUE

ingénieurs
chefs de projets

ingénieurs
montage - mise en route

de formation AM, INSA ou équivalent, vous avez une expérience de gestion d'affaires en ingénierie (installation clé en main, si possible en traitement de surface). Vous réalisez les contrats obtenus par nos services commerciaux, pilotez des études, commandes, coordination des travaux dans le respect des délais et du budget. Anglais indispensable - Allemand souhaité. Déplacements occasionnels en Europe. (Réf. CP)

de formation Electromécanique ou Electronique, vous avez si possible une expérience de chantiers. Nous vous confierons l'installation de nos équipements chez nos clients européens. Anglais et/ou Allemand indispensables. Très nombreux déplacements à prévoir. (Réf. IMG)

A tous nous demandons une grande ouverture, de la disponibilité, une volonté d'autonomie et d'initiatives. A tous nous proposons de participer au développement de ce département faisant appel aux techniques de pointe, dans une entreprise performante mais à taille humaine, où votre personnalité plus que votre formation vous permettra d'envisager de larges perspectives d'évolution. Merci de nous adresser votre candidature manuscrite, avec C.V., photo et prêt, sous la réf. choisie à GRACO-FRANCE Direction des Relations Humaines - 113, rue des Solets - SILIC 141 - 94523 RUNGIS



Des études, des stat, des analyses, la communication en plus.

160 000 +

Cette dynamique organisation professionnelle, qui rassemble des industriels et des coopératives de l'agro-alimentaire, recherche le (la) responsable de son département études économiques. Vaste programme. Les statistiques de production, les tendances des marchés, le comportement des consommateurs, l'analyse des bilans et des règles de gestion de la profession, l'évolution de l'environnement politico-économique national et international, la liste n'est pas exhaustive. Recueil des données, conception des questionnaires, analyse, synthèse... ça, c'est la mécanique. Que vous maîtrisez en professionnel. Vos études - Sciences Po Ecofi, ESC, Sciences Eco - et vos premières années d'expérience en entreprise vous ont bien rodé.

Vous savez prendre le recul qui s'impose pour faire parler les chiffres, rédiger des commentaires pertinents, fiables, éclairants. Mais ce qui fera la différence, c'est votre qualité de communication. Plume alerte, verbe agile, vous savez retenir l'attention d'un auditoire comme d'un lecteur, et aimez exercer votre créativité dans les mille et une façons de présenter des résultats. Vous ne pensez pas que, pour paraître sérieux, il faut nécessairement faire ennuyeux.

Notes que vous pourrez continuer à pianoter sur votre micro favori, on vous attend pour passer la commande... et mettre en place le système. Vous gagnerez du temps et en ferez gagner à vos deux assistantes. Autre précision : nos bureaux sont dans le 14ème arrondissement de Paris. Voulez-vous faire part de votre intérêt sous référence 226 531M aux consultants du cabinet SIRCA en charge de cette recherche ? Merci de joindre CV, photo et de mentionner votre rémunération actuelle.

Sirca
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

PRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

Sortir de l'ordinaire... nous sommes à la recherche de personnes capables de relever des défis.

directeur d'agence

Mission : développer la présence de l'agence dans les régions. Responsabilités : gestion d'équipe, négociation, suivi des clients. Profil : diplôme supérieur, expérience de 5 à 10 ans. Poste à pourvoir rapidement.

ingénieur

Mission : concevoir et développer des produits innovants. Responsabilités : gestion de projet, collaboration avec les clients. Profil : diplôme supérieur, expérience de 3 à 5 ans. Poste à pourvoir rapidement.

futurs responsables

Mission : préparer les futurs responsables de l'entreprise. Responsabilités : formation, mentorat. Profil : diplôme supérieur, expérience de 1 à 3 ans. Poste à pourvoir rapidement.

Merci d'envoyer votre CV, photo et prétentions sous la référence 226 531M aux consultants du cabinet SIRCA en charge de cette recherche.

GOUPIL

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

Notre société recherche des personnes motivées et dynamiques pour rejoindre notre équipe. Les candidats doivent avoir une formation supérieure et une expérience professionnelle.

LA HAUTE SEINE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Société de Travaux Industriels pétroliers et chimiques spécialisée en tuyauterie, montage et maintenance internationale, filiale d'un Groupe Français de renommée mondiale, recherche

directeur d'agence pour la région Sud-Ouest

Mission : responsable de la Direction d'une exploitation régionale développant des activités de construction mécanique et chaudronnerie, ainsi que de chantier, il aura en charge la gestion, le développement commercial, les problèmes techniques et la supervision des équipes en place. Il rendra compte directement au Directeur Général de la Société au Siège.

Profil : de formation Ingénieur (ENSAM, ECP, ...), l'intéressé aura une expérience sérieuse du milieu pétrolier et l'aptitude à gérer des hommes. Anglais souhaité.

Conditions : salaire attractif fonction de l'expérience - voiture de fonction - possibilité d'évolution de carrière au sein de l'Entreprise et dans le Groupe. (Réf. 3790 A)

Ingénieur commercial

Mission : prospection et suivi commercial France des secteurs pétroliers, parapétroliers, chimiques et ingénierie.

Profil : de formation technico-commerciale, battant et goût du contact. Expérience d'environ 5 années dans poste et activités similaires. Connaissance du milieu pétrolier indispensable. Anglais souhaité.

Conditions : poste basé dans la banlieue Sud-Ouest de Paris, mais qui nécessite de fréquents déplacements en Province (4 jours sur 5 en mission). (Réf. 3790 B)

Salaire : en fonction expérience - voiture de fonction - avantages sociaux du Groupe.

futurs responsables de ses agences en France

Mission : adjoints de nos Directeurs d'agence, ils acquerront au bout de quelques années l'expérience nécessaire pour accéder à des responsabilités équivalentes en France et à l'étranger.

Profil : formation Ingénieur (ENSAM, ECP, ...), ils auront 2/3 ans d'expérience dans le milieu pétrolier avec, si possible, une formation complémentaire en gestion, type IAE ou autre. Anglais souhaité.

Conditions : salaire en fonction de l'expérience. Possibilités réelles d'évolution au sein de l'Entreprise et dans le Groupe. (Réf. 3790 C)

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence du poste choisi à Organisation et Publicité 2, rue Marango - 75001 PARIS, qui transmettra.

MATRA

La Division Optique crée un poste : H/F

Ingénieur Généraliste

chargé de coordonner les activités contrôle et essais

- Adjoint au responsable du service, il prend en charge l'animation et la coordination des activités de contrôle, essais et qualification des équipements électro-optiques et, à ce titre, il organise l'activité d'une équipe de 12 techniciens.

- Il définit la politique et la méthodologie des contrôles et essais ; il planifie, gère et fait la synthèse des opérations techniques, et négocie les clauses techniques et financières avec les ingénieurs d'affaires, et les coopérateurs et sous-traitants.

- Ce poste évolutif nécessite une formation généraliste (mécanique, électronique, optique) confirmée par une expérience de 2 à 3 ans en laboratoire de haute technicité orientée si possible sur l'instrumentation.

- Des qualités d'organisation et de méthode, et des capacités d'encadrement seront particulièrement valorisées dans cette fonction.

- Anglais courant.

- Le poste est situé en banlieue Ouest (RUEIL).

Adresser CV, rémunération souhaitée et photo sous N° NK 1162 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3, avenue du Centre - 78182 SAINT QUENTIN YVELINES CEDEX

TROISIEME GROUPE FRANCAIS D'ASSURANCES,

nous recherchons

ACTUAIRE, ENSAE, ISUP...

Vous êtes débutant ou disposez d'une première expérience professionnelle dans l'assurance vie.

Nous vous proposons de prendre en charge l'aspect technique du développement des produits d'assurances vie au sein de notre Direction Commerciale.

Votre fonction comportera toutes les



phases de pré-commercialisation (rédaction des polices, établissement des tarifs, conception notices client...).

Vous travaillerez en liaison avec notre Département Marketing et avec les services de gestion. Les perspectives d'évolution liées à la réussite dans la fonction sont réelles.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) s/réf. RP/B à : GAN - Division Emploi et Carrière - 2, rue Pillet Will - 75448 PARIS CEDEX 09.

GOUPIL

Ingénieur, voire technicien de très haut niveau, vos 3 ans au moins d'expérience ont fait de vous un véritable spécialiste des télécommunications dans le domaine de la micro informatique. Ces compétences n'excluent pas pour autant les connaissances suivantes :

- système d'exploitation (MS, DOS, CPM ou autres)
- langage assembleur (8080 Z 80, 8088 ou autres)
- langage évolué (Basic, Pascal ou autres)

L'anglais est un atout supplémentaire.

VENEZ REJOINDRE

LA HAUTE TECHNOLOGIE SMT GOUPIL. Vous allez répondre aux besoins de support et d'information exprimés par nos distributeurs export, et vous serez responsable de l'environnement téléinformatique depuis nos locaux de Créteil.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo + prétentions) sous réf. 003 à SMT GOUPIL Division du Personnel - 39-49 Bd Jean-Baptiste Oudry 94000 Créteil.

Le Spécialiste Support Technique TELECOM de nos distributeurs export



Grindlays Bank s.a.

Filiale d'un Groupe International implanté dans 40 pays du Monde

Dans le cadre du développement de nos activités nous recherchons

L'ADJOINT AU RESPONSABLE DU DEPARTEMENT GESTION DE PATRIMOINE ET ACTIVITES FINANCIERES

Le Candidat(e) âgé(e) de 25 ans minimum, devra justifier :

- d'une formation supérieure
- d'une très bonne connaissance des marchés financiers Français et Etrangers (actions et obligations)
- d'une parfaite maîtrise de la langue anglaise.

En étroite relation avec le Responsable du Département, il sera notamment chargé :

- de la diffusion au réseau d'agences, de l'ensemble des produits financiers proposés à la clientèle (SICAV, FCP, ...)
- d'étudier et de participer à la création de nouveaux produits
- des activités obligataires.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé, photo et prétentions à GRINDLAYS BANK - Recrutements - 95, av. R. Poincaré - 75016 Paris

CONFERTE TELEPHONIQUE : UTILISEZ VOTRE MINUTE (1) 261.01.05

Jeune juriste d'entreprise

Très important groupe agro-alimentaire (4 milliards de C.A.) souhaite intégrer rapidement au sein de sa Direction Administrative et Financière un collaborateur dynamique, actif et très motivé.

Ce poste s'adresse à tout candidat :

- diplômé en Droit des Affaires,
- ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans dans le traitement des Affaires Industrielles,
- désireux et capable, progressivement et sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, juriste de formation, d'exercer son activité soit directement, soit en qualité de Conseil dans des domaines diversifiés tels que :
 - Droit des Sociétés, Immobilier, Propriété Industrielle,
 - Contentieux, Assurances, etc.

Lieu de travail : Paris-Ouest.

Si ce type de poste retient votre attention, merci d'adresser C.V. + rémunération actuelle, sous la référence 280, à



dica sélection
69, rue Lecourbe - 75015 PARIS

Notre technicité est connue... notre gestion est reconnue.

Très important groupe français de BATIMENT ET DE TRAVAUX PUBLICS, nous recherchons pour la FRANCE ET L'INTERNATIONAL

GESTIONNAIRES

HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent ou bien ingénieur ayant une formation complémentaire en gestion, vous avez 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, de préférence dans le BTP. Anglais souhaité. (Réf. 3793 A)

FINANCIERS

HEC, ESSEC, ESCP ou IEP, parlant anglais et justifiant de 3 à 5 ans d'expérience dans le milieu bancaire ou le BTP. (Réf. 3793 B)

CADRES COMPTABLES

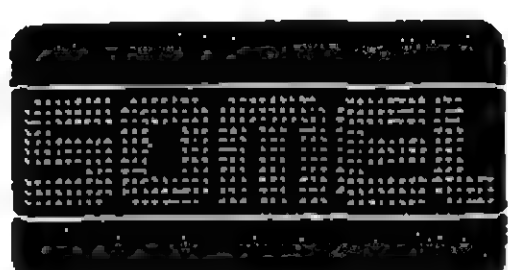
De formation DECS, vous avez acquis une expérience de 3 à 5 ans, de préférence dans le BTP. Anglais souhaité. (Réf. 3793 C)

Parrainée par un de nos directeurs généraux et en liaison avec la direction du personnel, votre carrière au sein de notre groupe, débutera par une période d'intégration. A l'issue de celle-ci, vous serez formé à nos méthodes auprès d'un responsable Finances, Gestion ou Comptabilité, en région parisienne ou au sein d'une de nos filiales France pendant une durée de 6 mois à un an. Vous serez ensuite affecté sur un de nos chantiers internationaux ou l'une de nos filiales parisiennes ou de province. Vous y tiendrez les fonctions de cadre comptable, gestionnaire, financier ou de responsable administration - gestion - finances.

INGENIEURS, GESTIONNAIRES, FINANCIERS OU COMPTABLES DEBUTANTS

(Réf. 3793 D)

Que vous soyez confirmé ou débutant, adressez votre candidature sous référence du poste choisi à : Organisation et Publicité - 2, rue Marango - 75001 PARIS, qui transmettra.



SCIENTIFIQUES QUI REFUSEZ L'INERTIE UN PRODUIT NEUF VA MOBILISER VOS ENERGIES

INGENIEURS APPLICATIONS SCIENTIFIQUES

Filiale d'un grand groupe leader du BTP, spécialisée dans le développement de process, nous avons mis au point un **SYSTEME DE CONCEPTION ASSISTEE PAR ORDINATEUR** original, que nous commercialisons déjà sur le marché international.

Vous exigez de voir la concrétisation de votre action et de véritables moyens pour y parvenir. Vous recherchez l'autonomie dans un contexte en mouvement. Saisissez nos opportunités. Nous avons de nouveaux postes d'Ingénieurs Applications Scientifiques à vous proposer.

Vous serez pilotes du développement de nouveaux modules d'application (conception, calcul, études de fabrication des structures acier et béton armé). En aval, vous participerez aux installations et assurerez la formation des utilisateurs.

Expérience et connaissances : INGENIEUR de B.E. connaissant les grands codes de calcul (STRUDL, STARDYNE) et ayant évolué vers l'informatique ou UNIVERSITAIRE (3^e cycle Mécanique des milieux continus) ayant quelques années d'expérience en informatique scientifique.

Anglais et disponibilité sont indispensables pour les courts déplacements prévus à l'étranger. Rémunération et évolution s'inscrivent dans le droit fil des moyens investis dans cette réalisation.

Lieu de travail : proche banlieue Sud Paris.

Merci d'adresser votre candidature détaillée et motivée sous référence 430 à notre Conseil en recrutement.

UNILOG 9 rue Alfred de Vigny
Ethnos 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTec informatique

La Compagnie Générale d'Informatique

recherche pour un de ses clients appartenant à l'un des premiers groupes français d'Assurances

Informaticien

Le candidat retenu aura une formation supérieure (BAC + 3 années minimum). Le poste offert permettra l'acquisition d'une expérience professionnelle diversifiée.

Le travail portera sur des applications spécifiques aux assurances et s'exercera dans

un contexte technique avancé, matériel BULL 64 DPS et DPS 7, TDS, IDS 2, système PACBASE.

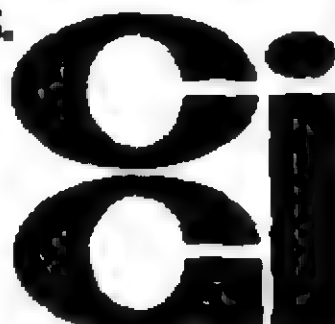
Une formation complémentaire sera assurée.

Une évolution de carrière intéressante est permise à des candidats de bon potentiel.

Lieu de travail : LE MANS.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence AB/FF7 à

Michèle FARINEAU, CGI, 27 rue de Tolbiac - 75013 Paris.



Un important groupe français de dimension internationale recherche pour son siège à Paris

Technicien des marchés financiers

Agé de 26 ans au moins, diplômé d'études supérieures - grandes écoles de commerce, option finance -, vous avez déjà acquis une solide expérience sur les marchés financiers suivants : marché des changes, euromarché ou marché des obligations.

Vous gèrerez la trésorerie et participerez aux décisions de financement du groupe. Votre rôle d'expertise et de suivi des marchés financiers vous amène à adapter les instruments de financement nécessaires au groupe afin de réduire les charges financières.

Les relations que vous développerez avec les milieux financiers internationaux nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais. Ce poste évolue rapidement vers des compétences techniques précises, initiation et suivi des affaires financières.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV + photo en précisant la référence 5636 au Service de recrutement, 104 rue Réaumur 75001 Paris Cédex 02 qui transmettra.



Acheteurs de tabac à la Seita

Société Nationale employant 8 500 personnes et réalisant 6 milliards de CA HT, nous sommes le leader du marché des cigarettes en France. La Direction des Tabacs en Feuilles pour son département Tabacs Etrangers recherche deux

Ingénieurs agronomes

Après une formation complémentaire, nous vous confierons la responsabilité de l'approvisionnement de la Société pour un volume important de tabacs en provenance de l'étranger.

L'établissement de programmes, l'analyse des marchés, la négociation et la conclusion de contrats et la gestion administrative, financière et technique des lots de tabacs achetés, telles sont les missions principales que nous souhaitons confier à de jeunes professionnels, ingénieurs agronomes. A la rigueur de l'ingénieur méthodique, s'ajoutent la souplesse et l'intuition du négociateur, l'organisation et la prévision du gestionnaire complèteront harmonieusement la curiosité de l'homme de marché et la capacité d'adaptation à des interlocuteurs variés dans différents pays. Très mobiles - de nombreux voyages pendant plusieurs mois de l'année - ils maîtriseront parfaitement l'anglais.

Ces postes, en résidence à Paris, sont susceptibles de déboucher rapidement sur une affectation permanente à l'étranger (Amérique du Sud) à la tête d'une filiale d'approvisionnement.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre + CV + photo) réponse et discrétion. Merci de nous écrire sous référence R451/M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet
Psycom

Membre de Syntec

juriste d'entreprise

SEMA - METRA, l'un des principaux groupes européens de conseil, de marketing et d'ingénierie informatique recherche un(e) juriste d'entreprise pour assister le Directeur Juridique du groupe.

Il lui sera confié la tenue des dossiers juridiques des sociétés françaises du groupe et la réalisation des opérations intéressant ces sociétés (constitutions, fusions...).

Il pourra en outre être appelé à traiter des problèmes concernant les filiales étrangères, les contrats et accords France et Export, et les problèmes relevant du Droit des Affaires.

Ce poste, qui doit être opérationnel au 1er janvier 1985, s'adresse à un(e) candidat(e) de formation juridique supérieure justifiant de 3 à 4 années d'expérience en cabinet ou en entreprise, en matière de droit des sociétés, et, si possible, de droit des contrats et des affaires.

Une bonne pratique de la langue anglaise est indispensable.

Adresser votre CV, avec une courte lettre manuscrite, prétentions et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

sema selection

Paris - Lille - Lyon
Marseille - Toulouse

Dans le cadre de notre expansion
secteur RISQUES INFORMATIQUES
nous recherchons un

INGENIEUR A FORT POTENTIEL

Paris 9ème 150/200 KF

Dépendant de l'un des responsables haut niveau de notre organisme professionnel, vous assurerez des fonctions hiérarchiques et fonctionnelles; outre votre rôle d'encadrement d'une antenne informatique (calcul, bureautique...), vous exercerez des fonctions d'audit, de recherche, d'études, de conseil.

Vous animeriez des commissions professionnelles et assurerez l'interface entre cet organisme et différentes sociétés.

De formation Ingénieur, ayant de solides connaissances informatiques, débutant à fort potentiel ou ayant de 2 à 4 ans d'expérience, vous aurez un esprit suffisamment polyvalent et de réelles motivations pour exercer ces fonctions dans un domaine en plein développement.

Nous vous remercions d'écrire sous réf. 401 M à A.L. CONSEIL
102, Bd Malesherbes 75017 PARIS, que nous avons chargé
de cette mission de recherche et qui vous garantira
discrétion et réponse.

AL conseil

ingénieur

DEBUTANT

(CENTRALE, MINES, ...)
AVEC UN COMPLEMENT DE FORMATION
(SCIENCES PO, SCIENCES ECO, ...)

Vous êtes attiré par les études et le conseil aux entreprises, l'informatique ne vous rebute pas. Nous avons besoin de vous pour assister nos clients dans la résolution de leurs problèmes de restructuration industrielle et/ou d'optimisation de leur système de distribution physique. Ces études pourront déboucher sur une assistance à la mise en œuvre des solutions proposées. Nous assurerons pour cela votre formation.

Envoyez C.V. à
diagma
CONSULTANTS
75, rue de Courcelles, 75008 Paris.

ingénieur

(CENTRALE, MINES, SUPELEC)
DEBUTANT OU CONFIRME

Vous êtes intéressé par la Recherche Opérationnelle, l'Intelligence Artificielle, les Systèmes Experts. Vous savez programmer les micro-ordinateurs en langage évolué (PASCAL, ...). Nous avons besoin de vous pour faire face à notre développement dans le domaine des systèmes d'aide à la décision en logistique (optimisation de tournées de livraisons, programmation de production).

Envoyez C.V. à
diagma
SYSTEMES
75, rue de Courcelles, 75008 Paris.

HEC, ESSEC, SUP DE CO

DEBUTANT

Vous êtes attiré par les techniques de pointe en informatique (Intelligence Artificielle, Systèmes Experts, Aide à la Décision). Venez nous aider à commercialiser et à faire le marketing de nos produits dans ce domaine en pleine expansion.

Envoyez C.V. à
diagma
SYSTEMES
75, rue de Courcelles, 75008 Paris.

CONSULTANT

Développement des Ressources Humaines

La CORT, l'un des premiers Cabinets de Conseil d'Entreprises en France, recherche un(e) consultant(e) expérimenté(e) pour développer l'activité. Forte d'une expérience de 40 ans, d'une réputation aussi bien nationale qu'internationale et d'un développement constant, elle souhaite élargir son équipe "HOMMES ET STRUCTURES".

Les domaines d'intervention sont les suivants : audit social, stratégie et gestion prévisionnelle de personnel, classification des emplois, cartographie de qualité, établissement des plans de formation, structures et communications de l'entreprise. Pour réussir dans le poste, le consultant recherché devra posséder une bonne expérience "ressources humaines"; être diplômé d'Etudes Supérieures de Sciences Sociales avec une formation complémentaire en Gestion; avoir le goût des voyages en France et éventuellement à l'étranger.

Intégré au sein d'une équipe, il disposera d'une large autonomie. Il sera responsable des opérations de conseil qui lui seront confiées, participera à l'enrichissement des méthodologies et développera de nouveaux contacts.

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 3040 M à Danièle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS

Paris - Lille - Strasbourg

Responsable technique assistance clients

Traitement de surfaces

Etudier et mettre au point avec les clients les applications techniques spécifiques y compris la formulation de nouveaux produits, assurer le démarrage des essais et des tests, développer l'ensemble de la gamme avec le laboratoire central, dans le cadre d'une très large autonomie.

C'est la mission que vous propose cette importante société multinationale (500 personnes, 250 Millions de Francs de CA, en France) une des toutes premières entreprises mondiales sur son secteur d'activité.

Vous êtes un professionnel du traitement de surfaces sous l'angle technique ou commercial. Votre expérience du terrain (chez un constructeur ou un fournisseur) vous permettra de proposer rapidement les options techniques importantes.

De très fréquents déplacements sont à prévoir. L'anglais est un plus. Les perspectives de carrière et les conditions offertes sont motivantes. Le poste est basé dans l'est de la région parisienne.

Merci d'adresser CV complet, lettre manuscrite et rémunération souhaitée sous référence M 465 A, à Annick de Menditte, OC conseil, 15 rue du Louvre, 75001 Paris, à qui nous avons confié cette recherche.

OC conseil
Ressources humaines

ARCOREM 88

IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIELLE FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL

recherche pour son Activité Paratélécommunications

INGENIEUR

DEBUTANT OU CONFIRME

Il participera à l'élaboration du plan marketing de l'activité correspondante en :
- identifiant l'évolution technique des matériels
- déterminant les produits adaptés à cette évolution
- coordonnant leur développement.

Il rapportera au Directeur Commercial.
Des déplacements courts et fréquents sont à prévoir.

Le poste sera basé à PUTEAUX.
Adresser C.V., manuscrit, photo et prétentions à N. 4188
PUBLICITES REUNIES - 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

La GIE, filiale du second groupe d'Assurances français
vous offre la possibilité de

devenir informaticien

Vous êtes jeune diplômé (maîtrise DEA scientifique)
Vous êtes vraiment décidé à faire de l'informatique votre métier
nous vous proposons de suivre notre

stage de formation de 5 mois

aux techniques informatiques (langage de programmation, bases de données...). A l'issue de ce stage intensif et rémunéré, vous intégrerez nos équipes et participerez au développement de projets importants et variés sur matériel IBM performant dans un environnement jeune, motivant et offrant de larges perspectives d'évolution.

GIE
GENERALE
INFORMATIQUE
ET D'EXPLOITATION

Adresser votre candidature, C.V. + photo sous réf. 288 M à :

GIE - Direction du Personnel
Tour Franklin, Paris La Défense Cedex 11.

Société
d'Engineering Offshore
recherche

Ingénieur Grande Ecole

ayant au moins 6/7 ans d'expérience dans le domaine de l'Offshore.

Il sera chargé :
- de la conception et rédaction de procédures relatives aux travaux à la mer, au remorquage, et à l'installation sur site des structures;
- de la définition des moyens navals à mettre en œuvre;
- de la direction des opérations techniques à la mer.

Anglais courant indispensable.
Poste basé dans la Région Parisienne, mais nécessitant de fréquents déplacements à l'étranger et en mer.

Adresser CV, photo et prétentions à/réf. 51242 à
PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 Paris,
qui transmettra.

VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR
L'INFORMATIQUE
FAITES AVEC NOUS UNE CARRIÈRE
D'INFORMATICIEN

Nous sommes une Société Parisienne renommée, de Services et Ingénierie en Informatique et recherchons de JEUNES COLLABORATEURS ayant plusieurs années d'études supérieures, dégagés des obligations militaires et libres rapidement.

Il n'est pas nécessaire d'avoir des connaissances en informatique, les candidats engagés étant formés intégralement par la société.

Adresser lettre avec CV détaillé + photo sous réf. 1612 C
Confiance Publicité 20, av. Opéra
75040 Paris Cedex 01, qui ira.

PRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI

RESPONSABLE FINANCIER

Vous êtes un homme d'expérience, vous avez une solide formation financière et vous maîtrisez parfaitement les techniques de gestion financière. Vous êtes capable de prendre des décisions importantes et de gérer une équipe. Vous avez une excellente connaissance des marchés financiers et des techniques de placement. Vous êtes motivé et vous avez une grande capacité d'adaptation.

contrôleur

Vous êtes un homme d'expérience, vous avez une solide formation financière et vous maîtrisez parfaitement les techniques de gestion financière. Vous êtes capable de prendre des décisions importantes et de gérer une équipe. Vous avez une excellente connaissance des marchés financiers et des techniques de placement. Vous êtes motivé et vous avez une grande capacité d'adaptation.

Ingénieur HEC grande école

formation économique

Vous justifiez d'une expérience de 3 ans minimum en matière de gestion financière et comptable. Vous avez une excellente connaissance des marchés financiers et des techniques de placement. Vous êtes motivé et vous avez une grande capacité d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

nes CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

des demandeurs d'emploi en matière de formation

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Cycle de formation de 7 ans en

Management et contrôle de gestion

des organismes à but non lucratif

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. 10623/M à Catherine LEROY - Sema-Selection: Centre Metra 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Trente ans d'expérience hors de France, plus de la moitié de notre C.A. à l'étranger, de bons résultats, et le besoin d'un excellent

RESPONSABLE FINANCIER EXPORT

Vous avez la trentaine, vous maîtrisez bien l'étude, la négociation, et le montage de financements pour des opérations importantes à l'exportation : contrat, investissement, "project-finance", compensation ; bien sûr vous parlez Anglais. Investissez-vous dans notre Groupe, vous ne le regretterez pas.

Pour un premier contact, écrivez à : L'Agence MEESTERS, sous réf. A/10.226, 113, rue de Reuilly 75012 PARIS qui transmettra rapidement.

sofra

Société de partenariat (Conseil et Formation) crée sa société filiale de formation pour dynamiser son développement et recherche pour la diriger

CADRE DE HAUT NIVEAU

- Très bonne connaissance des techniques de communication.
 - Pratique du marketing direct.
 - Expérience de la vie des Entreprises Industrielles.
 - Sens de l'organisation.
- Lieu de travail : PARIS
Rémunération : 240.000 F/an
- Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo à : SOFRA, 33, rue Raffet, 75016 PARIS

IMPORTANTE ENTREPRISE NATIONALISÉE

RECHERCHE POUR PRISE DE FONCTION IMMÉDIATE

INGÉNIEUR DE CHANTIER

Diplôme Ingénieur ENSAM - ENSAIS - INSA ou équivalent ayant de préférence une expérience de 2 ou 3 ans dans les forages pétroliers ou l'équipement des puits.

Il sera chargé de l'élaboration et du suivi de la réalisation de programmes divers d'intervention sur des puits.

Déplacements en FRANCE à prévoir. Anglais souhaité.

Env. lettre avec C.V. détaillé et photo à RÉGIE PRESSE sous n° 295.972 M 7, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

RANLIERE OUEST

Notre client, filiale d'un groupe international, emploie en France plus de 800 personnes dans la distribution. Il recherche le

contrôleur financier

qui dépendra du Directeur Financier et supervisera une équipe de 20 personnes. Il aura la responsabilité des comptabilités de 3 sociétés (compabilité clients, fournisseurs, générale et budgétaire) ainsi que la fiscalité. Il assurera la consolidation et une partie du reporting à la maison-mère.

Une de ses premières missions sera la réorganisation de son service en fonction des besoins du nouveau système comptable informatisé.

Le candidat recruté aura une formation type Grande École et/ou DECS, de bonnes connaissances techniques en comptabilité anglaise et une première expérience de 3 à 4 ans dans un poste similaire. Il parlera l'anglais.

Envoyez votre C.V., en indiquant un numéro de téléphone à MARIE-JO MARTIAL sous référence M-4102, Tour Manhattan Cedex 21, 92095 Paris la Défense.

IMPORTANT GROUPE FORESTIER SUÉDOIS. STORA KOPPARBERG

(CA 6 milliards, 9000 employés) cherche pour SA FILIALE STORALÉNE l'un des plus grands producteurs européens de son tissu.

UN RESPONSABLE DES VENTES

Pour assurer le développement de ses ventes en France, VOUS DEVEZ AVOIR :

- une première expérience de ventes ;
- une parfaite connaissance de l'anglais ;
- le goût de voyager.

Une formation en Suède est prévue.

Écrire avec C.V. et photo à : STORA KOPPARBERG BERGVIK S.A. 183, avenue Charles-de-Gaulle 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

AUDITEURS INTERNES

Formation : HEC, ESSEC, SUP de CO, IEP (+ DECS), INGÉNIEURS (+ Formation Gestion), ou équivalent. Anglais ou allemand courant.

Expérience : 3 à 5 ans dans un service d'audit interne ou dans un cabinet international.

Après quelques années de réussite dans cette fonction, réelles possibilités de carrière dans des postes de responsabilité en Unité, tant en France qu'à l'étranger.

Prière adresser lettre manuscrite, CV et photo à Direction du Contrôle Interne, 173, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

THOMSON

Ingénieur H.F. grande école + formation économique

Vous justifiez d'une expérience de 5 ans minimum acquise, de préférence, dans l'industrie aéronautique et spatiale.

Nous vous confierons la conduite d'analyses de la compétitivité technique et économique des produits industriels spatiaux.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prêt, en précisant sur l'enveloppe la réf. 3195 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS.

CNES CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES



SSII en pleine expansion recherche ingénieurs grandes écoles débutants ou expérimentés

- pour développement de gros projets dans les domaines suivants : AÉRONAUTIQUE - logiciels temps réel et réseaux (1.800 - 8000 - M. 68.000)
- GÉNIE LOGICIEL - langages évolués, compilateurs, tests et validations (Pascal - Fortran)
- C.F.A.O. - conception et test, analyse, synthèse et simulation de circuits micro-électroniques

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre + CV + photo + prétentions) au Cabinet NAKACHE (immeuble Norgensco) 2, rue de Lancry 75010 Paris ou téléphoner au 209.56.27, poste 35 pour rendez-vous.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PRODUITS CHIMIQUES DE BASE, A LA POINTE DE LA RECHERCHE INNOVANTE ET EN PLEINE EXPANSION recherche pour PARIS

RESPONSABLE des ACHATS

En prise directe avec la direction générale, il devra prendre en main l'ensemble des achats (matières premières et équipements) de l'ensemble de cette Société (filiales comprises) qui réalise les 2/3 de ses activités à l'étranger (USA compris), dans une perspective très dynamique, visant la meilleure qualité, aux prix les plus performants.

Pour être candidat, il faut être diplômé d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, SUP de CO) ou d'ingénieurs et avoir si possible une première expérience des achats en milieu industriel, dans le même domaine.

Anglais courant indispensable.

Belles perspectives d'avenir notamment vers la direction du département logistique (achats, transport et distribution).

Envoyer C.V. détaillé, lettre manuscrite photo récente et prétentions à : Département Recrutement du COMES - 18, rue de la Paix, 75002 PARIS (réf. 2882).

DISCRETION ET RÉPONSE ASSURÉES

IMPORTANT GROUPE FINANCIER recherche

CONTROLEUR DE GESTION

- 25 ans minimum ;
- Bonne formation théorique comptable et fiscale.
- Pratique dans cabinet d'audit très souhaitée, pour révision et contrôle des filiales, sous l'autorité du Chef des services financiers du groupe.

Lieu de travail : Quartier Étoile Paris avec déplacements Province

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae sous réf. 81059 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

Société informatique en expansion recherche :

1 RESPONSABLE COMMERCIAL

Il aura pour but de créer un réseau de revendeurs de nos matériels sur la FRANCE. Il devra s'intégrer dans une petite équipe jeune et dynamique. Une expérience dans le domaine informatique est nécessaire. Sa rémunération, à négocier, sera liée à son succès.

1 TECHNICIEN HARDWARE CONFIRMÉ

désirant sortir du seul cadre matériel pour acquérir une formation sur un système d'exploitation. Il sera le spécialiste Hardware de l'équipe de maintenance de la société.

Pour ces deux postes, l'anglais est nécessaire. Veuillez adresser C.V. et prétentions sous réf. 8.488 le Monde Pub. serv. annonces classées 5, r. des Italiens, 75009 PARIS.

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET D'INGÉNIERIE INFORMATIQUE (780 personnes, C.A. 280 M.F.) partenaire d'un groupe industriel de taille internationale, dans le cadre de l'expansion de son département GÉNIE LOGICIEL recherche :

INGÉNIEURS TECHNIQUE-COMMERCIAUX

MISSION : démonstration et vente de produits informatiques - ateliers de génie logiciel - compilateurs, metteur au point - contrôleur de qualité.

PROFIL : ingénieurs expérimentés en génie logiciel.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 2056 à GROUPE SYSECA, Service du Personnel, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT CLOUD Cedex

EN VUE RECLASSEMENT IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL AYANT

- 1) POSTES A POURVOIR RÉGION PARISIENNE
- 2) PERSONNEL A RECLASSER PROVINCE (ACTUELLEMENT OUEST, S.-E., NORD)

RECHERCHE CONTACT AVEC TOUTES SOCIÉTÉS AYANT PROBLÈME DE MÊME NATURE EN VUE D'UNE SOLUTION CONCERTÉE.

Écrire sous n° T 068.485 M RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7.

Centres demandeurs d'emploi ou en congé-formation L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE vous propose

Un cycle de formation de 7 mois en

Management et contrôle de gestion des organismes à but non lucratif

- Cette formation vous apportera : un savoir-faire complémentaire en organisation et management, un approfondissement des outils de gestion, un entraînement aux techniques de communication.

Une première expérience est nécessaire.

Début du stage : 19 novembre 1984

Recrutement immédiat

INSTITUT DE GESTION SOCIALE

Michelle Floiret - tél. : 766.84.22

43, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

COLLABORATEUR

Diplômé (e) enseignement supérieur (ESSEC, HEC, ESCP ou équivalent) pour missions variées (audit, conseil, etc.). Envoyer C.V. avec lettre manuscrite et prétentions à :

CONSEIL ET EXPERTISE 183, rue de Valenciennes - 75010 PARIS.

Société de services, cherche COMPTABLE M-Temps pour tenir seul compte, sur ordinateur et trav. admin., exp. indus., env. C.V. + photo NV2, Conseil, 41, av. du Général, 92100 BOULOGNE.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

Mait. les lettres dactylo angl., l'anglais, anglais courant. Ad. C.V. à POINT VÉTÉNAIRE, CGL, 25, rue Bourgoing, 94700 MAISONS-ALFORT.

UAP

offre carrière commerciale après sélection. Niveau secondaire, + de 21 ans. Tél. : 247-27-81.

GLAENZER SPICER

Société française filiale d'un important Groupe International de Mécatronique Automobile, recherche pour sa Direction des Études de Poissy (78)

SECRÉTAIRE TECHNIQUE BILINGUE ANGLAIS

Fonction BTS équivalente ou niveau équivalent. Bonne maîtrise de l'anglais courant dans les domaines de la mécanique auto ou du travail des métaux. Expérience souhaitée 2 à 3 ans minimum.

Rémunération et avantages sociaux importants. Proximité gare. Restauration d'entreprise.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt, au CHEF DU PERSONNEL, GLAENZER SPICER, 10, rue Jean-Pierre-Timbaud, 78301 POISSY.

secrétaires

secrétaires

secrétaires

secrétaires



Secrétaire de Direction Commerciale bilingue anglais

qui après la période de formation nécessaire pourra prendre en charge la responsabilité du suivi des commandes fournisseurs et des livraisons (envoi des commandes, réception des échantillons, surveillance des mises en fabrication) en liaison avec les différents services de la société. Ce poste convient à une très bonne professionnelle, très disponible, fortement motivée, ayant le sens commercial et de l'organisation, le goût des responsabilités, la capacité à faire face à des imprévus, du savoir-faire dans les contacts humains (très méticuleuse). Formation BTS ou équivalent. Sténo anglaise. Frappe sur machine à traitement de texte. Expérience de 2 à 3 ans. Rémunération motivante selon formation et expérience. Lieu de travail : Paris-Bourse. Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée s'iréf. 73735/M, 5616-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92518 BOULOGNE

sélé CEGOS

SOCIÉTÉ PARIS-S* cherche

SECRÉTAIRE

confirmée anglaise-française. Prêt, avec expérience bancaire ou financière. Ec. s/r 8.484 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

Dactylo confirmée frappe tout type de documents. Prix raisonnable. Tél. : 876-52-00.

Dactylographe, traitement de texte, micro, Apple Vintex, impr. Marguerite, correction textes, rédaction, Rewriting à domicile. Tél. : 268-48-47.

ANNONCES CLASSÉES

TÉLÉPHONÉES

555-91-82

Ville de MONTREUIL recrute :

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

pour la division VOIRIE, responsable de la subdivision « circulation, signalisation et éclairage »

Ce service est chargé : 1) Des études concernant tous les modes de déplacements urbains. 2) Des études, des travaux neufs et d'entretien en régie municipale, de l'éclairage public de la signalisation. Exon. dans le domaine des études de transport et communications en urbanisme souhaitées. Formation Arts et Métiers, I.N.S.A. ou similaire, salaire brut de début : 8.109,22 F + prime de technicien.

Adresser C.V., copie, diplôme et références à : Monsieur le maire 93108 MONTREUIL Cedex.

Etablissement sous contrat recherche PROFESSEUR FRANÇAIS ET EPS

Temps partiel. Adresser curriculum à RÉGIE PRESSE sous n° T 068.654 M 7, rue de Montessuy, 75007 Paris.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ D'ASSURANCES-VIE

ASSISTANT(E)
DÉVELOPPEMENT

chargé(e) en particulier de :

- La communication publicitaire.
- La gestion du plan média.
- La vente par correspondance.

La personne recherchée aura :

- Expérience professionnelle souhaitée (même récente).
- 25/35 ans environ.

Niveau de recrutement :
CADRE DÉBUTANT.
Nombreux avantages sociaux.

Poste à pourvoir à

MARNE-LA-VALLÉE (93)

Adressez votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V. indiquant les prétentions et d'une photo d'identité, sous le n° 33 à

R.B. CARRIÈRES 20, rue
Foucault
75017 PARIS, qui transmettra.

EXPORT
C.E.E.

PARIS
200 000 F

Filiale d'un important Groupe sidérurgique français, nous produisons et distribuons nos matériels à une clientèle diversifiée d'industries transformatrices. Nous voulons en confier la commercialisation dans les pays de la C.E.E. à un jeune diplômé SUP. de CO. ayant une première expérience du terrain, parlant Allemand + une autre langue étrangère, capable de mener à bien le développement rapide de nouveaux marchés et de nouveaux produits.

Adressez votre dossier sous N° 834 M

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes - 75017 Paris.

PARIS

Société de GESTION
IMMOBILIÈRE en pleine
expansion recherche pour
l'une de ses unités de gestion

« PRINCIPAL
DE CABINET »

responsable d'un premier
cabinet important, il devra justifier
d'une expérience confirmée.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo, sous réf. 34.265 à

FAOEP, 40, rue de Chabrol,
75010 PARIS qui transmettra.

AGENCE CRÉATION DE
PRODUITS ET ÉTUDES

recherche

ASSISTANT
POUR ÉTUDES
APPLIQUÉES

En sémiologie et fonction pro-

duit en entreprise industrielle

pour l'occupation particulière

du secteur de la publicité.

Formation en Sciences hu-

manes exigée.

Env. C.V. à A.D.S.A., 74,

rue du Puy-St-Antoine,
75012 PARIS.

ENTREPRISE DE PRESSE

recherche

JOURNALISTE

Confirmé ou débutant, connais-

sant et intéressé par les pro-

blèmes de la communication,

pour l'occupation particulière

du secteur de la publicité.

Adresser candidature avec réf. à :

S.G.P.,

13, avenue de l'Opéra
75001 PARIS.

RECHERCHONS

PSYCHOLOGUES

ANIMATEURS

Bonne pratique du piano exigée

Env. C.V. avec photo

écrite sous le n° 18.642 M

RÉGIE-PRESSE

7, rue de Montessuy, Paris-7.

Ville du

MÉE-SUR-SEINE 77360

16.000 habitants

ATTACHÉ (E) OU

RÉDACTEUR (TRICE)

Pour la Direction du service

comptabilité et

la responsabilité du budget.

Poste à pourvoir :

4^e trimestre 1984.

Les candidatures devront

justifier de connaissances

de haut niveau dans la gestion

des finances locales.

Une expérience dans la gestion

informatisée est souhaitée.

Adresser C.V. et une photo à :

M. Le Maire du MÉE-SUR-SEINE

111, rue de la Lysse,

77360 LE MÉE-SUR-SEINE.

Sté d'Expertise Comptable

PARIS-EST recherche

ASSISTANT

confirmé, DECS complet, ap-

pér. cabinet indispensable.

Poste évolutif pour élément dy-

namique. Adr. C.V. manuscrit,

photo et prêt. AMP n° 4088/0,

40, rue Olivier-de-Serres,
PARIS-16 qui transmettra.

CENTRE DE FORMATION

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

de l'ÉCOLE SUPÉRIEURE

REPRODUCTION INTERDITE

formation professionnelle formation professionnelle

STAGES POUR INFORMATIQUES

UNIX
Stage du 22 au 26 octobre 1984

LANGAGE C
Stage du 26 au 30 novembre 1984

IS Institut informatique
11-15 rue Samette, 75014 Paris
Tél. (1) 390.14.98

ANGLAIS
RAPIDE et EFFICACE
COURS INTENSIFS

ÉTÉ 84
1 à 4 semaines

- ANGLAIS COURANT.
- ANGLAIS « VIE DES AFFAIRES ».

1, rue de la Pépinière, 75008 PARIS
Face gare Saint-Lazare. Téléphone : 522-51-18.

STAGE/3
INSTITUT D'INFORMATIQUE

ANALYSTE PROGRAMMEUR
Bases de données

26, rue Bergère Paris 9^{ème} M^o Montmartre / RER, Auber
824.45.25 +

ANALYSTE PROGRAMMEUR
en traitement et conversionnel
Bases de données - CICS
BAC + 2 expé.
F2A - 283-00-18.

traduction demande

Traducteur édition dipl. HEC.
recherche travaux rech. Jurid.
hongrois et allemand. Offres
rap. Tél. : 950-78-11 matin.

TRADUCTEUR TECHNIQUE
Angl., urb., BTP, informatique
esp., angl., 331-60-23.

DEMANDES D'EMPLOIS

JOURNALISTE
Grand quotidien national
de l'après-midi
(Licencié pour motif économique)

Enquêteur-reporter : questions socio-économiques,
problèmes de société, vie de l'entreprise.
ÉTUDE TOUTES PROPOSITIONS

Ecrire sous n° 6.678 Le Monde Pub.
SERVICES ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

JOURNALISTE
Grand quotidien national de l'après-midi,
(Licencié pour motif économique)

Enquêteur-reporter : spécialiste des nouvelles technolo-
gies (automatisation, robotique, informatique, téléma-
ti- que, audiovisuel), stratégie des groupes industriels, impact
socio-économique
ÉTUDE TOUTES PROPOSITIONS
Ecrire sous n° 6.677 Le Monde Pub.
SERVICES ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

EN VUE RECLASSEMENT
IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
AYANT

1) POSTES A POURVOIR
RÉGION PARISIENNE

2) PERSONNEL A
RECLASSER PROVINCE
(ACTUELLEMENT OUEST, S.-E., NORD)

**RECHERCHE CONTACT AVEC TOUTES SO-
CÉTÉS AYANT PROBLÈME DE MÊME NATURE
EN VUE D'UNE SOLUTION CONCERTÉE.**

Ecrire sous n° T 068.557 M
RÉGIE-PRESSE, 7, rue de Montessuy, Paris-7^e.

J.H. 25 ans, dessinateur, BAC,
connaissance architecture +
Arts plastiques. Ch. emploi ur-
gent. Accepterait toutes propo-
sitions. Tél. 348-79-49.

Ecr. s/n° 6674 Le Monde Pub.,
services ANNONCES CLASSÉES,
5, rue des Italiens, 75009 Paris.

D.G. 45 ans, comptable et
dynamique pour prendre
en charge votre développement
France/export.
Ch. emploi, très plein ou partiel.
PME-GIE création filière, suc-
cession, conseil réf. et info.
Tél. (1) 242-75-41.

Recherche de situation

INGÉNIEUR CENTRALE
Sciences, trilingue : anglais,
français, arabe, 40 ans, natio-
nalité syrienne, expérience
chauffage central, condition-
nement d'air, P.E.T.T. I.B.M.
1130 a travaillé en France et en
Syrie S.E. à surveillance de
Cherbourg
cherche situation Europe ou
Moyen-Orient.
Ecrire : M.M.C. - P.O. Box
189 DAMAS Syrie.

Emplois Cadres

CHACQUE MERCREDI
PRUX 6 F

ET INTERNATIONAL DES OFFRES D'EMPLOI

CHACQUE MERCREDI
LE PANORAMA
DES OFFRES D'EMPLOIS CADRES

Chaque mercredi, « Emplois Cadres »
publie une sélection des offres d'emplois
destinées aux cadres, parues la semaine
écoulée dans *le Monde*, plus une sélection
d'annonces du *Herald Tribune*.

Un document de synthèse indispensable
aux cadres qui voyagent et aux entreprises
nationales ou internationales qui les
recrutent.

En vente chez les marchands de journaux : 6 F

BON DE COMMANDE « Emplois Cadres » numéro :

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Nombre d'exemplaires _____ x 7 F (frais de port inclus)

Commande à faire parvenir avec votre règlement au Monde, Service de la vente au numéro
5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09
Votre commande vous parviendra dans les plus brefs délais

capitiaux
propositions commerciales

GROUPE INTERNATIONAL AVEC SIÈGE
ET FILIALES EN EUROPE ET USA

recherche collaboration avec :

- Conseillers financiers de haut niveau, disposant d'un portefeuille de clients ;
- Gérants de fortunes privées ou cabinets de conseils en investissements.

Intéressés à la diffusion de nouveaux véhicules d'investisse-
ments. Commissions et intégration de participation hors
par. Investissements pour résidents, en conformité avec la
réglementation sur les changes.

Ecr. à : Case Postale 234
1211 GENEVE 3 Rive.

J.H. 24 ans, DEA droit, DES at-
tentes, recherche garde (même à
domicile) pour faire ménage. Ben-
neuse Ouest (92), Tél. 778-04-04.
De préférence à partir de 18 h.

J.H. 25 ans, BAC G 3 DEA angl.,
formation traducteur cherche
emploi en rapport avec ses
qualifications. Tél. : 306-62-76.

ASSISTANTE
DE DIRECTION

part. bil. anglaise, not. expé-
20 a. exp. en niv. négoc. suivi
adm. comm. doc. org./cptes
rendus congrès, séminaires, so-
ciété presse, form., transp. ind.
rech. poste dynamique région
Paris, responsabilité croissante
Ecrire SPIRALE n° 1 208,
36, rue Balbu, 75009 PARIS.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés,
à toutes et à tous avec
ou sans diplôme. Demandez
une documentation sur notre
revue spécialisée FRANCE
CARRIÈRES (C 18)
B.P. 402 - 09 PARIS.

Les possibilités d'emplois à
l'étranger sont nombreuses
et variées. Demandez une
documentation sur la revue
spécialisée MIGRATIONS (LM)
B.P. 281 - 09 PARIS.

EMPLOIS CADRES
Recevez gratuitement des of-
fres d'emploi cadres correspon-
dant à votre profil.
Téléphone

LA SÉLECTIQUE
34, quai de Dion-Bouton
92800 PUTEAUX
16-05 05-04-03 (numéro vert)
La Sélectique s'engage au
secret absolu sur les informa-
tions qui lui sont transmises.

L'immobilier

appartements ventes

4^e arrdt
LE SAINT-LOUIS
Luxeux living + 3 chbres,
2 bns, cheminée, 1.400 m² P.
LAGARDE - 326-22-43.

5^e arrdt
NEUF
JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Luxeux living + 3 chbres,
2 bns, cheminée, 1.400 m² P.
LAGARDE - 326-22-43.

6^e arrdt
ST-GERMAIN-DES-PRÉS.
Duplex, living + 3 chbres,
100 m² chem. charn. 3^e ét.
sec. Tél. 844-98-07.

7^e arrdt
TOURVILLE 180 m².
Grand standing, 703-32-44.

SAINTS-PÈRES
Bel imm., p. de L. 5 p., 140 m².
SEGONDI 874-08-45.

8^e arrdt
PARC MONCEAU
Av. Voltaire
5 p., ét. élév., gd confort,
2 chbres, serv. mtr. standing.
Intermédiaire s'abstenir.
Pz justifié. 763-37-70.

9^e arrdt
GRANDS BOULEVARDS
145 m², 5 p., cuisine,
bain, 3^e étage, sec., possibilité
professionnel ou commercial.
GARBI, 567-22-88.

11^e arrdt
Duplex rénové, 703-32-44.
LOFT 160 m².
Soleil. A SAISIR, 950.000 F.

17^e arrdt
11, RUE THÉODORE-RIBOT
95 m², T. 6, LIVING + CHBRE.
Cuis. amén., pde s. de b. s.
dressing + chambre service.
R-Ch. clair, 1.100.000 F.
Visitez mardi 14 h 30-17 h.

VENTE PAR NOTAIRE
Bd Pénin, immeuble ancien.
Pierre de taille, 2 pèces, cuis.
salle de bains, wc, 380.000 F.
Ce jour 16/10 de 14 h 30 à
16 h 30, 6 bis, Bd Pénin.

locations meublées demandes

Paris
SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mariés Paris
rech. du STUDIO ou P.
LOYERS GARANTIS par Sûre
ou Ambassade. 286-11-08.

EMBASSY-SERVICE
8, rue Marmuse, 75009 PARIS
APPARTS STANDING
UNIQUEMENT
562-78-99.

propriétés

MONTFORT-L'AMARU
SUPERBE DEMURE 350 m²
PARC 7.000 m² ARBORIZÉ.
SANTANDREA, 561-90-81.

QUERCY
Coteau sud, vue, bel ensemble,
3 laborments pierre sur 2 ha.
1 maison princ., 5 p., sur 2 nv.,
bains, cave et four à pain + 2^e.
mbs, arrie confort, + grange.
Libre 800.000 F.
Cabinets JARGEAU 47500
LIBOIS, Tél. 16 (53) 71-01-28.

viagers
Etude LODEL, 35, bd Voltaire,
Paris-XX^e, Tél. 355-61-58.
Spécialiste viagers. Expérience,
discretion, conseils.

Immobilier d'entreprise
et commercial

bureaux bureaux

VOTRE SIÈGE A PARIS-17^e
Domiciliation, RM, RC, SARL
Constitution 564, 763-47-14.

VOTRE SIÈGE SOCIAL 92
Bureaux meublés, domiciliation,
secrét., tél., tél. Boulogne
ACTE 92 - 603-38-32.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
RUE SAINT-HONORE
CONSTITUTION DE SITES
CONSEIL D'ENTREPRISES
PARIS ILE-DE-FRANCE
INITIATIVE. 260-91-63.

CHAMPS-ÉLYSÉES
Bureaux équipés av. services ou
votre siège social.
Tél., tél., secrétariat, salles
de réunion av. vidéo, bar, etc.
Locat. courte et longue durée.
ACTE, 562-66-00.

PARIS-STOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
Secrétariat, télax.
Tél. (1) 727-15-59.

Votre adresse commerciale
ou **SIÈGE SOCIAL**
Loc. bureaux, secrétariat, vidéo
CONSTITUTION SOCIÉTÉS
et CRÉAT. DE TTES ENTREPR.
ASPAQ S.A. 293-60-50

ARTISAN 100 F. RC 180 F.
Constitution SARL 2.000 F.
SDM, 21, rue Pécamp (12^e).
340-24-54. P. R. du P.
Poissonnière 10^e, 770-54-66.

Locations

Vente
Vend fonds de commerce
PINGOUIN
100 m²
Centre commercial
Banlieue de Bordeaux.
CA 1.700.000 F. Pour couple.
Pz 850.000 F. Apport person-
nel 800.000 F min.
Ecrire 6482, Agence HAVAS
33076 BORDEAUX Cédex.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA CFTC

Il faut renforcer un syndicalisme qui n'ait pas peur de dire les vérités, même si elles sont difficiles

nous déclare M. Jean Bornard

« Est-ce que la modernisation des rapports sociaux préconisée par M. Fabius est une solution à la crise du syndicalisme ? »

« La modernisation des rapports sociaux implique le souci de la vérité et la recherche d'un dialogue très ouvert, sur des bases réelles. Nous avons apprécié que la seule promesse du premier ministre ait été de dire la vérité. On n'empêchera jamais des tensions entre ceux qui représentent les travailleurs et le gouvernement qui doit gérer un pays en tenant compte d'intérêts plus généraux. Mais il reste beaucoup d'ambiguïtés par rapport aux exigences de vérité et de dialogue. »

« On a relevé cet état des contradictions entre l'annonce de certains allègements de charges et toute une série de hausses. Vérité oui, dialogue oui, mais il ne faut pas que ce soient seulement des mots. La CFTC est d'accord pour avoir ces relations très modernes, mais tout le monde doit jouer le jeu. Il faut le prouver sur le terrain, et c'est loin d'être le cas. »

« Mais les syndicats ne sont-ils pas appelés à se moderniser ? »

« Qu'est-ce que cela veut dire se moderniser ? J'ai entendu un syndicaliste dire que les syndicats allaient maintenant être obligés de se préoccuper d'économie. Certains syndicats ont, en effet, une véritable reconversion à faire dans ce sens. Mais la CFTC a la caractéristique d'avoir toujours joué son rôle social à fond, sans jamais ignorer les réalités économiques. Ainsi nous avons toujours été favorables à l'insertion des salariés dans des conseils de surveillance, pour qu'une dialectique permanente se noue entre les représentants du capital et ceux du travail et que l'on arrive à une gestion équilibrée des entreprises. »

« Comment expliquez-vous ce décalage entre la bonne audience électorale des syndicats et leur implantation insuffisante dans les entreprises ? »

« Ce phénomène se retrouve un peu dans toute la vie sociale. Le décalage est encore plus important dans le monde politique, alors que personne ne conteste l'importance d'avoir des forces politiques. Il y a certainement 60 % à 70 % des voix qui s'expriment dans les élections professionnelles, mais toutes les organisations syndicales confondues syndiquent entre 20 % et 25 % des salariés. Je crois qu'on dépense plus facilement un bulletin de vote qu'on ne paie une cotisation. »

« Je pense aussi qu'en France les syndicats ont beaucoup demandé à l'Etat. Ce n'est pas un hasard si c'est dans les pays du Benelux que l'on trouve le plus fort taux de syndicalisation. »

« Le rôle du syndicat apparaît plus concret aux travailleurs : on trouve des banques coopératives, des organismes d'assurance et de voyages qui sont liés aux organisations syndicales. En Belgique, ce sont les syndicats qui, pour une large part, versent les indemnités de chômage. La tendance en France à se tourner vers l'Etat fait apparaître moins clairement aux salariés le rôle du syndicalisme. »

Les aspirations et les réalités

« Dans le bulletin de la fédération des banques CFTC, il est écrit qu'un « syndicalisme dont l'image sera associée à celle de rigidité, défense de situations acquises, ne pourra aller qu'en s'affaiblissant ». Qu'en pensez-vous ? »

« La crispation de défense peut exister dans le syndicalisme, peut-être un obstacle. Mais il ne faut pas confondre rigidité et défense d'un certain nombre d'intérêts. Tout le problème pour le syndicalisme c'est de faire la synthèse entre les aspirations des travailleurs et une analyse très stricte des réalités. Cela veut notamment pour la politique salariale. Historiquement, la CFTC a été une des premières organisations à utiliser la notion de pouvoir d'achat sans se contenter de raisonner en termes purement nominatifs. »

« Pour éviter le glissement de l'inflation, on nous dit aujourd'hui qu'on ne peut pas donner plus que l'on ne produit. Dans les grands accords salariaux que nous avons signés ces dernières années, nous avons mis en avant une référence au pouvoir d'achat liée à la progression du produit intérieur brut. Nous n'avons pas hésité à faire des références à la productivité pour introduire certaines modulations, limitées toutefois, entre les branches. Cette approche de la politique salariale combine les aspirations sociales avec les réalités économiques et évite les rigidités excessives. »

« Est-ce que la flexibilité dont on parle beaucoup actuellement pour l'emploi n'entraîne pas les syndicats à revoir un certain nombre d'avantages acquis ? »

« Il ne faut pas rigidifier, mais on ne doit pas oublier que, s'il existe des rigidités, c'est aussi parce qu'il y a eu des abus. Il ne s'agit pas, sous prétexte de supprimer ce qui pourrait faire obstacle à l'emploi, de démanteler la législation sociale. Le patronat dit volontiers que si on pouvait licencier mieux on embaucherait. »

rait beaucoup plus. Mais il y a environ quarante mille licenciements économiques tous les mois. Cela signifie que l'on peut licencier dans ce pays et qu'on ne s'en prive pas ! On peut accepter de discuter des délais non de les supprimer, car il est essentiel qu'avant une décision de licenciement on cherche à voir avec les organisations syndicales comment éviter ces licenciements et essayer de trouver une formule permettant de rendre l'entreprise plus productive sans liquider autant de personnel. Il y a des marges de discussion. Le problème de l'emploi ne se résoudra pas uniquement à coup de flexibilité ni en démantelant la protection sociale. La solution se trouve dans une approche plus globale et dans une reprise générale de l'activité. »

Des exigences de solidarité

« Vous ne pensez donc pas qu'il y a des droits qui se justifient en période d'expansion et qui deviennent des privilèges en période de crise ? »

« La régression sociale n'a jamais été une bonne chose. Il y a des exigences de solidarité à préserver pour les plus faibles. L'absence de contrat provoque un développement anarchique des situations sociales, par exemple sur le plan des salaires individuels dans les entreprises. Nous pensons donc que la meilleure expression de la solidarité, c'est le contrat collectif. »

« Qu'est-ce qui doit changer dans le syndicalisme, se veut-il de fonctionnaire, de poseur, de remède à tout ou de conservateur ? »

« La CFTC est en train de marquer des points électoralement, parce qu'elle a su éviter une des dérives du syndicalisme, la politisation. Croire qu'il suffit de changer de gouvernement pour résoudre les problèmes, c'est une illusion extraordinaire que certains syndicats sont en train de payer cher. Le refus de la politisation est une règle qu'à tous les jours pratiquée la CFTC. Elle n'est pas prête d'en changer. Il y a aussi le réalisme qui doit permettre de porter les exigences sociales sans oublier les réalités économiques. Le nouveau gouvernement parle souvent de rassemblement. S'il y a rassemblement possible aujourd'hui, il ne peut se faire que sur les réalités. »

« La CFTC a l'impression que les événements confirment le bien-fondé de toute une série d'options fondamentales qu'elle a pu prendre. Les syndicats ont fait faillite. En s'attachant à la défense des hommes, tout en ayant conscience que ceux-ci ont des efforts à faire sur eux-mêmes et qu'il y a des structures à changer, on évite des déviations pour le syndicalisme et des marchés de dupes pour les salariés. Dans le débat qui agite l'opinion depuis quelques années entre le collectivisme et le libéralisme, nous avons le sentiment que nous avons une position d'équilibre. »

« Des tendances au collectivisme, voire même à l'étatisme, se sont manifestées à travers la grande poussée des nationalisations, les tendances à la centralisation de la Sécurité sociale et au monopole de l'école. A l'opposé, on a une réaction vers un libéralisme échevelé qui aboutirait presque à supprimer toute réglementation sociale. Entre les deux, il faut trouver des positions équilibrées. »

« J'ai été assez surpris d'entendre le président de la République, il y a quelques mois à la télévision, dire que la lutte des classes était peut-être dépassée. Il a parlé de consensus. Depuis longtemps, la CFTC pense que la lutte systématique peut provoquer la mort des entreprises et accroître les inégalités, car ce sont les plus faibles qui subissent. Il faut donc aller dans les entreprises et dans le pays à un dialogue très ouvert qui permette de porter les exigences sociales tout en tenant compte des réalités économiques. »

Participer à la gestion des entreprises

« Comment voyez-vous le syndicalisme en l'an 2000 ? »

« Le syndicalisme a une vocation absolument permanente quel que soit l'état de la société. Ce déferlement des techniques auquel on assiste actuellement continuera de poser des problèmes d'emploi, d'évolution de pouvoir d'achat, de conditions de travail. La défense des salariés passe aussi, et de plus en plus, par une participation croissante des individus à la gestion de leur entreprise. Il faut que les travailleurs soient entendus. Or, devant les dan-

M. André Bergeron réclame une revalorisation des allocations de fin de droits pour les chômeurs

Invité de l'émission « Midi Presse » sur TF 1, le 14 octobre, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a répété l'essentiel des critiques formulées depuis quelques semaines par la centrale syndicale à l'égard du gouvernement.

« Vous ne pouvez pas me demander de pavoiser quand le pouvoir d'achat des fonctionnaires va diminuer de 5 % cette année », s'est exclamé M. André Bergeron qui approuve le mot d'ordre de grève lancé pour le 25 octobre. « Je ne sous-estime pas les difficultés du gouvernement, mais il va trop loin sur le plan de la rigueur », a-t-il souligné, avant d'évoquer la situation de la Sécurité sociale, en déclarant : « On ne peut raisonner en terme de simple gestion financière quand il s'agit de la santé. »

Enfin, à propos de ce qu'il est convenu d'appeler les « nouveaux pauvres », M. Bergeron estime que le gouvernement doit revaloriser l'allocation de fin de droits pour éviter « que de plus en plus de gens ne deviennent des marginaux ». « Personne ne peut vivre avec 40 F par jour », a poursuivi M. Bergeron, pour qui cette allocation « doit être financée par l'Etat ». « L'opinion

doit comprendre que si on veut être garant, il faut payer, c'est le bon sens », a-t-il encore précisé.

Nul ne conteste la nécessité d'attirer l'attention de l'opinion publique, et du gouvernement, sur la situation des pauvres dont le nombre ne cesse d'augmenter. Cependant, le débat gagnerait à être mieux circonscrit. Quand M. Bergeron réclame une revalorisation par l'Etat de l'allocation de fin de droits et souligne, à juste titre, que personne ne peut vivre avec 40 F par jour, il devrait aussi se souvenir que les partenaires sociaux ont accepté de fixer à ce montant l'allocation versée par le régime d'assurance chômage de l'UNEDIC, en vertu de l'accord signé (sauf par la CGT et la CFDT) le 10 janvier dernier.

Les mêmes organisations ont aussi accepté que le nouveau régime d'assistance, à la charge financière de l'Etat, comporte une allocation de solidarité pour les chômeurs en fin de droits, dont le montant s'élève également à 40 F. Le paritarisme du système d'indemnisation du chômage implique aussi que, chacun ayant pris ses responsabilités, chacun, ensuite, les assume.

M. PAUL MARCHELLI (CGC) EST « D'ACCORD AVEC LA CHANSON DE M. FABIUS »

M. Paul Marchelli, président de la CGC, qui était, le 14 octobre, l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, a demandé la reconquête de négociations contractuelles sur les salaires de la fonction publique. « Le discours de M. Le Garrec tend à tromper les fonctionnaires », a affirmé M. Marchelli, qui a assuré que « s'il nous avait proposé 5 ou 5,5 % d'augmentation des salaires en niveau, nous aurions discuté ». Considérant l'augmentation annoncée comme « une plaisanterie », le président de la CGC estime que le secrétaire d'Etat à la fonction publique « fait du trapèze » et « n'est pas honnête ».

Interrogé à propos des chômeurs sans ressources, M. Marchelli a déclaré : « On ne peut supporter l'idée que certains de nos compatriotes soient en train de faire les poubelles ». Rappelant sa proposition d'« un revenu minimum de secours pour ceux qui se trouvent dans cette situation », le président de la CGC a suggéré « une légère augmentation de la TVA » pour financer cette dépense. Toujours séduit par le discours du gouvernement sur le thème de la modernisation, M. Marchelli s'est montré « d'accord avec la chanson de M. Fabius » mais pas avec le « dérapage » du budget présenté par M. Pierre Bérégovoy.

LA GRÈVE DES CARDIOLOGUES

L'ordre des médecins rappelle les praticiens à leurs « obligations »

A l'appel de leur syndicat national, que préside le docteur Henri Lafont (Paris), les cardiologues libéraux sont appelés à fermer leur cabinet de manière « horizontale » dans toute la France, du 15 au 19 octobre. A Paris, ces fermetures sont prévues du 15 au 17.

Les cardiologues protestent contre la décision, arrêtée par le gouvernement le 5 octobre, de modifier la nomenclature de leurs actes : l'électrocardiogramme « avec examen clinique approfondi » sera désormais coté « K 14 » et non plus K 16, soit une différence de 23 francs. Or, disent les cardiologues, ce type d'actes représente « 90 % de l'activité d'un cardiologue moyen ». L'électrocardiogramme « sec » — sans examen clinique — sera quant à lui coté K 10.

Le syndicat, qui appelle à la fermeture des cabinets, recommande en outre à ses adhérents d'ignorer la décision gouvernementale et de continuer à utiliser la nomenclature antérieure.

La France compte deux mille cinq cents cardiologues exerçant à titre libéral.

D'autre part, le syndicat des médecins attachés et assistants des

hôpitaux de Paris se déclare solidaire du mouvement de grève des cardiologues, et a décidé de n'assumer, du 15 au 17 octobre, que les soins urgents et le traitement des malades hospitalisés et la prise en charge des soins intensifs cardiologiques.

De son côté, l'ordre national des médecins rappelle à cette occasion que le code de déontologie médicale précise expressément : « Hors les cas d'urgence et celui où il manquerait à son devoir d'humanité ou à ses obligations d'assistance, un médecin a toujours le droit de refuser ses soins pour des raisons professionnelles ou personnelles. Le médecin peut se dégager de sa mission, à condition de ne pas nuire de ce fait à son malade, de s'assurer que celui-ci sera soigné, et de fournir à cet effet les renseignements utiles. Quelles que soient les circonstances, la continuité des soins aux malades doit être assurée. » Par conséquent, l'ordre des médecins « fait confiance à la conscience des médecins pour que soient respectées ces obligations auxquelles ils ne peuvent en aucun cas se soustraire ».

ECONOMIE ET HUMANISME

N° 278 SEPTEMBRE / OCTOBRE 1984

RESSOURCES : LE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT BRETON À L'ÉPREUVE DE LA CRISE

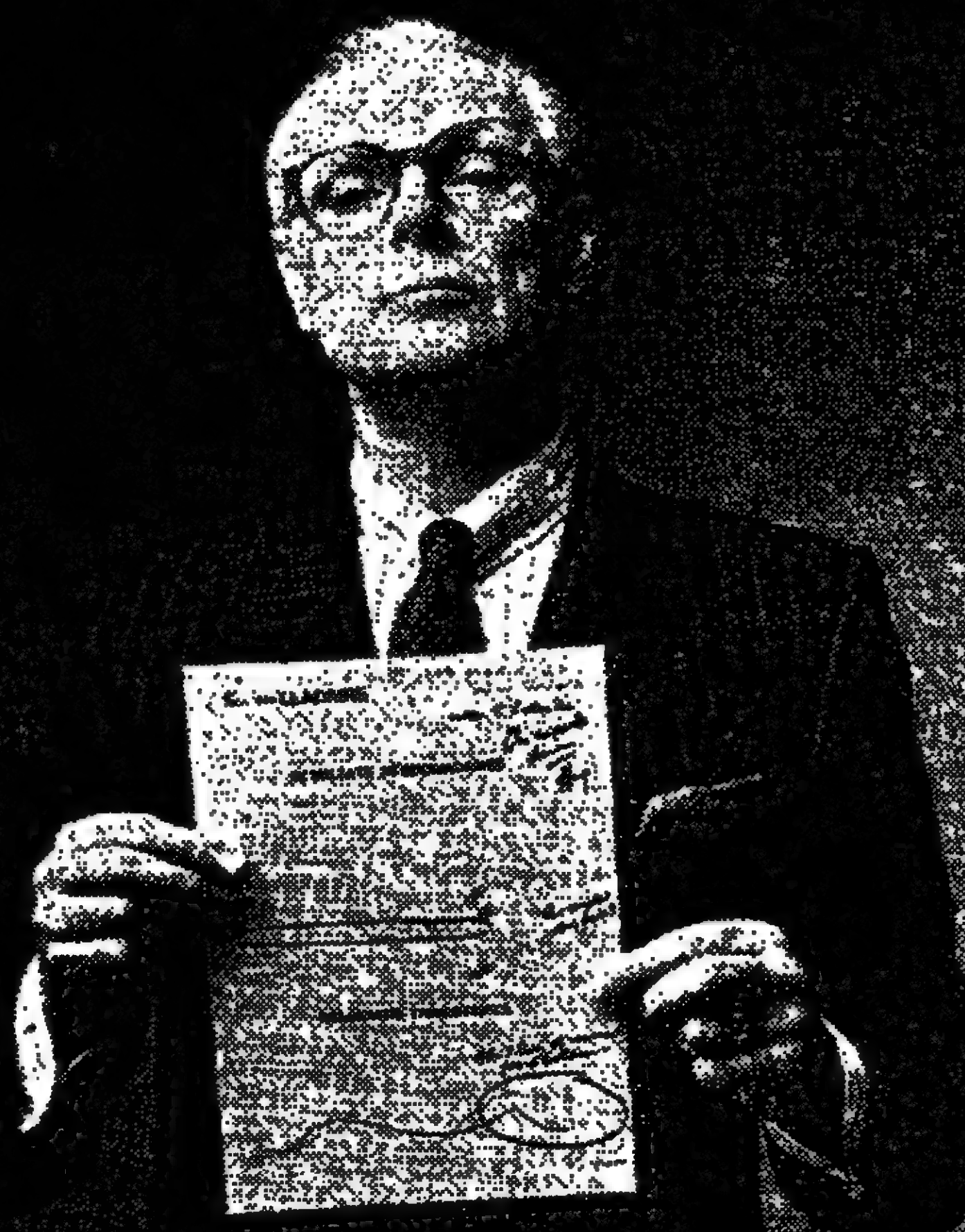
● L'administration Breton et la politique sociale : déviation et adaptation sur l'avenir.
● Andréique Centrale : les États-Unis n'ont toujours pas choisi entre capitalisme et socialisme.

Le numéro 45 F

Abonnement 1984 : 200 F

ECONOMIE ET HUMANISME, 14, rue Antoine-Dumont 69372 LYON Cedex 08

Grand Manitou veut ce document à Marseille immédiatement.



AFFAIRES

BAGUETTES A LA FRANÇAISE POUR PÉKIN

La première boulangerie française de Chine a ouvert ses portes à Pékin. Elle produit chaque jour plusieurs milliers de baguettes et de croissants. Elle est équipée d'une chaîne de fabrication qui a été fournie gratuitement par la société Olivier, fabricant de fours, et par plusieurs autres firmes, pour promouvoir le pain français en Chine. Si le succès de cette boulangerie pilote se vérifie en dépit du prix élevé de la baguette (6 maos, soit 0,23 dollar, pour un seiko moyen d'environ 70 yuans, soit 27 dollars), la voie serait ouverte à l'installation de nombreuses autres boulangeries dans les grandes villes chinoises.

Ce n'est pas la première fois que la baguette sort d'ambassade à l'industrie française de la panification. Depuis 1974, le groupe des Grands Moulins de Paris mène une politique en ce sens. Des boulangeries industrielles ont été ouvertes aux Etats-Unis, des boulangeries-restaurants ont été installées à Liège, Amsterdam, Anvers, Berlin, puis, plus récemment, au Japon.

En développant le goût de la baguette, on compte augmenter les ventes de matériel, de savoir-faire et aussi de farines prêtes à l'emploi, comme en témoignent les accords passés entre les Grands Moulins de Paris et le groupe japonais Yamasaki, et entre les Grands Moulins de Pantin et Tokyo Menku, l'une des plus importantes sociétés de commerce japonaises.

**Lisez
LE MONDE
diplomatique**

M. HANON AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

Le plan social de la Régie : « Ce n'est pas Renault-Noël »

« Ce n'est pas Renault-Noël. S'il y a eu dans le refus du nouveau métier ou du nouveau poste, alors le licenciement économique est tout à fait possible, tout à fait envisageable. (...) Autrement, tout le système n'a plus de sens. C'est pour cela que j'ai parlé de responsabilisation et d'une discipline stricte. »

Invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le 14 octobre, à la veille de l'ouverture des discussions avec les syndicats sur le plan social de la Régie, M. Bernard Hanon, PDG de Renault, a précisé l'objet de la négociation : « Nous allons essayer de définir avec les organisations syndicales (...) un accord sur les règles du jeu : qu'est-ce que la mobilité ? Quelles sont les sanctions en cas de non-acceptation de la mobilité ? Cela est fondamental. En effet, la solution aux problèmes de formation et de reclassement, c'est la mobilité, c'est-à-dire l'acceptation - et nous rejoignons là le concept de « responsabilisation » - par les personnels, par les syndicats, par les personnels non syndiqués, par les directeurs et par les cadres, de changer de métier, de changer de site géographique, en un mot de se déplacer. »

Préalable à la mobilité : la formation. Interrogé sur le nombre de personnes qui devront être formées chaque année, M. Hanon a précisé : « Un ordre de grandeur qui se situe autour du millier : mille ou deux mille, quelque chose de ce genre. » Mais, a encore dit le PDG de Renault, « C'est un système que nous avons l'intention de maintenir au moins jusqu'à la fin de 1987 et peut-être jusqu'en 1990. »

A la question « Qui va payer ? », M. Hanon a souligné : « Nous dépensons près de 400 à 500 millions de francs, dans le groupe Renault, en formation. Nous pouvons très facilement distraire une grande partie de ces fonds pour contribuer à des formations beaucoup plus spécifiques qui vont traiter peut-être 50 ou 60 % du pro-

blème. D'ailleurs, quand on regarde le coût global du système, c'est la solution la plus économique. » « Ce qui est fondamental aujourd'hui pour l'industrie française et pour Renault, c'est de donner cette image de qualité (...). C'est un état d'esprit collectif dans toute l'usine, c'est une attitude. Donc cette qualité a besoin de paix sociale. »

M. Hanon s'est dit préoccupé par le poids des charges qui pèsent sur l'automobiliste : « Les charges se sont accumulées. L'essence : son coût est le plus élevé d'Europe derrière l'Italie. Les assurances ont augmenté. Il y a un concept que nous suivons de très près, c'est celui du budget du consommateur. La part prise par la charge de l'automobile dans ce budget est passée en trois ans de 12,5 à 13,5 puis à 14 %, et, en ce moment, on frôle les 15 %. J'ai indiqué à plusieurs reprises que la diffusion de l'automobile commence à être compromise quand on commence à dépasser les 14 %. »

ACCORD SUR UNE CONVENTION COLLECTIVE CHEZ FORD

La société Ford, deuxième constructeur automobile américain, et le Syndicat des ouvriers de l'automobile ont conclu, le 14 octobre, un accord provisoire sur un projet de convention collective qui touchera les cent quinze mille ouvriers, employés par l'entreprise.

Cet accord est intervenu au moment même où, chez l'autre constructeur, General Motors, les ouvriers de ce même syndicat ratifiaient une convention, dont les termes sont proches, par 57,4 % des votes exprimés (contre 42,6 %).

Les deux conventions prévoient une légère augmentation des salaires de base (inférieure au rythme de l'inflation) et un programme de sécurité de l'emploi auquel Ford - comme GM - consacra 1 milliard de dollars. - (AFP.)

OPTIMISME DES CONSTRUCTEURS FRANÇAIS APRÈS LE SALON DE L'AUTO

Le record d'affluence enregistré au Salon de l'auto en 1982 (1 080 000 visiteurs) a été battu en 1984 (1 100 000 personnes), ont estimé ses responsables à la fermeture des portes du Salon, le 14 octobre. La plupart des constructeurs pensent, en outre, que cette manifestation, grâce aux nouveaux modèles lancés, devrait permettre de ralentir la chute du marché français. De 12 % pour les huit premiers mois de l'année, celle-ci pourrait n'être finalement que de 10 %, voire un peu moins, avec 1 840 000 voitures.

Les options de commande enregistrées au Salon ont été bonnes. Pour la famille R 5 (ancienne et Supercin), Renault a enregistré 2 000 commandes par jour, soit pratiquement le niveau des meilleurs jours pour ce modèle.

Renault compte obtenir 100 000 commandes de Supercin d'ici à la fin de l'année.

Avec leurs dernières créations - la Supercin mais aussi la gamme 205 trois portes, ou les nouvelles BX ou CX, chez PSA, - les constructeurs français espèrent reprendre des parts de marché aux étrangers.

La Continental Illinois va cesser ses activités bancaires dans quatre pays d'Europe et du Golfe.

La Continental Illinois, cette grande banque de Chicago sauvée de la faillite en juillet dernier grâce à une action conjuguée des autorités fédérales américaines, vient de se livrer à « un inventaire critique » de ses activités en Europe et dans le Golfe qui l'a conduites à décider l'interruption de ses activités bancaires dans quatre pays. Il s'agit de la Belgique, des Pays-Bas, de la Suisse et de Bahreïn, ce qui devrait entraîner, pour les installations européennes uniquement, la perte de 400 emplois (sur 1 300 pour l'ensemble de l'Europe).

En ce qui concerne les autres implantations européennes et, notamment, en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne fédérale, en Italie, en Espagne et en Grèce, la Continental Illinois prévoit de poursuivre ses activités dans ces pays. A l'issue de cette opération, Continental Illinois conservera une implantation européenne sensiblement identique à celles des grandes banques américaines, excepté celles de ses deux grandes rivales - Citicorp et Bank of America - qui possèdent un réseau plus étoffé.

LA DECENTRALISATION FINANCIERE

La Caisse des dépôts va transférer 80 milliards de francs aux vingt-deux SOREFI

A l'occasion du 150^e anniversaire de la Caisse d'épargne de Dijon, M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts et consignations (CDC), a présenté, le vendredi 12 octobre, une série de mesures qui s'inscrivent dans la réforme des caisses d'épargne avec un triple souci : décentralisation financière, amélioration des services rendus à la clientèle, renforcement de la situation des caisses elles-mêmes.

A cet effet, les vingt-deux sociétés régionales de financement (SOREFI), émanation commune de la CDC et du réseau de l'Eureuil, recevront l'intégralité des fonds collectés sur le livret B, sur les comptes chèques et sur l'épargne-logement, soit 80 milliards de francs (7 % de l'ensemble des fonds confiés à la gestion de la Caisse des dépôts). De même, la part non centralisée des dépôts recueillies dans le réseau au titre des CODEVI et des LEP sera mise à la disposition des SOREFI.

Dans le même esprit, la CDC a accepté que 25 % des amortissements des prêts Minjot (ceux directement consentis aux collecti-

vités locales par les caisses d'épargne), jusqu'alors centralisés, viennent alimenter un contingent de prêts régionaux, soit 1,3 milliard de francs supplémentaires pour les SOREFI. Ce transfert de pouvoirs et de ressources, qui va permettre à ces organismes d'affecter aux investissements régionaux une part croissante de l'épargne collectée sur place, fait perdre à la Caisse des dépôts une partie de ses moyens financiers propres et va obliger le réseau de l'Eureuil à la relayer pour les financements correspondants.

En ce qui concerne les services rendus à la clientèle, il est proposé aux caisses d'épargne de distribuer les produits d'assurance élaborés par la Caisse nationale de prévoyance, du groupe de la CDC. Un produit d'épargne-retraite, spécifique au réseau de l'Eureuil, est actuellement à l'étude.

Par ailleurs, une SICAV distribuant des coupons trimestriels sera commercialisée par les deux réseaux (Eureuil et PTT), venant s'ajouter à la gamme des produits de ce genre (4 milliards de francs collectés depuis le début de 1984).

● Poupées Bella : troisième report de l'audience en référé. - Pour la troisième fois en une semaine, le tribunal de commerce de Perpignan (Pyrénées-Orientales) a repoussé l'audience en référé concernant le directeur de la société Berchet-Industrie qui fabrique dans cette ville les poupées Bella. M. Jean-Louis Berchet. Cette assignation avait été demandée par le comité d'entreprise qui estime que M. Berchet a utilisé 40 millions de francs d'aides financières versées par l'Etat et la ville de Perpignan pour renflouer « Berchet-Industrie » au profit de ses trois autres sociétés.

Le comité d'entreprise espère ainsi faire échec à la demande de liquidation de biens de l'entreprise demandée par M. Berchet à la suite de son dépôt de bilan, il y a un mois.

Blaireau Astucieux
télécopie.

Grand Manitou dit :
"télécopieurs
dans tous les services."



Avoir l'esprit télécopie, c'est offrir la possibilité à chacun, sans formation préalable, de transmettre un document écrit, texte ou schéma, à n'importe quelle distance, en toute simplicité, en toute sécurité, en 1 ou 2 minutes seulement. Avoir l'esprit télécopie, c'est se demander combien ça coûte, mais surtout combien ça rapporte. C'est choisir l'efficacité à tout prix, surtout quand il s'agit de 700^{fr} par mois ! Avoir l'esprit télécopie, c'est avoir l'esprit d'entreprise.

C'est donner à chacun de ses collaborateurs les moyens de sa dynamique. Avoir l'esprit télécopie, c'est avoir l'esprit d'initiative. C'est être plus compétitif en exploitant une technique qui permet de répondre plus vite et mieux aux besoins du monde professionnel. Quand une entreprise se veut efficace, moderne et rentable, elle a l'esprit télécopie. Pour en savoir plus, appelez tout de suite le

NUMERO Vert Appel gratuit 16.05.20.25.30

700^{fr} par mois !
C'est radin ravi.

Ayez l'esprit télécopie.

THOMSON-CSF
TELECOM

* Ce qui représente un amortissement linéaire mensuel sur 80 ans de 24 800 F HT (prix de vente maximum de l'EGEFA 2000 au 10/01/1984 : 241 500 F TTC)

VII. – Conviction et responsabilité

A l'épreuve du pouvoir, les socialistes ont modifié leur politique et se sont débarrassés de quelques-uns de leurs mythes. Avant eux, leurs homologues des partis sociaux-démocrates européens avaient déjà entrepris le même évisme et, en France même, leurs prédecesseurs : chaque fois qu'ils avaient accédé à un gouvernement, avaient-ils peillément composé avec les réalités (le *Monde* des 9, 10, 11, 12, 13 et daté 14-15 octobre). Quelle peut donc être aujourd'hui la forme d'un socialisme moderne, d'un socialisme non tourmenté de crise ?

congrès d'Alfortville établit que « la socialisation progressive des moyens d'investissement, de production et d'échange... constitue la base indispensable du socialisme ». Les nationalisations de 1981 tendaient à prouver que l'on ne devait pas de la ligne.

Entre la conception « dure » du socialisme mitterrandiste première manière et les tendances de Rocard ou de Delors, il y avait, dès le départ, de fortes nuances, les seconds ayant compris qu'il devait y avoir, pour reprendre la célèbre formule de

Max Weber, dans sa conviction — et sa « éthique de responsabilité » — L'exercice du pouvoir altère le plus souvent la pureté de l'idéologie, et c'est fort bien ainsi, puisqu'une doctrine qui ne se mesure pas de temps à autre pour éprouver sa solidité devient rigide et cassante comme du verre.

Le socialisme français n'a pas seulement évolué suivant qu'il était dans l'opposition ou au gouvernement. Depuis le dix-neuvième siècle, il oscille entre les courants marxiste, étatisé, jacobin, réglementaire, etc., et le courant proudhonien autogestionnaire et décentralisateur. Ces variations d'éclairage se sont ajoutées à la situation économique qu'il faut, dans une situation économique difficile, et donc élargir l'arbre idéologique pour survivre au pouvoir.

Choisir son cap

La question fondamentale que l'on commence à poser de plus en plus ici et là est donc celle-ci : quelles valeurs le socialisme doit-il conserver sous peine de trahir son message ? Quels idéaux originaux peut-il encore proposer que l'on ne trouverait pas dans une autre corbeille, celle du libéralisme, par

exemple ?
Il ne faut pas craindre de remonter au plus haut pour y voir clair et, notamment, dans les motivations —

DINATEURS PERSONNELS

La diffusion du pouvoir à la « marque » socialiste. Dans la mesure, celle d'appeler la décentralisation. Mais pure auto subversion : il ne s'agit pas seulement de transformer le pouvoir d'Etat en pouvoirs locaux, mais de multiplier les centres d'initiatives, les entités autonomes, d'encourager les associations, etc. Dans ce sens, la décentralisation n'est autre que la mise en œuvre d'un principe très ancien : la décentralisation. Mais au nom du socialisme, ce principe est devenu une obligation. Mais le socialisme ne doit pas oublier qu'il n'y a de société libre que conflictuelle. A cet égard, sa version n'est pas la plus sage. A ce sujet, on peut se référer à la thèse de Kautsky sur le conflit social. Mais le socialisme n'est pas un élément positif, producteur de progrès.

L'extension de la démocratie, des vraies libertés, ne va pas sans la lutte constante non pour l'égalitarisme, l'effacement de la liberté, mais pour réduire les inégalités. Ce n'est qu'un moyen, mais un moyen très utile.

une extrême prudence qui n'inspirent pas la confiance, la sécurité sociale, et seulement pour faire en sorte que l'accroissement de ses dépenses et de ses cotisations n'englent pas l'économie tout entière. La solidarité ne peut se transformer en règle de répartition des *besoins*, comme la liberté doit suivre la règle au sein d'un kantienisme de Rawls : « Chaque personne a un droit égal à la liberté de base la plus large compatible avec une liberté égale pour les autres » (3).

La justice sociale ne signifie seulement l'égalité des chances au départ, mais la correction d'inégalités trop flagrantes par la suite. Là aussi, le socialisme devra éviter la dérive classique où l'on voit l'effort pénalisé.

En tout cas, l'une des missions les moins contestables du socialisme est de « inquiéter des « laissés-pour-compte » de la société. Il y avait ceux de la croissance, qui ne pou-

grande envergure. Car c'est de cela qu'il s'agit finalement. La transformation des mentalités est indispensable pour un bon usage de la crise. La gauche peut y aider parce qu'elle n'a pas bâti son crédit sur la marchandise et les cascades de l'argent, qu'elle ne confond pas les moyens avec les fins.

Produire pour produire n'a pas de sens, si, comme la guerre serait le meilleur objectif... et un moyen radical de supprimer les chômeurs. La création des richesses doit correspondre à la satisfaction des besoins sociaux, et, par conséquent, comme le demande Alfred Sauvy depuis des années sans être entendu, l'ons ne peuvent être définis par le marché. C'est à la définition de biens sociaux (conscience, éducation, culture, santé, urbaine, etc.) que le socialisme du temps de crise peut essayer de répondre le plus efficacement. Le droit à l'identité et à l'épanouissement n'est pas une aspiration. C'est un droit. Pourtant l'art pour l'art répondra à cette aspiration fondamentale, des revendications plus traditionnelles, mais que le crime rend difficile à satisfaire, ne seraient plus le seul horizon du pro-

Au socialisme on peut couper les branches « marxisme », « lutte des classes », « appropriation collective des moyens de production », il vivra encore s'il défend contre vents et marées les valeurs que nous avons dites : démocratie plus ouverte, lutte contre l'injustice sociale, diffusion d'une nouvelle culture. Cela pourrait s'appeler aussi social-démocratie ? Et alors ? La social-démocratie, c'est peut-être le socialisme qui marche.

(1) SFIQ, c'est-à-dire Section française de l'Internationale ouvrière.

(2) Ce qui va à l'encontre de la phrase connue d'Edouard Bernstein, socialiste, qui fut un moment secrétaire d'Engels : « L'objectif n'est rien, le mouvement seul importe. »

(3) Cité par Laurent Joffrin dans son livre, *La Gauche en voie de disparition* (Éditions du Seuil).

des commerçants italiens
des d'une réforme de

se soumettre au projet de loi relatif aux finances de l'Etat, qui sera soumis le 20 mars au Parlement. Le projet de loi prévoit le versement de 100 millions de francs à la Confédération suisse, dont 50 millions pour la Confédération suisse et 50 millions pour le canton de Vaud.

La grande manifestation de la jeunesse s'est déroulée dans la ville de New York, le 15 octobre, tandis que des milliers de personnes se rassemblaient dans les rues de la ville pour manifester leur soutien au mouvement de la jeunesse. Les manifestants ont été accueillis par des policiers armés, ce qui a provoqué des tensions et des incidents de violence.

**L'AM DU PARADIS
DE SAINT-MARIN**

Ammonit
ge de l'avis
Secrétariat
Châlon-sur-
Saône à 2100
0141 24-0000
C'est de la
catastrophe.
Après, le se-
cretariat de
la commune
de la Roche-
sur-Foron.

[illegible]

Le Monde
dossiers et documents
OCTOBRE 1984

**LES IMMIGRÉS
EN FRANCE**

NUMÉRO SPÉCIAL - 16 PAGES
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 10 F.

RESEAU LOCAL: DANS LE MONDE. 6000 SOCIETES ONT DEJA FAIT LA REVOLUTION ARCNET.

ARCNET. N°1 DU RESEAU
LOCAL. EN FRANCE. EN EUROPE.
DANS LE MONDE.

200 reseaux locaux installes en France, 500 en Europe,
6000 reseaux locaux ARCNET operationnels dans le
monde...
Plusieurs milliers de grandes societes ont choisi ARCNET,
et ce choix s'explique par notre experience:

en 1977, nous etions les premiers a declencher la
revolution du reseau local, et aujourd'hui, alors que
beaucoup de reseaux locaux n'en sont encore qu'au
stade du concept, ARCNET, lui, a deja fait ses preuves.

Informatique traditionnelle, micro-informatique,
bureautique et telecommunications sont desormais
en symbiose totale dans l'univers professionnel:
informatique repartie, partage des ressources, dis-
ponibilite des informations, liberte et spontaneite
des actions, avec ARCNET, vous vivez deja l'avenir
dans votre societe.

Traitement de texte, gestion de telex, cour-
rier electronique, gestion des temps, du person-
nel, analyses financieres, telematique, etc., le
reseau local ARCNET integre la totalite des
fonctions de votre entreprise, et vous permet
de moduler en souplesse vos investissements
en fonction de vos besoins croissants.

Une architecture simple, une fiabilite
a toute epreuve, une puissance "a la carte",
... autant de raisons pour faire, a votre
tour, la revolution en toute confiance.

Vous desirez en savoir plus sur
ARCNET?

Contactez DATAPOINT MATRA
INFORMATIQUE, le specialiste du
reseau local au (1) 667.31.24.

 **DATAPPOINT
MATRA**
INFORMATIQUE

NOUS AVONS DECLENCHE LA REVOLUTION

UNISTAR

...ateurs d'entreprises
 ... l'énergie!
 ... énergie d'entrep
VIVE
 pour vous ai
L'ENT
 ... l'énergie des re
 ... partout en Franc
 ... eillent et vous or
 ... concrétiser vos pr
 ... l'énergie ! Viven
POUR LA CREAT **AGENC**

FISCALITÉ

ÉNERGIE

Les commerçants italiens ne veulent pas d'une réforme de la taxation

Pour lutter contre un projet de réforme fiscale, près d'un million de commerçants italiens ont annoncé la fermeture de leurs magasins le 23 octobre. Toutefois, la Confédération nationale des artisans (CNA), organisation de gauche rassemblant une fraction importante des six millions d'italiens vivant de ce métier, demande entre autres choses une réforme des taxes et du crédit, ainsi que des mesures de soutien du secteur.

Le projet de loi, soumis cette semaine au Parlement, qui vise notamment à introduire une taxation forfaitaire des revenus commerciaux, se fonde sur une plus grande justice sociale. « Il ne s'agit pas d'augmenter les impôts des commerçants, mais simplement de leur faire payer », a déclaré M. Visentini, en rappelant que ces derniers déclaraient au fisc moitié moins que leurs propres employés. Ainsi les bouchers ont déclaré en moyenne 6 millions de francs de revenus (30 000 F), soit la moitié à peine d'un salaire ouvrier ; les commerçants en fruits et primeurs, 4,8 millions de francs ; les marchands de disques et cassettes, 7 millions de francs à peine.

LA FIN DU PARADIS DE SAINT-MARIN

Le Grand Conseil de Saint-Marin a décrété, samedi 13 octobre, la fin du paradis fiscal qui était depuis toujours cette antique République de vingt mille habitants, enclavée en Italie centrale. Il a voté la réforme préparée par le gouvernement de gauche (socialistes et communistes) et qui instaure l'impôt pour tous avec l'obligation de déclarer les revenus et une comptabilité précise pour chaque mille cinq cents commerçants et artisans.

Plusieurs centaines de commerçants et d'artisans avaient assiégré pendant trois jours le palais où se tenaient les débats, comparant le ministre des finances, M. Emilio Della Balda, aux cris de « Duce, duce ! ». La réforme, assurent-ils, risque de porter un coup fatal à « l'économie des bazars et souvenirs » qui fait vivre une bonne partie des vingt mille citoyens de Saint-Marin. Selon le ministre des finances, la réforme « sert à conférer de l'efficacité à l'Etat » et « on avait dû la faire depuis dix ans ». — (AFP.)

grandes confédérations ouvrières, ont décidé d'organiser une manifestation le 20 octobre à Rome.

De leur côté, les artisans ont annoncé qu'ils manifesteront le 30 octobre à Rome pour protester contre les « insuffisances » du projet de loi. La Confédération nationale des artisans (CNA), organisation de gauche rassemblant une fraction importante des six millions d'italiens vivant de ce métier, demande entre autres choses une réforme des taxes et du crédit, ainsi que des mesures de soutien du secteur.

Le projet de loi, soumis cette semaine au Parlement, qui vise notamment à introduire une taxation forfaitaire des revenus commerciaux, se fonde sur une plus grande justice sociale. « Il ne s'agit pas d'augmenter les impôts des commerçants, mais simplement de leur faire payer », a déclaré M. Visentini, en rappelant que ces derniers déclaraient au fisc moitié moins que leurs propres employés. Ainsi les bouchers ont déclaré en moyenne 6 millions de francs de revenus (30 000 F), soit la moitié à peine d'un salaire ouvrier ; les commerçants en fruits et primeurs, 4,8 millions de francs ; les marchands de disques et cassettes, 7 millions de francs à peine.

Ammoncé au cœur de l'été, le projet de lutte contre la fraude prévoit notamment, pour les entreprises déclarant un chiffre d'affaires inférieur à 780 millions de francs par an (3,9 millions de francs) et bénéficiant de ce fait d'une comptabilité simplifiée, un système forfaitaire précis, la suppression du « partage des familles », qui permettait de diviser le revenu déclaré entre autant de parents possibles, un système d'enquête sur les fortunes réelles des intéressés. Cette réforme pourrait, dès la première année, faire entrer quelque 10 000 milliards de francs (50 milliards de francs) dans les caisses défectives de l'Etat, estiment les experts. — (AFP.)

A ESCAUDAIN (NORD)

Le maire (PC) et ses administrés se révoltent contre la hausse des impôts locaux

De notre correspondant

Lille. — Escaudain, commune de près de dix mille habitants située près de Douai, dans le Nord, est en révolte. Elus et habitants refusent l'obligation qui leur est faite d'augmenter les impôts locaux de 42 % pour équilibrer le budget de la cité. « Nous ne voulons pas, explique-t-on, payer deux fois le coût de la sidérurgie ».

C'est là, en effet, le point de départ des ennemis financiers de la ville. Jusqu'à la fermeture de son usine en 1978, Usinor assurait 35 % du budget de la commune, versant quelque 10 millions chaque année dans l'escarcelle communale. Mais, depuis 1978, cette contribution s'est amoindrie pour ne représenter, cette année, que 2 millions de francs, à peine 10 % du budget de la ville.

En mars, le conseil municipal à majorité communiste votait un budget en déficit de 6,5 millions de francs. Après avis de la chambre régionale des comptes, les élus ramenaient ce déficit à un peu plus de 5 millions de francs et se tournaient vers le ministre de l'Intérieur pour obtenir une subvention d'équi-

libre. Mais celle-ci, accordée en octobre, n'atteint pas 3,5 millions de francs. Pour équilibrer le budget, le préfet a imposé une augmentation de 42 % des impôts locaux.

Depuis c'est la fronde. Samedi dernier, à l'initiative des élus, une opération « ville morte » était mise sur pied. Commerces fermés, rideaux baissés, routes barrées, la ville témoignait de son soutien au maire, M. Francis Chevalier (PC).

Cette action « n'a aucun caractère d'hostilité profonde au gouvernement actuel », précisait, samedi, M. Chevalier, en rejetant la responsabilité des ennemis financiers de sa ville sur les gouvernements d'avant mai 1981, alertés, selon lui, à plusieurs reprises, en vain, des conséquences dramatiques de la fermeture d'Usinor sur les finances locales. Aujourd'hui, la ville demande qu'on l'aide « à mettre sur pied un plan plurannuel, qui permette de rétablir l'équilibre financier sur plusieurs exercices ».

J.-R. L.

LOGEMENT

M. Quilès annonce une diminution de 0,25 % des taux des prêts d'accession à la propriété

Le ministre de l'Urbanisme, du logement et des transports, M. Paul Quilès, a annoncé, le 13 octobre, une baisse d'un quart de point du taux des prêts d'accession à la propriété (PAP), ramené de 10,92 % à 10,67 %.

Le taux de la première annuité des prêts à taux ajustable (PAJ), créés au premier trimestre 1984, est également abaissé de 0,15 % (de 9,25 % à 9,10 %) a annoncé le ministre qui inaugurait le Salon de la maison individuelle. Ces mesures, précise-t-on dans l'entourage de

M. Quilès, s'appliqueront avant la fin du mois d'octobre.

Le Crédit agricole a également profité de la visite de M. Quilès pour annoncer une baisse de 0,25 % du taux de ses prêts conventionnés, ramené à 11,81 %.

Les constructeurs de maisons individuelles, inquiets de la dégradation observée sur ce marché au premier semestre 1984, ont accueilli ces mesures avec « satisfaction », tout en les jugeant « encore insuffisantes ».

M. Edouard Leclerc lance une nouvelle offensive dans la « guerre des rabais » sur l'essence

M. Edouard Leclerc a fait savoir le 13 octobre qu'il allait reprendre l'offensive dans la guerre des rabais en proposant « pour commencer » des ristournes de 35 centimes sur le litre d'essence de super.

M. Leclerc, dont les 480 centres distributeurs proposent jusqu'à présent des rabais de 25 centimes (alors que le maximum légalement admis est de 17 centimes), s'est en outre déclaré convaincu que « le gouvernement va prochainement abroger la loi de 1928 et permettre le libre exercice des rabais sans toutefois que ceux-ci puissent être utilisés comme prix d'appels ».

M. Edouard Leclerc a précisé qu'il avait remporté au cours de la semaine M. Cédex, ministre du commerce et de l'artisanat, et M. Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale. « J'ai eu d'intéressantes discussions avec

eux. Je n'ai pas envie de faire la révolution, mais je crois que le gouvernement va évoluer au sujet des rabais », a-t-il indiqué.

M. Leclerc, a aussi affirmé que son frère — et concurrent — Michel Leclerc, « était financièrement incapable de proposer des rabais de 30 centimes, contrairement à ce qu'il prétend ».

● L'Australie confirme l'annulation des livraisons d'uranium à la France. — Le gouvernement australien a confirmé, le 14 octobre, sa décision d'annuler pour deux ans ses livraisons d'uranium à la France, afin de protester contre les essais nucléaires dans le Pacifique. Le gouvernement de Canberra rachètera à Queensland Mines (QML) l'uranium que cette société devait livrer contractuellement à EDF.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ bas + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$E.-L.	9,6340 9,6335	+ 20 + 30	+ 5 + 50	- 220 - 80
Sca.	7,2935 7,2963	- 68 - 28	- 151 - 95	- 457 - 330
Yen (100)	3,6660 3,6681	+ 160 + 185	+ 305 + 332	+ 863 + 933
DM	3,6652 3,6667	+ 139 + 153	+ 265 + 285	+ 731 + 787
Florin	2,7195 2,7207	+ 116 + 128	+ 212 + 229	+ 595 + 644
F.R. (100)	15,1776 15,1836	- 4 - 79	+ 8 + 127	+ 261 + 281
F.S.	3,7202 3,7412	+ 196 + 217	+ 364 + 391	+ 1082 + 1075
L (1 000)	4,9724 4,9757	- 209 - 182	- 401 - 359	- 1234 - 1127
C.	11,6976 11,7062	+ 24 + 80	+ 54 + 138	+ 242 + 461

TAUX DES EUROMONNAIES

	10	30	90	180	360	540	720	900	1080	1260	1440	1620	1800	2160	2520	2880	3240	3600	4320	5040	5760	6480	7200	7920	8640	9360	10080	10800	11520	12240	12960	13680	14400	15120	15840	16560	17280	18000	18720	19440	20160	20880	21600	22320	23040	23760	24480	25200	25920	26640	27360	28080	28800	29520	30240	30960	31680	32400	33120	33840	34560	35280	36000	36720	37440	38160	38880	39600	40320	41040	41760	42480	43200	43920	44640	45360	46080	46800	47520	48240	48960	49680	50400	51120	51840	52560	53280	54000	54720	55440	56160	56880	57600	58320	59040	59760	60480	61200	61920	62640	63360	64080	64800	65520	66240	66960	67680	68400	69120	69840	70560	71280	72000	72720	73440	74160	74880	75600	76320	77040	77760	78480	79200	79920	80640	81360	82080	82800	83520	84240	84960	85680	86400	87120	87840	88560	89280	90000	90720	91440	92160	92880	93600	94320	95040	95760	96480	97200	97920	98640	99360	100080	100800	101520	102240	102960	103680	104400	105120	105840	106560	107280	108000	108720	109440	110160	110880	111600	112320	113040	113760	114480	115200	115920	116640	117360	118080	118800	119520	120240	120960	121680	122400	123120	123840	124560	125280	126000	126720	127440	128160	128880	129600	130320	131040	131760	132480	133200	133920	134640	135360	136080	136800	137520	138240	138960	139680	140400	141120	141840	142560	143280	144000	144720	145440	146160	146880	147600	148320	149040	149760	150480	151200	151920	152640	153360	154080	154800	155520	156240	156960	157680	158400	159120	159840	160560	161280	162000	162720	163440	164160	164880	165600	166320	167040	167760	168480	169200	169920	170640	171360	172080	172800	173520	174240	174960	175680	176400	177120	177840	178560	179280	180000	180720	181440	182160	182880	183600	184320	185040	185760	186480	187200	187920	188640	189360	190080	190800	191520	192240	192960	193680	194400	195120	195840	196560	197280	198000	198720	199440	200160	200880	201600	202320	203040	203760	204480	205200	205920	206640	207360	208080	208800	209520	210240	210960	211680	212400	213120	213840	214560	215280	216000	216720	217440	218160	218880	219600	220320	221040	221760	222480	223200	223920	224640	225360	226080	226800	227520	228240	228960	229680	230400	231120	231840	232560	233280	234000	234720	235440	236160	236880	237600	238320	239040	239760	240480	241200	241920	242640	243360	244080	244800	245520	246240	246960	247680	248400	249120	249840	250560	251280	252000	252720	253440	254160	254880	255600	256320	257040	257760	258480	259200	259920	260640	261360	262080	262800	263520	264240	264960	265680	266400	267120	267840	268560	269280	270000	270720	271440	272160	272880	273600	274320	275040	275760	276480	277200	277920	278640	279360	280080	280800	281520	282240	282960	283680	284400	285120	285840	286560	287280	288000	288720	289440	290160	290880	291600	292320	293040	293760	294480	295200	295920	296640	297360	298080	298800	299520	300240	300960	301680	302400	303120	303840	304560	305280	306000	306720	307440	308160	308880	309600	310320	311040	311760	312480	313200	313920	314640	315360	316080	316800	317520	318240	318960	319680	320400	321120	321840	322560	323280	324000	324720	325440	326160	326880	327600	328320	329040	329760	330480	331200	331920	332640	333360	334080	334800	335520	336240	336960	337680	338400	339120	339840	340560	341280	342000	342720	343440	344160	344880	345600	346320	347040	347760	348480	349200	349920	350640	351360	352080	352800	353520	354240	354960	355680	356400	357120	357840	358560	359280	360000	360720	361440	362160	362880	363600	364320	365040	365760	366480	367200	367920	368640	369360	370080	370800	371520	372240	372960	373680	374400	375120	375840	376560	377280	378000	378720	379440	380160	380880	381600	382320	383040	383760	384480	385200	385920	386640	387360	388080	388800	389520	390240	390960	391680	392400	393120	393840	394560	395280	396000	396720	397440	398160	398880	399600	400320	401040	401760	402480	403200	403920	404640	405360	406080	406800	407520	408240	408960	409680	410400	411120	411840	412560	413280	414000	414720	415440	416160	416880	417600	418320	419040	419760	420480	421200	421920	422640	423360	424080	424800	425520	426240	426960	427680	428400	429120	429840	430560	431280	432000	432720	433440	434160	434880	435600	436320	437040	437760	438480	439200	439920	440640	441360	442080	442800	443520	444240	444960	445680	446400	447120	447840	448560	449280	450000	450720	451440	452160	452880	453600	454320	455040	455760	456480	457200	457920	458640	459360	460080	460800	461520	462240	462960	463680	464400	465120	465840	466560	467280	468000	468720	469440	470160	470880	471600	472320	473040	473760	474480	475200	475920	476640	477360	478080	478800	479520	480240	480960	481680	482400	483120	483840	484560	485280	486000	486720	487440	488160	488880	489600	490320	491040	491760	492480	493200	493920	494640	495360	496080	496800	497520	498240	498960	499680	500400	501120	501840	502560	503280	504000	504720	505440	506160	506880	507600	508320	509040	509760	510480	511200	511920	512640	513360	514080	514800	51
--	----	----	----	-----	-----	-----	-----	-----	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	----

 Locafrance

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour les six premiers mois de l'exercice 1984 atteint 807 132 000 F. La Société mère représente 386 725 000 F, en progression de 15,4 % sur le premier semestre 1983.

Le chiffre d'affaires consolidé hors taxes pour les six premiers mois de l'exercice 1984 atteint 807 132 000 F. La Société mère représente 386 725 000 F, en progression de 15,4 % sur le premier semestre 1983.



ROBECO

for

ENERGIA

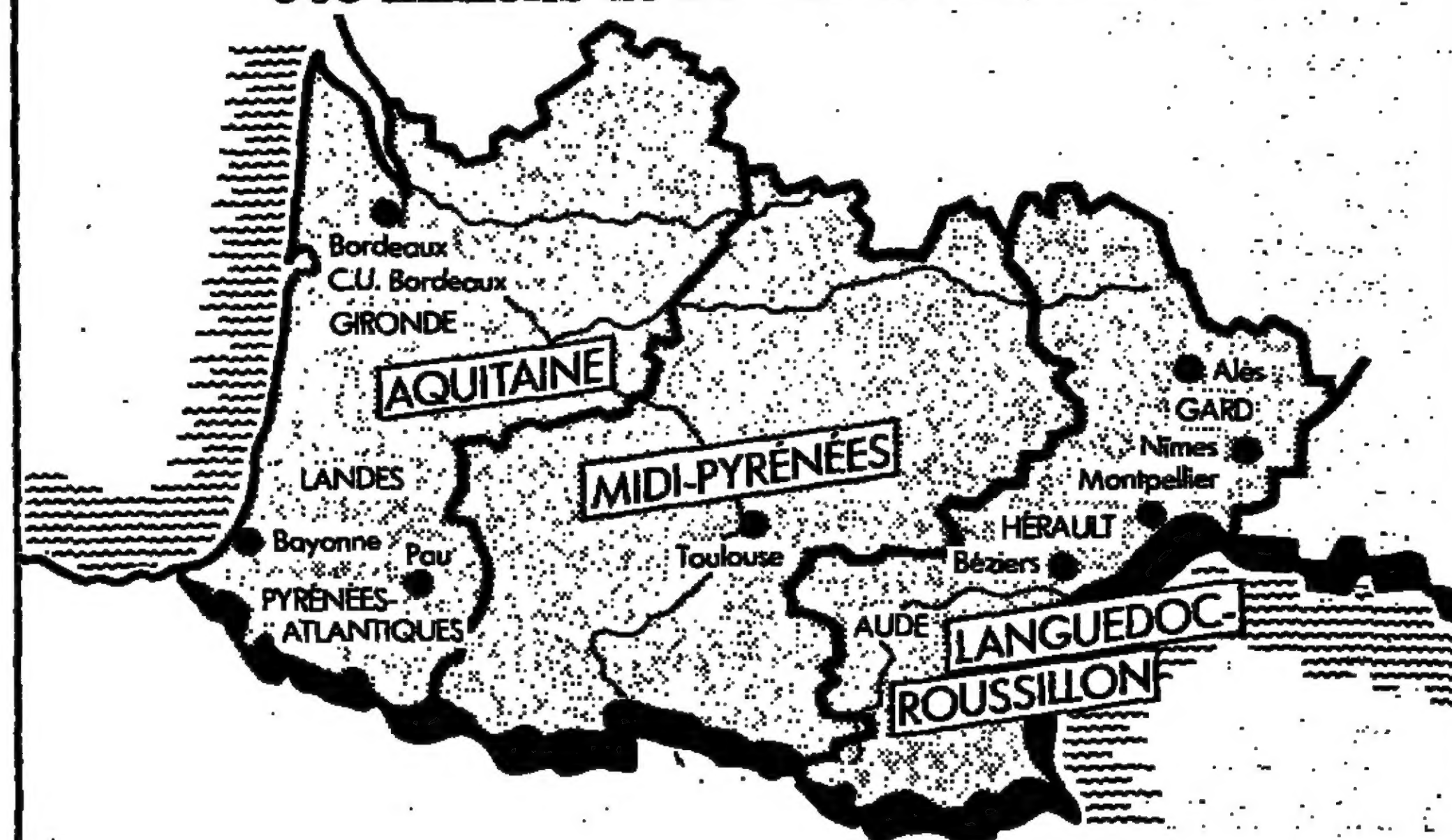


enter

forinter

actions anciennes, jouissance 1^{er} juillet 1984.

565 millions de F. – 15 Octobre 1984



13,10%

Émission de 113.000 obligations de 5.000 F.
Prix d'émission : le pair. Jouissance, règlement : 29 octobre 1984.
Durée de l'emprunt : 12 ans.
Amortissement : 12 annuités constantes (demi-tirage, demi-rachat).

Taux de rendement actuariel brut :
13.10%

Subscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Épargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les revenus ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (visu I.O.B. n° 84.245 du 3.10.84) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L. 36, rue de Lille-75008 PARIS et des établissements chargés du placement.

Avec le concours de la CAECL

18 Collectivités du Grand Sud-Ouest se groupent pour émettre cet emprunt :

RÉGIONS :	DÉPARTEMENTS :	COMMUNAUTÉ URBAINE de Bordeaux
Aquitaine	Aude - Gard - Gironde	VILLES :
Languedoc-Roussillon	Hérault - Landes	Alès - Bayonne - Béziers - Bordeaux
Midi-Pyrénées	Pyrénées-Atlantiques	Montpellier - Nîmes - Pau - Toulouse

Dunlop gagne.

vous aussi.

1984. Dunlop gagne :

-  Paris-Dakar
Metge-Lemoine
-  24 heures du Mans
Pescarolo-Ludwig
-  Championnat du Monde Moto 500
Lawson
-  Championnat du Monde des Marques
Porsche

A chacune de ces victoires, Dunlop confirme les progrès de ses technologies.

A l'initiative de ces valeurs
de ses technologies.

A chacune de ces victoires, Dunlop confirme les progrès de ses technologies.

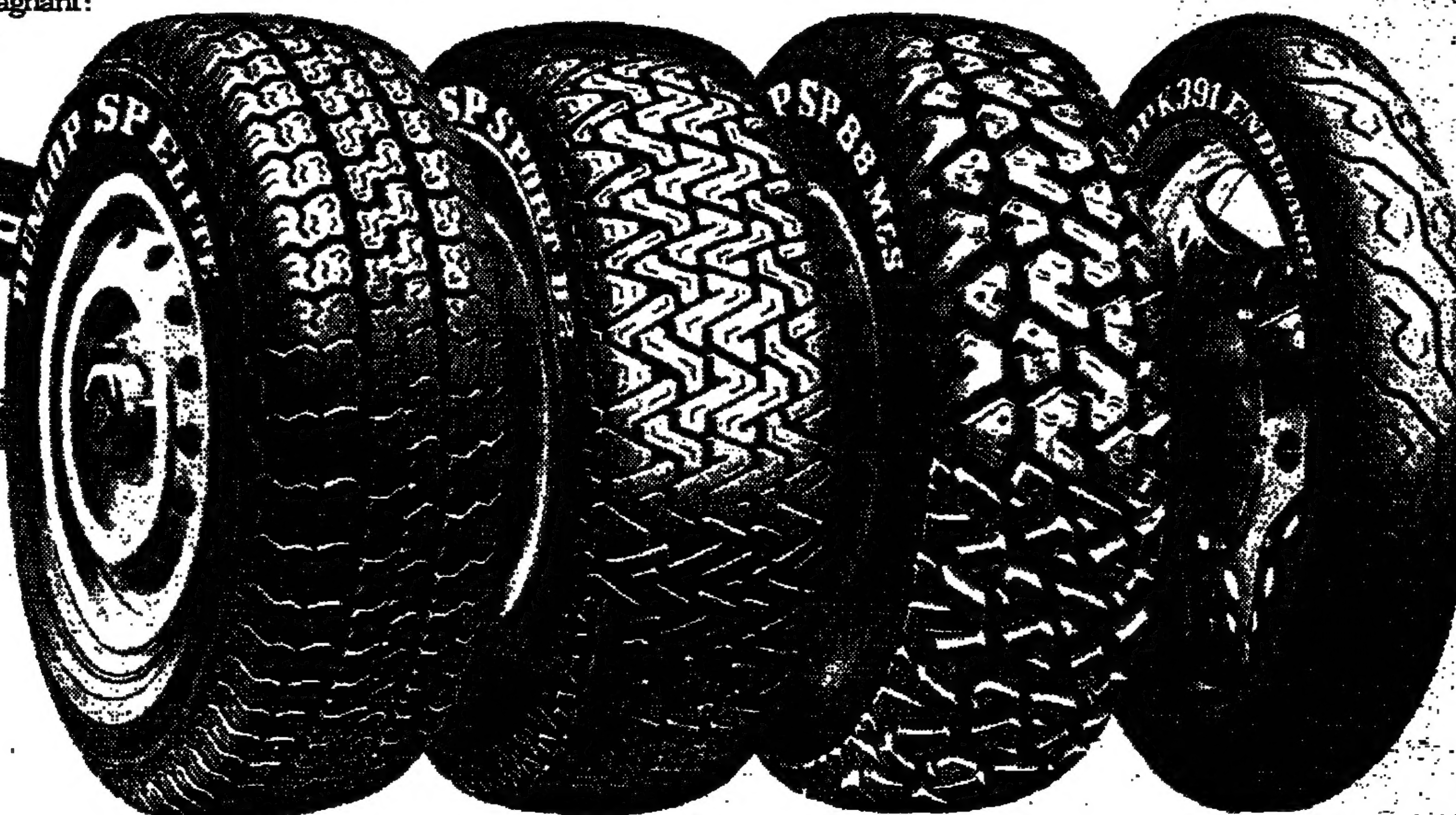
A chacune de ces victoires, vous aussi, vous êtes gagnant : vos pneus bénéficient de l'expérience compétition.

SP Élite, SP Sport, SP 88 "hiver", K 39L.

Vous gagnez en sécurité. Et en kilométrage.



DUNLOP
L'ESPRIT DE COMPETITION



MARCHÉS

SECRETARY OF THE ARMY

[illegible]

LA VIE DES SO

[illegible]

INDICES QUOTIDIENNES

[illegible]

Case in dispute -

N°	Données		Rapports	
	de la production	des valeurs	de la production	des valeurs
	de la production	des valeurs	de la production	des valeurs
1	100	100	100	100
2	100	100	100	100
3	100	100	100	100
4	100	100	100	100
5	100	100	100	100
6	100	100	100	100
7	100	100	100	100
8	100	100	100	100
9	100	100	100	100
10	100	100	100	100
11	100	100	100	100
12	100	100	100	100
13	100	100	100	100
14	100	100	100	100
15	100	100	100	100
16	100	100	100	100
17	100	100	100	100
18	100	100	100	100
19	100	100	100	100
20	100	100	100	100
21	100	100	100	100
22	100	100	100	100
23	100	100	100	100
24	100	100	100	100
25	100	100	100	100
26	100	100	100	100
27	100	100	100	100
28	100	100	100	100
29	100	100	100	100
30	100	100	100	100
31	100	100	100	100
32	100	100	100	100
33	100	100	100	100
34	100	100	100	100
35	100	100	100	100
36	100	100	100	100
37	100	100	100	100
38	100	100	100	100
39	100	100	100	100
40	100	100	100	100
41	100	100	100	100
42	100	100	100	100
43	100	100	100	100
44	100	100	100	100
45	100	100	100	100
46	100	100	100	100
47	100	100	100	100
48	100	100	100	100
49	100	100	100	100
50	100	100	100	100
51	100	100	100	100
52	100	100	100	100
53	100	100	100	100
54	100	100	100	100
55	100	100	100	100
56	100	100	100	100
57	100	100	100	100
58	100	100	100	100
59	100	100	100	100
60	100	100	100	100
61	100	100	100	100
62	100	100	100	100
63	100	100	100	100
64	100	100	100	100
65	100	100	100	100
66	100	100	100	100
67	100	100	100	100
68	100	100	100	100
69	100	100	100	100
70	100	100	100	100
71	100	100	100	100
72	100	100	100	100
73	100	100	100	100
74	100	100	100	100
75	100	100	100	100
76	100	100	100	100
77	100	100	100	100
78	100	100	100	100
79	100	100	100	100
80	100	100	100	100
81	100	100	100	100
82	100	100	100	100
83	100	100	100	100
84	100	100	100	100
85	100	100	100	100
86	100	100	100	100
87	100	100	100	100
88	100	100	100	100
89	100	100	100	100
90	100	100	100	100
91	100	100	100	100
92	100	100	100	100
93	100	100	100	100
94	100	100	100	100
95	100	100	100	100
96	100	100	100	100
97	100	100	100	100
98	100	100	100	100
99	100	100	100	100
100	100	100	100	100

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes en variation (en millions de francs)

ACTIF Au 4-10-1984

1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER 406 480

Or 258 090

Créances sur l'étranger 148 390

2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR 10 282

Créances sur le Trésor public 11 940

3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE RÉFINANCEMENT 196 328

4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU RÉGIM. 76 324

5) DIVERS 7 609

Total 703 044

PASSIF

1) BILLET EN CIRCULATION 196 518

2) COMPTES CRÉDITEURS ÉTRANGERS 12 965

3) COMPTES COURANT DU TRÉS. PUBLIC 20 678

4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS 63 217

5) ECU À LIVRER AU RÉGIM. 76 806

6) RÉSERVE DE RÉVALUATION DES AVIS PUBLICS EN OR 302 814

7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE 2 817

8) DIVERS 9 437

Total 703 044

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES

Indice global de base 100 en 1983

5 oct. 12 oct.

Valeurs françaises à revenu variable 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs françaises à revenu fixe 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

Valeurs étrangères 1915,8 1928

Dont valeurs industrielles 1915,8 1928

BOURSE DE PARIS Comptant 12 OCTOBRE

VALEURS % de cours VALEURS Cours Dernier VALEURS Cours Dernier VALEURS Cours Dernier

3 % 26 00 0 089 3 % 26 00 0 089 3 % 26 00 0 089 3 % 26 00 0 089

5 % 26 00 0 089 5 % 26 00 0 089 5 % 26 00 0 089 5 % 26 00 0 089

10 % 26 00 0 089 10 % 26 00 0 089 10 % 26 00 0 089 10 % 26 00 0 089

15 % 26 00 0 089 15 % 26 00 0 089 15 % 26 00 0 089 15 % 26 00 0 089

20 % 26 00 0 089 20 % 26 00 0 089 20 % 26 00 0 089 20 % 26 00 0 089

25 % 26 00 0 089 25 % 26 00 0 089 25 % 26 00 0 089 25 % 26 00 0 089

30 % 26 00 0 089 30 % 26 00 0 089 30 % 26 00 0 089 30 % 26 00 0 089

35 % 26 00 0 089 35 % 26 00 0 089 35 % 26 00 0 089 35 % 26 00 0 089

40 % 26 00 0 089 40 % 26 00 0 089 40 % 26 00 0 089 40 % 26 00 0 089

45 % 26 00 0 089 45 % 26 00 0 089 45 % 26 00 0 089 45 % 26 00 0 089

50 % 26 00 0 089 50 % 26 00 0 089 50 % 26 00 0 089 50 % 26 00 0 089

55 % 26 00 0 089 55 % 26 00 0 089 55 % 26 00 0 089 55 % 26 00 0 089

60 % 26 00 0 089 60 % 26 00 0 089 60 % 26 00 0 089 60 % 26 00 0 089

65 % 26 00 0 089 65 % 26 00 0 089 65 % 26 00 0 089 65 % 26 00 0 089

70 % 26 00 0 089 70 % 26 00 0 089 70 % 26 00 0 089 70 % 26 00 0 089

75 % 26 00 0 089 75 % 26 00 0 089 75 % 26 00 0 089 75 % 26 00 0 089

80 % 26 00 0 089 80 % 26 00 0 089 80 % 26 00 0 089 80 % 26 00 0 089

85 % 26 00 0 089 85 % 26 00 0 089 85 % 26 00 0 089 85 % 26 00 0 089

90 % 26 00 0 089 90 % 26 00 0 089 90 % 26 00 0 089 90 % 26 00 0 089

95 % 26 00 0 089 95 % 26 00 0 089 95 % 26 00 0 089 95 % 26 00 0 089

100 % 26 00 0 089 100 % 26 00 0 089 100 % 26 00 0 089 100 % 26 00 0 089

105 % 26 00 0 089 105 % 26 00 0 089 105 % 26 00 0 089 105 % 26 00 0 089

110 % 26 00 0 089 110 % 26 00 0 089 110 % 26 00 0 089 110 % 26 00 0 089

115 % 26 00 0 089 115 % 26 00 0 089 115 % 26 00 0 089 115 % 26 00 0 089

120 % 26 00 0 089 120 % 26 00 0 089 120 % 26 00 0 089 120 % 26 00 0 089

125 % 26 00 0 089 125 % 26 00 0 089 125 % 26 00 0 089 125 % 26 00 0 089

130 % 26 00 0 089 130 % 26 00 0 089 130 % 26 00 0 089 130 % 26 00 0 089

135 % 26 00 0 089 135 % 26 00 0 089 135 % 26 00 0 089 135 % 26 00 0 089

140 % 26 00 0 089 140 % 26 00 0 089 140 % 26 00 0 089 140 % 26 00 0 089

145 % 26 00 0 089 145 % 26 00 0 089 145 % 26 00 0 089 145 % 26 00 0 089

150 % 26 00 0 089 150 % 26 00 0 089 150 % 26 00 0 089 150 % 26 00 0 089

155 % 26 00 0 089 155 % 26 00 0 089 155 % 26 00 0 089 155 % 26 00 0 089

160 % 26 00 0 089 160 % 26 00 0 089 160 % 26 00 0 089 160 % 26 00 0 089

165 % 26 00 0 089 165 % 26 00 0 089 165 % 26 00 0 089 165 % 26 00 0 089

170 % 26 00 0 089 170 % 26 00 0 089 170 % 26 00 0 089 170 % 26 00 0 089

175 % 26 00 0 089 175 % 26 00 0 089 175 % 26 00 0 089 175 % 26 00 0 089

180 % 26 00 0 089 180 % 26 00 0 089 180 % 26 00 0 089 180 % 26 00 0 089

185 % 26 00 0 089 185 % 26 00 0 089 185 % 26 00 0 089 185 % 26 00 0 089

190 % 26 00 0 089 190 % 26 00 0 089 190 % 26 00 0 089 190 % 26 00 0 089

195 % 26 00 0 089 195 % 26 00 0 089 195 % 26 00 0 089 195 % 26 00 0 089

200 % 26 00 0 089 200 % 26 00 0 089 200 % 26 00 0 089 200 % 26 00 0 089

205 % 26 00 0 089 205 % 26 00 0 089 205 % 26 00 0 089 205 % 26 00 0 089

210 % 26 00 0 089 210 % 26 00 0 089 210 % 26 00 0 089 210 % 26 00 0 089

215 % 26 00 0 089 215 % 26 00 0 089 215 % 26 00 0 089 215 % 26 00 0 089

220 % 26 00 0 089 220 % 26 00 0 089 220 % 26 00 0 089 220 % 26 00 0 089

225 % 26 00 0 089 225 % 26 00 0 089 225 % 26 00 0 089 225 % 26 00 0 089

230 % 26 00 0 089 230 % 26 00 0 089 230 % 26 00 0 089 230 % 26 00 0 089

235 % 26 00 0 089 235 % 26 00 0 089 235 % 26 00 0 089 235 % 26 00 0 089

240 % 26 00 0 089 240 % 26 00 0 089 240 % 26 00 0 089 240 % 26 00 0 089

245 % 26 00 0 089 245 % 26 00 0 089 245 % 26 00 0 089 245 % 26 00 0 089

250 % 26 00 0 089 250 % 26 00 0 089 250 % 26 00 0 089 250 % 26 00 0 089

255 % 26 00 0 089 255 % 26 00 0 089 255 % 26 00 0 089 255 % 26 00 0 089

260 % 26 00 0 089 260 % 26 00 0 089 260 % 26 00 0 089 260 % 26 00 0 089

265 % 26 00 0 089 265 % 26 00 0 089 265 % 26 00 0 089 265 % 26 00 0 089

270 % 26 00 0 089 270 % 26 00 0 089 270 % 26 00 0 089 270 % 26 00 0 089

275 % 26 00 0 089 275 % 26 00 0 089 275 % 26 00 0 089 275 % 26 00 0 089

280 % 26 00 0 089 280 % 26 00 0 089 280 % 26 00 0 089 280 % 26 00 0 089

285 % 26 00 0 089 285 % 26 00 0 089 285 % 26 00 0 089 285 % 26 00 0 089

290 % 26 00 0 089 290 % 26 00 0 089 290 % 26 00 0 089 290 % 26 00 0 089

295 % 26 00 0 089 295 % 26 00 0 089 295 % 26 00 0 089 295 % 26 00 0 089

300 % 26 00 0 089 300 % 26 00 0 089 300 % 26 00 0 089 300 % 26 00 0 089

305 % 26 00 0 089 305 % 26 00 0 089 305 % 26 00 0 089 305 % 26 00 0 089

310 % 26 00 0 089 310 % 26 00 0 089 310 % 26 00 0 089 310 % 26 00 0 089

315 % 26 00 0 089 315 % 26 00 0 089 315 % 26 00 0 089 315 % 26 00 0 089

320 % 26 00 0 089 320 % 26 00 0 089 320 % 26 00 0 089 320 % 26 00 0 089

325 % 26 00 0 089 325 % 26 00 0 089 325 % 26 00 0 089 325 % 26 00 0 089

330 % 26 00 0 089 330 % 26 00 0 089 330 % 26 00 0 089 330 % 26 00 0 089

335 % 26 00 0 089 335 % 26 00 0 089 335 % 26 00 0 089 335 % 26 00 0 089

340 % 26 00 0

